
A 828,795





MÉMOIRES

DU

GÉNÉRAL GUILLAUME PÉPÉ





LE GÉNÉRAL GUILLAUME PÉPÉ

épe, Guglielmo, barone, 1783-1855.

LA RÉVOLUTION, L'EMPIRE, LA RESTAURATION

ET

LE ROYAUME DE NAPLES

MÉMOIRES

DU

ÉNÉRAL GUILLAUME PÉPÉ

(1783-1846)

PUBLIÉS D'APRÈS L'ÉDITION ORIGINALE

PAR

LÉO MOUTON

BIBLIOTHÉCAIRE A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE DIDIER

PERRIN ET C[ie], LIBRAIRES-EDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1906

AU LECTEUR

Les *Mémoires du général Guillaume Pépé* ont été publiés en français, par l'auteur lui-même, en 1847. L'ouvrage forme trois volumes in-8°, fruit de la longue oisiveté d'un exil qui dura de 1821 à 1848. Il en parut en même temps deux autres versions, l'une italienne et l'autre anglaise.

Peut-être est-ce l'énorme quantité de considérations générales, d'appréciations militaires techniques et autres digressions dont ces *Mémoires* sont remplis qui ont rebuté le lecteur et les ont empêchés d'obtenir la réputation qu'ils méritent par leur puissant intérêt. C'est pourquoi nous en donnons aujourd'hui une nouvelle édition dégagée de tous les impédimenta qui, sans concourir à l'éclaircissement de la vie de l'auteur, arrêtaient et coupaient l'intérêt du récit.

Le général Pépé est un oublié. Le cadre même où il se meut est peu connu. Le royaume de Naples a disparu de la carte en 1866, et cette dis-

parition s'est effectuée sans circonstances dramatiques : l'entrée des Garibaldiens à Naples, reçus à bras ouverts par la population, en plein jour, arrivant par petits groupes, à pied, en voiture, en chemin de fer, ne ressemble pas à l'entrée des Russes à Varsovie. Le résultat est qu'on a oublié le royaume lui-même.

Et cependant que de points de contact avec notre histoire ! Les *Mémoires du général Pépé* commencent à la Révolution française dont le contre-coup se fit si rudement sentir en Italie. Nous assistons d'abord aux répressions violentes que la reine, sœur de Marie-Antoinette, fait exercer contre les libéraux. Puis arrive l'invasion du royaume avec Championnet, puis les règnes de Joseph Bonaparte et de Murat qui sont, à proprement parler, un chapitre de l'histoire de France. Le fait que Pépé fut officier d'ordonnance de Murat et qu'il commanda un régiment en Espagne dans l'armée de Suchet donne à ses *Mémoires* une saveur historique. En effet, les détails sur la cour et le caractère intime de Joachim y abondent.

La Restauration des Bourbons sur le trône de Naples ressuscite le cabonarisme et amène la révolution constitutionnelle de 1821, qui fut d'un intérêt si général qu'un congrès des grandes puissances fut réuni à ce propos. Or, c'est le géné-

ral Pépé qui, au moyen du carbonarisme, machine, exécute et dirige cette révolution. Ce fut la grande œuvre de sa vie, et elle s'écroula au milieu de la débandade des siens. Ce militaire politicien paya ses convictions d'un exil de vingt-sept ans.

Le caractère de l'homme est à la hauteur des circonstances où il se trouve. Plein d'honneur, de patriotisme, de désintéressement et d'abnégation, il marche avec une inlassable énergie vers un but pur et élevé qui est le relèvement et la liberté de son pays. Faisons-lui donc crédit d'un peu de bon sens, qui semble parfois lui manquer, en faveur de la droiture de ses intentions. Dans toute cette existence si mouvementée, au milieu des guerres, des révolutions, des emprisonnements, de l'exil, des conspirations, des évasions, des naufrages, il demeure toujours lui-même dans sa foi profonde de patriote et de libéral convaincu. Grand, de taille herculéenne, le visage énergique et accentué par un peu de prognatisme, il était d'une grande séduction au dire de ceux qui l'ont connu ; ses espoirs sans cesse déçus avaient laissé sur ce mâle visage une nuance de mélancolie qui en adoucissait la rudesse.

Ces souvenirs s'arrêtent en 1846, à une époque où le général Pépé croyait en avoir fini avec toute activité politique ; et pourtant, un an après la

publication de ses *Mémoires*, en 1848, il était rappelé à Naples, mis à la tête des troupes que le roi Ferdinand II envoyait au secours de Venise contre les Autrichiens. Il courut, malgré le contre-ordre de son roi, s'enfermer dans l'héroïque cité où il prit part au siège mémorable que l'on sait, et où un dernier reflet de gloire vint encore dorer ses cheveux blancs. Après la capitulation, le général Pépé put se retirer à Turin, où il mourut, en 1855, âgé de soixante-douze ans.

MÉMOIRES

DU

GÉNÉRAL GUILLAUME PÉPÉ

CHAPITRE PREMIER

Mémorable tremblement de terre en Calabre. — Ma naissance. — Mon éducation dans un collège royal. — Je m'échappe deux fois du collège, afin d'embrasser la carrière des armes. — J'entre au collège militaire de Naples. — Le Gouvernement se déclare contre la République française. — Persécutions contre les francs-maçons. — Les prisons remplies. — Bonaparte accorde la paix au roi de Naples. — Moyens employés par la Cour pour se procurer de l'argent.

Lorsque je vins au monde, dans le mois de février 1783, la nature se montra singulièrement cruelle envers la seconde Calabre, ma province natale; deux effroyables secousses de tremblement de terre, qui se firent sentir le 5 février, se renouvelèrent vers la fin du mois de mars suivant et firent périr en moins de deux mois, dans cette région, près de soixante mille habitants. Le terrain fut tellement bouleversé que tous les édifices publics et les maisons de deux cents villes et villages s'écroulèrent et furent en grande partie engloutis. La petite, mais très ancienne ville de Squillace, me vit naître peu de jours après les deux premières secousses de tremblement de terre. Le nom de mon

1

père était Grégorio Pépé, et ma mère se nommait Irène Assanti.

Comme il n'était pas resté pierre sur pierre de la vaste habitation paternelle, ma mère, dans le moment le plus rigoureux de l'hiver, fut forcée de me mettre au monde sous une misérable tente élevée à la hâte et le mieux que pouvaient le permettre ces jours de deuil et de désolation.

Mes parents eurent vingt-deux enfants, et je fus du nombre des derniers. Nonobstant une si nombreuse famille, dans laquelle les mâles surpassaient de plus du double le chiffre des enfants du sexe féminin, mon excellent père, toujours plein de sollicitude pour nous donner une bonne éducation, aussitôt que mes frères atteignirent leur dixième année, se hâta de les envoyer à Naples pour y être instruits, et à peine j'eus accompli l'âge de sept ans, que je fus mis dans le collège royal de Catanzaro, où trente condisciples seulement étaient admis par faveur.

Les indices d'un penchant particulier, qui se manifestent naturellement dans la première jeunesse, décident presque toujours d'une vocation constante qui, au lieu de s'affaiblir, s'accroît avec les années. On était en 1797, et j'atteignais l'âge de quatorze ans : j'aurais pu alors continuer avec succès, mes études au collège de Catanzaro, si un vif désir ou plutôt une fureur qui me possédait d'entrer dans la carrière militaire ne m'en eût détourné. Déjà mon frère Florestan, mon aîné d'un peu plus de quatre ans, avait été promu, en sortant du collège militaire de Naples, au grade d'enseigne dans

le régiment de Bourgogne-infanterie, et mon autre frère Ferdinand, aîné de Florestan, avait le grade de lieutenant que mon père lui avait acheté dans un régiment de chasseurs de nouvelle levée. En apprenant que mes deux frères étaient déjà officiers, et que le gouvernement apportait toute sa sollicitude à inspirer à la nation le goût de l'état militaire, je redoublai d'impatience d'entrer dans la carrière vers laquelle se tournaient toutes mes pensées. Mais, quoique le grade d'officier pût aussi s'acheter à l'âge que j'avais alors, mon père, qui avait infiniment à cœur l'éducation littéraire de ses enfants, avait sagement décidé que je continuerais mes études dans le collège jusqu'à l'âge de dix-huit ans, résolution dans laquelle il se montra ferme et inébranlable.

Quant à moi, obstiné comme je l'étais naturellement, je m'avisai d'une véritable ruse d'enfant, c'est-à-dire de m'échapper du collège, très persuadé que je ne pourrais plus y être admis de nouveau, et de tenter par ce moyen de déterminer mon père à m'acheter ce grade d'officier si ardemment désiré. Ayant réussi à franchir les portes du collège, je fus conduit par un de mes parents à Squillace, dans la maison paternelle. Mais, comme Stefano, l'aîné de mes frères, avait épousé la fille du baron de Marcellinara, neveu de Sanseverino, gouverneur du collège, celui-ci, par égard pour la parenté, me reçut de nouveau parmi les étudiants. Cependant cette faveur ne me fit nullement changer de pensée. Il résulta de là que, quelques mois après, je mis en œuvre un nouveau stratagème que je crus infaillible pour fléchir

l'inexorable volonté de mon père et l'amener à satisfaire mon désir. Je fis demander à un caporal-fourrier de l'un des six régiments de chasseurs, qui alors recrutait par voie d'engagement volontaire, s'il voulait me recevoir comme simple recrue tout jeune que j'étais. Cet homme, espérant retirer un bon profit de ma folie, me fit promettre qu'il me recevrait. Abandonnant pour la seconde fois le collège, je me présente au fourrier, et je reçois, pour la forme, l'engagement de dix grani, croyant rendre par là ma convention plus valable. Il était sur le point de finir d'enregistrer mon signalement, lorsque arrive un ordre sévère du général Winspeare, commandant de la province, de me conduire à l'instant en sa présence. La jactance du pauvre fourrier s'évanouit alors, et il fut immédiatement envoyé en prison pour avoir détourné un élève du collège royal à l'âge encore si tendre de quatorze ans. Reconduit au collège, j'y fus renfermé dans une petite chambre ; mais, au bout de quelques jours, mon père m'envoya chercher, et il me fit ensuite partir pour Naples, me confiant aux soins d'un autre de mes frères, Jean-Baptiste, jeune homme très sage et beaucoup plus âgé que moi. Quatre ans après, ce fourrier se présenta pour servir comme soldat dans une compagnie de la république de Toscane, où j'étais lieutenant, et vingt-trois ans plus tard, le fils du général Winspeare, devenu colonel, servait en qualité de mon chef d'état-major, pendant que j'avais le commandement en chef de l'armée des Deux-Siciles.

Tandis que l'on attendait pour moi la faveur d'être

admis dans le collège royal militaire comme élève externe, mon frère Jean-Baptiste étant étroitement lié d'amitié avec Pietro Colletta, alors lieutenant d'artillerie et devenu très longtemps après général, me fit interroger par lui sur les mathématiques élémentaires, afin de s'assurer si mon examen se ferait avec succès. Vers la fin de 1797, j'entrai enfin, à ma grande satisfaction, au collège royal militaire, louant en moi-même et approuvant la sage résolution prise par mon père et par mes frères, en m'ouvrant la voie qui devait me conduire à mériter par moi-même les grades militaires, au moyen de l'étude et de l'instruction, plutôt que d'avoir obtenu, en l'achetant, une place d'enseigne ou de lieutenant.

La révolution française, qui éclata en 1789, éveilla, plus qu'elle n'aurait dû peut-être, l'inquiétude et la crainte de la cour de Naples, parce que la France n'avait encore aucune pensée de faire de la propagande. Cependant l'influence prépondérante de l'Angleterre, encore augmentée par le ministre Acton, anglais de naissance, la parenté de nos souverains avec ceux de la France, tout contribua, dès le commencement, à augmenter dans la famille régnante de Naples la haine contre les grands mouvements révolutionnaires de la nation française. On ordonna en conséquence de si grands préparatifs de guerre qu'ils ne purent échapper à la vigilance de la république française. Elle expédia aussitôt une flotte puissante de 14 vaisseaux de ligne, qui parut dans le golfe de Naples. L'amiral Latouche, qui la commandait, somma notre cour de se déclarer à l'égard du parti qu'elle voulait

embrasser. Celle-ci, intimidée et contrainte par une force imposante, convint de rester neutre, convention illusoire, souscrite pour éviter un péril imminent; aussi fut-elle de courte durée, car, peu de mois après, le ministre Acton, d'accord avec la reine, qui cédait à toutes ses volontés, contracta secrètement une alliance offensive et défensive avec l'Angleterre. La neutralité convenue fut bientôt violée ouvertement par le débarquement que les alliés effectuèrent à Toulon, où notre gouvernement envoya pour son contingent une flotte et des troupes de terre, qui, dans cette malheureuse entreprise, se signalèrent toutefois en combattant avec valeur.

Avant de poursuivre le fil de ces événements, il est nécessaire de faire un retour sur d'autres faits qui les avaient précédés de plusieurs années. Il est certain qu'avant la première révolution française, celle de 1789, les loges maçonniques étaient plus florissantes dans notre pays que dans toutes les autres parties de l'Europe. Ce fut au point que la jeune reine Caroline, peut-être pour suivre l'exemple de son frère Josef II, avait voulu entrer dans la maçonnerie des femmes. Or, comme elle ne connaissait point de milieu, elle honora d'abord ses frères les sectaires avec la même ardeur qu'elle mit, quelques années plus tard, à les persécuter et à les envoyer au gibet.

Pendant l'espace de quatre ans, depuis 1794, le nombre des incarcérations fut immense et à chaque individu arrêté, le frénétique Vanni, juge inquisiteur chargé de ces procès, qui avait persuadé à la cour l'existence d'un véritable complot révolution-

naire, ne manquait pas d'annoncer au roi la découverte d'un fil de la conjuration.

D'autre part, les nouvelles de la guerre étaient mauvaises, et le bruit des victoires remportées par les légions républicaines frappèrent d'une telle terreur notre gouvernement qu'il n'hésita point à accepter l'armistice que lui offrit le général Buonaparte, armistice qui fut, peu de temps après, converti en une paix sollicitée par le roi de Naples, conclue à Paris, au mois d'octobre 1797, et qui coûta à notre pays, outre d'autres concessions, plusieurs millions de francs.

Or, tant d'appareils belliqueux coûtaient depuis plus de quatre ans des sommes considérables, qui, jointes à celles non moins importantes qu'exigeaient l'entretien de la junte d'État chargée des procès politiques et les profusions absorbées par l'espionnage, s'élevaient à un chiffre si énorme que le trésor public était dans l'impossibilité de les soutenir. Les impositions annuelles dont la nation était plus que jamais grevée ne suffisant plus, on ordonna un nouvel impôt de dix pour cent sur les rentes des citoyens, et appelé la dîme, ce qui, ne suffisant point encore, fut suivi d'une rapine ouverte ; car quel autre nom donner à la spoliation de sept banques publiques, à Naples, dépôts sacrés de l'argent des particuliers, sur lesquels le gouvernement n'avait pas d'autres droits que celui de les protéger? Et, lorsque ces banques furent complètement épuisées, on fit fabriquer une immense quantité de cédules à vendre sur la place, montant à des sommes exorbitantes, desquelles, en réalité, il

n'existait pas un sol. Quoique ces cédules fussent extrêmement baissées de crédit, elles furent néanmoins mises en circulation. De nombreux émissaires du gouvernement parcouraient les provinces et les foires du royaume, amorçant les paysans par l'appât d'un fort agio, qui s'éleva jusqu'à deux tiers de la valeur nominale des cédules. Ce fut par ce frauduleux stratagème que le gouvernement parvint à extorquer de la nation le peu d'argent qui lui restait encore. Pour compléter entièrement ces spoliations, on enleva des églises de Naples toutes les statues, les candélabres et autres ornements d'argent et d'or, dont elles étaient richement pourvues. Enfin on prit aux habitants du royaume entier toute leur vaisselle d'argent ou d'or, en leur donnant en paiement ces cédules, qui ne représentaient aucune valeur.

Mais le dénouement de la déplorable tragédie des criminels d'État s'approchait déjà de son terme. Quatre ans et plus d'inquisition, sans principe de justice, faisaient frémir les intéressés et le peuple même. Le roi, frappé enfin de ce long retard, ordonna que l'on expédiât les procès des accusés. On convoqua donc, au mois d'avril 1798, la grande junte d'État qui, outre les trois inquisiteurs Castelcicala, Vanni et Guidobaldi, était composée de magistrats respectables par leurs lumières et par leur intégrité. Tous, à l'exception des juges inquisiteurs, se prononcèrent d'une manière favorable aux détenus, qui, ayant été mis en liberté, furent reçus comme en triomphe par le public. Le gouvernement, pour se justifier aux yeux de la nation, sacrifia Vanni en

faisant tomber sur lui la responsabilité de tant de punitions injustes et terribles. Il fut destitué et banni de la capitale, à la grande satisfaction de la multitude. Coup fatal pour lui qui, malgré les tentatives secrètes de la cour pour adoucir son exil, ne put rappeler le calme dans son âme ambitieuse, et il finit tristement en se donnant lui-même la mort.

CHAPITRE II

(1798-1799)

Enthousiasme de la jeunesse napolitaine pour les principes républicains. — La Cour se décide à la guerre. — Courte et honteuse campagne. — Fuite du roi en Sicile avec d'immenses richesses. — Progrès de l'armée française. — Le lieutenant du royaume s'enfuit en Sicile. — Les patriotes s'emparent du fort Saint-Elme et traitent avec les Français. — Défense désespérée du peuple. — Entrée triomphale de Championnet à Naples et proclamation de la République parthénopéenne.

On comptait déjà, en 1798, la cinquième année de la république française, dont les fastes avaient exalté parmi nous, plus que dans toute autre région de l'Europe, les esprits pleins d'ardeur des jeunes gens. Quoique j'eusse encore à peine atteint ma quinzième année, je devins républicain jusqu'au délire. La nouvelle de la victoire d'Aboukir, l'éloignement où le général Buonaparte, alors en Égypte, se trouvait de l'Europe avec son armée aguerrie, le démembrement des légions françaises en Lombardie pour secourir les phalanges de l'armée du Rhin, la marche imminente d'un puissant corps de troupes austro-russe en Italie, et la nouvelle coalition formée en Europe contre la France, accrurent l'impatience déjà si violente que la reine éprouvait de nuire à la nation française : elle fit donc en sorte que le gouvernement napolitain

résolût de rompre le traité de paix conclu un an auparavant (en gardant toutefois les apparences) et de recommencer la guerre par l'invasion des États romains, alors érigés en république et occupés par des légions françaises.

Le désir de faire la guerre était si vif dans l'âme des souverains qu'ils n'eurent pas la patience d'attendre la descente en Italie des magnifiques troupes austro-russes, et que, sans même donner le temps à leur propre armée de s'organiser, on expédia de la part du gouvernement, au commencement de septembre, des dépêches cachetées dans toutes les communes du royaume, avec l'ordre rigoureux de ne les ouvrir qu'au jour et à l'heure désignés. Ces dépêches contenaient le décret de levée de 40.000 hommes. Ces troupes furent destinées à entrer en campagne dans le mois de novembre suivant, dont on était déjà si près : or, cette levée de soldats, qui n'avaient pas la moindre idée de discipline militaire, avait à peine rejoint ses drapeaux, après trente jours seulement d'instruction précipitée, qu'elle dut aller combattre les troupes les mieux aguerries de l'Europe. Tant les princes se font illusion dans la fougue de leurs desseins ! Je me souviens encore que, faute d'instructeurs, nous-mêmes élèves du collège militaire, nous avions la charge de former aux exercices ces tristes novices qui inspiraient la pitié, car, au lieu de suppléer par l'enthousiasme à leur ignorance, on ne voyait en eux que dégoût et aversion pour le métier des armes. Il faut ajouter que, pour comble de maux, les généraux étrangers, destinés à les

commander, étaient presque tous ou ignorants, ou n'ayant que peu ou point d'expérience de la guerre. Le commandement en chef était entre les mains du général autrichien Mack, lequel, étant incapable de conduire une armée bien ordonnée, pouvait encore moins commander nos nouvelles troupes dont il ne savait même pas la langue.

Pendant ce temps, j'enviais le sort de mes deux frères, qui entraient en campagne avec les régiments auxquels ils appartenaient. Et, quoique je ne fusse que depuis peu de temps au collège militaire, j'étais déjà, par le degré d'avancement de mes études et par la rareté des officiers, en position d'être nommé enseigne d'artillerie.

L'armée napolitaine, mal organisée et mal dirigée, était en marche, vers la fin de novembre, pour les États pontificaux, et la retraite des troupes françaises permit au roi Ferdinand d'entrer sans obstacle à Rome, avec sa suite et toute sa cour; mais, quelques jours après ce prétendu triomphe, la peur que lui causa la nouvelle des victoires des légions françaises et de la défaite de son armée mal commandée, lui fit prendre la fuite et se rendre en toute hâte de Rome à Naples, déguisé sous les habits du duc d'Ascoli, l'un de ses gentilshommes de la chambre, et il arriva à Caserte dans la soirée du 11.

Néanmoins, nos troupes, toutes mal composées qu'elles étaient, n'auraient pas donné peu d'embarras à l'ennemi, si les chefs qui les conduisaient n'avaient été que médiocres au lieu d'être détestables.

Les gens capables et sensés, qui ne manquaient par parmi nous, en voyant par quels généraux et par quel roi notre armée était conduite, avaient prévu, dès le commencement, les désastres qui devaient résulter de cette déplorable campagne; mais, au lieu de s'en plaindre, ils s'en consolaient intérieurement par l'espérance que l'influence étrangère établirait dans notre pays une liberté durable, et que le déshonneur de notre armée devait être supporté comme un malheur momentané.

Lorsque le roi fut arrivé à Caserte, il publia un édit antidaté de Rome, en excitant les populations à s'insurger et à s'armer pour défendre la religion et le souverain, assurant qu'il était prêt à sacrifier sa propre vie afin de conserver à ses sujets leurs autels, leurs biens, l'honneur de leurs femmes, leur vie et leur liberté, promesse fallacieuse qu'il remplit peu de temps après en s'enfuyant en Sicile. A la suite de cet édit et de plusieurs proclamations dans le même sens, la nation se divisa en deux partis. La multitude dévouée au roi et à son pouvoir arbitraire, bien qu'elle ne le regardât pas comme tel, l'esprit animé d'une vive exaltation, et encore excitée à la révolte par des prêtres fanatiques, sous prétexte de religion, courait avec fureur pour combattre les Français et leurs partisans; et le petit nombre d'hommes éclairés et sensés qui s'étaient déclarés en faveur de la liberté, considéraient l'invasion comme un mal nécessaire et passager.

Le roi étant de retour à Naples et apprenant que l'ennemi était entré dans le royaume, où il

avait déjà pris possession de forteresses importantes, fut saisi d'une si grande épouvante, aussi bien que toute la cour, les ministres, les inquisiteurs d'État et leurs satellites, que, désespérant de tout moyen de salut, la fuite fut décidée. On se hâta de faire les préparatifs nécessaires, mais le plus secrètement possible, afin de cacher une pusillanimité si honteuse, et l'on s'embarqua sans bruit dans la nuit du 20 novembre, emportant les joyaux et toutes les richesses de la couronne, les antiquités les plus précieuses, les ouvrages d'art les plus parfaits des musées, avec le reste des dépouilles des banques publiques et des églises de Naples, encore en dépôt à la Monnaie, soit en espèces, soit en lingots : butin des trésors de l'État, immense pour ce temps, et se montant à vingt millions de ducats.

Dans la matinée du 21, l'on vit dans le golfe de Naples un grand nombre de vaisseaux qui, pendant la nuit, avaient levé l'ancre et étaient sortis du port ; et l'on reconnut aux signaux des pavillons que c'était le roi avec la famille royale, accompagnés de leurs courtisans, tous embarqués dans le plus grand des vaisseaux anglais, préféré par Ferdinand, au mépris, pour ainsi dire, du vaisseau napolitain commandé par le brave Caracciolo. On vit en même temps un édit affiché sur les murs de la ville, sous le titre d'*avis*, qui disait que le roi passait en Sicile pour revenir promptement à Naples avec de puissants secours de troupes, et qu'il laissait en attendant pour son représentant le capitaine général prince Francesco Pignatelli.

Après le départ du roi, le général Pignatelli con-



FERDINAND Ier

Roi des Deux-Siciles.

féra une partie des pouvoirs dont il avait été revêtu par le souverain, tant au général Mack, pour ce qui regardait l'armée, qu'aux élus de la ville pour les matières civiles. Ces élus convoquèrent dans leur séance d'autres élus, et créèrent aussitôt une milice urbaine appelée garde civique, assez nombreuse et assez fidèle pour maintenir le bon ordre et la tranquillité dans la ville. Pignatelli manifesta une vive opposition, mais la ville tint ferme et lui enjoignit de se démettre de son illégitime pouvoir.

Sur ces entrefaites, on vint incendier, par ordre du général Pignatelli, 120 barques canonnières ou bombardes, réparées dans la rade de Pausilippe, et, peu de jours après, le comte de Thurn, Allemand au service de Naples, revenu de Sicile avec un petit bâtiment de guerre, commanda que l'on mît le feu en plein jour à deux vaisseaux de ligne napolitains, et à trois frégates à l'ancre dans le port. A cet horrible spectacle, la multitude accourue sur le rivage demeura stupéfaite et consternée, déplorant au fond de l'âme la destruction barbare de ces vaisseaux qui avaient couté des trésors, et qui auraient pu être si utiles à l'État.

Cependant le général français Championnet était déjà maître des forteresses de Civitella del Tronto, de Pescara et de Gaëte, commandées par trois officiers étrangers qui, manquant de tête et de courage, les rendirent par faiblesse; et, ce qui est plus encore, l'inexpugnable Gaëte fut rendue en peu d'heures par le général Suisse Tchudy, qui était si faible à cause de son âge avancé, et si dépourvu d'expérience en

fait de guerre qu'il prenait conseil de l'évêque de la ville. Déjà la forteresse de Capoue, le premier et le plus fort boulevard de la capitale, était en danger, parce qu'elle était vigoureusement assiégée. Le général français voulut s'en emparer à tout prix. Le lieutenant du royaume Pignatelli en fut tellement effrayé qu'il fit négocier secrètement la paix avec l'ennemi, ou du moins une longue trêve, qui fut conclue pour deux mois, le 12 janvier 1799, aux plus dures conditions, au nombre desquelles il faut compter la reddition de la forteresse de Capoue, munie et armée comme elle l'était, et l'obligation pour la ville de Naples de payer deux millions et demi de ducats : une moitié le 15, et l'autre moitié le 25 du même mois : traité honteux et pire qu'une défaite.

Dans la soirée du 14, deux commissaires français, expédiés par le général Championnet, vinrent pour toucher, conformément à la teneur de l'armistice, la moitié de la somme convenue, qui non seulement n'était pas encore prête, mais qu'il était impossible de se procurer, parce que tout l'argent de la Monnaie et des banques avait été dilapidé ou emporté par le roi dans sa fuite. A la première apparition de ces deux commissaires, le peuple se souleva en tumulte, et l'agitation dura pendant toute la nuit, sans cependant entraîner aucun désordre, les mécontents étant contenus par la garde urbaine. Les commissaires s'échappèrent secrètement pendant la nuit et retournèrent au camp de Capoue.

Le jour suivant, les choses prirent un aspect plus menaçant. Le peu de soldats qui étaient en garni-

son dans la ville soit par crainte, soit par le désir d'agir en commun avec le peuple, lui cédèrent leurs armes, et la population ainsi armée attaqua les quartiers de la garde urbaine, la désarma et l'obligea à se dissoudre. Le peuple courut ensuite avec fureur vers les vaisseaux arrivés pendant la nuit, avec 6.000 soldats ramenés par le général Naselli. Ces soldats, peu soucieux de la discipline militaire, se réunirent volontairement au peuple, qui, devenu puissant par le nombre et par les armes, demanda aux représentants du roi les forts de la ville. Francisco Pignatelli, soit par lâcheté de cœur, ou parce qu'il méditait sa fuite, n'hésita point à satisfaire à cette demande du peuple, le déclarant dans son édit ennemi des Français et fidèle au roi.

La force armée trouva dans le Château Neuf et dans celui de l'Œuf environ 40.000 fusils. On ouvrit en même temps les portes des prisons, les chaînes des galériens furent brisées, et une quantité de misérables et de criminels se réunirent au peuple. Au milieu de ce désordre les magistrats de la ville envoyèrent des députés au vice-roi, lui enjoignant de déposer tous les pouvoirs du *vicariat*, ou de la vice-royauté, de restituer tout l'argent de l'État, qu'il avait en sa possession, et d'ordonner au peuple, par un édit, de promettre pleine obéissance à la cité seule. Le vice-roi répondit qu'il consulterait. Mais, la nuit même, sans rien répondre à l'invitation qui lui avait été faite, et sans seulement pourvoir le moins du monde aux affaires du gouvernement, il s'enfuit en Sicile où, à son arrivée, il fut enfermé dans une forteresse.

Pendant les deux premiers jours, le peuple en armes parcourait la ville en désordre, tirant en l'air des coups d'arquebuse, comme pour se divertir, ou peut-être pour s'exercer au maniement des armes, sans pourtant causer aucun dommage ou faire aucune insulte aux citoyens paisibles. Je me souviens à ce propos qu'un soir de ces jours orageux il m'arriva d'être obligé de rentrer chez moi à une heure très avancée de la nuit, et que je fus arrêté par une patrouille de gens (autrement dit lazzaroni), qui me conduisirent à leurs chefs. Ceux-ci, après une courte et sage admonition de ne plus courir les rues à cette heure et dans ces temps de troubles, me firent accompagner jusque chez moi par un piquet de leurs gens, auxquels ayant offert deux piastres d'argent, de la valeur de vingt-quatre carlins, il n'y eut aucun moyen de les persuader de les accepter.

Le peuple cependant, se voyant armé et fort d'environ 40.000 hommes, avec les forteresses en son pouvoir, se crut invincible. Les magistrats s'étaient démis de leurs fonctions, et toute espèce d'ordre judiciaire fut dissous, à l'exception d'un faible reste de respect qui subsistait à l'égard du corps municipal. L'audace des patrouilles qui faisaient la ronde de jour et de nuit allait toujours croissant, au point de donner des indices manifestes qu'elle était prête à dégénérer en une licence effrénée. Ce qui les irritait le plus était la haine aveugle que ces hommes portaient aux patriotes, auxquels ils donnaient le nom de Jacobins, et leur défiance à l'égard des officiers et des chefs de l'armée, qu'ils soupçonnaient de trahison. En conséquence, ne voulant plus obéir

à ceux-ci, ils nommèrent pour leurs commandants les princes de Moliterno et le duc de Roccaromana, réputés fidèles et exempts de tache de félonie, le premier parce qu'il avait été privé d'un œil dans la campagne de Lombardie, et le second parce qu'il venait d'être récemment blessé dans un combat contre les Français. Ce choix fut approuvé par le corps municipal. A la vérité, ces nouveaux commandants continrent, autant qu'il fut en leur pouvoir, et pendant une certaine période, la fureur de la populace. Ils y auraient encore mieux réussi avec le temps, si une troupe de prêtres et de moines malfaisants, satellites du gouvernement royal déchu, voyant le corps municipal donner des ordres sans faire mention du roi, n'eussent couru au milieu de la population, pour l'exciter à la haine et à la fureur contre les élus de la ville, taxant de jacobinisme tous les gentilshommes du royaume, et répandant le soupçon jusque sur Moliterno et Roccaromana, leurs commandants.

Le samedi, 18 de janvier, fut pour la malheureuse ville de Naples un jour de terreur et de carnage. Les mêmes prêtres et les mêmes moines, en habits sacerdotaux, dans les églises ainsi qu'au milieu des places publiques, allumaient par leurs sermons une aveugle fureur dans les âmes de la crédule populace, à tel point qu'un misérable valet de la noble maison de Filomarino accusa devant le peuple ses propres maîtres, le duc de la Torre et Clément Filomarino son frère, tous deux renommés par leurs lumières, leur courtoisie et la douceur de leurs mœurs. Les lazzaroni, excités par ce scélérat,

coururent pleins de rage attaquer leur palais, riche d'un mobilier précieux, et auquel ils mirent le feu, détruisant une bibliothèque choisie, des gravures rares, des machines curieuses et un magnifique cabinet d'histoire naturelle. Les deux malheureux frères, violemment entraînés dans la rue Neuve de la Marine, y furent placés sur un bûcher et brûlés avec une atrocité inouïe. A cette horrible cruauté, les membres du corps municipal prirent le parti de se dissoudre; et la ville tout en tumulte resta en proie à une populace furibonde qui, voyant se briser le dernier frein opposé à sa licence, devint de plus en plus féroce.

Au milieu de tant de désordre et de tant de maux, le cardinal-archevêque de Naples, animé d'un zèle tout chrétien, ordonna dans cette même nuit une procession solennelle, portant dans sa marche la statue et la fiole contenant le sang de saint Janvier, chantant des hymnes et des prières, et de temps en temps prêchant le peuple et l'exhortant à la modération et à la paix.

On vit paraître alors, s'ouvrant un chemin à travers la foule, le prince de Moliterno, les pieds nus, les cheveux en désordre, et couvert de vêtements de deuil, en signe de pénitence; et parvenu en présence de l'archevêque, il lui demanda la permission de haranguer le peuple, ce qu'il fit en protestant que, le jour suivant, il se mettrait à la tête de ses concitoyens pour marcher contre les Français et les exterminer ou mourir. En attendant, il les exhortait à prendre du repos pour cette nuit, afin d'être mieux en état, le jour suivant, de sup-

porter les fatigues de la guerre. Son discours, la sainte cérémonie et la fatigue produisirent l'effet désiré. Cette multitude se retira, et la ville reprit quelque tranquillité.

Pendant ce temps, les patriotes, sur la tête desquels planait un péril imminent, ne s'étaient point endormis. Réunis dans une assemblée secrète, ils se consultèrent sur la manière de se soustraire à la férocité du peuple. Se trouvant en petit nombre, et pour la plupart mal armés ou sans armes, et hors d'état par là de combattre la population à visage découvert, ils ne virent pas d'autre expédient, sinon celui d'invoquer le secours de l'armée française. Des députés furent donc expédiés au général Championnet, pour l'engager à marcher sur Naples, avec la promesse de le favoriser et de lui faciliter l'entrée de la ville. Le général répondit que, n'ayant pas de troupes suffisantes pour prendre Naples d'assaut, il ne se mettrait pas en mouvement, à moins que le fort Saint-Elme, qui dominait la ville, ne fût d'abord entre les mains des patriotes.

Quoique le fort fût au pouvoir des lazzaroni, le frère du duc de Roccaromana, Nicolino Caracciolo, avait été précédemment nommé leur commandant et gouverneur du château. Celui-ci, avec une suite peu nombreuse de patriotes sans armes, entre un matin dans le fort et, sous prétexte de manque de vivres, persuade aux lazzaroni, en leur donnant de l'argent, d'en sortir et d'aller s'approvisionner dans les environs. S'étant par cet heureux stratagème débarrassé de la plus grande partie de cette troupe incommode, il ordonna que tous les postes fussent

changés, en les faisant adroitement occuper par les patriotes. Ceux-ci favorisèrent l'entrée à d'autres qui accoururent en foule, de sorte qu'ils eurent bientôt surpassé en nombre les lazzaroni. Ces derniers, lorsqu'ils revinrent avec les provisions, furent sommés du haut des murs du château, de déposer les armes et de se rendre désarmés dans le fort. A peine ils y furent entrés qu'ils furent renfermés en prison avec les autres. Toutes ces mesures ayant été heureusement exécutées, on s'empressa de faire flotter sur les bastions du fort le drapeau tricolore, pour donner le signal à l'armée française d'avancer vers la ville.

Les lazzaroni, après avoir combattu contre les Français avec une valeur extraordinaire dans les plaines situées entre Naples et Aversa, et avoir été repoussés, faute de chefs et de discipline, avec une grande perte des leurs, se mirent à défendre obstinément la capitale. L'armée française s'efforça vainement pendant trois jours de pénétrer dans la ville qui, bien qu'elle fût dépourvue de murs et de bastions ainsi que de portes fermées, était néanmoins défendue vaillamment par un peuple nombreux qui combattait avec une ardeur et un courage inexprimables, inspiré à la fois par son fanatisme religieux et par sa haine implacable contre les Français. L'armée fut divisée en cinq colonnes desquelles une demeura en réserve; une autre se dirigea sur les hauteurs de Capo di Monte et s'y établit sans opposition ; une autre s'avança vers le bastion du Carmine, une autre vers le pont de la Madeleine, et la cinquième, la plus hardie, marcha

vers la porte de Capoue, où, après avoir mis en fuite plusieurs bandes de lazzaroni et pris quelques canons, elle franchit la porte pour installer le camp sur la place Capouane; mais elle fut obligée de retourner en arrière, à cause du feu incessant qui partait de l'intérieur des maisons environnantes, et d'autant plus incommode pour la troupe française que ceux qui tiraient n'étaient point visibles. Cependant, au bout de quelques heures, la même colonne, renouvelant l'attaque avec plus de violence, et s'étant emparée d'une batterie de douze canons placés devant la porte, reparut vers la nuit, avec précaution, sur la place, mettant le feu aux maisons desquelles étaient partis peu avant les coups meurtriers. Les habitants, épouvantés à la vue des flammes, qui répandaient encore plus de terreur à cause de la nuit, et doublement consternés en voyant le château Saint-Elme entre les mains des patriotes, qui faisait feu de toute son artillerie, se réfugièrent dans l'intérieur de la ville. Le jour suivant, on continua à combattre des deux côtés sans un grand résultat.

Cependant les lazzaroni, en voyant flotter le drapeau tricolore sur le fort Saint-Elme, et de là tirer des coups de canon sur le peuple attroupé, s'aperçurent qu'ils étaient trahis; mais leur audace n'en fut point diminuée, leur courage n'en fut point ralenti. Le jour suivant, 23 février, le combat devint plus terrible et plus acharné que jamais, et coûta beaucoup de sang de part et d'autre. Le peuple exaspéré montra dans cette journée la plus grande intrépidité. Mais l'art et la discipline de l'ennemi

prévalurent. Tous les forts occupés par les soldats français, une colonne de ceux-ci, à laquelle se réunirent une multitude de braves patriotes, descendus de Saint-Elme, après un combat de courte durée, mais très vif, mirent fin à la guerre.

Au milieu de tant de carnage, de maux déplorables, le général Championnet, tout disposé à des sentiments de paix et de concorde, étant, le jour suivant, au *Largo delle Pigne*, où une colonne française était campée, y fit arborer l'étendard pacificateur ; puis, appelant vers lui, par signes, un grand nombre d'habitants, leur adressa des paroles pleines de bienveillance. Comme notre langue lui était d'ailleurs familière, il leur persuada sans peine de cesser les hostilités ; leur représentant que les Français étant déjà en possession des forts de la ville, toute résistance serait désormais funeste et inutile. Il leur promit, en outre, avec serment, de respecter et de faire respecter par ses troupes les personnes et les propriétés, ainsi que leur vénération pour la commune religion chrétienne, et leur dévotion envers leur protecteur saint Janvier.

Ce discours affectueux produisit le plus grand effet, et il fut vivement applaudi par le peuple, qui alors pria le général de donner une garde d'honneur à saint Janvier. Deux compagnies de grenadiers furent immédiatement expédiées à la cathédrale et accompagnées du peuple, qui, dans sa marche, criait : Vivent saint Janvier et les Français ! La nouvelle de ce fait caractéristique parcourut rapidement toute la ville ; les armes tombèrent alors

rapidement des mains du peuple, et toute démonstration de guerre ayant cessé en même temps, le général Championnet, au milieu de ses bandes de musique militaire, et accompagné d'une multitude nombreuse, fit son entrée solennelle; il publia aussitôt une proclamation par laquelle il déclarait, au nom de la république française, que les Napolitains étaient libres; que son armée prendrait le nom d'armée de Naples; qu'il ferait respecter par les Français le culte public et les droits sacrés des personnes et des propriétés; qu'enfin il confiait aux magistrats futurs le soin de pourvoir à la tranquillité et à la prospérité des citoyens.

Les Français étaient à peine entrés dans Naples que ce même peuple, qui peu auparavant les avait combattus avec tant de fureur, ayant déposé sa haine et sa colère, les accueillit avec des acclamations, comme on accueille l'arrivée de ceux qu'on regarde en amis : tant le cri de liberté avait produit sur la multitude un effet magique. La joie fut grande et universelle, au point que, même les adhérents pacifiques du gouvernement déchu se réjouissaient, parce qu'ils se voyaient échappés au péril commun dont ils avaient été menacés, comme tant d'autres, par la fureur populaire. Mais les manifestations de joie les plus véhémentes étaient celles des républicains qui, sans même se connaître personnellement, s'embrassaient les uns les autres et se félicitaient de voir leurs vœux les plus ardents enfin satisfaits.

Animé alors de tout le feu de la jeunesse, j'étais transporté d'enthousiasme et de bonheur; et j'ai

encore présent à l'esprit le plaisir extrême que j'éprouvais à entendre chacun s'appeler du doux nom de *citoyen*, symbole de la commune égalité. Cependant l'allégresse publique était troublée par le triste spectacle de tant de cadavres (1.000 environ de Français et plus de 3.000 Napolitains) qui gisaient encore sans sépulture dans les rues et dans les endroits où le combat avait été le plus animé. Mais ils furent tous ensevelis pendant la nuit.

Trois soirées consécutives furent consacrées à des réjouissances et on vit de grandes illuminations par toute la ville. Le ciel était serein, bien que l'on fût au cœur de l'hiver, et le Vésuve, muet depuis cinq ans, jetait alors des flammes pacifiques, comme s'il eût voulu contribuer aussi à éclairer la fête.

CHAPITRE III

Organisation de la nouvelle République. — Je sers dans la garde nationale. — Le cardinal Ruffo et ses bandits. — Le féroce Mammone. — Mon frère Florestan dangereusement blessé au siège d'Andria. — Progrès du cardinal Ruffo. — Je sers dans la colonne du général Matera. — Mes premiers faits d'armes. — Les défenseurs de Vigliena mettent le feu aux poudres. — Notre défaite à Portici. — Je reçois deux blessures et suis fait prisonnier.

Le jour qui suivit son entrée, le général Championnet publia un édit en vertu duquel, au nom de la république française, il déclarait que l'état de Naples devait s'organiser en république indépendante, et être régi par une assemblée de vingt-cinq magistrats, distribués en six parties, ou directions, nommées comme en France *comités*, sous les dénominations spéciales de *central*, de l'*intérieur*, de la *justice* et *police*, des *finances*, de la *guerre* et enfin de *législation*, lesquels devaient former tous ensemble le gouvernement provisoire. Après cette première mesure, suivi d'une foule nombreuse, il alla, au milieu d'une grande pompe militaire, à Saint-Laurent, et là, dans la salle appelée salle de la Cité, il prononça un discours dans lequel il institua le gouvernement provisoire de la république, confiant aux vingt-cinq représentants précédemment choisis par lui le pouvoir de régir temporairement la république, jusqu'à ce que la forme d'un

gouvernement stable eût été choisie par le peuple. La réponse à ce discours lui fut adressée par le représentant Carlo Laubert, qui avait été, peu de temps auparavant, réfugié en France pour la cause de la liberté, et dont la harangue fut pleine d'énergie et d'indépendance.

L'assemblée s'étant séparée au bruit des applaudissements, des édits furent expédiés par le gouvernement provisoire dans les provinces, pour leur faire part du changement survenu dans l'État et leur transmettre l'ordre que les anciens employés, jusqu'à ce qu'ils reçussent des instructions nouvelles, administrassent selon les règles de la république, et que l'on conservât temporairement les mêmes autorités, les mêmes magistrats et les mêmes emplois.

Un autre jour, le général Championnet, accompagné des principaux officiers et généraux de son armée, et suivi d'un peuple immense, se rendit, dans un grand appareil militaire, à l'église métropolitaine, pour adorer les reliques de saint Janvier et lui rendre grâce du résultat de la guerre terminée. Tout était déjà préparé dans la chapelle du saint pour la cérémonie. Le général et tous les officiers étaient dévotement agenouillés, et le peuple qui était accouru regardait attentivement les ampoules, pour en tirer présage de bonheur ou de calamité. Le miracle s'étant accompli, le peuple, moins par crédulité que parce qu'il se voyait vaincu par les Français avec le secours des patriotes, se résigna, et feignit de croire que le changement d'ordre de choses avait été produit par la volonté divine.

La Sicile, devenue le refuge de princes sans courage, ne respirant que haine obstinée et vengeance atroce, vomissait contre nous des troupes de terre et de mer; elle prodiguait l'argent et publiait des édits aussi absurdes qu'insidieux, au moyen desquels on excitait par des menaces les populations et les citoyens paisibles à la révolte; on attirait par de magnifiques promesses les plus insignes brigands et les plus grands scélérats qui, échappés des prisons et des galères, infestaient les provinces et les désolaient par de nouveaux crimes.

Outre cela, les dilapidations commises par le gouvernement royal, la spoliation des richesses de l'État, ayant laissé le trésor public entièrement épuisé, le manque de récolte dans cette année, la disette des vivres dans la capitale, et, ce qui est plus, la difficulté d'y pourvoir à cause de l'inaction du commerce intérieur et maritime des provinces, tout enfin avait concouru à la fois à produire les horreurs d'une extrême et déplorable misère. Que l'on ajoute à cela le tribut exorbitant imposé à la capitale du royaume par le général libérateur, imposition d'autant plus onéreuse qu'il était impossible d'y satisfaire avec la détresse dans laquelle nous étions, mais qu'il exigeait impérieusement sans accorder de temps, ce qui donna lieu aux premières étincelles de discorde entre les républicains et les Français, et produisit le mécontentement universel en même temps qu'une aversion profonde contre les premiers ainsi que contre les seconds.

Pour moi je brûlais du désir de servir militairement la république; mais j'éprouvais de la part de

mes frères une vive opposition, par le motif puissant de ma trop grande jeunesse, car je n'avais pas encore seize ans accomplis. Cependant la garde nationale ayant été décrétée, un intime ami de mon frère Florestan, et avec lequel je ne fus pas moins étroitement lié depuis, Gaetano Coppola, fut nommé capitaine, tant à cause de son mérite que parce qu'il était frère du duc de Canzano, à qui ses opinions politiques avaient valu plusieurs années de prison, et qui fut ensuite l'un des plus nobles martyrs du despotisme. Cet excellent jeune homme, beau de sa personne, bien élevé, ayant des manières douces, polies, distinguées et généreuses au delà de toute expression, doué enfin de toutes les qualités désirables, aimait sans aucune vue d'ambition la patrie pour la patrie elle-même. Je fais ici toutes ces remarques, parce que j'aurai encore à parler de lui plus d'une fois dans la suite de ces *Mémoires*. Il me persuada, par l'insinuation de mes frères qui voulaient me faire rester à Naples, de servir dans la compagnie qu'il commandait, en me faisant nommer sergent instructeur. Comme il y avait peu de temps que j'avais quitté le collège militaire, je fus charmé d'entrer d'une manière quelconque dans la milice, convaincu que cela m'ouvrirait plus tard la voie pour entrer dans l'armée permanente.

Pendant que le gouvernement s'occupait à dicter les lois fondamentales de la république, le cardinal Ruffo débarquait en Calabre, et la Pouille était parcourue par quatre aventuriers corses, l'un desquels se faisait passer pour le prince héréditaire François, fils de Ferdinand IV ; dans d'autres

provinces, d'autres imposteurs échappés de la potence et auparavant réfugiés en Sicile, d'autres encore sortis de la lie du peuple, presque tous souillés de crimes et se signalant par leur férocité brutale, se faisaient reconnaître pour capitaines et chefs de bandes nombreuses dont le premier noyau était formé par les hommes d'armes des barons, par les soldats dalmates (précédemment licenciés de l'armée où ils avaient servi, quand celle-ci fut dissoute, et réunis aux bandes comme des misérables mendiant leur pain), et enfin par tous les malfaiteurs libérés des prisons.

Comme les édits proclamés au nom du roi Ferdinand et ceux du cardinal Ruffo promettaient à tous ceux qui prendraient les armes pour la sainte cause, ou pour la sainte foi (c'est ainsi qu'ils entendaient la cause du roi), les biens des patriotes, c'est-à-dire de tous ceux qui possédaient quelque fortune, puis le pillage des villes et des terres qui leur opposaient une résistance ouverte, il s'ensuivit que même quelques habitants, accoutumés à vivre honnêtement de leur propre travail, et d'autres braves gens, pour se soustraire aux menaces fulminées contre tous, se réunirent à ces bandes, démesurément grossies ; et les prêtres ne manquaient pas, dans leurs exhortations, de rassurer les consciences des plus timides par de fausses excuses et par des prétextes insidieux.

Parmi les plus pervers de ces troupes archiperverses, un certain Gaetano Mammone, meunier de son métier, s'était particulièrement signalé : sa cruauté féroce surpassait toute imagination humaine, et elle aurait été réputée fabuleuse si les actes n'en

eussent été par trop manifestes. Il infestait avec sa bande les environs de Sora, qui furent le théâtre du plus horrible carnage. Il faisait une épouvantable boucherie des victimes qui tombaient entre ses mains et au nombre desquelles on compta au moins quatre cents Français et Napolitains qu'il avait tués de sa main. Avide de sang, il le buvait à pleine gorgée ; assis à table, il prenait plaisir à avoir devant les yeux une tête nouvellement coupée et toute sanglante encore ; et cependant ce monstre, auteur de tant d'atrocités, était honoré, par le roi Ferdinand et par la reine Caroline, du titre flatteur de *cher général* et de *fidèle soutien du trône*, tant l'esprit de haine et de vengeance est puissant dans le cœur endurci des princes.

Le gouvernement républicain et le général en chef des Français, émus par tant de tristes nouvelles, se décidèrent enfin à combattre les insurgés.

On disposa deux colonnes : la première d'environ 5.000 Français, sous le commandement du général Duhesme, avec la légion napolitaine d'Hector Carafa, forte de 1.200 hommes ; et la seconde, composée de 1.500 hommes, fut confiée à Joseph Schipani, Calabrais renommé par son patriotisme et par sa valeur personnelle dans les duels, mais totalement dépourvu d'expérience militaire. Sa colonne fut complètement mise en déroute. La fortune de la colonne Duhesme fut bien différente : elle occupa la riche et populeuse ville de San Severo et fit ensuite le siège d'Andria qui fut prise d'assaut. C'est dans ce dernier siège que mon frère

Florestan fut très grièvement blessé de deux balles à la poitrine.

Les avantages remportés alors par les armes républicaines sur les Bourboniens restèrent malheureusement infructueux, parce que les préparatifs des Russes et des Autrichiens pour attaquer les Français et les chasser de l'Italie forcèrent le général Macdonald de tenir son armée prête à se réunir en cas d'une retraite nécessaire. Par conséquent, les troupes de la république ne s'avançant point contre le cardinal Ruffo, celui-ci, quoique lent et timide, gagnait toujours du terrain. De sorte que, sans jamais combattre, il entra triomphant dans la ville de Monte-Leone, et l'ayant soumise sans obstacle, il se dirigea par Cutro sur Crotone. Les pauvres Crotoniates, se voyant trop faibles pour être capables d'une vigoureuse résistance, demandèrent, dès la première attaque, à se rendre par capitulation. Mais le cardinal, inexorable, commanda l'assaut, qui fut exécuté en peu d'heures.

Le carnage que firent ces bandes féroces fut horrible. Ni l'âge, ni le sexe, ni la condition ne furent épargnés. Plusieurs jeunes gens des familles les plus considérables, au nombre desquels se trouvait le chevalier Giuseppe Soriano, furent impitoyablement fusillés. Après deux jours de pillage accompagné d'une multitude d'excès et de cruautés, on érigea, le troisième jour, un magnifique autel au milieu d'une grande place. Après la messe, célébrée par un prêtre sacrilège et soldat de la sainte foi, le cardinal, revêtu de la pourpre

3

sacrée, loua d'abord les hauts faits des deux jours précédents; puis, élevant le bras, il montra une croix, absolvant ainsi les fautes commises pendant l'ardeur de la mêlée et du butin, et il bénit son armée. C'était par ces impudents artifices que ce fourbe insultait cette même religion dont il se faisait passer pour l'appui et le vengeur.

De Crotone, il se dirigea vers Catanzaro, Cosenza, Rossano, Cassano et Altamura dont la défense fut véritablement héroïque et qui ne succomba qu'après avoir épuisé toutes les munitions propres à la défense.

Pendant ce temps, le gouvernement décrétait l'érection d'un Panthéon, où on lirait les noms des premières victimes du despotisme de Deo, Galiani et Viteliano; d'un monument à Torquato Tasso, à Sorrente, sa patrie, et d'un tombeau à Virgile, plus digne des cendres de cet illustre poète. Choses très belles et très louables en elles-mêmes, si ce n'est qu'il était beaucoup plus important alors de pourvoir aux périls imminents qui menaçaient la république que de s'occuper de sa future grandeur.

Mais déjà les revers éprouvés par les Français dans la haute Italie contraignaient le général Macdonald, qui avait remplacé Championnet, à se retirer, avec ses troupes, vers le Pô, et il commença ses mouvements dans les commencements de mai, après avoir laissé garnison tant dans le fort Saint-Elme que dans les places de Capoue et de Gaëte, avec des instructions aux commandants

de ne s'occuper que de la défense, disposition d'un égoïsme mal calculé, qui, sans être d'aucune utilité aux Français, accéléra la chute de notre république.

Nos affaires offraient, vers les derniers jours de mai, un aspect si déplorable que la république parthénopéenne se vit limitée à la seule capitale et au littoral des granili jusqu'à la tour de l'Annonciade. Capoue et Gaëte occupés par les Français tenaient encore, ainsi que Pescara, commandée par le brave Ettore Carafa qui, bien qu'il n'eût qu'une poignée d'hommes pour la défendre, inquiétait cependant par ses fréquentes sorties le fameux Pronio, chef de bande de plus de 12.000 révoltés.

Avant de continuer la narration des malheurs de ces républicains, inexpérimentés à la fois dans l'art de la guerre et des affaires d'État, mais néanmoins magnanimes et animés d'un grand patriotisme, je donnerai quelques détails sur les petites colonnes des généraux Matera et Schipani, parce que c'est au milieu d'elles que je débutai dans ma carrière, dont le commencement fut si triste qu'il aurait découragé tout autre jeune homme de mon âge moins persévérant que moi.

J'étais à Naples faisant partie de la garde nationale, dans la compagnie de mon capitaine, Gaetano Coppola, et sous les soins vigilants de mon autre frère Jean-Baptiste, qui s'opposait à toutes mes demandes de servir dans les troupes. Enfin, je fus nommé malgré lui sous-lieutenant dans la légion Lucana (lucanienne). Les officiers de quatre légions

formaient un seul bataillon et servaient dans la colonne du général Matera.

Le bataillon d'officiers où je servais était composé de huit compagnies, et le capitaine de la huitième (Mondau), dans le régiment de Bourgogne, qui était celui de mon frère Florestan, me fit nommer sergent-major, en considération de ce que j'étais sorti du collège militaire, et en me donnant la préférence sur d'autres officiers qui, bien qu'ils eussent le grade de capitaine, servaient comme volontaires. Plein de joie d'avoir le sac sur les épaules et un fusil à la main, le premier jour de marche que je fis fut de 16 milles. Nous fîmes halte à Nola, et, le second jour, nous allâmes jusqu'à Monteforte. Au milieu du chemin entre Nola et Monteforte, on traverse la terre considérable appelée le Cardinal, où nous prîmes quelque repos. Matera ayant appris que dans ce lieu se trouvait l'abbé Antonio Jérocades, Calabrais renommé par ses connaissances philosophiques ainsi que par ses talents en poésie, et qui vivait pauvrement dans le couvent des prêtres situé sur la montagne qui domine cette terre, le fit inviter à venir haranguer ses troupes. Dès le temps où j'étais au collège de Catanzaro, son nom m'était connu, et j'avais conçu dès lors tant d'estime et de vénération pour cet homme si remarquable que j'en étais devenu enthousiaste; je me rappelle même encore quelques-unes de ses poésies maçonniques, qui se chantaient à Catanzaro. Se rendant à l'invitation que lui avait faite le général Matera, il descendit au Cardinal, et je ne perdis pas un mot de l'allocution pleine de verve qu'il fit pour

nous exhorter à combattre avec courage pour la défense de la liberté. Son discours fut comme une étincelle électrique qui se communiqua si fortement à nos âmes que, depuis le Cardinal jusqu'à Monteforte, on ne cessa pas de chanter des hymnes patriotiques.

Après plusieurs marches et contremarches, nous arrivâmes devant Bénévent qui, à notre arrivée, ferma ses portes, et pendant que l'on essayait de négocier, quelques-uns des plus chauds partisans du Pape se mirent à faire contre nous un feu de mousquets du haut des murailles, et vinrent nous attaquer dans notre camp. Alors nous nous rangeâmes en ordre de bataille, et le premier coup d'obus qui partit de nos rangs, ayant tué une vieille femme, épouvanta si fort les Bénéventins, qu'ils payèrent, à des conditions modérées, une contribution, et nous envoyèrent des vivres en abondance, demandant seulement que nous n'entrassions pas dans leurs murs. La situation de notre général était réduite au point qu'il se détermina, parce qu'il s'y voyait contraint, à se retirer dans la capitale, où nous arrivâmes après deux jours de marche.

Je trouvai mon frère Jean-Baptiste fort affligé des nouvelles défavorables à notre république, et le bon Gaetano Coppola me prédisait une fois notre fin tragique et inévitable en me répétant : « Vois-tu ces rues? Il ne se passera pas beaucoup de jours qu'elles ne soient inondées de sang : dans chaque place de cette grande ville, on dressera une potence, et bien peu d'entre nous échapperont à l'implacable fureur de Caroline. » Présage funeste qui

ne manqua pas de se réaliser. Cela n'empêcha pas, en attendant, que, le même jour, étant entré avec lui et son frère, Nicolas Coppola, dans la salle appelée *Salle patriotique*, qui était dans la rue située derrière le Géant du Palais, à l'ancienne Académie des Chevaliers, une plume me fut offerte pour inscrire mon nom sur le rôle. Je n'hésitai point à le faire, et cette signature donnée au hasard fut l'origine du reste des vicissitudes de ma vie. Le titre de ce rôle était le serment solennel de vivre libre ou de mourir.

Cependant le bataillon des officiers passa sous les ordres du général Schipani, qui tenait son camp à environ deux milles de la torre della Nunziata.

Telle était l'activité du brave Schipani, qui de jour en jour acquérait plus d'expérience de la guerre, qu'il nous tenait dans un mouvement continuel, nous faisant combattre du matin au soir, et même la nuit; car, bien que nous n'attaquassions pas l'ennemi, nous étions sans cesse incommodés par lui, non pas à fond, car il n'osait pas aller si loin malgré notre infériorité numérique; mais il nous molestait de loin pour ne nous donner ni trêve ni repos. Ainsi nous étions obligés de nous tenir rassemblés sur le rivage où nous étions soutenus par la flottille de Caracciolo. Pompeia, Boscotre, Case et d'autres points très rapprochés de la tour de l'Annonciade, formaient donc le théâtre des combats dans lesquels, à force de s'exercer sans cesse, notre petite troupe opéra des prodiges de valeur surtout pour des gens qui étaient tout à fait nouveaux au métier des armes.

Pendant ce temps le cardinal Ruffo avait déjà grossi ses masses de plus de 40.000 hommes. Quoique tant de forces bourboniennes fussent en elles-mêmes plus que suffisantes pour écraser le petit nombre de républicains réduit à se défendre dans l'enceinte de la vaste cité de Naples, au milieu d'un peuple aveugle, déjà réduit par des intrigues secrètes et prêt à se révolter, l'astucieux cardinal ne manqua pas, toutefois, de recourir à l'appui de la religion pour animer encore plus le courage et exalter le fanatisme de bandes nombreuses appelées bandes de la sainte foi, quoique l'on y eût introduit des troupes russes et turques. Et, comme l'antique protecteur de Naples, pour avoir opéré le miracle du sang en faveur des Français, avait perdu son crédit parmi le peuple, il songea à se tourner vers saint Antoine, dont la fête se trouvait le 13 de juin; ce fut ce jour même qu'il choisit pour donner l'assaut à la capitale. En conséquence, après avoir fait élever, dès le matin du 13, un autel, puis y avoir fait célébrer la messe suivie de l'invocation au nouveau saint et de ses bénédictions, il mit son camp en mouvement, dirigeant la meilleure partie de ses forces du côté du pont de la Madeleine, pour attaquer la ville de Naples.

Les membres du gouvernement, les ministres et les citoyens incapables de porter les armes et dévoués à la liberté, se retirèrent avec leurs familles au Château-Neuf. Le petit nombre de troupes républicaines, la légion calabraise et les patriotes les plus zélés, se formèrent en deux colonnes; on dirigea la moins forte au faubourg Saint-Antoine : la

plus nombreuse, composée de combattants choisis et commandée par le général Wirtz, Suisse de naissance, fut chargée d'empêcher Ruffo d'entrer à Naples.

Les républicains auraient, en dépit de leur infériorité numérique, prolongé la défense de la capitale, sans deux circonstances malheureuses. La première fut la chute du fort de Vigliena et l'autre fut la mort de l'intrépide général Wirtz qui, au déclin du jour, frappé par la mitraille, tomba mort sur le coup, et laissa les siens privés de chef. Ils se réfugièrent alors dans les forts, abandonnant la ville.

La garnison de Vigliena était composée de 150 Calabrais détachés de la légion de Calabre qui s'était organisée à Naples, et entièrement formée d'étudiants et de jeunes gens passionnés pour la liberté, qui se trouvaient dans la capitale au moment de l'entrée de Championnet. Tous les légionnaires appartenaient à des familles plus ou moins aisées, et les 150 furent choisis parmi les meilleurs chasseurs. Le fort de Vigliena n'était véritablement qu'une batterie fermée, puisqu'il avait été construit dans la seule vue de défendre la côte.

Lorsque le 13, le cardinal eut vu ses troupes exposées au feu de Vigliena, il ordonna qu'il fût attaqué par des bandes calabraises choisies; de sorte que ce fut un spectacle déplorable que de voir des Calabrais armés contre des Calabrais, et rivalisant de courage dans un combat fratricide. Les assaillants reconnaissaient leurs concitoyens à leur défense obstinée, cause de si grandes pertes,

tant en morts qu'en blessés qui, en battant en retraite, demandaient du secours. Le cardinal expédia, pour soutenir ses compagnies d'élite, des bataillons réguliers et quelques centaines de Russes avec plusieurs bouches à feu, au moyen desquelles, ayant fait une large brèche et les défenseurs refusant de se rendre, les royalistes montèrent à l'assaut et, après avoir été repoussés deux fois, parvinrent la troisième à entrer. Les assiégés, réduits à moins de soixante combattants, continuèrent à se défendre vaillamment, resserrés en un corps compact dans un angle du fort. Là, leur nombre diminuant à chaque instant, Toscano, jeune prêtre de Cosenza, chef de la garnison et déjà grièvement blessé à la tête, pour que lui et ses compagnons ne mourussent point sans vengeance, se traînant vers les poudres, y mit intrépidement le feu. Au moment de l'horrible explosion, l'on vit sauter en l'air les cadavres des vaincus confondus parmi ceux des vainqueurs, au nombre de plusieurs centaines. Un de ceux de la garnison nommé Fabiani, s'apercevant du dessein de Toscano, pendant que celui-ci s'approchait des poudres avec effort, se jeta à la mer, et alla en nageant se réfugier dans le Château-Neuf, où il raconta les détails de cette action intrépide et admirable.

Le cardinal, atterré de l'explosion de Vigliena, qui avait causé de si énormes pertes parmi les siens, disposa tout pour que, le jour suivant, 14 juin, ses troupes allassant, précédées des Russes et des Turcs, à la rencontre du seul corps d'armée qui eût survécu à la république expirante.

L'audacieux Schipani, ayant reçu l'ordre d'accourir au secours de la ville, résolut d'obéir aux ordres qu'il avait reçus. Au point du jour, le 14, ayant levé le camp, il se mit en marche avec ses troupes, qui se montaient à 1.500 hommes, parmi lesquelles était le bataillon d'officiers dans lequel je servais. Les seuls officiers supérieurs savaient la chute de la capitale ; mais le nombre des troupes que l'on allait combattre n'était ignoré de personne. Dans le conseil de guerre qui se tint peu d'instants avant de se mettre en mouvement, l'on n'entendit pas une seule voix qui parlât de se rendre. La contenance de tous était celle d'hommes déterminés à tout. A notre droite, les hauteurs par lesquelles on aurait pu joindre Saint-Elme étaient parsemées de bandes de Calabrais et d'autres troupes qui n'étaient point novices au feu. A la droite, sur la grande route flanquée de maisons et parallèle au rivage, se tenaient les troupes régulières débarquées en venant de la Sicile, pourvues d'une formidable artillerie et animées par la présence des Russes, sans parler même de celle des Turcs. Cependant la préférence fut donnée à cette dernière route, dite de Portici, peut-être pour éviter les sites escarpés et coupés, au milieu desquels notre colonne aurait perdu l'avantage de demeurer compacte sous les yeux et à portée de la voix de notre brave chef.

Le bataillon d'officiers formait l'avant-garde, et une soixantaine de ces hommes, bien résolus, occupait la pointe extrême. J'étais parmi ceux-ci ; Schipani me vit, et comme Calabrais lui-même,

avec un sourire qui annonçait le calme de l'âme, il me parla ainsi : « Un Calabrais se montre toujours dans les entreprises difficiles. » Fier de ces paroles, je le saluai comme un homme qui en était reconnaissant. Nous repoussâmes les ennemis depuis la torre del Greco jusqu'à Resina, et quoique, de l'intérieur des maisons, nous fussions molestés par une vive fusillade, nous leur prîmes quatre grosses bouches à feu dans leurs positions. Comme j'étais fort jeune et sans expérience, je conclus de ce commencement si favorable que dans peu de temps nous serions arrivés au pont de la Madeleine, au milieu des applaudissements des patriotes ; mais une fois entrés en combattant à Résina, nous autres de l'avant-garde, à peu de distance du palais royal de Portici, nous rencontrâmes une résistance insurmontable, entres autres une batterie bien défendue, qui mit fin à notre marche, presque triomphante jusqu'à ce moment.

Le général Schipani tenta alors, mais en vain, de s'ouvrir un passage par les deux flancs. Les obstacles s'accrurent encore environ trois heures avant le coucher du soleil, lorsque les Russes, suivis de 1.000 Calabrais de Panedigrano, survinrent avec la baïonnette en avant. Dans cette mêlée, rendue effroyable par notre opiniâtreté, ainsi que par l'étroitesse de la route, me trouvant près d'une fontaine, je reçus d'abord un coup de baïonnette dans le bras droit, puis un coup de sabre sur la tempe. Complètement étourdi, je sentis tomber sur moi, je ne sais de quelle manière, un cheval blessé, sous lequel je restai pendant plusieurs minutes. Je parvins enfin,

non sans de grands efforts, à me soustraire à cet énorme poids, et, ne trouvant plus mon chapeau, je demeurai la tête découverte. Couvert de sang, je me mis à suivre quelques-uns de mes compagnons qui connaissaient dans tous ses détails cette localité, et ils s'acheminèrent par un petit sentier qui passe sous une arche près de la fontaine. Nous étions une trentaine d'officiers armés de fusils, qui suivions le sentier; les autres furent tués ou faits prisonniers, et, de ces derniers, plusieurs furent aussi tués après avoir été désarmés. Le général Schipani, qui avait en vain cherché la mort au milieu des ennemis, essaya de se sauver sous les habits d'un paysan; mais, ayant été trahi, il fut pris et conduit à Ischia devant le juge spécial, homme inique et impitoyable, qui le fit mourir par la potence, dans cette île.

Après une courte marche pour gravir les hauteurs, la troupe dont je faisais partie étant poursuivie, mes compagnons se rendirent; cependant, comme je me trouvais plus en avant avec un autre, nous poursuivions notre chemin à l'aventure, lorsque, arrivés à Ponticelli, nous fûmes arrêtés par un groupe de paysans armés de faux et de piques; ces rustres, après nous avoir pris nos fusils, me donnèrent un coup si violent dans les côtes avec le canon du mien qu'étant tombé, je restai pendant quelque temps à terre, sans pouvoir me relever. Quand la douleur fut un peu calmée et que je pus, quoiqu'avec peine, me relever, nous fûmes conduits à la Barra, puis enfermés dans un magasin humide et malsain, où je trouvai les

compagnons dont nous nous étions séparés à Résina. Nous couchions sur la terre nue, mouillée peut-être à dessein, gardés par des paysans qui faisaient entrer leurs femmes, nous montrant, pour les divertir, comme on aurait pu faire d'une troupe de sauvages, pendant que ces furies nous accablaient d'injures à l'envi. Malgré ces insultes, les malheurs de cette journée nous déchiraient si cruellement le cœur que nous regardions tout le reste, la douleur de nos blessures, la faim, la soif, toutes les autres calamités enfin, comme plus tolérables. En même temps nos gardiens se racontaient entre eux la chute de la capitale, ainsi que la mort de beaucoup de patriotes illustres; entre autres celle de Michele, surnommé le Fou, ancien chef de lazzaroni, puis partisan de la république, de laquelle il avait obtenu le grade de colonel. Ils ajoutaient d'autres détails atroces, et nous croyions que leurs discours étaient autant de fables pour nous affliger et rendre notre triste situation encore plus douloureuse. Mais, au milieu de leurs faux récits, il se mêlait malheureusement beaucoup de faits qui n'étaient que trop réels.

CHAPITRE IV

Je suis conduit avec mes compagnons de captivité, en chemise, au pont de la Madeleine. — Horreurs qui se présentent à mes yeux. — La faim et la soif. — Dernières résistances des patriotes. — Capitulation du Gouvernement républicain, signée par le cardinal Ruffo et par les commandants bourboniens, anglais, russes et turcs. — Les patriotes à peine embarqués, on annule la capitulation. — Honteuse conduite de Nelson. — Nombreuses exécutions capitales. — Je suis condamné à l'exil.

A l'aube du jour suivant, 15 juin, nous vîmes entrer dans la prison une compagnie de bandes du cardinal, avec l'ordre de nous conduire au pont de la Madeleine. Déjà notre nombre s'était accru par l'arrivée, dans le cours de la nuit, de plusieurs autres officiers de la colonne Schipani, que l'ennemi avait faits prisonniers. Les fatigues et les incommodités de tous genres que nous avions souffertes pendant le jour précédent, jointes au jeûne et aux blessures qu'avaient reçues la plupart d'entre nous, avaient eu pour résultat de nous mettre dans l'impossibilité non seulement de faire un pas, mais encore de nous soutenir sur nos deux pieds ; et nos gardiens s'aperçurent alors de la nécessité de nous donner un peu de pain et d'eau pour nous rendre des forces. Mon visage était tellement inondé de sang, par suite de la blessure que j'avais reçue au front, et en même temps si couvert de poussière, que je ne pouvais qu'avec beaucoup de peine tenir mes

yeux ouverts. Par bonheur, mes blessures n'étaient point graves, et l'abondance du sang qui en était sorti m'avait procuré du soulagement. Quelques-uns des nôtres, plus dangereusement blessés, et ne pouvant se soulever de terre, y restèrent. Cependant, avant de nous mettre en marche, ces bourreaux nous dépouillèrent de tout ce que nous avions sur nous, ne nous laissant absolument que la chemise, et je me souviens encore qu'ayant de la difficulté à me tirer mes bottes, un de ces hommes, dans l'avide impatience de se les approprier, proposa de me couper les jambes. Liés deux à deux, nous nous acheminâmes vers la capitale. Dans les premiers moments, il me parut extrêmement incommode de marcher les pieds nus; mais à peine eus-je fait une centaine de pas qu'il me sembla que j'avais toujours marché sans chaussure.

La plupart d'entre nous ne croyaient pas encore à la chute de Naples; mais cette illusion s'évanouit bientôt devant le spectacle horrible qui se présenta à nos yeux, spectacle tel qu'il est impossible de se le figurer sans l'avoir vu. Des hommes et des femmes, d'âge et de condition divers, étaient traînés sans pitié par les rues, et réduits au plus déplorable état; d'autres, à demi morts et tout couverts de sang, d'autres enfin dépouillés même de leurs chemises. Les cris et les hurlements de cette populace furieuse étaient tels qu'on pouvait s'imaginer ne pas être parmi des hommes, mais au milieu des bêtes féroces. Ils nous jetaient des pierres et tout ce qu'ils pouvaient ramasser de plus sale et de plus immonde, en nous menaçant en outre de nous déchi-

rer en morceaux. Qui pourrait croire que ces bons lazzaroni, avec leurs physionomies si ouvertes, et qu'on voit pleurer d'attendrissement en écoutant raconter par un saltimbanque les malheurs de Renaud et de Buovo d'Antona, qui pourrait croire à tant d'inhumanité, à des actes aussi féroces de leur part? La cause principale de tant d'horreurs était venue des ministres du culte, qui, craignant de perdre, dans le nouvel ordre de choses, leurs biens mal acquis, se mirent dès le commencement à seconder les vues d'un gouvernement soupçonneux, en insinuant au peuple crédule, sous le manteau de la religion, des sentiments non seulement contraires à la charité chrétienne, mais encore répugnants à l'humanité même. Abusant de l'ignorance du vulgaire, ils lui faisaient croire que tous les républicains étaient armés de cordes pour pendre par le col tous ceux qui étaient contraires à leur parti.

Nous fûmes alors, mes compagnons et moi, jetés dans une vaste salle au niveau du sol, vis-à-vis les greniers publics, et là se passa devant nous une autre scène d'inhumaine cruauté qui nous fit frémir d'horreur. Je me souviens encore, comme d'une chose présente, de quelle manière je restai frappé de surprise dans le premier moment, observant tout avec attention, non pas seulement comme victime, mais comme un spectateur étonné d'une pareille scène d'atrocité. Nous vîmes confondus parmi la multitude plusieurs personnages remarquables par leurs lumières, par leur naissance, par leurs richesses, prêtres séculiers, moines, religieux de tous ordres, artistes, officiers de tous

grades, que l'on reconnaissait à l'air du visage, quand ils n'étaient pas trop couverts de sang; quelques-uns étaient, comme nous l'avons dit, entièrement nus, sans même avoir de chemise ; d'autres travestis pour cacher leur condition et se soustraire ainsi aux perquisitions de la populace en fureur. Tel était entre autres un jeune homme de Catanzaro, Gaetano Rodini, déguisé en prêtre, mais tout déchiré et maltraité par le peuple. Je reconnus aussi le P. Cavallo, savant moine olivétain et professeur à l'Université des études ; puis le P. Belloni, cordelier, prédicateur républicain, qui depuis fut condamné à mort.

Pendant que l'on prenait au hasard quelques-uns des nôtres pour les transférer aux greniers publics, voisins de ce lieu, nous entendîmes une décharge de plusieurs arquebuses, tirées contre les patriotes débouchés du pont de la Madeleine; mais, dans l'incertitude, nous crûmes d'abord que les coups étaient dirigés vers ceux qui sortaient du lieu où nous étions, avec l'intention de les tuer, et que le même sort nous était réservé, sans espoir de salut. Les plus faibles d'esprit se recommandaient au P. Cavallo, en lui demandant sa bénédiction qu'il leur donnait charitablement. Mais le plus grand nombre, conservant un maintien intrépide, et sans dire une parole, manifestaient, par la gravité de leur aspect, qu'ils méprisaient la fortune et défiaient la mort. D'autres enfin accusaient les chefs du gouvernement, leur reprochant leur incapacité de gouverner, et ajoutant qu'ils étaient cause que nous allions à la boucherie.

Ce fut là que je connus Vincenzo Russo, jeune homme instruit, éloquent et républicain ardent, neveu du chevalier Vivenzio, protonotaire du royaume. De cette salle dans laquelle nous étions renfermés, on nous transféra par dix et par vingt à la fois aux greniers publics, et quoique le trajet fut extrêmement court, nous n'y arrivions pas tous; car plusieurs, dans le nombre, attaqués par une populace furieuse, tombaient morts sur la place. Et ces scènes sanglantes se passaient à quelques pas de distance du lieu où le cardinal Ruffo stationnait.

Les vastes salles des greniers publics, construits pour recevoir en dépôt les vivres de la populeuse capitale, furent alors converties en prisons pour nous recevoir. Mais rien n'avait été nettoyé; des restes de grains encore épars et couverts d'insectes rendaient ce séjour aussi dégoûtant que malsain, et d'autant plus insupportable qu'il ne s'y trouvait point de lieu privé! Dans la salle où j'étais, on nous avait enfermés au nombre de 300 qui couchions sur le carreau nu : outre Vincenzo Russo, avec qui je me liai aussitôt d'une étroite amitié, on comptait au nombre des prisonniers le marquis Berio, remarquable par son savoir, l'abbé Marino Guarano, professeur primaire de jurisprudence à l'Université des études, et j'y rencontrai aussi pour la seconde fois mon ami Jerocades, que j'appelle mon ami de même que Russo, parce que j'admirais en eux les lumières unies à une constance inébranlable. Il y avait aussi plusieurs moines célestins de San Pietro in Masella, entre autres le P. Carafa, beaucoup d'hommes de lettres, et enfin un assez grand nombre

de fous de l'hôpital des Incurables, pris confusément avec leurs gardiens ; cette dernière circonstance venait de ce que les jeunes étudiants de cet hôpital ayant fait un feu très vif par dessus les murs au moment où passaient les troupes bourboniennes par le largo delle Pigne, celles-ci prirent d'assaut l'hôpital, tuèrent plusieurs de ceux qui s'y trouvaient, firent les autres prisonniers, et entraînèrent avec eux un grand nombre d'aliénés, dont ils s'imaginaient que la folie était feinte. L'un de ces malheureux nous offrit une scène tragique, et encore plus horrible que celle de laquelle nous étions les tristes acteurs : il s'avisa de souffleter un impertinent officier royal; celui-ci cria aux armes et, aussitôt qu'on lui fût venu en aide, il s'élança furieux contre le fou, et d'un coup de sabre le fit tomber mort à terre. En même temps, les sentinelles de garde autour des greniers publics tiraient de la rue des coups d'arquebuse contre les fenêtres, et des balles rebondissant sur les lambris blessèrent et tuèrent même plusieurs des nôtres.

Mais telle était toutefois l'horreur qu'inspiraient ce lieu repoussant et cette bruyante confusion de gens si maltraités et réduits à un si triste état, que quelques-uns d'entre nous en demeurèrent pendant quelque temps si étourdis qu'on aurait pu les croire privés de jugement et de raison. En entrant dans cette salle, le marquis Berio crut, durant plusieurs heures, être encore au milieu des lazzaroni; Marino Guarano était presque devenu fou. Couvert de sang et de poussière de la tête aux pieds, je fus pris par quelques-uns pour un jeune lazzarone, parce qu'on

s'était mis dans l'esprit qu'il était entré au milieu de nous quelques individus appartenant à la populace de Naples pour nous espionner. Un petit nombre seulement des nôtres conservaient un esprit calme, et parmi les jeunes gens surtout l'enthousiasme républicain se soutenait constamment. Nous ne nous appelions les uns les autres que du nom de citoyen.

Le premier jour s'étant passé sans avoir pris non seulement la moindre nourriture, mais pas même une seule goutte d'eau, la faim et la soif qui nous tourmentaient déjà devinrent, le jour suivant, tout à fait insupportables, d'autant plus que la chaleur du lieu et celle de la saison étaient excessives. Déjà notre imagination échauffée commençait à nous faire soupçonner que l'on voulait renouveler pour nous l'épouvantable drame du comte Ugolin, quoique les officiers de garde nous assurassent que cela provenait de la grande confusion dans laquelle tout se trouvait, environ 20.000 individus étant enfermés dans le bâtiment des grani.

Ce ne fut que dans la matinée du troisième jour que l'on commença la distribution d'eau et de pain, et je me souviens encore de l'avidité avec laquelle j'avalais l'eau jusqu'à en perdre la respiration. Mais, comme la distribution du pain se fit, dans ce premier instant, de la manière la plus confuse et la plus précipitée, j'eus la plus grande peine à en obtenir quelques portions, et pour moi et pour ceux de mes amis qui n'avaient pas la force de s'avancer pour s'en procurer eux-mêmes.

Cependant les parents de quelques détenus com-

mencèrent à venir leur apporter des vivres, des vêtements, des couvertures de lit et des oreillers. Les femmes montrèrent alors plus de courage et plus d'intrépidité que les hommes pour s'ouvrir un chemin et pénétrer jusqu'à nous. Mais parmi les prisonniers il s'en trouvait beaucoup qui n'avaient point de parents, d'autres dont les familles ayant été saccagées et dispersées ne pouvaient apporter de prompts secours, d'autres enfin dont les proches se tenaient encore cachés où ignoraient entièrement notre sort. Il s'en suivit que plus de la moitié gémissaient blessés ou nus sur la terre dure, se nourrissant de pain et d'eau. En même temps, pour nous soulager de l'excessive chaleur qui nous suffoquait pendant le jour, couverts, le soir, d'une chemise presque déchirée, nous recevions par les fenêtres l'air frais de la mer. Je ne dois pas négliger ici de remarquer que la détresse dont nous avions souffert, et la nudité à laquelle nous étions réduits, au lieu d'être nuisibles, furent favorables à nos blessures, qui guérirent peu à peu.

C'est une chose qui paraît incroyable, mais qui est vraie pourtant, qu'au milieu de tant d'incommodités, de tant de mauvais traitements, de tant de cruautés dont nous étions accablés, notre courage, au lieu d'être abattu, acquit dans cette circonstance une nouvelle vie et une nouvelle vigueur. Il y avait au milieu de nous quatre poètes qui chantaient tour à tour, en improvisant sur les thèmes de liberté. Le brave Gaëtano Coppola, après avoir vaillamment combattu, fut fait prisonnier et conduit dans un lieu différent de celui où je me trouvais. Mon

frère Jean-Baptiste, quoiqu'il fît partie de la compagnie de Coppola, était parvenu à se cacher, et ce ne fut qu'au bout de vingt jours (qui me parurent éternels) qu'il réussit à découvrir où j'étais; car il m'avait cru mort dans la déplorable journée où le général Schipani avait été défait. Il m'envoya aussitôt des habits, du linge, et un modeste diner journalier qu'il me faisait préparer par un traiteur.

Le cardinal fut à peine entré dans la capitale du royaume et la communication rétablie entre Naples et la Calabre, que mon père reçut la triste nouvelle que, de quatre de ses fils envoyés à Naples, le seul Jean-Baptiste y était encore caché ; que j'étais mort dans les combats, et que Ferdinand ainsi que Florestan, grièvement blessés, étaient tous les deux enfermés dans les prisons de Barletta. Notre excellent père fit aussitôt partir pour Naples l'aîné de tous ses fils, Stefano, avec tous les moyens de dépenser sans économie pour nous secourir et nous soulager de toutes les manières.

Ceux qui pénétraient auprès de nous, les serviteurs, pour la plupart fidèles, les mères, les femmes et les filles de nos prisonniers, nous racontaient tous les événements de la capitale, principalement ceux qui regardaient les républicains enfermés dans le Château-Neuf et dans celui de l'Œuf, puis les autres de Castellamare : elles nous parlaient aussi des Français qui occupaient le fort Saint-Elme, les places de Capoue et de Gaëte, et enfin d'Hector Carafa qui se maintenait dans les Abbruzzes.

La garnison républicaine du fort de Castellamare, après une défense vigoureuse et hardie, attaquée

finalement par les batteries de terre et par celles des vaisseaux anglo-siciliens, fut obligée de se rendre à la condition, pour ceux qui la composaient, d'aller libres en France, emportant avec eux leurs biens transportables et laissant à Naples leurs immeubles en sûreté avec leurs familles. Cette capitulation, signée de la part du roi par le contre-amiral anglais Foot, fut religieusement maintenue, et la garnison conduite saine et sauve à Marseille.

Les républicains renfermés dans les forts du Château-Neuf et de l'Œuf ne firent pas une moins vive résistance pendant bien des jours.

Le cardinal, intimidé par les sorties des républicains, agité d'ailleurs des plus tristes pensées sur l'éventualité de la rencontre des flottes puissantes de la Méditerranée, sur le résultat des combats, et plus encore sur le danger de se trouver en face d'un ennemi intrépide et désespéré, commença à craindre pour lui-même ainsi que pour les otages gardés dans le Château-Neuf, et parmi lesquels se trouvait un de ses frères. Il se détermina donc dans cette même nuit à traiter de la paix, et, ayant pris conseil au point du jour avec les chefs des troupes et les magistrats du roi, il dépêcha un message au Français Méjan, qui commandait le fort Saint-Elme, lui proposant un accommodement convenable aux circonstances, à la dignité royale et à une cause perdue.

Le gouvernement républicain, en examinant mûrement l'état des choses, l'incertitude de l'arrivée d'un secours étranger, la difficulté de vaincre l'ennemi de front ou de s'ouvrir un chemin à tra-

vers ses rangs pour se réunir aux Français de Capoue, et enfin tant d'autres circonstances difficiles à surmonter, rédigea les conditions de la paix et nomma pour négociateur le général Oronzio Massa.

Les négociateurs se réunirent dans les appartements du cardinal, et comme le Directoire avait déclaré qu'il ne se fierait pas au seul roi Ferdinand et à son lieutenant ou vicaire, force fut de faire intervenir dans le traité les chefs des Russes et des Turcs, le contre-amiral de la flottille anglaise Foot, et le commandant Méjan. En présentant les conditions, qui parurent trop hardies au cardinal, Massa tint un discours modéré, mais ferme et plein de dignité, et sûr en même temps par la terrible résolution qu'il annonçait d'exercer des représailles sur les otages, d'abattre et de brûler les maisons de la ville, et de renouveler l'acte héroïque de Vigliena dans tous les forts et dans tous les édifices publics.

L'orgueil du cardinal étant rabaissé par ce discours, il tint conseil avec les siens, et déclara que, pourvu qu'on supprimât du traité quelques paroles offensantes pour la dignité royale, il acceptait les conditions proposées. Le général Massa adhéra à la demande du cardinal, et le traité de paix fut rédigé dans les termes suivants :

« 1° Les châteaux Neuf et de l'Œuf, avec les armes et les munitions, seront consignés aux commissaires du roi des Deux-Siciles, et de ses alliées, l'Angleterre, la Russie et la Porte Ottomane ;

« 2° Les garnisons républicaines des deux châteaux sortiront avec les honneurs de la guerre ;

elles seront respectées et garanties dans leurs personnes et dans leurs biens meubles et immeubles ;

« 3° Elles pourront choisir de s'embarquer sur des bâtiments parlementaires, pour être conduites à Toulon, ou de rester dans le royaume libres de toute inquiétude pour soi ou pour leurs familles. Les vaisseaux seront donnés par les ministres du roi ;

« 4° Ces articles et conditions seront communs aux personnes des deux sexes renfermées dans les forts, aux prisonniers républicains faits par les troupes royales ou alliées pendant le cours de la guerre, et au camp de San Martino ;

« 5° Les garnisons républicaines ne sortiront des châteaux que quand les vaisseaux seront prêts à lever l'ancre pour ceux qui seront déterminés à partir.

« 6° L'archevêque de Salerne, le comte de Micheroux, le comte Dillon et l'évêque d'Avellino resteront en otages dans le fort Saint-Elme jusqu'à ce qu'on reçoive à Naples la nouvelle certaine de l'arrivée à Toulon des vaisseaux qui auront transporté les garnisons républicaines. Les prisonniers du côté du roi, et les otages retenus dans les forts seront mis en liberté aussitôt après la signature de la présente capitulation. »

Suivent les noms de Ruffo et Micheroux pour le roi et Baillie pour la Russie et de Achmet pour la Porte; et de la part de la république di Massa et Méjan.

On prépara dans les jours subséquents les vaisseaux promis. Le cardinal invita par une lettre

Ettore Carafa, comte de Ruvo, à rendre les forts de Civitella du Tronto et de Pescara, aux conditions stipulées pour les forts de Naples; et, par son édit au nom et en qualité de représentant du roi, il déclarait que la guerre était finie, qu'il n'y aurait plus dans le royaume ni factions ni partis, mais que tous les citoyens étaient également sujets du prince, amis et frères entre eux; que le roi voulait pardonner les actes de la rébellion, accueillir jusqu'aux ennemis de sa bonté paternelle, et mettre fin dans le royaume aux persécutions, au pillage, au dissensions, aux massacres, aux armements. Promesses magnifiques et trompeuses, dont on expérimenta bientôt la fausseté.

Vers la chute du jour, les patriotes sortaient des forts, non pas avec les honneurs de la guerre, ainsi qu'il avait été convenu, mais presque chassés et repoussés confusément par les soldats russes, vers le lieu de l'embarquement, tristes indices de futurs malheurs et de nouveaux désastres. Il ne manquait pour lever l'ancre que le vent propice de la nuit.

Le jour suivant, parut dans le golfe l'armée de Nelson, composée d'une flotte puissante. Quoiqu'un vent favorable se fût élevé pendant la nuit, les vaisseaux destinés au départ ne levèrent point l'ancre, et même, le jour étant venu, changeant de place, ils passèrent sous le canon du château de l'Œuf; on en ôta les timons, les voiles, on jeta l'ancre, et on les mit sous la surveillance d'une garde, transformant ainsi ces vaisseaux en autant de prisons. L'amiral Nelson, pressé de s'expliquer sur

cette nouveauté inattendue, n'eut pas honte de publier un édit du roi Ferdinand, portant la déclaration suivante : « Les rois ne traitent jamais avec leurs sujets;... les actes de son vicaire sont abusifs et nuls; il veut exercer sa pleine autorité royale sur les rebelles. » C'est ainsi que le vainqueur d'Aboukir devenait complice de la violation du traité en vertu duquel la capitulation avait été consentie; qu'il foulait aux pieds le droit des gens, et s'associait à tant de massacres commis à Naples pour assouvir la vengeance royale. Cette complicité est d'autant plus blâmable, et d'autant plus impardonnable en lui, qu'il était en son pouvoir et en même temps de son devoir d'empêcher ces attentats. Mais de quoi la faiblesse humaine n'est-elle pas capable? Ce grand amiral, que véritablement on pouvait appeler tel, dont les actions avaient fait rejaillir tant d'éclat et tant de gloire sur la marine britannique, se laissait indignement dominer par les flatteuses caresses d'une femme adroite (lady Hamilton), de laquelle il était follement épris, et il s'abaissait honteusement à servir de bourreau au roi de Naples, quand il aurait dû se contenter de le protéger. Oui, ce fut par son influence que périrent injustement, suspendues au gibet, tant de victimes illustres par leur vertu et par leur science, le prince de Strongoli, le frère du prince Stefano Colonna, un Domenico Cirillo, un Mario Pagano, un Conforti, Baffi, Ciaja, Bisceglia, de Filippis, un Ettore Carafa, Massa, Manthone, deux évêques, le prélat Troise, la noble et savante Pimentel, et tant d'autres dont il serait trop long d'entreprendre l'éloge.

Enfin, pour mettre le sceau à la perfidie et à la cruauté, il suffit d'ajouter le seul fait suivant : L'amiral Caracciolo, se confiant dans la capitulation, s'était retiré à Calvivano ; mais, en apprenant qu'elle avait été violée, il se cacha pour attendre une occasion propice de se mettre plus en sûreté. Trahi cependant par un homme de sa maison, il fut pris, et Nelson, l'ayant réclamé du cardinal Ruffo, l'on crut qu'il voulait sauver un brave qu'il avait eu plus d'une fois pour compagnon dans des batailles navales. Déjà l'on commençait à applaudir à la belle action supposée du marin anglais ; mais celui-ci, qui malheureusement avait déjà brisé le frein de la honte, voulut avoir entre ses mains le vaillant amiral, pour assouvir a haine de parti. Dans cette vue, il convoqua sur son propre vaisseau une cour martiale d'officiers napolitains, à laquelle présidait le comte de Thurn; et l'accusé ayant entendu les imputations, demanda, comme cela était juste, que l'on examinât les documents et les témoins. On en référa à l'amiral Nelson : il répondit qu'*un plus long retard n'était pas nécessaire*. Ce lâche conseil conclut à la condamnation de l'infortuné Caracciolo à une prison perpétuelle, sentence à laquelle l'impitoyable Nelson substitua la mort ; et il ordonna qu'il fût aussitôt pendu. L'amiral napolitain réclama contre cette sentence, disant qu'il voulait, comme noble, mourir sous la hache, ou du moins passer par les armes comme un soldat. L'inexorable Anglais ne voulut rien céder. A l'instant même où cette assemblée se sépara, Francesco Caracciolo, appartenant à l'une

des plus illustres familles napolitaines, heureux dans les combats maritimes, méritant une autre récompense pour sept lustres de services honorables rendus à sa patrie, citoyen éminent et modeste, trahi par son propre serviteur dans l'enceinte domestique, trahi par lord Nelson, jadis son compagnon d'armes, trahi par des juges qui avaient été ses officiers, et si souvent honorés par lui pendant la guerre ; chargé de chaînes, conduit sur la frégate *la Minerve*, qu'il avait rendue fameuse par plus d'une action d'éclat, pendu à l'une des antennes comme un malfaiteur, rendit son âme grande et glorieuse, pleuré des bons, et laissant son ennemi couvert d'un opprobre éternel.

Après la publication de l'édit royal, dans lequel le roi déclarait qu'il ne traiterait pas avec ses sujets, les commissaires de Ferdinand allèrent plusieurs fois le jour pour chercher les patriotes désignés, qu'ils conduisaient enchaînés dans d'horribles prisons, pour être ensuite mis à mort sans pitié. Les autres individus embarqués qui, à cause de l'obscurité des faits et de l'adresse avec laquelle plusieurs surent cacher leur véritable nom, n'excitèrent point la vengeance royale, après être restés cinquante-sept jours en rade, furent exilés et conduits à Marseille sur ces mêmes vaisseaux.

Le comte de Ruvo ayant rendu les forteresses de Civitella et de Pescara, vint à Naples avec le reste de la garnison pour s'embarquer, sur la foi du traité de paix. Tous furent déloyalement conduits en prison. En présence de ces actes d'injustice et d'iniquité, les lazzaroni et les soldats de la *santa*

fede, devenant plus hardis, revinrent de nouveau à leur férocité à peine suspendue pendant peu d'heures, commettant des meurtres et des cruautés encore plus atroces sous les yeux du cardinal Ruffo qui, en affectant la crainte, tolérait ou plutôt fomentait leurs excès.

Après vingt-deux jours d'intolérables souffrances, tout ce que nous étions de détenus dans la grande salle des greniers, fûmes embarqués, à peu d'exceptions près, sur la corvette *Stabia*, transformée en prison. Là, sous les batteries des vaisseaux anglais, nous passions de tristes jours, tant pour notre nourriture, qui se composait d'un peu de pain, que pour l'incommodité de coucher et de dormir sur des planches nues, privés même d'une couverture pour nous garantir du froid.

De la corvette *Stabia* nous fûmes conduits dans les prisons de la Vicaria, en traversant les rues de la ville au milieu des insultes, des menaces et des indignités d'une populace avide de notre sang, comme elle l'avait été dans les premiers jours de la chute de la république. Nous étions dans ces prisons, si je ne me trompe, deux mille détenus, au moins; mais nous pouvions y recevoir toutes les choses nécessaires à notre nourriture et à la vie en général. J'étais au milieu d'une compagnie excellente et choisie, composée de jeunes gens des familles les plus honnêtes et les plus éminentes, et même de plusieurs savants et littérateurs. Nous étions pour la plupart gais et peu soucieux de notre emprisonnement qui n'aurait eu rien de très rigoureux à supporter, si, pendant les visites que

faisaient les geôliers à minuit, nous n'eussions pas entendu appeler quelqu'un de nos compagnons pour être conduit à la chapelle, et de là, le troisième jour, mené à la potence.

Je fus un jour conduit à la junte d'État et réduit à paraître en présence du juge spécial (nom exécré à cause de l'inhumanité inouïe et des cruautés horribles qu'il exerçait en profanant le ministère sacré de juge). Dès qu'il m'aperçut, il me dit : « Vous me paraissez un Brute (Brutus), non pas comme celui pour lequel vous avez tant d'admiration, mais comme un animal brute. » Il voulait faire allusion à la manière dont je portais mes cheveux et ma barbe, ou, pour mieux dire, ce premier duvet qui me couvrait le visage, à mes larges pantalons et à mes pieds sans bas. Je ripostai à ses sottes injures, en lui en adressant d'équivalentes ou même les plus piquantes dont je pus m'aviser. Dans sa colère, il fut sur le point de me jeter son écritoire à la figure, et il me dit : « Croyez-vous donc pouvoir éviter la corde à la faveur de votre grande jeunesse ? » Puis il ajouta que j'étais, de plus, accusé d'avoir combattu dans la colonne Schipani contre les armes royales, et que je me trouvais inscrit dans le livre de la salle patriotique, dans lequel on avait juré de vivre libre ou de mourir. Je lui répondis que tout cela était vrai. Il me demanda mon âge. Je déclarai que j'avais vingt ans, c'est-à-dire quatre de plus que je n'avais en effet, espérant, par ce mensonge, me faire exiler. Mais l'impitoyable spécial ordonna que je fusse renfermé dans le *criminel*. C'est ainsi que l'on désignait les

prisons dures et ténébreuses, autrement appelées *secrets*. Rentré dans la *Vicaria*, je fus enfermé dans une chambre obscure, où, pour parler plus juste, dans un antre, ou il y avait trois hommes nus, autant que je pus distinguer en entrant, à la faible lueur d'une lampe. Ils avaient les fers aux pieds; on me les mit aussi pour la première fois, qui ne devait pas être la dernière. Deux de ces hommes avaient l'aspect d'assassins; mais l'autre, dès que je l'aperçus, me fit souvenir de Gui de Lusignan, dans *la Zaïre* de Voltaire, que j'avais lue peu de jours auparavant : le corps velu, la tête chauve, une barbe noire, longue et touffue qui faisait ressortir ses lèvres vermeilles et la blancheur de ses dents! Il fut le premier à me parler, me disant avec beaucoup de douceur de ne pas perdre courage. Je lui répondis que je n'en avais jamais manqué et que je n'en manquerais jamais ; il me demanda mon nom et celui de ma famille, puis s'informa de mes études. Je le satisfis sur tous les points, et il me dit à son tour qu'il s'appelait Lemaitre, marquis de Guardia Alfieri. Je le priai alors de me dire qui étaient les deux autres détenus : il me fit d'abord, à la dérobée, un signe qui ne leur était point favorable, et ajouta tout haut que c'étaient deux hommes malheureux qu'une calomnie avait fait mettre en prison; puis, quand il les vit profondément endormis, il me dit que c'étaient deux malfaiteurs couverts de crimes.

Je trouvai en lui et dans sa conversation un homme très érudit, très éclairé, doué d'une mémoire prodigieuse et si prompte qu'il serait difficile de ren-

contrer son pareil. Il me raconta, avec la plus grande précision, l'histoire de la franc-maçonnerie dans le royaume, celle des conjurations républicaines et celles de tous les conspirateurs. C'était à cause de ces conjurations qu'il avait été retenu prisonnier pendant plusieurs années; mais, comme il avait été détenu aussi dans le temps de la république, il fallait qu'il expliquât ce fait et dissipât les soupçons. Il ne me dit donc pas, ainsi que l'avait fait Jerocades, qu'il eût été coupable de faiblesse, mais seulement qu'il avait cherché à se sauver lui-même, ainsi que ses complices, en les accusant avec adresse pour faire en sorte que de feintes dénonciations, portant sur des fautes légères, en détruisissent d'autres véritables et plus graves qui, aux yeux du gouvernement, auraient eu le caractère de crime capital. Cette partie de sa narration me le rendait quelque peu suspect. Cependant, comme j'étais plutôt porté à croire à la bonne foi, je voyais en lui, comme en Jerocades, un martyr de la liberté qui n'avait été faible qu'un instant, à cause des vexations que lui avait fait souffrir la tyrannie du gouvernement.

Pendant que nous étions ensemble, il m'exerçait dans l'étude de l'histoire ancienne, de la géographie, des mathématiques et des éléments d'astronomie. Mon amour-propre se trouvait satisfait en me voyant traité, dans cette obscure prison, comme un patriote d'importance, et, de plus, favorisé de la société de Guardia Alfieri, qui m'était extrêmement utile; de manière qu'en dépit de mon appétit mal satisfait avec le pain que l'on nous donnait, je

bénissais ma punition, qui dura seulement pendant trente jours, au bout desquels je fus reconduit dans la prison d'où j'étais parti. Mes réponses hardies au juge spécial avaient déjà été rapportées à mes compagnons d'infortune, et Russo applaudit à la fermeté avec laquelle j'avais soutenu cette première épreuve. Mais je ne pus jouir que pendant peu de jours encore de la société aimable et instructive de cet excellent ami ; car, ayant été appelé un soir, à minuit, ainsi que cela avait lieu pour tant d'autres victimes, il fut conduit à la chapelle, et de là, à la potence. Il mourut comme il avait vécu, avec la force d'âme d'un sage. Il essaya de haranguer le peuple, mais sa voix fut étouffée par les cris insultants de cette foule impitoyable, alors si désordonnée d'esprit et si corrompue de cœur, que le langage de la vérité ne pouvait pénétrer au milieu d'elle. Les juges de la junte d'État avaient résolu d'envoyer à la mort le plus de condamnés qu'ils pourraient en rassembler en un jour, afin d'épargner la récompense, par individu, accordée pour chaque exécution au bourreau, avec qui on avait transigé pour le prix. Traité vil et barbare, duquel pouvaient seuls être capables d'aussi infâmes contractants.

Dans l'incertitude où nous étions du véritable état des choses qui se passaient, il nous parvenait cependant des nouvelles qui, toutes dénuées de probabilités qu'elles étaient, recevaient de nous le même accueil que si elles eussent été véritables, tant il est facile d'ajouter foi à ce qui peut paraître favorable dans des circonstances aussi malheu-

reuses. Je me souviens encore que nous nous couchâmes une nuit tout habillés, dans la ferme persuasion qu'une nouvelle révolution devait éclater, et que le parti républicain triomphant viendrait nous délivrer.

Stéfano, mon frère aîné, envoyé par notre bon père à Naples, pour tâcher d'obtenir ma liberté, était instruit et doué du meilleur cœur, mais il était loin de partager mes opinions républicaines ; il s'était, au contraire, attaché au parti du roi Ferdinand, peut-être parce que l'intérêt personnel l'y portait, car presque toutes les terres qui appartenaient à notre famille étaient assujetties à un majorat que les lois de la république avaient aboli. Cependant il obtint, pour de l'argent, l'interrogatoire que j'avais subi dans la junte d'État, et lorsqu'il y lut que j'avais déclaré l'âge de vingt ans au lieu de seize, il se hâta d'écrire à mon père de lui envoyer mon acte de baptême; mais, avant qu'il arrivât, j'avais déjà été condamné à un exil de toute la vie, pour avoir porté les armes contre les troupes du roi, et pour être inscrit dans le livre de la salle patriotique.

Ce fut une erreur grave et une grande négligence commises par les patriotes renfermés dans le Château-Neuf, que de laisser ce livre ou ce registre dans la salle patriotique, au lieu de l'emporter avec eux et de le brûler, car ils avaient eu pendant bien des jours la communication libre entre ce quartier et le château. Ils auraient ainsi prévenu le malheur de près de 1.200 patriotes condamnés à l'exil; mais la raison qui avait déterminé les patriotes du

château à ne point le détruire était que, pour le triomphe de la liberté, il fallait compromettre autant de gens que l'on pouvait.

Pendant une nuit du mois de décembre, nous fûmes transférés, une centaine de mes compagnons et moi, des prisons de la Vicaria à la Darsena et déposés dans une de ces vastes salles, en attendant l'embarquement. La première personne que j'y rencontrai, venue d'une autre prison, fut mon ami le plus cher, Gaetano Coppola, dont je ne me séparai plus. La duchesse de Canzano, sa mère, quoiqu'elle fût habituée à l'opulence et au luxe, ne put cependant donner à ce fils qu'elle adorait plus de trente ducats, tant elle se trouvait réduite par le pillage qui avait eu lieu.

Nous nous embarquâmes tous sur trois bâtiments, deux nolisés par le gouvernement, et le troisième, moins grand, aux frais de deux sœurs célèbres par leur grande supériorité d'âme et d'esprit, les duchesses de Cassano et de Popoli, exilées à leur tour, après avoir souffert un rigoureux emprisonnement et subi les insultes de la populace. Nous étions environ six ou sept cents dans cette expédition; mais, en comptant ceux qui nous avaient précédés et ceux qui nous suivirent, le nombre des exilés s'éleva au moins à 4.000. Un vaisseau de guerre escortait nos trois bâtiments, et pendant que nous sortions du port avec un vent favorable, une foule immense, sortie des derniers rangs du peuple, embarquée sur de petits bateaux, venait tout autour, non moins furieuse qu'auparavant, nous accabler d'injures, nous menacer d'une triste fin et nous prophétiser que

nous ne retournerions jamais dans notre patrie.

Comme, à l'âge que j'avais alors, je ne pouvais certainement prétendre à la vertu de Thémistocle, j'étais peu disposé à leur souhaiter en échange le repentir de leur aveuglement et toutes sortes de prospérités. Cependant ce n'était point sans regrets que je m'éloignais de cette patrie pour laquelle je ressentais tout l'amour, tout le respect que la nature a si profondément gravés dans le cœur de l'homme, pour la terre où il est né.

CHAPITRE V

Notre traversée et notre arrivée à Marseille. — Le retour de Buonaparte. — Je me rends à Dijon pour être incorporé dans la légion italique. — Revue passée par le Premier Consul. — Passage du Saint-Bernard. — Les compagnies infernales et la prise de Varallo. — La misère au dépôt de Pavie, — Je suis présenté à Murat à qui je demande de servir en Egypte.

Sur le bâtiment où j'étais embarqué se trouvaient encore d'autres patriotes distingués par leurs lumières et par leur intégrité. Peu de jours après notre départ de Naples, une épidémie dangereuse se déclara au milieu de nous ; quatre jeunes gens des plus robustes en moururent ; beaucoup d'autres en subirent l'atteinte et furent saisis d'une fièvre violente accompagnée de délire. Parmi ces derniers, mon cher Gaetano Coppola donna de vives craintes pour ses jours.

Après vingt-deux jours de navigation, nous arrivâmes enfin en vue du port de Marseille, où accoururent pour nous voir les patriotes qui avaient capitulé les premiers, et qui, en conséquence de la rupture de la capitulation, avaient été aussi condamnés à l'exil. La première nouvelle qu'ils nous communiquèrent fut celle de l'arrivée en France du général Buonaparte qui, s'étant embarqué en Égypte sur une frégate, eut le bonheur d'échapper à la vigilance des croisières anglaises, et qui, en

traversant le pays, avait été partout accueilli avec enthousiasme. En apprenant cet événement, un de nos compagnons, Alessandro Petrucci, dit : « La liberté française a cessé d'exister. »

Du bâtiment nous fûmes conduits au lazaret. Peu de jours après, je fus attaqué à mon tour de la fièvre épidémique ; à peine fus-je entré en convalescence que Coppola m'annonça qu'un négociant de Genève, établi à Marseille, et nommé Dunant, l'avait obligé d'aller loger dans sa maison, et qu'il désirait, par ce motif, que je vinsse m'y installer aussi. Dunant était un honnête homme, un homme de bien, patriote des plus ardents et connu du duc de Canzano, frère de Gaetano Coppola. Nous étions aussi bien dans la maison de Dunant, et nous y menions une vie aussi aisée que si nous n'eussions jamais été proscrits. Mon ami, appelé à Paris par le duc, son frère, me laissa fortement recommandé à notre hôte, quoique cela ne fût point nécessaire, car il m'avait pris dans une si grande amitié qu'il agissait en père à mon égard ; il alla même jusqu'à me faire l'offre généreuse de me garder chez lui jusqu'à ce que la permission de rentrer dans ma patrie me fût accordée.

Les journaux cependant annonçaient la formation d'une légion italique à Dijon, et quoique mes forces, loin d'être revenues, me permissent à peine de me soutenir, à cause des fièvres violentes et prolongées dont j'avais eu à souffrir, je n'en désirais pas avec moins d'enthousiasme de me mettre en chemin pour me faire incorporer dans cette légion, et de suivre ainsi l'impulsion de mon penchant inné en

reprenant ma carrière militaire si tristement interrompue. En vain le petit nombre de mes amis cherchaient à m'en dissuader ; en vain l'excellent M. Dunant me représentait que j'étais envié de tous pour la vie heureuse que je menais dans sa maison ; mon âme languissait, fatiguée de cette inaction, et j'étais même agité d'un si vif désir d'aller à Dijon qu'il me semblait que ma présence y était indispensable, tant pour la formation de la légion que pour la rentrée de l'armée française en Italie. Gaetano Coppola aurait désiré que j'allasse avec lui à Paris ; mais tous mes vœux me portaient vers la légion italienne. Tout rempli de mérites qu'était mon ami Coppola, il abhorrait néanmoins la carrière militaire, comme celle qui, disait-il, éveillait en lui l'idée d'un esclavage humiliant et raffiné, idée qui, comme je le montrerai plus tard, ne s'effaça jamais en lui.

A peine me sentis-je en état de supporter une longue marche, que je pris congé de M. Dunant et de tous les agréments de sa maison. Pourvu par lui d'une somme d'argent dont je tirai la lettre de change sur le banquier Falconnet à Naples, pour le compte de mon père, je me mis en chemin pour Dijon avec une expédition d'autres patriotes italiens. L'indemnité de route nous était distribuée dans la proportion du grade militaire, et on assigna en faveur d'un nombre donné d'officiers un chariot de transport pour notre bagage. Cette expédition était composée d'environ soixante individus, la plupart exilés napolitains qui étaient certainement des gens plus notables que les autres Italiens ; car, parmi les

nôtres il n'y avait pas un seul individu qui n'appartînt à quelque famille de citoyens honnêtes, quoique la conduite déréglée de quelques-uns d'entre eux fût un grand déshonneur pour le nom italien. Ceux qui vivaient le mieux parmi nos Napolitains étaient les prêtres et les médecins. Les premiers, en disant la messe, recevaient des rétributions plus ou moins larges des femmes dévotes de la France, où il n'en manquait pas; et les autres étaient payés en raison de la confiance qu'ils inspiraient, car les sciences médicales étaient alors bien cultivées dans notre pays, ce qui donnait beaucoup de crédit à ceux qui les professaient.

La légion italique était composée de 6.000 Italiens, qui furent très utiles dans les guerres d'Italie. Elle se trouvait distribuée entre Dijon et Bourg-en-Bresse. Quand je fus arrivé à Dijon, je me présentai au général Giuseppe Lecchi, que l'on avait chargé du commandement et de l'organisation de la légion. Il me dit que l'on avait déjà pourvu aux emplois d'officiers, et que les autres officiers proscrits italiens, pour lesquels il ne restait point d'emplois, devaient se rendre au dépôt, où ils recevraient la solde de réforme de la même manière que les officiers français en non-activité. Il ajouta que beaucoup d'officiers, pour ne pas rester au dépôt, avaient demandé et obtenu de servir comme volontaires dans la cavalerie légionnaire, en conservant la solde de réforme, selon leurs grades respectifs. Je répondis, sans balancer, que j'en ferais autant, attendu que le dépôt ne convenait ni à mon âge ni à mon goût. Je me rendis donc,

par son ordre, à Bourg-en-Bresse, où nous étions tous impatients de descendre en Italie; et quoique l'armée dont la légion italique faisait partie eût pris le nom d'armée d'observation, nous étions cependant tous certains qu'elle était destinée à la conquête de l'Italie.

J'entrai comme lieutenant volontaire dans la première compagnie de chasseurs à cheval de la légion italique. J'étais déjà dans ma dix-septième année, et le plus jeune de la légion; j'étais loin de prévoir alors que je serais, dans ce nombre de 6.000, celui que la fortune appellerait, vingt ans après, au commandement suprême des armées, pour combattre en faveur de notre indépendance contre les Autrichiens, quoique sous les auspices les plus défavorables, et en présence d'obstacles sans nombre.

Le moment auquel tous les légionnaires aspiraient avec tant d'ardeur arriva enfin, et, au mois de mai de l'année 1800, nous nous mîmes en chemin pour la Suisse. Les bagages prirent la route du mont Cenis; j'y avais mis ma valise remplie d'habillements, ne gardant que deux ou trois chemises et une paire de bottes dans mon havresac. Les régiments de cavalerie manquant de chevaux, nous étions presque tous à pied, avec la carabine et le sac d'infanterie sur le dos. Je dirai seulement sur cette campagne si célèbre ce qui arriva à notre légion, et ce qu'il importe le plus aux Italiens de savoir, car, si j'entreprenais d'en dire davantage, il me faudrait répéter tout ce qui a été publié sur le même sujet dans tant d'écrits, parmi lesquels, à mon avis, aucun n'a été parfaitement exact ni

complètement dépouillé d'embellissements poétiques.

La légion arriva devant Lausanne : nous fîmes halte dans une petite plaine en attendant le premier consul Buonaparte, qui venait en faire la revue. Malgré les quarante-six ans qui se sont écoulés depuis cette époque, il est encore présent à mes yeux. Il était de petite taille, d'une complexion délicate, en apparence, et son visage était fort pâle. Il portait un uniforme bleu, orné des broderies du grade de général, à demi ouvert sur la poitrine ; culotte blanche et bottes à revers ; chapeau galonné. Étant descendu de cheval, il se mit à s'informer quel était le pays de chacun de ceux d'entre nous qui étaient sur la première ligne. La cavalerie se trouvant sur la droite, et moi dans la première compagnie, peut-être aussi en raison de ma taille, je fus le premier officier volontaire servant comme simple soldat qu'il aperçut ; il fit plusieurs questions à ce sujet au général Lecchi, lequel lui répondit que, faute de places à donner, plusieurs officiers avaient été admis à servir de cette manière. Le premier consul ordonna aussitôt que, dès ce moment, nous recevrions la solde entière, et que nous serions ensuite employés activement en Italie selon nos grades. Ensuite, prenant de ma main la carabine et l'examinant avec soin, il me dit que la pierre à fusil n'était pas bien solide. « Elle le sera, répondis-je, à la première rencontre que nous ferons de l'ennemi. » Ayant encore inspecté deux autres rangs, il remarqua le chef de bataillon Malavolta, Calabrais d'une belle

stature, et qui servait aussi comme volontaire. « Vous êtes Napolitain? » lui dit-il. L'autre répliqua : « Et comment le savez-vous, citoyen consul? — *Votre nez me le dit.* » On rit, et cette plaisanterie se répandit promptement parmi tous les légionnaires. Il dit à un autre, qui s'était déclaré Milanais : « Dans peu de jours, nous serons à Milan. » Et, comme on croyait à ses paroles plus qu'à l'Évangile, nous comptions tous les jours nécessaires pour notre marche jusqu'à l'entrée en Lombardie, sans nous embarrasser le moins du monde des Autrichiens qui l'occupaient.

En côtoyant le lac de Genève, après avoir quitté Vevey, nous arrivâmes à Villeneuve, où nous trouvâmes une grande quantité de caisses pleines de biscuits, et nous en reçûmes au moins pour six jours. Enfin nous parvînmes au pied du grand Saint-Bernard. La moitié de la troupe dont je faisais partie remit ses carabines entre les mains de l'autre moitié et, au milieu de ces neiges éternelles, nous commençâmes à traîner avec des cordes des pièces d'artillerie, des roues et des portions de chariots démontés, sur des branches d'arbres que nous avions disposées en espèces de traîneaux pour le transport de tout ce matériel. Parvenus au sommet, nous reçûmes des religieux de l'hospice un verre de vin pour chacun ; j'eus d'abord, comme les autres, la ration de soldat, et ensuite celle d'officier. Entré dans le couvent, et assis à une immense table, je bus un autre verre de vin, et j'eus, en outre, une portion de fromage, mais sans pain, parce que nous avions chacun une

part de biscuits de Villeneuve. La distribution de vin seulement pour les soldats, et de vin avec du fromage pour les officiers était faite par ces religieux moyennant beaucoup d'argent qu'ils avaient reçu du premier consul. Je m'étais toujours abstenu de vin jusqu'alors, et ce fut la fatigue seule qui m'en fit boire pour la première fois. Mais comme j'en avais eu une double ration, s'il ranima mes forces, il me troubla la tête et l'estomac en même temps. Mais ce qui était plus fâcheux, c'était d'être resté sans chaussures parce que mes bottes étaient complètement usées. Je me vis donc obligé de marcher pieds nus pendant trois jours, et ce fut de cette manière que je passai le grand mont Saint-Bernard. Les hauteurs et les neiges donnent de la gaieté ! Ainsi, nous étions tous gais, même en descendant, quoique l'on tombât à chaque pas, et quelquefois en courant un grand danger. Pendant la durée de notre marche, nous chantions un hymne composé par un de nos officiers, et qui commençait ainsi : « Amis, Italiens, allons, allons au combat » ; et d'ailleurs, comme on le voit, plus soldatesque qu'académique. Sur le grand Saint-Bernard, j'assimilais dans mon imagination le consul Buonaparte à un magicien qui nous conduisait tous avec sa baguette enchantée, tant était grande la confiance que nous avions en lui.

En sortant d'Aoste, le général Lecchi eut ordre de rentrer dans les Alpes. Au commencement de cette contremarche, notre imagination nous faisait soupçonner que c'était quelque désastre qui nous forçait de repasser le grand Saint-Bernard. Nous

sortîmes bientôt d'erreur, en rentrant dans les Alpes du côté de la Valdoppia; et ce que nous rencontrâmes cette fois nous fit regarder comme un jeu le passage du grand Saint-Bernard. Ces monts étaient véritablement impraticables; et, pour notre plus grande détresse, le manque de pain et de biscuit en vint au point que nos forces nous abandonnaient. Je me rappelle, à ce sujet, qu'étant arrivé dans cette vallée après une longue fatigue, je me mis, dans l'excès de ma faim, à manger de l'herbe et ensuite à boire un peu de lait que j'achetai d'un berger, ce qui m'occasionna d'affreux accès de colique.

Le troisième jour, nous commençâmes à gravir le dernier des monts qui nous conduisait à Varallo. Ce mont semblait n'avoir jamais de fin, et lorsque nous fûmes parvenus au sommet, il nous paraissait comme un dur sorbet taillé en cône. Sur le grand Saint-Bernard, la voie avait été ouverte au milieu des neiges par les sapeurs et par les paysans, mais ici, on n'apercevait même aucune trace d'animaux. Arrivés à grand'peine à cette hauteur, la pente opposée s'offrit à nos regards, si rapide et si escarpée que nous nous regardions les uns les autres, complètement stupéfaits, sans proférer une parole. Il fallait cependant descendre, et force fut bien de nous laisser glisser assis ou couchés sur le ventre; car étant assis et tenant la carabine ou le fusil dans nos mains par les deux extrémités pour conserver l'équilibre, nous vacillions, cependant, en raison des obstacles que nous rencontrions dans la neige, et alors nous nous retournions sur le ventre. Les officiers supérieurs et le

petit nombre de chasseurs montés ne conduisaient pas, mais laissaient aller leurs chevaux à la grâce de Dieu, de sorte que plusieurs y restèrent engloutis. Je n'ai jamais pu m'expliquer que l'on n'ait pas écrit davantage sur un fait aussi remarquable.

Arrivés à une heure avancée de la soirée au pied de la montagne, dans un de ces villages où l'on vit à peu près de la vie des sauvages, nous y trouvâmes à peine du pain durci depuis plusieurs mois, du fromage et une très petite quantité de vin. Nous fûmes obligés néanmoins de nous tenir sur nos gardes, par la raison que l'ennemi était peu éloigné de nous.

Le jour paraissait à peine que nous étions déjà en marche, ayant en tête les compagnies infernales, qui méritaient ce nom par l'impétuosité de leur action. Elles étaient composées de sergents et de fourriers cisalpins, romains, toscans et piémontais. Il est impossible de combattre avec plus d'ardeur et d'intelligence que ne le faisaient ces compagnies. Du point d'où nous partîmes jusqu'à Varallo, nous ne reculâmes point d'un seul pas. La distance que nous avions à parcourir était bien longue pour une seule marche, et l'ennemi commit une grande faute en la défendant au moyen de petits postes, dont les plus avancés se trouvaient à plusieurs milles du corps principal, qui occupait de formidables hauteurs. Toutes nos manœuvres se réduisirent à avancer toujours d'un pas accéléré et quelquefois en courant ; officiers de tous grades, soldats, tambours et trompettes, nous étions hors d'haleine, et cependant on courait toujours, en

dépit de l'ennemi qui, de la hauteur sur laquelle il était placé, lançait contre nous des feux d'artillerie et de mousqueterie. Plus d'une fois la colonne dépassa sur la grande route les voltigeurs qui formaient nos flancs et qui rencontraient des obstacles de toute espèce ; mais nous avancions toujours sans tenir compte des blessés ou des morts, et jamais les Autrichiens n'osaient non seulement nous barrer le passage, mais donner même contre nous avec la baïonnette. Quand nous fûmes en vue de Varallo, nous étions tellement essoufflés qu'il fallut ralentir pour la première fois notre course, et nous préparer ainsi à rencontrer de plus fortes résistances dont il fallait absolument triompher ; car nous étions dans la plus mauvaise position, entre la perspective de mourir de faim et celle de mettre bas les armes, et surtout de perdre l'espérance de la victoire ! Plutôt que d'y renoncer, nous aurions tous perdu la vie devant Varallo. Les Autrichiens, ayant de nouveau concentré leurs forces, nous attendaient en bataille, défendant le pont par lequel on entre dans Varallo. Nous nous formâmes, quoiqu'un peu confusément, en trois colonnes ; et, sans nous inquiéter de leurs attaques, nous nous avançâmes avec tant de furie qu'ils se retirèrent, laissant environ 400 prisonniers, avec quelques pièces d'artillerie.

L'armée entière, qui participa si glorieusement à la célèbre bataille de Marengo, applaudit longtemps à ce fait d'armes, qui révélait autant de bravoure que d'audacieuse perspicacité ; et le nom des compagnies infernales était dans toutes les bouches.

Après Varallo, nous eûmes quelques rencontres de peu d'importance, et dont nous nous tirâmes, du reste, avec avantage ; un grand magasin de vivres tomba encore en notre pouvoir à Sesto ; de Milan nous fûmes envoyés à Brescia contre les révoltés de la Valteline, soutenus par les Autrichiens, et pendant que nous étions occupés de ce côté, nous lûmes le bulletin de l'armée qui annonçait la bataille de Marengo. L'idée de ne pas nous être trouvés présents et de n'avoir point participé à cette mémorable journée excita dans notre âme une vive douleur, plus grande même que celle que nous eussions éprouvée si la légion italique eût été déclarée vile et lâche.

Pendant la suspension d'armes qui avait été convenue à la suite de cette bataille, tous les officiers volontaires des chasseurs à cheval de la légion italique, et moi avec eux, nous fûmes envoyés à Pavie, où était établi le dépôt des officiers italiens qui y attendaient le moment d'être employés activement dans leurs grades respectifs. Je n'oublierai jamais le malheureux séjour que je fis alors à Pavie. Dans tout le cours de ma vie, au cours de tant de vicissitudes, je ne me suis jamais trouvé, ni avant, ni après, réduit à une misère telle que je la subis alors. Je vivais avec une ration et demie par jour, comme celle que recevaient aussi les autres officiers, mes camarades ; et pour être nourris un peu moins mal, nous étions réunis plusieurs ensemble, tous officiers calabrais parmi lesquels se trouvait Malavolta. Quelques-uns d'entre nous préparaient une soupe au riz ; un peu de bœuf bouilli, du pain

noir et de l'eau composaient avec cette soupe notre nourriture pour vingt-quatre heures. Le gouvernement français nous devait la solde de plusieurs mois, que nous attendions vainement. Mais ce dont je ne puis me rendre compte, c'est qu'il ne me soit alors jamais venu dans la tête de tirer une lettre de change sur M. Dunant à Marseille, ou sur le banquier Falconnet à Naples, pour le compte de mon père. Une centaine de francs, dans l'état de détresse auquel je me trouvais réduit, eût été pour moi un trésor, car je n'avais pas même deux sols pour acheter un peu de pain de maïs, celui de la ration ne suffisant pas pour satisfaire mon appétit, et encore étions-nous forcés d'en revendre une partie afin de pourvoir à notre misérable dîner.

Au milieu de tant de misères une plus grande encore s'introduisit parmi nous, ce fut la fureur des duels, de sorte que nous nous battions comme des ennemis acharnés. Les blessures étaient nombreuses, quelques-unes très graves, mais il y en avait cependant peu de mortelles, parce que les duels avaient lieu au sabre. Comme j'étais un peu arrogant j'eus deux rencontres, l'une avec un camarade de dîner, Calabrais, nommé Frotta, qui, ayant reçu de moi trois blessures au bras, ramassait de la poussière sur le terrain et la mettait sur ses plaies. Il aurait voulu continuer le combat si Malavolta ne s'y fût opposé. L'autre duel eut encore lieu entre moi et un certain Cirillo dont je fendis le chapeau en deux, mais il me blessa au bras. C'était le frère de Carlo Cirillo, officier plein d'honneur et de bravoure, qui, dix-neuf ans plus tard,

servit sous mes ordres en qualité d'aide de camp.

Outre la manie des duels, il m'en vint une en particulier, moins triste cependant, et même agréable si l'on veut : celle de déclamer. Je savais déjà par cœur tout l'*Aristodème* de Monti, et beaucoup de scènes des tragédies d'Alfiéri. J'habitais, par billet de logement, la même maison que Fabrizio Poerio, Calabrais comme moi et oncle du célèbre avocat baron Poerio. Son âge, beaucoup plus mûr que le mien, lui eût presque permis de me servir de père ; mais, comme il aimait aussi beaucoup la déclamation, il s'en occupait avec moi et m'accompagnait souvent jusqu'à Milan, pour y assister à quelque représentation tragique, bien que, pour nous procurer ce plaisir innocent, nous eussions d'assez nombreuses difficultés à surmonter. Outre la nécessité de faire vingt milles à pied de Pavie à Milan, quoique nous dînassions à Pavie, il nous fallait au moins dix sous à chacun pour pouvoir nous restaurer avec du pain blanc et un peu de lait ; enfin il fallait nous pourvoir de trois livres milanaises pour l'entrée du spectacle. Pour suffire à tout cela, nous empruntions les quatre livres, ou de quelque ami proscrit, moins misérable que nous, ou d'un officier milanais, parent du général Pino, appelé Lonati, qui avait été mon compagnon de captivité à Naples.

Fatigué de la perspective de vivre plus longtemps dans cet ennuyeux dépôt, j'obtins enfin, par le moyen d'un de mes compatriotes, une lettre de recommandation pour le général Miollis, qui commandait en Toscane alors constituée en république.

Ce général m'employa comme lieutenant, et je fis ainsi la campagne de 1801, qui se termina par l'armistice de Lunéville et le licenciement de la légion où je servais.

J'aurais pu alors entrer dans le royaume de Naples, si je l'eusse voulu, en profitant du traité de Florence; mais j'aurais cru m'abaisser en faisant cette démarche. De sorte que, jugeant mieux de ma position, je pris une feuille de route et me rendis à Milan. Mon ami Lonati me conduisit chez les banquiers Soresi, auxquels ma lettre de change avait déjà été payée à vue. Je touchai ainsi 1.000 livres qui étaient pour moi un trésor. Là je conçus le dessein, qui me paraissait alors très grand, d'entrer au service de l'armée française qui, à cette époque, était encore en Égypte. Outre que c'était satisfaire mon désir de connaître ces régions lointaines, j'aurais pu, en m'embarquant à Tarente, traverser le royaume de Naples, non à la faveur de l'édit royal, mais comme officier au service de la France. Je retournai donc avec ce projet en Toscane, où le général Murat avait le commandement suprême des troupes françaises qui, de ce côté de l'Italie, s'étendaient jusqu'à la Pouille.

En me faisant annoncer chez lui, je rencontrai un grenadier qui sortait de son appartement où il l'avait exercé à l'escrime, et je fus aussitôt introduit. Il avait alors à peine dépassé l'âge de trente ans, était fort beau de sa personne, d'un aspect martial, et vêtu avec une élégance recherchée. Je craignais, pauvre lieutenant que j'étais, de ne pouvoir lui parler, mais je le trouvai d'une affabilité parfaite; et quand je

le priai de m'envoyer en Égypte, il me demanda si j'avais des parents dans le royaume et pourquoi je ne voulais pas me prévaloir de l'amnistie du roi de Naples, garantie par la France ; je lui répondis que mon père était fort aisé et m'appelait dans la famille, mais que j'aimais mieux suivre la carrière militaire; que, de plus, je détestais le gouvernement de Naples. Je lui racontai alors mes vicissitudes politiques et militaires, en mettant sous ses yeux, avec mes *états de services*, un certificat du général Lecchi, relativement à ma conduite dans la campagne de Marengo. Non seulement ma grande jeunesse, qui touchait encore à l'adolescence, mais mon ardent enthousiasme dut produire sur son âme une impression profonde, puisqu'il me demanda ce qu'il pouvait faire pour moi. Je lui répondis que je désirais seulement aller en Égypte afin d'être incorporé dans l'armée. Le général Murat me donna un ordre pour que j'y fusse reçu avec le grade de capitaine et que je m'embarquasse à Tarente, sur le premier bâtiment français destiné à faire voile pour Alexandrie.

Qui aurait pu prévoir alors que les destinées de ce brave guerrier, celles de ma patrie et les miennes, seraient aussi étroitement liées entre elles et auraient un commun résultat aussi triste! Je me voyais au comble de mes désirs; j'étais enfin heureux, je venais de recevoir d'autre argent de mon père, et une lettre pleine d'affection de mon frère Florestan, qui était à Naples entre les mains des chirurgiens pour se guérir de la blessure terrible qu'il avait reçue, plus de deux ans auparavant, au siège d'Andria.

CHAPITRE VI

(1801 et 1802)

J'arrive à Naples et revois mon frère Florestan. — Retour à la maison paternelle. — Je me rends à Tarente où j'apprends que les Français évacuent l'Égypte. — Retour à Milan. — Conspiration pour révolter le royaume de Naples. — Je suis arrêté à Rome et remis en liberté. — Je retourne au sein de ma famille. — Départ pour Milan.

Je me mis en route, et après avoir traversé la Toscane et la Romagne, j'entrai dans les Abbruzzes. J'arrivai à Chieti, où un général français avait ses quartiers. Il recevait chez lui le soir, et on y jouait au pharaon, jeu auquel tous les officiers laissaient leur argent. C'est une chose dont on ne peut s'étonner assez que, dans une armée bien ordonnée, on puisse souffrir qu'un général se permette un acte aussi contraire à la discipline. Je voulus, excité par une certaine vanité de jeune homme, risquer une petite somme, et de mise en mise je finis comme les autres par perdre tout ce que j'avais. Quels furent alors mon chagrin et ma consternation! C'est ce que je laisse au lecteur à imaginer. Je ne savais plus que faire. Absolument sans argent, je ne pouvais non seulement m'embarquer, mais il m'était impossible d'arriver jusqu'à Tarente. Entre les pensées diverses qui s'agitaient dans mon esprit,

je m'arrêtai à celle d'aller à Naples chez mon frère Florestan ; mais quels moyens avais-je pour faire ce voyage ? Cependant comme les jeunes gens font aisément connaissance, j'eus la bonne fortune de rencontrer un capitaine de l'état-major napolitain, corse par sa naissance, et qui se nommait Carlo Questa, lequel, devant partir pour la capitale, m'offrit obligeamment de m'emmener avec lui, et en outre de me prêter ce qui me serait nécessaire pour les dépenses du voyage. En nous éloignant de Chieti, nous commençâmes, chemin faisant, à nous entretenir sur différents sujets. J'avais alors toute la pétulante vivacité de ma grande jeunesse, et comme il était d'un caractère quelque peu querelleur, nous en vînmes à une altercation sur les affaires politiques, à l'égard desquelles nous n'étions point d'accord ; les choses allèrent si loin que nous fûmes deux fois sur le point de nous battre en duel ; mais, à la fin, nous nous réconciliâmes et nous achevâmes notre voyage en bons amis, comme nous étions partis.

Dès que je fus à Naples, je m'empressai d'aller embrasser Florestan, et je fus frappé de stupeur en voyant sa poitrine qui avait subi, par la main du chirurgien, une incision dans toute sa longueur, à cause de la blessure qu'il avait reçue deux ans auparavant. Tous les amis de Florestan avaient le désir de me connaître, ce qui m'était extrêmement agréable, et nous aurions mené ensemble la vie la plus gaie, sans la tentation de ce maudit jeu qui l'avait entièrement épuisé à Naples comme je l'avais été à Chieti. Nous trouvant dans une pareille dé-

tresse, nous résolûmes d'aller en Calabre faire une visite de peu de jours à notre bon père, et d'obtenir de sa tendresse le remède à nos écarts de jeunesse. Nous nous mîmes donc en chemin, et nous rendîmes à Squillace dans la maison paternelle.

Je laisse à imaginer quelle fut la joie qu'éprouvèrent, à notre arrivée inattendue, et notre père et tous les nôtres, en embrassant les deux enfants de prédilection de la famille, et que l'on avait désespéré de jamais revoir; l'un à cause de la blessure dangereuse qu'il avait reçue, l'autre parce qu'on l'avait cru mort pendant quelque temps, faute de recevoir de ses nouvelles. L'étonnement ne fut pas moins grand au récit de mes vicissitudes précédentes, et ils ne pouvaient se figurer comment, dans un âge si voisin encore de l'adolescence, j'avais pu supporter tant de fatigues et surmonter tant de dangers. Notre séjour à Squillace fut cependant de très courte durée, en raison de l'empressement que nous avions tous les deux de retourner dans la capitale. Notre père, voyant en moi la ferme résolution et la vive impatience d'aller en Égypte, touché d'une autre part de l'état déplorable de Florestan, dont on croyait la blessure incurable, nous pourvut amplement d'argent, au-delà même de ce qui nous était nécessaire; et ayant pris ensuite un affectueux congé de la famille, nous nous hâtâmes de nous rendre à Naples.

Plein de regret d'être obligé de me séparer de Florestan, je partis pour Tarente où, en arrivant, je me présentai au général Soult, qui depuis est devenu maréchal de France et qui commandait

alors le corps de troupes françaises campé dans cette partie du royaume. Lorsque je lui eus exposé l'ordre que j'avais reçu et le désir que j'avais de m'embarquer pour l'Égypte, il me dit qu'il était désormais trop tard, parce que les troupes françaises, en vertu d'une convention faite avec les Anglais, évacuaient déjà ce pays; il ajouta cependant que, si je ne voulais pas renoncer à l'espérance d'être employé, je ferais bien de retourner auprès du général Murat à Milan. Il me donna en conséquence une feuille de route, et je me remis en voyage pour ma nouvelle destination, le cœur plein de tristesse; car, bien que j'eusse à peine atteint alors ma dix-huitième année, je n'en faisais pas moins de sérieuses réflexions en moi-même sur le léger et rapide changement de l'armée française en matière d'opinions politiques. A peine entendait-on prononcer, pour la forme et encore avec effort, les mots de liberté et de république; tandis que le nom du premier consul Buonaparte retentissait de toutes parts. Le roi de Naples, en même temps, prodiguait des gratifications mensuelles aux généraux et aux officiers supérieurs des troupes françaises, afin qu'ils empêchâssent l'union et la bonne intelligence de celles-ci avec les patriotes des provinces qu'elles occupaient; et ces largesses ne laissaient pas de peser sur le peuple. D'ailleurs, le peu d'officiers français qui protestaient de leur amour et de leur fidélité aux principes républicains n'auraient hésité en aucune manière à exécuter aveuglément les ordres émanés du premier consul.

En traversant la Pouille et les Abbruzzes, où je

m'aperçus que l'espérance d'un changement de gouvernement n'était pas encore éteinte parmi les patriotes, j'entrai dans la Romagne et arrivai à Ravenne, par la voie d'Ancône et de Pesaro. J'y retrouvai le bataillon des officiers qui avait fait la guerre en Toscane, et qui, par l'ordre du gouvernement cisalpin, devait être dissous et congédié. Tous cependant étaient déterminés à faire une nouvelle révolution dans le royaume de Naples. Il y avait là le foyer d'une conspiration dans laquelle j'entrai avec empressement. Le mouvement devait éclater à Rimini. Mais, après quelques missions dont je fus chargé à Bologne et à Milan, j'appris, en arrivant dans cette ville, que je n'avais qu'à me cacher à cause des mesures sévères édictées par le premier consul pour éteindre chez les Italiens toute vélléité d'indépendance et de soulèvement.

Je voyais donc s'évanouir les espérances que j'avais conçues de faire la guerre en Égypte, ou même dans la république cisalpine, où Murat, dont je m'étais promis la protection, me regardait comme un perturbateur. Giovanni Procida, frère de Michele, devant se rendre en Calabre pour veiller aux intérêts de sa famille, me conseilla de venir avec lui et de rentrer dans la maison de mon père. Nonobstant la répugnance que j'avais à me décider à cette démarche, le manque d'argent dont je ne commençais que trop à me ressentir, me détermina à prendre ce parti. En conséquence, je me mis en chemin pour Naples avec Procida. Arrivé à Rome, je me vis au bout de deux jours arrêté inopinément et jeté en prison. Ce ne fut que grâce

aux démarches d'un ami que je pus continuer ma route.

Le gouvernement de Naples ne pouvait ignorer que j'eusse participé aux mouvements projetés de Rimini, qui étaient déjà bien connus à Rome; mais le roi de Naples se tenait sur la défensive, et n'osait même, depuis le traité de Florence, recommencer les arrestations et irriter de nouveau les esprits déjà profondément ulcérés par les récentes horreurs commises en 1799.

Il me serait impossible d'exprimer le chagrin que j'éprouvai pendant le peu de temps que je passai alors à Naples, sans parler de l'ennui insupportable que je devais subir durant mon séjour en Calabre. Arrivé dans la maison paternelle, au sein des affections de la famille, ni mes parents, ni mes frères, ni tant d'amis et de relations nouvelles, ni la lecture, ni la campagne, ni la chasse pour laquelle je n'eus jamais de goût, ne pouvaient me calmer, pas même me distraire pour quelques instants des tristes pensées qui me déchiraient le cœur, en voyant s'évanouir en fumée tant de belles espérances que j'avais conçues dans ces derniers temps d'agitation. Ma patrie se présentait à mes yeux comme humiliée par la présence des Français, en même temps qu'opprimée sous le joug des princes régnants, dont l'abjecte soumission aux pieds de la France augmentait la haine et le mépris qu'ils m'inspiraient déjà. Je passais une grande partie du jour enfermé dans une chambre, pleurant comme on pleure une amitié éteinte, et le cœur dévoré d'une rage inexprimable, qui, pour peu qu'elle eût été plus loin,

aurait dégénéré en folie. Sans cesse j'accusais le destin de ne m'avoir pas fait mourir dans la défaite de la colonne Schipani. J'éprouvais cependant le besoin d'exhaler ma douleur dans mes larmes, car dans mes larmes seules je trouvais un peu de soulagement.

Mon séjour dans le royaume m'était devenu désormais intolérable à cause de mon invincible aversion contre le gouvernement, jointe à la crainte que ma juvénile imprudence ne m'attirât encore quelques nouveaux malheurs. Espérant que les persécutions contre les patriotes auraient cessé dans la république cisalpine, je résolus de m'y retirer pour y vivre en paix, sinon au service militaire, du moins avec la pension que mon père me ferait; et il était d'une si grande bonté qu'il m'aurait accordé tout ce que j'aurais osé lui demander. Une fois arrêté à cette résolution, je me rendis à Messine, où je pris passage sur un bâtiment génois chargé d'huile.

CHAPITRE VII

(1802 à 1803)

Mon naufrage. — Je retourne à Naples. — J'imagine une vaste conspiration. — Mon arrestation. — Je suis condamné à être enfermé à vie dans la fosse du Maritimo.

A la faveur d'un vent propice, le vaisseau arriva en peu de temps, vers le soir, à la hauteur de Capri. Mais, le matin suivant, 15 mai, la mer commença à grossir au point que dans l'après-midi elle devint tout à fait orageuse. Le capitaine me disait que pendant quarante ans de navigation il ne l'avait jamais vue aussi terrible. L'équipage proposa d'alléger le bâtiment d'autant d'huile que l'on pourrait. On délia les tonneaux qui étaient sur le pont, et l'huile fut répandue, mais il était impossible, à cause de la fureur de la tempête, de faire monter ceux qui étaient dans la cale et qui composaient la plus forte partie du chargement.

En voyant les efforts inutiles que l'on faisait pour effectuer cette opération, je compris le peu de probabilité de salut qui nous restait, et, en me concentrant dans mes pensées, je me trouvai plus philosophe que je ne l'aurais supposé. Je considérais la fragilité et les soins frivoles de la vie, et sans me plaindre d'être bientôt sur le point de la perdre, tout jeune que j'étais, je me disais en moi-même qu'elle serait

supportable, et même douce peut-être, si elle n'était troublée par tant de folies humaines; j'ajoutais intérieurement que si je parvenais jamais à échapper à ce péril imminent, je saurais jouir autrement de ma jeunesse et de ma robuste santé. Au milieu de ces réflexions, le peu d'expérience que j'avais alors du cœur humain était évident.

L'attitude du capitaine était celle d'un homme courageux et ferme en présence du danger ; mais il n'en était pas ainsi des autres marins, car la plupart d'entre eux, abattus et découragés, récitaient des litanies en latin, sans en comprendre un mot. L'un pleurait pour sa femme, l'autre pour ses enfants, l'autre pour la perte imminente de sa vie. Sur ces entrefaites, je leur entends pousser un cri de joie provenant de ce qu'ils se croyaient en vue de Civitavecchia. Illusion qui s'évanouit bientôt, et déjà les vagues de la mer, formidables par leur volume et par leur violence, nous poussaient vers le rivage fatal. En voyant le naufrage inévitable, ils prirent le parti de déployer le plus de voiles qu'ils pourraient, pour que le vent, poussant le bâtiment avec plus de violence encore vers la plage, l'engageât plus avant dans le sable, et à peu de distance de la terre. Nous touchons enfin le fond, et le timonier ne gouverne plus. On ne pouvait se soutenir sur le pont, tant parce que les flancs déjà ouverts du navire s'enfonçaient rapidement sous l'eau, que par l'effet de l'huile que l'on avait répandue et qui faisait glisser au milieu des secousses imprimées au vaisseau; deux marins lancés dans la mer y laissent la vie.

Ne sachant que faire dans ce désastre, j'embrasse le grand mât, et je deviens en butte non seulement aux vagues, qui souvent m'ôtent la respiration, mais encore à une quantité de cordages qui frappaient violemment mes épaules et ma tête découverte. Qui le croirait! c'était la lecture de *Télémaque*, faite plusieurs années auparavant, qui m'avait donné l'idée en ce moment de m'attacher au grand mât. Tout l'équipage, plus expérimenté que moi, s'était réfugié du côté du timon et, de cet endroit, le capitaine me criait que je ne pourrais résister seulement un quart d'heure à la situation terrible où je me trouvais. Quoique me détacher du mât pour aller les rejoindre fût une entreprise extrêmement périlleuse, comme il ne me restait plus d'autre moyen de salut, saisissant le moment le plus favorable, je me détache du mât, et je me jette à terre ; marchant sur mes genoux et sur mes mains dans la direction du bord non incliné vers la mer, et le long de celui-ci, en rampant et en glissant, je rejoignis mes compagnons d'infortune. Je leur demandai quelle espérance pouvait nous rester encore, et ils me dirent que le bâtiment étant neuf et d'une construction des plus solides, il résisterait probablement au choc répété des lames furieuses qui nous poussaient toujours davantage vers la terre.

Nous passâmes toute la nuit dans cette horrible perplexité ; mais, le matin, à l'aube du jour, la tempête étant devenue moins violente, nous aperçûmes sur le rivage des gens qui nous encourageaient par des signes et par des paroles qu'ils nous transmettaient au moyen d'un porte-voix. Enfin, au bout de

deux autres heures, nous résolûmes de tâcher de gagner la terre en nous tenant à de longues cordes fortement attachées au bâtiment. Je craignais, en raison de mon impéritie dans la natation, d'être inévitablement réduit à périr dans ce trajet désastreux, mais le capitaine m'assura qu'il n'était pas nécessaire d'aller à la nage, pourvu que nous nous tinssions bien fermes à nos cordes. Je me mis alors à la file après lui, et je ne me crus véritablement hors de danger que quand je touchai la terre avec mes pieds, et que la mer ne nous en sépara plus. Cette plage était celle de Fiumicino, à la distance d'environ vingt milles de Rome.

Non seulement j'avais perdu tout mon bagage déposé dans la chambre du capitaine, laquelle chambre avait été détruite par la tempête, mais les vêtements qui me couvraient étaient tout imprégnés d'huile. Heureusement pour moi que j'avais sagement converti en doublons d'or d'Espagne la lettre de change que mon père m'avait donnée sur un banquier de Messine, parce qu'on m'avait dit que je ne pouvais pas perdre sur le change comme cela arrive d'ordinaire. J'avais cousu ces doublons dans une solide ceinture de peau que je portais toujours sur moi; mais je n'eus pas en ce moment l'occasion d'en faire usage, parce que j'avais quelque peu d'autre monnaie d'or dans ma bourse. Après avoir mangé avec une grande avidité dans une détestable taverne, je trouvai un cheval de louage qui me conduisit à Rome. Là, j'eus besoin de plus d'un bain pour me nettoyer de l'huile qui s'était attachée à ma peau avec ténacité. Il me fallut ensuite me

pourvoir de linge et des vêtements de première nécessité, puis, ainsi que font les jeunes gens, je passai du nécessaire au superflu, et j'allai bientôt jusqu'au luxe en achetant une montre avec une chaîne et un cachet d'or, ce qui commença à diminuer beaucoup mon argent. Cette légèreté, qui pourtant ne m'était pas naturelle, fut suivie d'une seconde qui devait m'être fatale, ce fut de me laisser persuader de retourner à Naples au lieu d'aller à Milan.

Ce même chevalier Placido San Severino, qui, l'année précédente, s'était employé avec tant de zèle à me faire mettre en liberté par le gouvernement papal, me donna tant de raisons qui me parurent plausibles qu'il parvint à m'entraîner avec lui à Naples. J'y fus accueilli avec l'affection la plus cordiale dans la maison de mon frère Jean-Baptiste, qui fut extrêmement satisfait de me voir échappé au naufrage. Il en informa mon père en ajoutant que j'avais encore perdu tout ce que je possédais dans ce nouveau désastre. Par je ne sais quelle vanité de jeune homme, j'écrivis aussi à plusieurs amis, en leur annonçant mon malheur, auquel plusieurs d'entre eux n'ajoutèrent pas foi; mais dans ma famille on ne pouvait en douter, puisque le chargement d'huile avait été ordonné et expédié par M. Marincola, noble de Catanzaro.

Dans le cours de cette même année, Bonaparte se fit nommer consul à vie, en France, et président de la république cisalpine. Les troupes françaises se retiraient du royaume, et le roi Ferdinand revint de Palerme à Naples, où arriva aussi, venant de

Vienne, la reine Caroline. Pendant ce temps un congrès s'était tenu à Amiens, où l'on continuait les conférences pour conclure la paix entre la France et l'Angleterre.

Tout ce qui se passait alors en France et dans le royaume, et qui éloignait toute possibilité d'une secousse ou d'aucun changement politique parmi nous, ne suffisait point pour calmer mon âme toujours remplie du désir ardent de la liberté. Je n'avais pu même en être distrait par une forte passion que j'avais conçue pour une très jeune veuve. Que le lecteur se prenne à rire, s'il le veut, de ce que je vais raconter, mais qu'il suive en même temps les conséquences de l'idée qui s'empara de mon esprit d'entreprendre de soulever le royaume, idée qui n'eut pas peu d'influence sur le reste de ma vie agitée. Il apprendra, en me lisant, à connaître la crédulité des hommes qui se jettent dans une faction, et combien peu on doit accorder de confiance à leurs vanteries.

Je voyais quelquefois Lemaitre, marquis de Guardia Alfiéri, qui avait été l'un de mes compagnons en 1799, quand j'étais au secret dans la maison de la Vicaria. Il était tombé dans une grande misère, vivant dans une très petite chambre d'une misérable auberge, où j'allais lui faire de longues visites, tant parce que sa conversation était instructive (car sa vaste érudition faisait de lui une encyclopédie vivante) que parce qu'il alimentait par son langage mes affections républicaines. Il avait un ami nommé Schinosa, jeune homme riche de la province de Bari, républicain aussi par inclination, quoiqu'il

aimât les plaisirs et la dissipation plus encore que la liberté. Après de longues conférences, pendant lesquelles j'avais pris de la confiance en lui, je lui demandai un jour s'il serait disposé à organiser une conspiration dans la Pouille, en même temps que de mon côté je me chargerais de l'organiser en Calabre. Il m'assura qu'il s'associerait volontiers à mes efforts pour une si grande entreprise. Mes idées, relativement à cette coopération, furent d'abord modifiées, puis approuvées par le marquis Guardia Alfiéri, notre oracle. En voici les bases : dire dans les Calabres que l'on avait constitué à Naples un comité central, composé des plus chauds partisans de la liberté ; que ce comité désirait savoir si les Calabrais étaient disposés et en nombre suffisant pour un soulèvement en faveur de la république, et, après avoir obtenu l'assentiment des Calabrais, engager les patriotes éminents de la capitale à profiter de la disposition dans laquelle étaient ces provinces, les plus importantes du royaume.

Je commençai alors à me montrer plus qu'à l'ordinaire parmi les patriotes les plus considérés, les plus dévoués à la liberté, les plus compromis, et surtout les plus estimés pour la maturité de leur jugement. Quoique la société du marquis eût un grand charme pour moi, et que je le consultasse sur toutes choses, j'évitai cependant de me faire voir en public avec lui, et je m'abstins même de lui nommer les personnes que je comptais faire croire à la tête de l'entreprise, parce que j'entendais dire que cet homme n'inspirait aucune confiance, que, tout républicain qu'il était dans le

cœur, il manquait de stabilité, et qu'en dépit de son savoir il était entièrement dépourvu de bon sens et de jugement. Tout en occupant mon esprit de ces pensées, je passai un intervalle de six mois pendant lesquels je ne manquai pas de sonder plus d'une fois les opinions de personnes sensées, pour découvrir si elles étaient conformes aux miennes ; mais je n'en rencontrai pas une seule qui crût que le moment fût opportun pour tenter un changement. Néanmoins, au lieu de faire mon profit de leur prudence, je voulus plutôt suivre l'impulsion de la passion qui me dominait. Je partis donc de Naples pour les Calabres au mois de décembre 1802, après avoir pris congé du marquis et de Schinosa, qui me jura que bientôt il partirait de son côté pour la Pouille.

Arrivé à Castrovillari, seconde ville située sur les confins de la Calabre citérieure, je me mis en rapport avec les personnes les plus notables par leurs noms, et par leur zèle pour la liberté. Je leur dis et leur persuadai que j'étais chargé par un *comité central*, formé à Naples par les sommités patriotiques, d'examiner si l'on pouvait compter sur le dévouement des Calabrais, et que ce comité était assuré des intentions favorables du gouvernement français ; que d'autres patriotes, avec une mission pareille à la mienne, faisaient en même temps le tour des autres provinces, que les dispositions des Calabrais seraient d'un grand poids pour les délibérations futures du *comité ;* qu'à mon retour à Naples, les mouvements d'insurrection se décidant, on expédierait une personne sûre avec les instruc-

tions et l'avis final, mais qu'en attendant, il était plus que jamais nécessaire et important de garder sur toute cette affaire le plus profond secret. J'allai répéter les mêmes nouvelles aux patriotes les plus éminents de Tarsia, de Cosenza, de Scigliano, de Nicastro, de Catanzaro, de Maida, de Monteleone, de Tropea et de Reggio, en ajoutant que, pour éviter tout soupçon, je ne devais parcourir que les seules villes qui se trouvaient sur la ligne de Castrovillari jusqu'à Reggio ; mais que les vice-comités des villes dans lesquelles je m'étais arrêté, devaient également agir à l'égard des villes et des communes circonvoisines.

Je remarquai avec étonnement, dans l'exercice de ma commission imaginaire, que des hommes âgés, doués d'intelligence et de jugement, trouvaient tout ce que je leur exposais habilement conçu, ainsi que d'une exécution facile, et qu'il leur paraissait juste que je ne leur découvrisse pas les noms des membres du *comité central*, que je disais moi-même ne pas connaître tous. Mais ce qui m'étonna davantage encore, ce fut l'entière confiance qu'ils mettaient en moi, et qui, si elle pouvait être accordée à mon patriotisme, déjà bien connu, devait être, d'un autre côté, modifiée en raison de l'âge que j'avais alors, âge qui s'accorde rarement avec le jugement et l'expérience, quoiqu'à la vérité j'eusse déjà éprouvé des traverses assez éclatantes et peu ordinaires à cette période de la vie.

A Catanzaro, la plus considérable des villes de la Calabre ultérieure, je rencontrai, pour mon malheur, un jeune homme très habile en matière de

conspirations, et qui appartenait à une bonne famille, quoique peu riche. Il avait aussi été envoyé en exil en 1799, et était demeuré pendant plusieurs mois à Paris. Médiocrement versé dans les lettres, initié dans les premiers grades de la franc-maçonnerie et, ce qui valait encore mieux, infatigable dans l'action, il était dominé par une ambition pour ainsi dire fébrile. J'indiquerai toujours son nom par X... pour ne pas compromettre sa tranquillité, parce qu'il est en Italie. J'aurai plus d'une fois occasion dans la suite de parler de ce jeune homme. Voulant prendre sur lui la direction de toute la conjuration en Calabre, il insistait fortement pour savoir les noms des membres du comité central, curiosité trop juste, quoiqu'un peu indiscrète ; son emprisonnement en 1799, et antérieurement, puis son exil et la manière grave dont il avait été compromis, lui donnaient en quelque sorte des droits à la confiance. Or, pour ne pas rompre avec lui, je fus contraint de lui nommer, parmi les membres du comité supposé, des personnes très connues et faites pour inspirer la confiance, entre autres, les deux frères Pignatelli, Francesco, prince de Strongoli, qui avait été mon général en Toscane, et Vincenzo, qui avait conspiré en Romagne, quoiqu'il habitât Milan et qu'il fût chef d'escadron au service de la république cisalpine. X..., se montrant satisfait de ces informations, se mit promptement à correspondre avec les patriotes avec lesquels j'avais eu des conférences dans les Calabres, et à étendre ainsi plus amplement les fils de la conspiration.

Mais, si je rencontrai partout des hommes faciles et crédules, se prenant à mon langage, il n'en fut pas de même au sein de ma famille, où je m'arrêtai pendant huit jours seulement; et, lorsque je confiai à Florestan ce que j'avais fait, au lieu de l'approuver, il le blâma, comme étant d'une réussite impossible; il me dit qu'il regardait mes démarches non seulement comme imprudentes, mais encore comme dangereuses et de nature à me conduire à ma ruine. Je persuadai à mon pauvre père que j'attendais des ordres pour être appelé au service militaire de la république cisalpine, ce qui ne lui déplaisait point, parce qu'il désirait beaucoup de me voir hors du royaume, pour que je ne fusse point inquiété par le gouvernement, à cause de mes imprudences dont je ne pouvais me corriger.

Je revis à Tropéa le pauvre Jérocades, déjà bien changé par les années, et confiné par ordre du gouvernement dans un couvent voisin de Pargaglia, sa patrie; il y était, du reste, environné et assisté de tous ses parents. J'eus des conférences à Reggio avec Girolamo Arcovito (le même qui depuis, en 1820, fut l'un des présidents du parlement napolitain), et je le compromis assez sérieusement. Je m'y entendis aussi avec Carlo Plutino, membre de l'une des premières familles de la ville, et qui avait beaucoup souffert en prison avec sa femme, en 1799. Je trouvai dans sa maison le comte Milano, également persécuté à la même époque. J'avais déjà eu des entretiens sur l'objet que j'avais en vue, à Monteleone, avec un certain Scruglio, dont le frère fut ensuite député au parlement, et avec un nommé

Gatti, qui avait été mon compagnon d'exil en France. De Reggio je passai à Messine, où je m'embarquai pour retourner à Naples.

Je croyais déjà avoir fait dans mon voyage le plus important de cette grande œuvre, et j'espérais qu'en exposant aux principaux patriotes de Naples les dispositions favorables des Calabrais, ils se détermineraient sans peine à envoyer quelqu'un investi de leur confiance pour vérifier mes assertions; enfin que, profitant ensuite de mes efforts, ils se décideraient à se constituer en *comité*. Mais je m'aperçus bientôt que je battais l'eau inutilement, et que, bien qu'ils fussent très satisfaits de toutes les assurances que je leur donnais relativement aux Calabrais, ils répondaient néanmoins qu'il fallait attendre un moment plus favorable, et que, quand il serait venu, on ferait usage, comme d'un trésor, des bonnes dispositions des Calabrais.

Schinosa était véritablement allé dans la province de Bari, où il ne songeait à autre chose qu'à vivre en famille et à se divertir; s'il eût organisé dans la Pouille une conjuration semblable à celle que j'avais préparée dans les Calabres, mon entreprise de jeune homme, qui certainement ne pouvait encore obtenir l'effet désiré, aurait du moins intimidé notre faible gouvernement. Mais, comme je ne perdais point l'espérance, j'écrivis de Naples à X... qu'il fallait étendre toujours davantage la conspiration préparée en Calabre; que le *comité central*, quoiqu'il procédât lentement, marchait cependant d'un pas assuré.

Cinq mois s'étaient déjà écoulés sans que le gou-

vernement se fût seulement douté d'une conjuration déjà connue par des milliers de Calabrais. Et, si X... n'eût pas commis deux graves imprudences, on n'aurait jamais pu rien découvrir. Mais, comme il était d'un naturel implacable, étant devenu l'ennemi de l'un des complices, il l'irrita au point que ce dernier le fit dénoncer par une autre personne. L'autre grande faute de X... fut de conserver dans sa maison toute la correspondance relative à la conjuration, de sorte que, lorsqu'il fut arrêté, on trouva chez lui toutes mes lettres qui, bien qu'elles fussent écrites avec des noms supposés et des phrases convenues, suffirent à un gouvernement timide et despotique pour en tirer les preuves de la conspiration.

Dès que je sus qu'il était arrêté, j'en parlai au baron Poerio, célèbre avocat, dont j'aurai à faire mention plus d'une fois, et il me conseilla de fuir ou du moins de me cacher. Je m'en tins au second parti, mais je fus si lent à le prendre qu'un matin, au point du jour, une quantité de gens armés, conduits par un certain Raphaël Bosco, commissaire du gouvernement, vint arrêter non seulement moi, mais mon frère Jean-Baptiste. Bosco avait cru trouver des armes et des hommes armés dans notre appartement situé sur la rue del Grottone di Palazzo, où nous demeurions, et procéda par cette raison avec des précautions infinies. Mais en voyant que toutes les armes qu'il avait rêvées se réduisaient à une seule épée, et les gens armés à un seul serviteur pacifique, il dit à mon frère et à moi que nous étions arrêtés au nom du roi, comme prisonniers d'État, et il nous conduisit

au fort du Carmine, où il nous annonça comme tels au gouverneur, lui parlant à haute voix. Ce gouverneur, appelé Lamarra, avait été colonel sous le cardinal Ruffo.

Être qualifié de prisonnier d'État et gardé étroitement était peu de chose pour moi ; mais c'était un grand sujet de terreur pour mon pauvre frère, Jean-Baptiste, qui s'y trouvait sans motif. Nous fûmes mis au secret dans deux chambres séparées, dites *criminali*. On me mit les fers aux pieds et aux mains; on fut cependant moins sévère à l'égard de mon frère, qui non seulement ne fut point chargé de chaînes, mais à qui l'on permit de se promener pendant plusieurs heures de la journée dans le château. Quoique l'on n'eût trouvé dans notre habitation aucune espèce d'écrit qui eût pu compromettre ou d'autres ou moi-même, notre tyrannique gouvernement ne laissait pas de procéder et d'accuser sans preuves. Appelé devant le conseiller de Giorgi, mon examen fut extrêmement court, parce que je niai tout, excepté mon voyage en Calabre, que je dis avoir fait pour le seul plaisir de revoir ma famille.

Je continuai cependant à rester dans la situation la plus triste, cruellement martyrisé par les fers que j'avais aux pieds et aux mains, et que l'on ne m'ôtait jamais que pour quelques instants, afin que je pusse satisfaire aux plus indispensables besoins de la vie. Mais ce qui m'affligeait le plus était la pensée des souffrances que j'avais occasionnées à mon pauvre frère Jean-Baptiste, outre le chagrin que devait éprouver mon père, quoique je

ne connusse pas tous ceux qui le déchiraient à cause de moi ; j'ignorais encore les calamités et les persécutions dont mes autres frères avaient été victimes, ainsi que de nombreuses familles de la Calabre qui devaient maudire mon nom. En donnant l'ordre de mon arrestation, l'on y ajouta celui de cerner toutes les maisons dans lesquelles j'avais été dans le cours de mon voyage en Calabre, et que l'on découvrit avoir été en correspondance avec X... La maison de mon père fut assaillie au point du jour par 300 soldats albanais; mais, comme elle avait plusieurs issues inconnues à cette soldatesque, mes deux frères Ferdinand et Florestan, qui heureusement se trouvaient habillés pour aller à la chasse, réussirent à se sauver, et ne restèrent pas moins d'un an et demi cachés dans la maison d'un digne prêtre de Staletti. Sans les grands égards que l'on avait pour notre famille dans cette partie de la province, mes frères n'auraient pas pu se dérober aussi longtemps à toutes les recherches. Ce vénérable ecclésiastique était un des propriétaires aisés de la commune de Staletti. Plus d'une fois, des officiers envoyés expressément pour arrêter mes frères furent reçus dans sa maison, et même dormirent sous le même toit que ceux dont ils cherchaient les traces, sans en avoir le moindre soupçon. Enfin, mes frères se virent obligés de s'embarquer secrètement pour l'île de Malte, d'où, étant ensuite allés en France, ils passèrent en Espagne. Et c'était moi qui étais cause de tant de dépenses et de tant de malheurs.

Après avoir été environ pendant quatre jours

enfermé au secret dans le château del Carmine, le commandant vint m'annoncer que j'allais être transféré ailleurs où je serais fort bien : raillerie atroce, à laquelle il ajouta encore la cruauté de ne point me permettre de voir mon frère. Je fus de là conduit à la darse, à cette même darse où j'avais été transféré trois ans auparavant de la Vicaria, pour m'embarquer et aller en France. Mais combien elle fut différente pour moi de ce qu'elle avait été alors ! Trois ans plus tôt, parmi des centaines de compagnons d'infortune, au milieu même de plusieurs de mes amis et le cœur plein de joie d'aller bientôt en France respirer l'air de la liberté ! Maintenant, tout seul, réduit à terminer mes jours peut-être dans la fosse du Maritimo. C'est à cette peine que je fus condamné, peine plus affreuse que la mort, par la volonté pure et simple du roi, sans procès, sans défense, et sans aucune forme de jugement. En voyant une pareille tyrannie exercée à l'égard d'un jeune homme de dix-neuf ans, qui ne déclarerait non seulement excusables, mais justes, tant d'efforts, tant de tentatives ou imprudentes ou sensées, pour la renverser ? Je passai la nuit dans une prison plus incommode que celle del Carmine ; entre autres inconvénients, pleine de chaux, et dans laquelle je trouvai seulement deux légères causes de soulagement, l'une de n'avoir plus de fers, l'autre de trouver un compagnon de captivité, Nicolas Ricciardi de Foggia, frère de Francesco Ricciardi, habile et savant avocat, qui depuis fut grand-juge sous le roi Murat et reçut le titre de comte des Camandoli.

Le matin suivant, attachés tous les deux à une chaîne immense, appelée chaîne de pont, nous fûmes embarqués sur un petit bâtiment de la marine royale, qui devait nous conduire à notre destination.

CHAPITRE VIII

On me débarque enchaîné à Palerme. — La fosse du Maritimo, celle de Sainte-Catherine dans l'île de la Favignana. — Vie en commun avec des forçats. — Nous favorisons leur mutinerie et leur évasion. — Ma mise en liberté. — Je revois ma famille.

Pendant que l'on nous conduisait à l'endroit de l'embarquement, plusieurs officiers de marine avec leurs amis étaient venus nous voir. Ricciardi, rougissant de sa chaîne, se cachait le visage avec ses mains et avec son mouchoir. Quant à moi, loin de me croire déshonoré, je regardais ma situation comme une noble disgrâce ; et quoiqu'au fond de l'âme je ressentisse profondément mon malheur, je ne m'en étudiais pas moins à prendre une contenance froide et assurée.

Ricciardi me demandait des détails sur ce qui m'était personnel ; mais moi, je ne savais trop quel jugement porter sur ce qu'il me disait de lui-même. Il me raconta que, les Français étant rentrés de nouveau dans la Pouille, un de leurs généraux, pour s'attirer les bonnes grâces et les faveurs du roi, l'avait dénoncé comme ennemi du gouvernement et toujours prêt à conspirer contre l'autorité. Il prétendait, en outre, avoir été en commerce épistolaire avec la reine Caroline.

Pendant ce temps nous étions arrivés en vue

du cap Orlando, en Sicile. Le commandant de notre vaisseau ayant négligé d'arborer le drapeau royal, et les coiffures des soldats macédoniens embarqués avec nous pour nous garder, ayant fait croire que notre bâtiment était un corsaire algérien, on nous tira du fort du cap Orlando deux ou trois coups de canon, de sorte qu'un boulet passa à travers notre poupe.

Arrivés enfin à Palerme, nous fûmes conduits dans une prison, sur le bord de la mer, et nous y trouvâmes X..., avec cinq ou six autres jeunes gens, détenus comme nous pour des raisons d'État. Les chaînes qu'ils avaient aux pieds étaient fixées dans le mur, et nous fûmes bientôt enchaînés de la même manière. Je sus en détail, par X..., tout ce qu'avaient souffert mes parents, mes frères, et tous nos amis, desquels la plupart étaient détenus dans les prisons de la Calabre. De Palerme, nous fûmes tous embarqués pour le château de Trapani, et de là pour celui de la Favignana. Dans tous ces endroits les militaires de la garnison nous parlaient des républicains de 1799, qui nous y avaient précédés : d'Abbamonte, de Poerio, du duc Riario, du prince de Torella, et d'autres encore. Ricciardi, X... et moi fûmes embarqués pour l'île du Maritimo, anagramme sicilien de *Morte-mia*, nom qui n'est point démenti par l'aspect de cet horrible lieu.

L'île du Maritimo, grand et triste écueil qui ne produit rien, est situé vis-à-vis la ville de Trapani, à trente milles de distance : à la pointe de l'île, qui forme un roc isolé, on avait construit un petit fort destiné à avertir au moyen de signaux conve-

nus, de la présence de quelques vaisseaux barbaresques, tels qu'on en voyait depuis plusieurs siècles, et qui infestaient la mer et les plages de la Sicile. Sur la plate-forme de ce château, on avait creusé dans le roc vif une citerne, laquelle, vers la moitié du XVIIe siècle, avait été entièrement vidée de l'eau qu'elle contenait, et convertie en une prison, pour y renfermer un fils dénaturé qui avait tué son père d'une manière barbare, mais qui, à cause de son jeune âge, n'avait pu être condamné à mort. Il servit depuis de cachot perpétuel à d'autres malfaiteurs, auxquels cependant on avait fait grâce de la vie. Enfin, en 1799, sous le gouvernement du roi Ferdinand, on trouva que c'était une prison très convenable pour des criminels d'État.

Lorsque nous y arrivâmes tous les trois, nous trouvâmes dans cette fosse deux autres prisonniers : un certain Fucci, nouveau Cagliostro, et le lieutenant Aprile de Caltagirona, qui, en 1798, s'était enfui du château Saint-Elme avec le comte de Ruvo, Ettore Carafa, détenu dans cette citadelle et dont il avait la garde. Nous descendîmes dans la fosse au moyen d'une échelle mobile en bois. La fosse était large de six pieds et longue de vingt-deux, mais inégale en hauteur ; car, de l'une des extrémités à l'autre, la voûte déclinait de plus en plus, de sorte que, vers la moitié, on pouvait à peine se tenir debout. Elle était, de plus, tellement obscure que l'on ne pouvait y lire, même en plein midi, attendu que la lumière qui y entrait par le col extrêmement profond de cette citerne était très faible ; il fallait y avoir une lampe toujours allu-

mée. Enfin, comme on ne pouvait clore avec une porte de bois l'orifice de la fosse, attendu qu'on y serait mort suffoqué, faute d'air, la pluie qui y tombait directement produisait une humidité si sale et si malsaine que Fucci et Aprile y avaient compté jusqu'à vingt-deux espèces d'insectes. Nous couchions sur un matelas apporté de Palerme, et comme nous étions là au nombre de cinq personnes, on n'y respirait qu'avec difficulté, au point qu'en descendant X... et Ricciardi s'évanouirent, et l'on ne put les faire revenir qu'avec peine.

Je ne saurais dire si ce fut par amour-propre, par une certaine ostentation, que je me mis alors à réciter les vers que Milton, au premier livre de son *Paradis perdu*, met dans la bouche de Lucifer, pour consoler ses compagnons anéantis. Ricciardi se tourna alors vers moi en disant que j'attirerais sur tous des punitions encore plus rigoureuses, comme s'il eût été possible au despotisme d'en inventer de plus grandes ! Oh ! comme tout est relatif dans la vie humaine ! Dans cette fosse horrible, mon esprit était agité des mêmes pensées qui s'étaient présentées à moi dans le terrible moment du naufrage. Comment, me disais-je à moi-même, l'homme peut-il se trouver malheureux quand il peut respirer en plein air et tourner ses pas du côté qui lui plaît le mieux ?

Un des condamnés aux fers qui était dans le fort, descendant et montant deux fois par jour au moyen de l'échelle, nous apportait de l'eau et une misérable nourriture, et remédiait, autant que possible, à l'inévitable malpropreté de notre triste demeure.

Fucci, assurant un jour qu'il y avait un décret royal dans lequel il était statué que la fosse du Maritimo ne pouvait contenir plus de trois condamnés, insista pour que nous fussions élargis. Heureusement pour nous, le commandant du fort était un pauvre enseigne, natif de la Favignana, chargé de famille, et qui vivait à grand'peine du modique traitement qu'il recevait. Il nous fut donc facile, moyennant une gratification que lui proposa de notre part le chapelain du fort, homme plein de sentiments d'humanité, d'obtenir qu'il écrivît à son supérieur, à Trapani, pour que nous ne restassions plus que trois dans la fosse. Bientôt un ordre arriva pour que X... et moi fussions transférés dans une autre fosse qui appartenait au fort de Sainte-Catherine, dans l'île de la Favignana.

Il était dans les intérêts du commandant de permettre que nous écrivissions à nos familles, pour que nous pussions recevoir de l'argent, et que lui-même en retirât quelque gratification. Mon père, dont la sollicitude était inépuisable, me fit parvenir tout ce dont j'avais besoin, par le moyen du banquier Venuti, qui demeurait à Trapani. La fosse de Sainte-Catherine était la même où le prince de Torella, le duc Riario, et les autres que nous avons nommés plus haut, furent renfermés pendant deux ans environ. Elle est située dans le fond du fort, creusée dans le rocher, humide, triste, mais spacieuse. Le château est bâti sur la cime du mont, qui s'élève à une grande hauteur, et le seul qui existe dans ce lieu, tout le reste de l'île n'offrant qu'un terrain plat. On y compte peu de jours pendant

lesquels ce mont ne soit pas couvert d'un épais brouillard.

Le commandant du fort de la Favignana était, de même que celui du Maritimo, un pauvre enseigne, chef d'une nombreuse famille, et dont l'humeur était assez facile quand il n'était pas pris de vin. En lui offrant une récompense mensuelle, nous obtînmes de lui de grands soulagements à notre triste situation. Nous pouvions, à certaines heures du jour, nous promener sur les deux plates-formes, et il nous laissait écrire tant que nous voulions, nous permettant même de recevoir des livres.

Le chapelain du château était un excellent jeune homme qui était tant soit peu enclin aux sentiments patriotiques, et j'imaginai, pour le captiver davantage, de me mettre à enseigner les mathématiques élémentaires à un de ses neveux. Par le moyen du commandant et du chapelain, nous fîmes connaissance par lettres avec M. Alberti, major du génie employé à Trapani, d'où il m'envoyait tous les livres que je désirais et qui pouvaient entrer librement, car, entre le fort et l'île, il se trouvait fort peu de gens qui sussent lire. Mon excellent père lui-même, à qui j'avais causé tant de chagrins et occasionné tant de dépenses (mon frère Jean-Baptiste était toujours prisonnier, et les deux autres, Ferdinand et Florestan, étaient fugitifs); mon père, dis-je, avait donné l'ordre au banquier Falconnet, à Naples, de m'expédier des livres que j'avais désignés sur une longue liste. L'étude, qui heureusement était alors devenue en moi une espèce de fureur, contribua beaucoup à adoucir ma captivité

par l'idée du fruit que je pourrais en retirer, et par l'espérance de réparer le temps que m'avait fait perdre la révolution, car elle m'avait arraché du collège militaire et m'avait fait abandonner mon instruction inachevée, dès l'âge de quinze ans. Avec le secours de X..., pour les langues italienne et française, je traduisais des volumes entiers, tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre de ces deux idiomes. Je devins ensuite familier avec les éléments d'astronomie, indispensables à la géographie, et j'acquis la connaissance de cette seconde science au point qu'il n'y avait pas une ville remarquable du globe qui ne fût gravée dans mon esprit, d'autant plus que ma mémoire était encore fortifiée sur ce point par la lecture d'une multitude de voyages autour de la terre.

Je ne me livrai pas avec moins d'ardeur à l'étude des histoires grecque, latine et moderne, et je composai même, pour mon usage, un petit essai de chronologie. Je savais par cœur les interminables commentaires de Folard sur Polybe, ainsi qu'un grand nombre de passages de Voltaire et de Rousseau. Que dirai-je de plus ? Je pus avoir jusqu'à *l'Origine des cultes* de Dupuis, livre qu'à Naples même on ne pouvait se procurer qu'à grand'peine. Telle était enfin la passion que j'avais alors conçue pour l'étude que, si je passais un jour sans y avoir consacré, soit en lisant ou en écrivant, quatorze ou tout au moins douze heures, j'en ressentais un véritable remords.

J'obtins du commandant la faveur d'occuper une très petite pièce ou cabinet qu'on appelait le *criminale*, et quoique mon petit lit et une très petite

table pussent à peine y entrer, outre qu'il était encore plus humide que la fosse, j'y eus du moins l'avantage de pouvoir m'y livrer au travail sans que rien m'y troublât. Pendant les trois années entières de ma captivité, je persévérai dans mon application journalière à l'étude, et je m'abstins en même temps de deux vices très communs dans les prisons, le vin et l'habitude de fumer. D'ailleurs, comme je ne croyais pas qu'il fût juste, ni même probable, que, pour des délits de simple opinion, et sans condamnation légale, je demeurasse longtemps prisonnier, je me consolais en travaillant, et je parvenais sinon à me distraire entièrement de la triste réalité de mon malheur, du moins à en adoucir la présence.

Quoique vingt condamnés aux fers, pour délits communs, fussent réduits comme nous à languir dans la fosse de Sainte-Catherine, je ne fus cependant jamais distrait ni troublé dans mes occupations assidues. La fosse dont il est question était de forme oblongue, ayant, d'un côté, dans toute sa longueur, un espèce de lit en planches, semblable à ceux des corps de garde, et sur lequel ces malheureux couchaient la nuit, enchaînés deux à deux. Ils travaillaient ensuite pendant le jour pour les besoins du château. De l'autre côté de la fosse, étaient placés mon lit et celui de X... avec deux petites tables. Ces condamnés étaient tous coupables de plusieurs homicides, et celui qu'ils redoutaient et regardaient comme leur chef en avait commis plus de vingt.

Tous ces forçats se conduisaient envers nous

comme des serviteurs respectueux envers leurs maîtres, quoi qu'il n'y en eût qu'un seul qui nous servît, moyennant un léger salaire qu'il recevait de nous.

Renfermés dans cette fosse au coucher du soleil, nous passions de tristes nuits, principalement dans l'hiver. Je me mettais au lit vers trois heures du matin, consacrant environ neuf heures à mes études accoutumées, à peine interrompues par un court repas. A minuit, ces malheureux avaient l'habitude de se réveiller, et, pour se soulager un peu du poids des maux qu'ils enduraient, ils se mettaient à raconter des fables populaires ou à faire le récit des aventures de leur vie passée. Soupçonnant, dans les commencements, qu'ils me troublaient peut-être dans mon application sérieuse, par lenr babil, ils poussaient la délicatesse jusqu'à se priver par leur silence de ce faible soulagement. Je ne manquai pas alors de leur assurer que leurs discours n'interrompaient point du tout mes études, et qu'au contraire je les écoutais souvent avec plaisir.

Nous étions déjà entrés dans l'année 1805, et il s'était passé plus de deux ans depuis que je languissais dans ce triste état, où je n'avais d'autre consolation que l'étude et une vague espérance, compagne fidèle des malheureux. Mon cœur s'y livra encore davantage quand j'appris que Buonaparte avait été élu, quelques mois auparavant, empereur des Français, et qu'il menaçait d'envahir l'Angleterre. Cette espérance était pourtant bien éloignée à mes yeux, car le roi de Naples, toujours guidé par la peur, se montrait plein de respect et de sou-

mission à l'égard du nouvel empereur. Mon frère Jean-Baptiste, qui avait été mis en liberté, ne cessait de tenter, avec une affectueuse sollicitude, tous les moyens possibles, même auprès de l'ambassadeur de France, pour obtenir sinon ma liberté entière, au moins un adoucissement aux rigueurs de ma prison. Efforts vains et infructueux !

Plusieurs fois la pensée m'était venue, ainsi qu'à X..., d'essayer de fuir de cette forteresse ; mais c'était une chose extrêmement difficile, ou plutôt impossible, que d'exécuter un pareil projet. Nous nous arrêtâmes enfin à l'idée que, si les galériens pouvaient réussir à s'emparer du château pour s'échapper ensuite, et que nous parussions n'avoir pris aucune part à cette tentative, quel qu'en fût le résultat, nous pourrions du moins en espérer, en faveur de notre apparente résignation, d'obtenir une prison moins dure et moins triste en Sicile, où la fuite nous serait devenue beaucoup plus facile. X..., qui avait dix ans de plus que moi, et qui croyait avoir aussi beaucoup plus de jugement et de pénétration, était d'avis que nous devions cacher à ces forçats le fond de notre pensée, et leur dire que nous nous échapperions avec eux, afin de leur ôter tout soupçon de trahison. Mais je m'opposai à ce plan avec fermeté, en disant que le gouvernement serait beaucoup plus empressé de réemprisonner les criminels d'État que ceux qui étaient condamnés pour délits communs, et que, par conséquent, ces galériens trouveraient notre association avec eux beaucoup plus dangereuse qu'utile. Outre cela, ces condamnés, s'ils avaient à nous reprocher un acte de

déloyauté, pouvaient s'en venger, et, en dernier lieu, il fallait être loyal. Nous résolûmes donc de parler avec franchise à leur chef, en lui promettant un religieux secret, notre assistance et de l'argent. Le chef de tous les forçats du château n'était pas, toutefois, celui qui était dans la fosse, mais un certain Sciaïno, Sicilien d'une famille assez aisée, homme très courageux, mais d'une moralité plus que suspecte, et qui était condamné à vie pour les crimes nombreux qu'il avait commis.

Mais que ne peut la fortune? Elle fit alors bien plus que nous n'aurions jamais pu espérer. La prise du château était de la plus grande difficulté et périlleuse à l'excès. Un seul coup de mousquet aurait suffi pour faire mettre sur pied toute la population de l'île, et le commandant n'aurait point tardé à expédier des forces suffisantes pour reprendre le fort, ou seulement le tenir en état de siège, une sentinelle se trouvant déjà placée au delà du pont. Il fallait donc s'en emparer le soir et sans faire le moindre bruit. Et quant à descendre dans l'île, il aurait fallu qu'il se fût précisément trouvé sur la plage un bateau capable de nous transporter en Sicile, ce qui me paraissait un véritable rêve. Mais les galériens, pour peu qu'ils fussent guidés par le moindre rayon d'espérance, et opiniâtres comme ils l'étaient à garder le secret, osaient tout tenter, n'ayant au fond rien à perdre. J'avais alors la tête remplie de toutes les ruses des Grecs, tant dans les guerres que dans les expéditions militaires, et je m'étudiais à y découvrir quelque fait comparable à celui dont il s'agissait; mais ce fut en vain, car ni

dans Polybe ni dans Plutarque il ne se trouvait un cas semblable au nôtre.

Le commandant du château, adonné au vin, et très disposé à recevoir des présents de ceux qui pouvaient lui en faire, permettait à tous les détenus au nombre de trente, entre forçats et criminels d'État, de parcourir toute l'étendue de la forteresse. Or, un jour, vers l'approche du soir, on fit en sorte que les soldats de la garnison, tous natifs de la Favignana et organisés en forme de milice, se rassemblassent dans un corridor pour boire le vin qu'on leur avait donné, et en un instant ils y furent tous renfermés. Le commandant fut pris par Sciaïno, et les sentinelles en dehors du pont par deux galériens compagnons de chaîne, qui s'y étaient rendus sous prétexte de transporter des immondices. Deux autres galériens attaquèrent la sentinelle sur la plate-forme, près de la cloche, et en un clin d'œil tous les forçats se trouvèrent armés des fusils pris dans le corps de garde. Ils firent descendre dans la fosse le commandant, sa femme, tous les hommes de la garnison, et même nous deux prisonniers d'État. Ils mirent des fers à tous indistinctement, et pour mieux éloigner tout soupçon de connivence, ils me prirent une paire de bottes et quelques vêtements pour leur usage ; puis, pendant que je les suppliais d'user de plus d'humanité envers le commandant et de renfermer du moins sa femme dans sa propre chambre, ils se tournaient vers moi d'un air menaçant et demeuraient sourds à mes prières, toutes choses convenues d'avance.

Cependant le fait que X... et moi étions les auteurs de ce complot n'échappa point à l'astuce sicilienne, non plus que le motif qui nous avait engagés à favoriser cette fuite. Derrière la porte de la fosse qui se fermait avec une barre de fer, ils entassèrent du bois et des broussailles autant qu'ils purent, afin que, si ceux de la garnison venaient pour nous délivrer, ils ne pussent parvenir que le matin à ouvrir la porte, même s'ils passaient toute la nuit à ôter le bois qui leur ferait obstacle. Cela fait, les forçats, bien armés comme ils l'étaient, se dirigèrent, à une heure avancée de la nuit, vers une plage éloignée de toute habitation, où ils avaient observé, pendant qu'il faisait encore jour, une petite barque d'une forme que l'on appelle dans ce lieu *lautello*, et s'en étant approchés, ils contraignirent les conducteurs de la barque à les transporter en Sicile. Les insulaires de la Favignana étaient tous intéressés à s'opposer à la fuite des prisonniers, et, au moindre bruit, toute la population serait accourue pour les combattre ; mais la précaution rigoureuse avec laquelle le secret fut gardé fit réussir l'entreprise, et réalisa pour eux l'ancien adage : *audaces fortuna juvat*.

Arrivés en Sicile, ils se firent suivre par les conducteurs du *lautello*, pour n'être pas dénoncés à la justice et aux capitaines d'armes qui avaient la mission d'exterminer les bandits. Après avoir parcouru un long chemin, leur chef Sciaïno commit la faute de laisser aller en liberté les conducteurs de la barque qui se hâtèrent d'aller avertir les autorités les plus prochaines. Les

forçats, déjà fatigués d'une longue marche, à laquelle ils n'étaient plus habitués après un emprisonnement d'une durée prolongée, reposaient paisiblement dans un champ. Attaqués à l'improviste par un capitaine d'armes, trois restèrent morts sur la place, et les autres furent pris à l'exception du chef Sciaïno, qui se réfugia dans la maison d'un prêtre. Il parvint ensuite à s'embarquer pour Gênes, d'où il passa à Milan. Il y prit du service comme soldat, devint sergent, et enfin officier dans l'armée de Murat. D'une bravoure à toute épreuve dans la guerre, il tint toujours depuis lors une conduite sage et régulière.

L'étonnement des habitants de l'île de la Favignana fut inexprimable lorsqu'ils virent, le matin, les portes de la forteresse ouvertes, et nous tous dans la fosse. Le gouverneur de l'île mit aux arrêts le commandant de Sainte-Catherine ainsi que tous les hommes de la garnison; et nous, prisonniers d'État, demeurâmes dans le château, bien traités et complimentés pour la bonne conduite que nous avions tenue dans cette circonstance, bien que tous les habitants de l'île et le commandant lui-même fussent intérieurement persuadés que tout ce désordre était venu de nos conseils. On commença bientôt après à Trapani un procès contre le commandant du château et contre ceux de la garnison, et nous autres prisonniers fûmes transférés à Trapani, dans une tour qui garde le port de cette ville, et qui est située dans une petite île appelée la Colombaja.

Notre nouvelle prison se composait de deux

chambres, et la garnison d'une garde journalière commandée par un officier sous les ordres du commandant du fort. Quelques-uns de ces officiers, l'un enseigne, l'autre lieutenant, etc., se montraient extrêmement bien disposés pour moi, et, plusieurs années après, ils étaient à peine parvenus au grade de capitaine que j'étais déjà lieutenant-général, puis chef de l'armée. Je les accueillis alors avec la plus franche cordialité ; et mon cher major Alberti, qui m'avait souvent envoyé des problèmes algébriques d'une solution difficile, et des livres autant que j'en pouvais dévorer, s'aperçut dans la suite que je ne l'avais point oublié.

Je n'avais point manqué d'informer mon père et mon frère Jean-Baptiste, à Naples, de tout ce qui était arrivé dans l'île de la Favignana, en leur recommandant vivement de faire valoir ma conduite dans cette circonstance auprès du gouvernement, afin que je pusse obtenir, sinon ma liberté, du moins une autre prison moins étroite et moins dure. Ils ne cessèrent d'exposer au gouvernement que ma condamnation avait été trop sévère et même cruelle pour un jeune homme de dix-neuf ans, et, ce qui est plus encore, prononcée sans aucune forme de jugement ainsi que sans défense. Mais le roi, demeurant sourd et inexorable, ne voulut rien accorder, et ses ministres ne furent pas moins inflexibles que lui.

Nous étions cependant arrivés à l'automne de 1805 et les Français marchaient déjà du camp de Boulogne à la rencontre des armées de l'Autriche qui avait provoqué la guerre. A la nouvelle de la fa-

meuse bataille d'Austerlitz, je crus que l'heure de ma liberté avait déjà sonné. Le roi Ferdinand venait d'arriver précipitamment en Sicile à l'approche de Masséna, qui marchait contre lui avec une puissante armée pour le renverser de son trône. Quelque temps après la défaite de ses troupes à Campotenese, il m'arriva la nouvelle inattendue que de nouvelles démarches avaient été tentées en notre faveur, que cette fois elles avaient été couronnées de succès et qu'on venait enfin d'obtenir le décret de notre mise en liberté.

Me voir libre et ne plus retrouver au-delà du Phare Ferdinand et Caroline sur le trône, fut pour moi une joie que rien ne saurait exprimer. Mon ami, le major Alberti, me fit savoir une multitude de nouvelles, et, entre autres, celle que le roi et les Anglais avaient l'intention de soulever contre les Français toutes les populations au delà du Phare. Il me communiqua, en outre, le plan de défense de la Sicile, duquel il me permit seulement de transcrire les chiffres numériques de toutes les forces disponibles dans cette île.

X... et moi nous nous mîmes en chemin à cheval dans la direction de Palerme où l'on nous embarqua pour Messine. Pendant le peu d'heures que je passai dans cette ville, j'appris de plusieurs officiers, échappés à la défaite de Campotenese, et qui se répandaient en imprécations sur le roi, les préparatifs que faisaient les Anglais pour effectuer en Calabre un débarquement de 6.000 hommes de leurs troupes, accompagnés des anciens chefs de bandes qui étaient en correspondance active avec les révoltés de 1799,

sous le cardinal Ruffo. Je sus encore mille autres particularités que je recueillis avec soin, pressentant combien elles me seraient utiles un jour, sans me figurer pourtant tous les maux que devaient attirer sur notre malheureuse patrie le roi Ferdinand et les Anglais, outre tous les périls dont j'étais menacé moi-même. Ce fut à Messine même que j'appris pour la première fois l'avènement au trône de Naples, de Joseph, frère de l'empereur Napoléon.

Débarqué en Calabre, je vis se présenter à moi un capitaine français du 1er régiment de ligne, si je ne me trompe, et qui me demanda mon nom, ma patrie, enfin pour quel motif j'avais été conduit en cet endroit. A mes réponses, je le vis confondu, surtout lorsqu'il m'entendit parler de la campagne de Marengo, puis des autres campagnes de l'Italie, et qu'il s'aperçut que j'étais complètement au fait des affaires de la France. Il en fut d'autant plus surpris que, dans le premier moment, il avait soupçonné que j'étais envoyé par les Anglais comme explorateur des mouvements des Français. Néanmoins il fut d'une extrême courtoisie à mon égard, m'invitant à le suivre dans sa maison qui n'était point éloignée, et d'où nous irions ensuite chez le général Régnier, qui commandait dans les Calabres et se tenait dans ses quartiers à Reggio. Arrivés à l'habitation du capitaine, le maître de la maison, qui connaissait ma famille et se rappela mes traits, commença à me déclarer le premier patriote du royaume et se mit à raconter de moi des merveilles.

Le capitaine, entièrement rassuré par cet accueil que je recevais, me dit qu'il était charmé de mon arrivée parmi les Français, et que c'était un devoir pour lui que de m'accompagner chez le général Régnier, que j'informai de tous les préparatifs hostiles que l'on faisait contre nous en Sicile.

En apprenant qu'après une courte visite à ma famille, je devais me rendre à Naples, il me donna des lettres pour le ministre de la guerre Dumas, en me recommandant non seulement de lui exposer tout ce que je savais à l'égard de la Sicile, mais encore de demander une audience au roi Joseph.

Lorsque j'arrivai à Squillace, en vue de la maison paternelle, j'aperçus une de mes sœurs avec ma belle-sœur, qui étaient sur le balcon. Je les saluai, mais sans qu'elles me rendissent mon salut; car elles ne pouvaient comprendre comment tant de démonstrations pouvaient leur être adressées par une personne tout à fait inconnue ; et tel je leur apparaissais pourtant, au point qu'étant entré dans la maison elles eurent encore de la peine à me reconnaître. Elles me dirent que le roi Joseph avait logé dans notre maison et qu'il avait promis à ma mère de me réclamer de la cour de Sicile au premier échange de prisonniers qui se ferait. Je sus aussi que mes frères Ferdinand et Florestan étaient arrivés à Naples. Mon excellent père fut au comble de la joie de ne plus avoir aucun de ses enfants ou proscrit, ou prisonnier. Il me donna des lettres de change sur les banquiers Falconnet; je pris bientôt congé de ma famille, et me hâtai de me rendre à Naples, au milieu de mes frères et de mes amis.

CHAPITRE IX

(1806)

Esprit public de la capitale. — Je suis présenté au roi Joseph qui me nomme lieutenant-colonel des milices à former en Calabre. — Je suis assiégé par les Bourboniens dans une maison à Scigliano. — Je suis fait prisonnier, je m'évade, suis de nouveau arrêté et sur le point d'être fusillé. — Ma délivrance grâce à trois jeunes demoiselles. — Je rejoins l'armée française rentrée en Calabre.

Je trouvai la ville de Naples bien différente de ce que je l'avais laissée; et pour moi, trois années de malheur et de travail infatigable, sans parler des événements relatifs aux Français, et dont pas un seul n'était effacé de ma mémoire, avaient donné à mon ardent enthousiasme une direction meilleure. Tout en conservant mes convictions et mes principes, je commençais cependant à ne plus confondre l'illusion du beau et de l'héroïsme républicain avec le peu de probabilité de les voir en action, surtout par le temps qui courait alors. Il en arriva parmi nous de même qu'il en était arrivé en France, c'est-à-dire qu'on se serait moqué de quiconque eût désormais parlé de république.

Il ne s'offrit certainement jamais, à un conquérant ou à un roi nouveau, de plus favorables occasions de s'affermir dans le pouvoir, que celles qui s'offrirent à Joseph Bonaparte à Naples : avoir les

principales classes de la société, les nobles, les savants, les riches de la nation, dévoués à sa cause, était une circonstance très rare, unique peut-être, de laquelle, non seulement Joseph, mais la France elle-même ne surent jamais tirer parti, comme nous le dirons plus tard.

Je fus présenté au ministre de la guerre Dumas par le général Carracciolo, mon ancien chef d'escadron dans la légion italique. Dans mon vif désir de produire toutes mes théories, bien ou mal mûries, et que j'avais formées dans la prison, je parlai peut-être un peu trop; mais, toutefois, j'en dis tant au ministre, j'insistai tellement sur le danger auquel les Calabres étaient exposées, en raison du débarquement dont on les avait menacées (ce que je répétais à satiété comme étant une chose certaine), débarquement non seulement de troupes anglaises, mais encore de tous les malfaiteurs qui s'étaient signalés en 1799, que le ministre se détermina enfin à préparer l'organisation des milices dans toute l'étendue du royaume. Il me présenta ensuite au roi Joseph.

Véritablement, ce roi de fraîche date ne manquait ni d'instruction ni de courtoisie, ni de manières agréables; mais tout cela ne suffisait point pour lui donner les moyens de se consolider sur le trône auquel la fortune l'avait élevé. Il mettait de la vanité, non seulement à disputer de luxe et de prodigalité avec la vieille dynastie, mais encore à la surpasser. On parlait déjà dans tout le royaume de la somptuosité de sa table, et il menait sans contrainte une vie qui pouvait passer pour désordonnée. On vit alors le royaume inondé d'un essaim

de Français venus à sa suite, la plupart desquels n'avaient pu obtenir d'emploi dans leur patrie. Et cependant on les vit occuper toutes les places, les uns dans l'armée, les autres dans l'administration. Néanmoins si des Français aventuriers étaient venus en grand nombre, il y en eut d'autres que nous honorions, tant dans la carrière des armes que dans les emplois civils, et qui nous aidèrent activement à recomposer l'armée et l'administration; mais on comptait très peu de ces derniers. Les généraux Dumas et Cavaignac étaient dans ce petit nombre de bons.

Joseph me nomma lieutenant-colonel, ce que l'on appelait alors major, avec la mission d'organiser la milice dans la Calabre ultérieure, les Calabres étant, à cette époque, divisées en deux seules provinces, et non en trois, comme elles le sont aujourd'hui. Ces milices, véritables gardes nationales actives, étaient composées d'hommes appartenant aux classes riches. Les officiers étaient nommés par le gouvernement, et les sous-officiers par les officiers supérieurs.

Plein d'enthousiasme et du désir de me consacrer au bien de ma patrie et de ma province natale, je quittai Naples, et, arrivé à Cosenza, je me rendis auprès du général Verdier, qui devait donner ce soir-là un bal auquel il m'invita. Je le priai de me permettre de continuer mon chemin vers Catanzaro, pour y commencer l'organisation de mes milices, qui seraient d'un grand secours aux troupes françaises contre l'ennemi commun que l'on attendait de la Sicile. Les Anglais n'étaient point encore

débarqués, mais ils avaient déjà amené de cette île et jeté sur les côtes de la Calabre beaucoup d'anciens partisans du cardinal Ruffo, afin de disposer les populations à la révolte. Je me dirigeai, dès ce jour même, vers Scigliano, à 16 milles au-delà de Cosenza. Le gouverneur de ce lieu, nommé Oliva, me dit que les révoltés s'étaient présentés devant la ville, qui, bien que populeuse, est divisée en sept *rioni* ou quartiers un peu écartés les uns des autres, mais que cependant ces insurgés avaient été repoussés par les propriétaires armés. Je trouvai là 22 militaires français qui, étant trop faibles en nombre, n'avaient pu poursuivre leur chemin vers la seconde Calabre, où étaient les régiments auxquels ils appartenaient. Il y avait parmi eux un chef de bataillon nommé Lejeune, et le capitaine Alquier, neveu du ministre plénipotentiaire français du même nom à Rome. J'ordonnai, pour le jour suivant, une revue générale des habitants armés, que je trouvai disposés à se bien défendre, et Oliva m'assura que je pouvais entièrement compter sur eux.

Pendant que j'étais à passer la revue, arriva le colonel Selvage, aide de camp du maréchal Jourdan, expédié au général Régnier, qui me demanda si je croyais prudent qu'il poursuivît sa route jusqu'à Nicastro ; je répondis que j'essaierais d'abord d'obtenir du général Verdier une escorte de 100 hommes au moins, parce qu'il y avait à traverser des montagnes difficiles et boisées. J'écrivis en conséquence, et le courrier était à peine parti que nous entendîmes plusieurs coups de mousquet accompagnés des cris de *Vive le roi Ferdinand!*

Ne m'attendant nullement à une telle surprise je m'avançai suivi de trois gendarmes à cheval pour reconnaître les forces des assaillants. Ils étaient nombreux, et l'ennemi ayant tué un de mes gendarmes, je me retirai avec les deux autres dans la maison du gouverneur, laquelle appartenait à un certain Pallone. Malheureusement cette maison n'avait pas moins de six portes. J'y fis entrer les 22 Français ; ils barricadèrent les entrées du mieux qu'ils purent, et ensuite ces soldats, avec les sous-officiers, commencèrent à faire feu des fenêtres. Le fils du gouverneur, excellent et adroit chasseur, et jeune homme plein de hardiesse, visa le chef des assiégeants qui s'avançait à la tête des siens, et le fit tomber atteint d'une balle qui lui traversa la poitrine. Nos adversaires, un peu déconcertés, firent feu contre nous en s'abritant derrière les maisons, et en se faisant un rempart du mur d'un jardin contigu. Le colonel Selvage, aux premiers cris de l'ennemi, monta à cheval; puis, voyant le gendarme tué, et moi me retirant avec les deux autres, courut à bride abattue vers Cosenza, où, en arrivant, il rapporta au général Verdier que j'avais été tué avec le gendarme.

Cette conduite de Selvage ne mérite aucun blâme, parce qu'il avait des dépêches d'une haute importance pour le général Régnier, lesquelles seraient tombées entre les mains de l'ennemi, s'il eût été fait prisonnier.

Nos opérations tendaient à empêcher l'ennemi de s'avancer jusque sous les murs de la maison, pour mettre le feu aux portes. Suivi d'un cuisinier que

j'avais pris pour le service de ma famille, je lui dis de faire bouillir de l'huile (dont nous avions trouvé deux barils dans cette maison), afin de la jeter sur l'ennemi en cas qu'il s'avançât jusque sous les fenêtres qui étaient ouvertes, de sorte que les balles de fusil, répercutées par les parois des chambres, pouvaient blesser par ricochet. A l'approche de la nuit, je croyais que l'ennemi, à la faveur des ténèbres, défiant nos atteintes, s'approcherait des murs. Mais l'huile qui bouillait ne pouvait être facilement jetée par les fenêtres, vers lesquelles ils ne cessaient de tirer des coups de fusil. Pour comble de difficulté, nous étions obligés de ménager nos cartouches, n'en ayant point d'autres que celles qui étaient dans les gibernes des soldats, et quelques autres qu'avait le brave fils du gouverneur. Il ne me restait donc d'autre chance de salut que dans le secours de Cosenza, que je demandais au général Verdier par mon courrier. Mais ne voyant rien venir vers l'aube du jour, je me considérai comme perdu sans ressource. Je me mis alors à écrire à mon frère Florestan, en lui annonçant que je n'avais plus que quelques instants à vivre. Oh ! combien j'aurais été heureux d'avoir la certitude que cette lettre lui parvînt !

Les habitants armés que j'avais passés en revue, se trouvant alors dans leurs maisons, n'osaient plus en sortir, cédant aux terreurs de leurs femmes et de leurs enfants, et considérant que leur nombre était beaucoup inférieur à celui des révoltés. Ni Polybe, ni son commentateur Folard, que j'avais

lus et relus dans la fosse sicilienne, ne me suggéraient de moyens de me soustraire à cette triste situation, plus fâcheuse encore que celle des Français, mes compagnons d'armes, parce que, dans les guerres civiles, les citoyens, adversaires entre eux, se détestent encore plus qu'ils ne haïssent des ennemis étrangers.

Les révoltés, faisant sur nous un feu incessant pour blesser par répercussion et même directement les hommes qui faisaient une fusillade par les fenêtres, nous sommaient de temps à autre de nous rendre, et cela, peut-être, parce qu'étant aussi peu expérimentés qu'ils l'étaient des usages de la guerre, ils craignaient l'arrivée de quelque colonne expédiée par le général Verdier. Il ne nous restait que peu de cartouches : il était donc impossible de soutenir plus longtemps la défense. Mais se fier à cette bande furibonde et armée était un parti extrêmement dangereux. Le gouverneur pensait que, si nos ennemis juraient sur l'hostie consacrée que leur présenterait le prêtre revêtu de ses habits sacerdotaux de nous traiter en prisonniers, un pareil serment serait religieusement observé par eux. Mais pour moi, qui conservais dans ma mémoire les parjures solennels commis en 1799, au préjudice des républicains de Naples, je répugnais singulièrement à nous abandonner à leur discrétion, d'autant plus que, quelques jours auparavant, quelques Français et d'autres patriotes calabrais avaient été tués par eux l'un après l'autre. Finalement, après une mûre délibération, je décidai qu'il valait mieux tomber entre leurs mains en vertu d'un traité que

sans conditions. Ils ne tardèrent point à nous faire de nouvelles sommations de nous rendre, sommations auxquelles nous répondîmes en arborant un petit drapeau blanc, à la vue duquel les assaillants cessèrent le feu et acceptèrent ce que nous leur proposions. Environ une heure après, le chapitre se mit en procession, précédé d'un prêtre avec le saint ciboire en main, d'où, ayant retiré l'hostie consacrée, on fit prêter à tous le serment solennel qu'ils nous traiteraient en prisonniers de guerre; ce qu'ils observèrent fidèlement, se contentant simplement de nous prendre nos armes.

Non seulement eux, mais encore Pallone, propriétaire de la maison et notre ami secret, nous racontaient que les Anglais, ayant débarqué à Sainte-Euphémie, avaient défait les troupes du général Régnier, ce que ni moi, ni les Français, mes compagnons d'armes, ne pûmes jamais croire. Le chef de la bande écrivit de Scigliano au général Steward, en lui faisant part que nous étions ses prisonniers, et en lui demandant ce que l'on devait faire de nous. Ce général expédia aussitôt un détachement de cavalerie du roi Ferdinand pour nous escorter jusqu'à son quartier près de Sainte-Euphémie. Il fallut croire alors à la perte des Français.

Les Français, mes compagnons de captivité, se résignèrent à leur infortune; mais moi, qui me voyais exposé à être passé par les armes, ou pour le moins jeté de nouveau dans la fosse du Maritimo, je ne pouvais être aussi tranquille qu'eux. Mis en marche sous l'escorte du détachement dont j'ai

parlé plus haut, nous rencontrions partout les populations soulevées, et qui insultaient avec rage les partisans des Français plus que les Français eux-mêmes. En marchant ainsi, nous arrivâmes dans un village nommé I Conflenti, lieu natal du major Panedigrano qui, en servant en 1799, sous le cardinal Ruffo, étant encore forçat avec les fers aux pieds, devint officier supérieur, et se trouvait alors chef suprême des bandes soulevées. A un courage extrême il joignait une grande bonté de cœur, et il poussa la délicatesse jusqu'à faire croire aux siens que j'étais un officier français. Il me traita comme le chef des prisonniers, et il nous retint tous à dîner avec la plus grande politesse. Il reconnut parmi les commensaux le gouverneur de Scigliano, qui, quelques mois auparavant, avait fait arrêter et traduire devant une commission militaire son fils, le jeune Panedigrano, qui fut ensuite fusillé. Malgré cela, le major, ancien galérien, et devenu chef suprême de tous les révoltés de la province de Catanzaro, au lieu de se venger, ce qu'il pouvait faire si facilement, feignit de ne point connaître celui qui avait fait mourir son propre fils. Combien de philosophes qui écrivent sur la morale ne seraient point capables d'imiter la générosité de cet homme!

Ayant repris notre marche, la nuit survint, et les commandants du détachement ne se mettaient nullement en peine de nous garder, certains qu'en nous éloignant d'eux, nous serions infailliblement massacrés par le peuple. Je m'informai cependant du chemin que l'on nous faisait suivre, et je sus que

nous devions dans peu d'instants traverser la commune de San Biagio.

Un sergent français, qui était au nombre des prisonniers, avait connu dans cet endroit le commandant de la garde nationale provisoire, qui se nommait Tropea, et dont il disait beaucoup de bien. Je me glissai à la dérobée derrière quelques grands rochers, près du fleuve qui coule près de San Biagio, et lorsque la petite colonne des prisonniers avec son escorte se fut éloignée, je me mis à parcourir les rues du village où, ne rencontrant personne, je frappai à la porte d'une petite maison. Un jeune homme vint m'ouvrir, je lui dis que j'étais un officier venu de la Sicile et que je désirais savoir où était l'habitation de M. Tropea. Ce jeune homme, cordonnier de son métier, s'offrit volontiers à me conduire chez Tropea, et, chemin faisant, il ne me parlait que de l'arrivée des troupes anglaises qui avaient battu les Français. A l'aide du peuple, disait-il, les Anglais les chasseraient entièrement du royaume, et extermineraient enfin les patriotes qui avaient pour la seconde fois appelé les étrangers. Ce discours n'était nullement fait pour m'inspirer du courage, et lorsque nous fûmes arrivés à l'habitation de Tropea, je congédiai mon guide en le remerciant, et j'eus même beaucoup de peine à le faire retourner dans sa maison, car il ne voulait plus me quitter, par pure sympathie.

Quand j'eus révélé mon nom à Tropea, il fut saisi d'étonnement, et je le vis alternativement combattu par la crainte de se compromettre et par le désir de me sauver, soit par bonté d'âme, soit

parce qu'il regardait comme infaillible et prochain le triomphe des Français en Calabre. Il me dit que le cordonnier, sans être méchant, était néanmoins un enragé partisan des révoltés, et que si, par malheur, ma fuite était divulguée, on soupçonnerait que lui, Tropea, m'avait caché, et qu'alors lui, toute sa famille et moi serions certainement et inévitablement massacrés. Le pauvre homme avait presque perdu la tête et, se promenant à grands pas dans son salon, il ne savait à quoi se résoudre. Cependant il finit par me conduire à une église à moitié ruinée, dont la porte était fermée à l'intérieur par un étançon ou pièce de bois, et il me dit de m'y tenir tranquille jusqu'à ce qu'il revînt pour me dire de quelle manière il pourrait me sauver. Le jour ne tarda point à paraître, et quelques enfants qui jouaient au dehors de la porte de cette église abandonnée, me donnaient à chaque instant la peur de les voir entrer; je m'étais couché sur la terre nue et humide, plongé dans de tristes et funestes pensées; n'osant me faire voir à la clarté du jour, craignant que quelque malheur ne fût arrivé à Tropea et, de plus, tourmenté par la faim; je me croyais sur le point de devenir victime de la fureur populaire.

Enfin, après une longue journée, la nuit commença à tomber, et je pensais à sortir de l'église pour m'approcher de la demeure de Tropea quand je le vis lui-même ouvrir la porte. Il m'apportait quelques vivres et du vin, puis il me dit que l'on avait répandu dans la commune le bruit de la visite nocturne qui lui avait été faite par un étranger, mais qu'on ignorait

encore la nouvelle de ma fuite; il ajouta qu'il n'avait point osé venir pendant la journée, pour ne point exciter des soupçons, mais qu'il reviendrait dans deux heures, quand la nuit serait plus avancée, pour examiner avec moi le moyen le plus favorable pour me sauver. Quand il revint, il me conduisit loin du lieu habité, puis il me dit que si la nouvelle de ma fuite arrivait du quartier général des Anglais, sa vie courrait les plus grands dangers; que, par cette raison, il me conseillait de suivre le chemin où nous étions; qu'à plus de trois milles au delà se trouvait un ermitage près de Nicastro; que l'ermite était un homme de bien, et que, caché par lui, je pourrais par son moyen me mettre en correspondance avec les patriotes de Nicastro.

A ce singulier conseil, je demeurai stupéfait, et, m'apercevant que je n'avais rien à espérer d'un homme aussi craintif, je m'éloignai avec la conviction presque entière que le jour suivant serait le dernier de ma vie, si toutefois je n'étais pas tué cette nuit même. Je ne rencontrai pas une âme vivante dans cet espace de trois milles que je traversai; mais j'apercevais dans le lointain les feux du camp anglais, et je me repentais parfois de m'être détaché de la colonne des prisonniers. Arrivé à l'ermitage, je frappai à la porte, qui me fut aussitôt ouverte par l'ermite, auquel je me donnai aussi pour un de ceux qui étaient débarqués venant de la Sicile, en lui disant que je désirais m'arrêter dans ce lieu jusqu'au point du jour.

Il m'accueillit de bonne grâce, et je passai là le reste de la nuit. Pendant ce temps, mon esprit

était incertain et inquiet, ne sachant si je devais me confier à cet ermite et l'envoyer chez deux des principales familles de Nicastro desquelles j'étais l'ami, ou bien y aller moi-même. La crainte de les compromettre si le messager était infidèle me détermina à m'introduire moi-même dans cette ville. Je m'acheminai donc, à l'approche du jour, dans la direction de Nicastro; dès que j'y fus arrivé, je m'informai de la demeure de Domenico Sacco. Une femme que je rencontrai sur la place, où il y avait fort peu de monde, m'y conduisit. Heureusement que les habitants armés n'étaient pas encore rassemblés sur la place. Sacco était un véritable homme de bien, ainsi que son aspect l'annonçait. En me voyant, son étonnement fut extrême, et, en apprenant de moi ce qui m'avait guidé vers lui, il s'écria en présence de sa femme et de ses enfants : « Nous périrons tous plutôt que de refuser un asile à un si brave jeune homme, dans des circonstances aussi critiques. » Une action généreuse en inspire une autre, et moi, avec des yeux mouillés de larmes, j'embrassai mon ami Sacco, en lui disant : « Il ne sera jamais dit que, par un trop grand amour de la vie, et avec peu de probabilité de la sauver, je permette que ta famille périsse victime de sentiments si nobles »; et, en même temps, je voulus m'éloigner. Lui et sa femme me retinrent par mes habits et par les bras; mais, faisant un effort, je me dégageai et je m'élançai hors de leur habitation.

Une fois en bas, je me mis à marcher sur la place de Nicastro, et me dirigeai vers Sainte-Euphémie et Monteleone, évitant le chemin de la

maison paternelle à Squillace, parce que je ne voulais pas être la cause de sa ruine. Telle était mon agitation que je ne savais véritablement pas moi-même où porter mes pas. Plusieurs habitants armés, venus sur la place et me voyant marcher lentement, ne me dirent rien d'abord, et je m'attendais d'un moment à l'autre à quelque coup de fusil tiré contre moi ; mais bientôt ils vinrent à moi, en me demandant fort poliment qui j'étais. Je répondis que j'étais nouvellement débarqué, venant de la Sicile, et que je me rendais au camp des Anglais. Mon langage ouvert et résolu ne les empêcha point de concevoir quelques doutes; ils me dirent alors qu'ils étaient obligés de me conduire à leur commandant, et, chemin faisant, le peuple me voyant au milieu de gens armés, se mit à crier : *Mort au Jacobin*. Arrivé à la maison du commandant, je la vis entourée d'une multitude venue de Sicile, qui, sur mon assertion que j'étais récemment débarqué, venant de cette île, se mirent d'abord à me bafouer, et ensuite à me fouiller ; en m'ôtant mes bottes, ils trouvèrent sous les revers jaunes, comme on les portait alors, le brevet de mon grade, et, sur ma personne, une petite quantité de monnaie en or.

Je fus aussitôt conduit en prison sous bonne escorte, et, comme ils ne me tenaient pas pour un délinquant de peu d'importance, ils me firent mettre les fers aux pieds. Le pauvre geôlier, qui était un brave homme, m'indiquait respectueusement de quelle manière je devais me placer pour être chargé de fers, ne se doutant guère probablement que ce n'était ni la première ni la seconde

fois que j'avais supporté une pareille torture. A peine je m'étais étendu par terre avec ces fers, que je vois qu'on m'apporte des matelas, des corbeilles remplies de plusieurs plats excellents pour mon diner, un scapulaire brodé en or (appelé *abitino* en Calabre), le tout accompagné d'une petite lettre. Ce don venait de la part de trois jeunes demoiselles de la famille de Nicotera, la principale de Nicastro, qui avait, avec la mienne, d'étroites relations d'amitié, et chez laquelle j'avais logé à l'époque où, venant de Messine, j'étais débarqué en Calabre pour me rendre à Naples. Elles me reprochaient de ne m'être pas dirigé vers leur maison plutôt que vers celle de Sacco, parce qu'elles m'auraient caché et sauvé, et blâmaient vivement cet honnête et excellent Sacco de m'avoir laissé aller. Elles ajoutaient qu'elles avaient expédié un courrier à mon père pour l'informer de ma périlleuse situation. Et véritablement elles avaient mis en mouvement pour moi la ville entière de Nicastro, où j'éprouvai toute la bienveillance de ceux des habitants qui n'appartenaient pas au peuple, et quoiqu'ils le redoutassent, au milieu de cette anarchie, ils ne laissaient pas d'exercer néanmoins une prépondérance que leur donnaient le crédit et la richesse. Au milieu de tant de démonstrations cordiales et généreuses de ces jeunes personnes, il y avait aussi un projet conçu par l'une d'elles de devenir ma femme, et il ne manquait réellement que cela pour que les événements de ma vie agitée prissent la couleur d'un véritable roman.

Pendant que j'étais dans cette situation, je vis

entrer dans la prison trois gentilshommes blessés et insultés par le peuple, à cause de leurs opinions politiques. Et, comme les fenêtres grillées qui donnaient sur la place étaient très basses, la multitude y accourait armée pour nous faire des menaces et nous accabler d'injures. En cet instant on entendit plusieurs coups de fusil qui tuèrent au milieu de la place deux pauvres jeunes gens patriotes; et le peuple menaçait hautement d'entrer dans la prison pour en faire autant à notre égard. Mes compagnons se crurent arrivés au terme de leur vie, et l'un d'eux, à qui elle tenait plus à cœur, outre qu'il était fort dévot, se mit à baiser mon scapulaire.

Le jour suivant, je reçus de grand matin la visite d'un habitant de Squillace, dévoué à ma famille, qui me l'envoyait expressément. Il me décrivit la consternation profonde dans laquelle tous les miens étaient plongés à cause de moi; il me dit que mon respectable et excellent père était hors de lui-même ; qu'en marchant à grands pas dans un vaste salon de sa maison il s'écriait : *vendez tout ce que je possède*, *vendez-moi avec*, *et sauvez mon fils*. A ce douloureux récit, je ne pus retenir les larmes qui s'échappaient de mes yeux en abondance, moi qui avais souffert d'un œil sec de si tristes et de si nombreuses vicissitudes, tant en ce moment la tendresse de mon père déchirait mon âme ; et à présent même que je me rappelle ces affectueuses exclamations pour un fils qui lui avait occasionné tant de chagrins, mon cœur en est encore ému.

Les jeunes filles de la famille Nicotera n'avaient pas cessé d'envoyer de fréquents messages à mon père, et lui avaient donné avis par le dernier que le chef de bande Gualtieri était résolu de me faire fusiller au milieu de la place de Nicastro pour répandre la terreur parmi les propriétaires calabrais partisans de la France.

Une certaine famille du nom de Petroli avait eu de grandes obligations à mon père ; et deux frères appartenant à cette famille étaient alors devenus l'âme du soulèvement. L'un d'eux nommé Domenico, ancien garde du corps, était devenu capitaine de cavalerie et aide de camp du général Steward. Le second, Girolamo, était prêtre et chef de bande ; tous les deux me recommandèrent en même temps au général anglais. Mon frère aîné étant très dévoué à la dynastie des Bourbons, avait reçu quelques lettres de la reine Caroline en personne, et cette correspondance n'était point ignorée du général Steward, qui alla lui faire une visite, comme nous le dirons plus tard. A la faveur de toutes ces circonstances, on obtint sans peine du général un ordre portant que je serais mis en liberté, à la condition que mon père s'obligerait à me présenter à toute requête des supérieurs compétents, sous peine, en cas de contravention, de payer comptant une grosse somme d'argent, secours miraculeux et opportun, mais dont la partie la plus importante consistait dans la promptitude de l'exécution, car le chef de bande Gualtieri était résolu de me faire mourir le jour suivant, ce que les jeunes Nicotera eurent grand soin de me tenir caché !

Je passai ainsi le reste de la journée sans aucun nouvel incident; mais à une heure avancée de la soirée, arriva un certain Autolitano, homme de notre maison et agent de l'évêque de Squillace, suivi d'un escadron de vingt-quatre révoltés à cheval, et muni de l'ordre du général anglais. Ce fut ainsi qu'au lieu d'être fusillé le jour suivant, je fus mis en liberté.

Après avoir été remercier mes aimables et généreuses bienfaitrices, je montai à cheval au milieu de ces vingt-quatre brigands, et je m'acheminai vers la maison paternelle que je trouvai dans la désolation à cause de moi. Je la vis bientôt convertie en une véritable auberge, où la table était dressée jour et nuit afin de bien traiter les chefs de bande, dans le maintien desquels perçait un air de protection. Comme je ne pouvais souffrir la présence de ces hommes, et que d'ailleurs je ne me croyais pas trop en sûreté parmi eux, je me retirai, ou pour mieux dire je me cachai dans la maison de l'évêque qui était absent, et dans laquelle demeurait Autolitano, son agent, le même qui était venu à Nicastro pour me tirer de prison; mais, avant de prendre cette mesure, j'avais dit à mon père que ma précaution n'était point du tout hors de propos. Non content de disposer à mon gré des immenses bâtiments de l'évêché, je pratiquai, en perçant un mur, une communication avec la maison contiguë, appartenant à la respectable famille Rodio, circonstance de laquelle on riait sans cesse, même ceux qui passaient pour les plus sages.

Quoi qu'il en soit, ces précautions me sauvèrent la vie, et me donnèrent ensuite une réputation de grande adresse et de grande sagacité. Trois jours s'étaient à peine écoulés que je recueillis les fruits de ma prévoyance, car les bandes de révoltés commencèrent à arrêter et à menacer de mort presque toutes les personnes honnêtes et possédant quelque fortune, qui habitaient Squillace, sans faire grâce même à mon père, respecté de toute la province, ni à mon frère aîné, en dépit de sa correspondance avec la reine Caroline et de la croix de Malte qu'il portait sur sa poitrine sans la quitter jamais ; cette décoration donnait cependant une grande considération aux yeux du peuple des provinces.

Cependant le maréchal Masséna venait de prendre Gaëte et marchait sur les Calabres pour y étouffer l'insurrection bourbonienne.

Lorsque j'appris que Masséna était arrivé d'abord à Nicastro, puis à Monteleone, j'essayai de rejoindre la ligne française ; et quoique celle-ci ne fût éloignée que d'une distance de 18 milles de Catanzaro, l'on ne pouvait cependant la franchir sans courir de grands risques, si ce n'était s'exposer à une perte certaine. Étant allé un jour trouver huit propriétaires de Feroleto réfugiés dans Catanzaro, jeunes gens de belle apparence, tous courageux et adroits chasseurs, j'arrivai au moment où ils étaient à dîner. Ils m'offrirent de boire, burent eux-mêmes un peu plus que de coutume et se mirent en gaîté. Je saisis ce moment de joyeuse disposition pour leur persuader de monter à cheval et de me suivre jusqu'à Feroleto, leur ville natale, qui n'était qu'à

une distance de trois milles de Nicastro, où le général de division Gardane avait ses quartiers. Je leur fis croire que j'avais été assuré par quelques espions de la sûreté de la route en ce moment, ajoutant qu'il était indigne de la réputation de bravoure dont ils jouissaient qu'ils se tinssent nonchalamment renfermés dans les murs, au lieu de secourir leurs concitoyens de Feroleto. Nous fûmes tous à cheval en un moment.

Nous avions déjà parcouru les deux tiers du chemin sans faire aucune rencontre, et je répétais en moi-même l'ancien adage *Audaces fortuna juvat*, quand, au pied des hauteurs connues sous le nom *del Calderajo*, d'où commençait une longue vallée, nous apercevons à notre flanc gauche un gros détachement de révoltés dont plusieurs étaient à cheval. *Qui vive?* nous crièrent-ils. Nous répondîmes aussitôt : « *Le roi Ferdinand*, *mort à la France !* — Halte, halte donc ! » répétèrent-ils; mais nous, courant à bride abattue, commençâmes à gravir la montagne del Calderajo par un sentier très étroit, et quand nous fûmes près d'atteindre le sommet, nous nous aperçûmes que nous étions poursuivis par quelques-uns des révoltés. Nous leur criâmes qu'ils étaient des satellites de tous ces scélérats de Français et de patriotes; puis, d'après mon ordre, mes braves de Feroleto, les couchant en joue, leur tirèrent plusieurs coups de fusil. Nos ennemis alors retournèrent en arrière pour se réunir au gros de leur troupe, tandis qu'avançant au grand trot nous arrivâmes en moins de trois heures à Feroleto.

Le jour suivant, l'aube paraissait à peine qu'étant arrivé en moins d'une heure à Nicastro, j'allai trouver le général Gardane, homme plein de bravoure, mais qui manquait d'une certaine justesse de coup d'œil. Il m'ordonna de prendre le commandement de deux compagnies françaises et d'un escadron de patriotes, puis de me rendre à Scigliano avec les dépêches du maréchal Masséna qui, de Monteleone, les expédiait au général Mermet. J'eus à peine le temps de revoir mon ami Sacco et l'aimable famille Nicotera, à laquelle je devais tant de reconnaissance, et je m'acheminai dans la direction de Scigliano. Pendant toute la route nous essuyâmes la fusillade des révoltés, qui tuèrent deux soldats et en blessèrent beaucoup.

Arrivé à Scigliano, je retrouvai mon frère Florestan, qui habitait cette même maison de Pallone, dans laquelle j'avais soutenu un assaut si étrange qu'il m'avait donné dans ce pays une célébrité beaucoup plus grande que je ne m'y attendais. Florestan me conduisit auprès du général de division Mermet, qui me fit le meilleur accueil et nous retint à dîner. Il m'excitait à lui raconter les circonstances du premier exil que j'avais subi à un âge si voisin de l'adolescence ; puis les faits relatifs à la légion italique, à la fosse du Maritimo, au siège que j'avais soutenu dans la maison de Pallone, et à toute la suite de mes aventures. En écoutant ce récit, le général ne me quittait pas plus des yeux que si j'eusse été véritablement un être extraordinaire. Il m'ordonna ensuite de prendre le commandement de tous les patriotes calabrais qui,

abandonnant leurs maisons, avaient suivi le général Régnier, de les passer en revue et de me préparer à attaquer une position d'un accès difficile, bien défendue par les révoltés et très rapprochée de nous; car, en effet, nous étions environnés par eux de toutes parts, à la distance d'un mille.

CHAPITRE X

(1807-1808)

Je continue à faire la guerre en Calabre avec Masséna et le général Régnier — Siège d'Amantea. — Combat de Milet. — Je passe ensuite à Naples et je suis employé dans l'état-major français, à Corfou. — Je pars pour Sainte-Maure et fais naufrage près de Prevesa. — Les intentions d'Ali-Pacha.—Avènement de Murat. — Je retourne à Naples après un an d'absence.

Je partageai mes Calabrais en deux troupes : l'une composée des hommes les plus jeunes, comme les plus capables de supporter les marches et les fatigues de la guerre ; l'autre de ceux plus âgés, bons seulement pour la défense. Le général Mermet me donna une compagnie de grenadiers français et me chargea de porter à Masséna le courrier du roi Joseph. Nous fûmes en chemin fort éprouvés par le feu de l'ennemi et, deux jours après, j'avais rejoint le maréchal. Je fus accueilli par Masséna avec beaucoup de bonté ; mais, lorsque je m'attendais à ce qu'il m'ordonnât de commencer l'organisation des milices de toute la province, il voulut qu'au lieu de cela je suivisse tantôt l'un, tantôt l'autre des généraux français, que l'on avait chargés du soin de combattre les révoltés sur les rives opposées à celles qui étaient déjà occupées par ses troupes, c'est-à-dire de Gérace à Cotrone. Dans toutes les communes par

lesquelles je passais, en suivant tantôt le général Franceschi, tantôt le général Lucotte, j'organisais la garde nationale ; mais cette organisation n'était que provisoire, sans lien moral, et ne pouvait suppléer à celle des milices, qui aurait été bien meilleure et bien autrement utile.

A quelque temps de là, nous allâmes attaquer la commune de Saint-André, située sur le rivage contigu à celui de Squillace. Nous y essuyâmes quelques pertes ; au nombre des blessés se trouva l'aide de camp du général Lucotte, nommé Derieux, et maintenant lieutenant-général au service de la France, sa patrie. La commune fut mise à feu et à sang. Une telle guerre d'extermination, dans ma propre province, me déchirait le cœur ; car le sentiment de la nationalité commençait à s'enraciner dans mon âme et à y prendre la place de celui de la liberté, pour laquelle je ne voyais briller désormais aucun rayon d'espoir. Souvent il m'arrivait de parler avec tant d'enthousiasme de la valeur des révoltés, que les Français auraient certainement conçu quelque défiance à mon égard, s'ils n'avaient pas su jusqu'à quel point mes opinions politiques m'avaient compromis par le passé.

Je fus obligé, avec une colonne commandée par l'adjudant général Berthon, de donner l'assaut à la commune de Scandale, avantageusement située sur une hauteur, où les révoltés nous reçurent à coups de fusil en faisant par les fenêtres un feu très vif; et après nous avoir occasionné beaucoup de pertes, ils se retirèrent, protégés par les bois, les vallons et les escarpements circonvoisins.

C'est ainsi que se prolongeait cette guerre dans laquelle ni les Anglais ni le roi de Sicile ne savaient tirer parti, autant qu'ils l'auraient pu, des populations armées ; de même que les Français ne savaient point utiliser les propriétaires et les patriotes selon qu'ils auraient pu le faire. Pendant ce temps le maréchal Masséna, qui commandait les Calabres et était investi de l'*alter ego*, ordonna la formation de deux régiments légers, un par province, donnant le commandement de celui de la seconde Calabre au colonel Arcovito, et à moi celui de la première Calabre. A l'âge de vingt-trois ans que j'avais alors, former et commander un régiment devait naturellement me faire éprouver tout le bonheur d'un homme arrivé au comble de ses vœux.

Pendant que je faisais partie de l'état-major du général Verdier, sous les murs de l'Amantea dont on faisait le siège, attendant que le ministre de la guerre m'envoyât les instructions et les moyens nécessaires pour former le régiment léger, selon les ordres de Masséna, ce maréchal reçut de l'empereur Napoléon l'injonction de se rendre en Allemagne et d'y prendre le commandement d'une armée française. Son départ du royaume fit que l'on négligea la formation des deux régiments calabrais.

Le maréchal Masséna, en faisant décréter la formation des deux régiments légers dont il s'agit, avait oublié de consulter le ministre de la guerre. Celui-ci, piqué d'un tel oubli, commença par retarder l'exécution de l'arrêté du maréchal, et finit, au départ de ce dernier, par le supprimer entièrement. Ce que voyant le général Régnier, il voulut

que je retournasse dans la seconde Calabre, pour former et commander les milices. Mais ensuite, en y arrivant, il m'envoya près du général Abbé qui se trouvait à Seminara, aux avant-postes des Français.

Nous étions déjà dans les mois de l'été de 1807 lorsque les Anglais et le roi Ferdinand menacèrent de faire un nouveau débarquement : dans les avant-postes de Seminara nous étions perpétuellement sur le qui-vive. Nous nous trouvâmes en effet, peu de jours après, à Mileto, en présence des troupes siciliennes commandées par le prince de Philippstadt.

Il est à remarquer que le général Régnier, en voyant l'ennemi en ordre de bataille de la même manière qu'il avait vu les Anglais l'année précédente, agit alors avec autant de prudence et d'adresse qu'il avait montré d'audace et de témérité à Sainte-Euphémie. Il envoya sur les flancs plusieurs compagnies choisies de tirailleurs qui, à la vérité, éprouvèrent elles-mêmes de grandes pertes. Le régiment français du 23ᵉ Léger se mit en bataille perpendiculairement à l'aile droite de la ligne ennemie entre un champ labouré et quelques maisons de Mileto, tandis que moi, à côté du général Abbé, je me trouvais en face de cette même ligne. Mais tout à coup un escadron de cavalerie ennemie déboucha de l'une des rues de Mileto. Abbé, dans un instant, passa derrière le régiment, et comme je n'eus pas le temps de faire le même mouvement, je me trouvai au milieu des chevaux ennemis, qui ne s'attendaient pas eux-mêmes à trouver la ligne française et les Français en bataille; ceux-ci, surpris en

quelque sorte par les cavaliers siciliens, se mirent à faire un feu de file, de manière que je me vis dans une très fâcheuse situation. Je dus mon salut à une blessure que reçut mon cheval, car, me trouvant à pied, je pus traverser la ligne de bataille du 23e. Régnier s'étant avancé avec les siens en colonne, l'ennemi, ayant été d'abord un peu ébranlé, fut mis ensuite dans une déroute complète. Nous faisions des prisonniers à chaque pas. J'aperçus un blessé étendu sur le sol et environné de quelques uns des nôtres. Je reconnus bientôt que c'était une pauvre femme vêtue en soldat, frappée à la poitrine, mais tenant encore son fusil d'une main ferme et appelant son mari dans le délire qui semblait s'être emparé d'elle. Les seuls cavaliers ennemis purent se sauver avec le général Philippstadt et le corps des révoltés appelés volontaires, qui montrèrent plus de bon sens que leur général, car aussitôt que leur ligne eut été rompue, ils prirent le chemin des montagnes, où je les fis poursuivre par les milices.

Le combat de Mileto, où toute la troupe ennemie fut faite prisonnière, à la réserve de la cavalerie, réduisit les révoltés des Calabres en diverses bandes, de cinquante à soixante hommes tout au plus ou même d'un nombre moindre encore, qui furent ou détruites ou dispersées, tant par les Français que par nos milices.

Je demandai alors la permission d'aller à Naples, avec l'intention de ne plus retourner dans ces provinces. Comme les Français occupaient les îles Ioniennes et que le roi Joseph, qui en avait la direction suprême, y envoyait des officiers du génie

et d'artillerie napolitains, je demandai à y être employé dans l'état-major de Corfou, jugeant qu'il valait mieux servir avec les Français dans une terre étrangère que dans mon propre pays, qui leur était soumis. Outre cela, le général Donzelot, que j'avais connu en Calabre comme chef de l'état-major de Masséna, allait dans cette île et désirait beaucoup m'avoir auprès de lui. Il passait pour être l'un des meilleurs généraux français, mais ses opinions politiques l'avaient presque fait tomber dans la disgrâce de Napoléon. Ma demande fut accueillie, et dans le mois de novembre 1807 je me rendis à Otrante, où je m'embarquai vers le soir pour Corfou, par un vent favorable mais très fort; au bout de dix heures je débarquai à Casopo, point très rapproché de la place de Corfou. Le gouverneur général des îles Ioniennes était César Berthier, frère du prince de Neuchâtel, le compagnon d'armes et l'ami inséparable de Napoléon, tant que ce dernier fut favorisé de la fortune.

Les renseignements que j'avais fait transmettre au général Berthier et la manière dont le général Lucotte, en lui écrivant, s'exprimait sur mon compte, me valurent l'accueil le plus favorable et le plus flatteur. Il me chargea du reste, aussitôt arrivé, de diverses petites opérations militaires que j'eus la chance d'exécuter à sa complète satisfaction.

Le général Donzelot, qui commandait dans l'île Sainte-Maure, écrivit au gouverneur général Berthier, en le priant de m'envoyer auprès de lui. Je résolus de m'embarquer sur un bâtiment de Sainte-Maure dont le capitaine passait pour un excellent

marin, et qui me promit de me cacher dans quelque coin de son vaisseau dans le cas où nous serions rencontrés par les Anglais. Nous étions au mois de février et nous avions, à minuit, un vent très favorable quoique assez fort. A peu de distance de Sainte-Maure, le timonier, se trompant de direction, fit heurter le bâtiment contre les écueils de Prevesa. Le choc fut tel que, lorsque je fus monté sur le pont pour savoir ce qui était arrivé, il me fut impossible de redescendre pour sauver au moins mon argent, car le vaisseau était déjà tout rempli d'eau. Il ne me resta donc que 1.000 francs que j'avais en or dans une ceinture que je portais sur moi. Nous nous élançâmes tous alors dans la chaloupe, qui heureusement n'était pas sur le bâtiment, mais le suivait à la remorque. Comme le vent soufflait avec violence et que la mer était très forte, nous fumes en grand danger de couler à fond; cependant à force de rames et avec des peines infinies, nous atteignîmes un écueil qui touchait presque à la terre. Le froid était tellement intense que, si je n'avais pas pris un manteau à manches de l'un des matelots, je serais certainement mort gelé !

Je sus par les marins que nous étions à peu près à deux milles de distance de Prevesa, mais que nous courions grand risque d'être attaqués à l'aube du jour par des Turcs qui chercheraient à s'approprier les débris du naufrage. Je promis une bonne récompense à deux des matelots s'ils arrivaient avant le jour à Prevesa, afin de demander au consul français aide et protection pour un officier supérieur de l'état-major de Corfou qui avait fait nau-

frage. En effet, le jour paraissait à peine qu'il nous arriva des gens de Prevesa envoyés par le consul général Pouqueville, le même qui, depuis, a écrit l'histoire de la révolution grecque. En me voyant il me dit que mon naufrage devenait extrêmement utile aux corps français distribués dans les sept îles, parce qu'il avait besoin de donner connaissance de plusieurs faits relatifs à la perfidie d'Ali, pacha de Janina ; qu'il n'avait pas voulu les écrire, et que, pour ne pas éveiller les soupçons de cet astucieux musulman, il n'osait traverser la mer. Il me chargea de rapporter au général Donzelot qu'Ali-Pacha était sur le point de se réunir aux Anglais pour attaquer l'île voisine de Sainte-Maure et que, bien qu'il n'eût pas osé se déclarer ouvertement contre la France, il devait du moins les aider par des voies détournées à prendre, avec Sainte-Maure, Zante, Ithaque et Cerigo, non loin de la Morée, gouvernée par son fils. Enfin le consul ajoutait qu'il était certain qu'en peu de temps l'ennemi débarquerait à Sainte-Maure.

Je me rendis le même jour de Prevesa dans cette île où je trouvai le général Donzelot fort affligé, tant par les nouvelles qu'il savait déjà que par celles que je lui apportais.

J'étais le seul officier italien dans l'état-major de Donzelot, qui avait beaucoup de bonté et d'amitié pour moi. En même temps, comme il ne pouvait souffrir les duels, j'avais soin de me conduire avec assez de prudence pour les éviter, sans permettre toutefois que le nom italien ou que le nom napolitain fussent attaqués. Cependant je me vis forcé

un jour de demander raison à un chef d'escadrons qui parlait des Napolitains d'une manière tant soit peu équivoque; il protesta qu'il n'avait pas eu l'intention d'offenser mes compatriotes, et ainsi se termina l'affaire. Mais il en arriva tout autrement d'une querelle que j'eus avec l'adjudant-commandant Forestier, homme très brave, qui cherchait à se faire un nom au moyen de duels; nous nous battîmes à l'épée à plusieurs reprises, et nous nous trouvâmes bien quatre fois poitrine contre poitrine sans qu'il en résultât de blessure de part ni d'autre. Les témoins, qui étaient Français, firent terminer l'affaire, et Forestier ayant été le provocateur, le général Donzelot ne me fit aucun reproche. Ce duel, au surplus, m'en épargna plusieurs autres.

La correspondance du gouverneur général avec Ali, pacha de Janina, m'était exclusivement confiée. L'ignorance crasse, l'astuce, la malignité et la manière d'écrire du musulman auraient donné quelque valeur à cette correspondance si elle eût jamais été publiée. Lorsque Donzelot lui demandait de permettre aux commissaires français d'acheter des bestiaux pour nourrir sa garnison, l'autre se montrait tout prêt à souscrire à la demande, et il ordonnait ensuite secrètement aux propriétaires des provinces qui lui étaient soumises de ne rien vendre aux Français. Il écrivait dans le même temps que, si la mort enlevait l'empereur Napoléon, la douleur qu'il en ressentirait le conduirait au tombeau. Il poussait du reste l'ignorance jusqu'à croire que Paris était au bord de la mer, et que Prevesa était au nombre des premières places fortes de l'Europe,

tandis que ses fortifications se bornaient à un fossé creusé autour de la place et à un parapet de terre soutenu par des pièces de charpente.

Ce fut dans cette année, par un décret du 15 juillet 1808, que l'empereur Napoléon nomma roi d'Espagne son frère Joseph, le remplaçant au trône de Naples par Joachim Murat.

Le règne déplorable de Joseph et la réputation de brave guerrier dont jouissait Joachim Murat, jointe aux avantages extérieurs dont il était doué, firent qu'à son entrée à Naples il fut accueilli avec transport par toute la population. A peine installé, il s'occupa à organiser l'armée, réduite à un véritable état de délabrement, et, parmi ses autres dispositions utiles, il publia un ordre pour que tous les officiers napolitains employés dans les îles Ioniennes rentrassent dans le royaume. En conséquence, je pris congé du général Donzelot, et je m'embarquai pour la Pouille. On courait plus de dangers d'être pris par les Anglais pendant cette courte navigation que dans toute autre, parce qu'ils avaient renforcé leurs croisières dans l'étendue de ce trajet de mer. Nous mîmes encore à la voile par un vent des plus forts, et en vingt-quatre heures j'arrivai heureusement à Barletta, d'où je me rendis à Naples sans délai.

CHAPITRE XI

(1809 à 1810)

Le roi Joachim Murat me nomme son officier d'ordonnance. — Missions qu'il me donne. — Les Anglais menacent d'un débarquement. — Rome et les Etats de l'Eglise deviennent provinces de l'Empire français. — Mission périlleuse à travers les Calabres révoltées. — Voyage du roi à Paris. — Son retour et son projet de débarquement en Sicile.

Le roi Joachim s'était appliqué, avec beaucoup de sollicitude et d'activité, à organiser les divers corps de l'armée. Mon premier soin fut de me présenter à lui, auprès duquel l'accès était plus que jamais facile, en dépit de l'importance que se donnaient les chambellans de service. Pendant que j'attendais dans la salle contiguë à celle où se tenaient les courtisans napolitains et français, le duc Girella, préfet du palais, vint me raconter toutes les intrigues et toutes les bassesses au moyen desquelles plusieurs d'entre eux avaient obtenu des emplois à la cour. Aussitôt que je fus admis en présence de Joachim, je lui présentai l'autorisation qu'il m'avait donnée en 1802, de me rendre en Égypte. Il lut attentivement, en outre, l'état de mes services, et la commission qui m'avait été donnée par Masséna d'organiser un régiment de Calabrais. Lorsqu'il eut terminé la lecture de ces documents,

je lui dis que j'attendais de sa justice le grade de colonel. Le roi me répondit qu'en me nommant son officier d'ordonnance, il allait me donner une preuve de la bonne opinion qu'il avait de moi. Je me souviens qu'en ce moment j'étais si occupé à admirer l'élégance de sa personne, à laquelle son affabilité ajoutait encore, que je ne songeai pas même à le remercier.

Trois jours après, je reçus de ce prince le brevet d'officier d'ordonnance; et, comme plusieurs officiers napolitains et français prétendaient à cette charge sans avoir jamais pu l'obtenir, malgré toutes les protections qu'ils avaient à la cour, ils ne pouvaient se persuader qu'il ne me fût même jamais venu dans la tête de solliciter cette faveur si grande.

Les intrigues de l'Angleterre firent éclater deux soulèvements dans les deux provinces de Bari et de Lecce, la première dans la province de Sant-Eramo, et la seconde dans celle d'Oria. Le roi m'expédia à Oria, en me chargeant de lui faire connaître tous les détails de ce soulèvement, et de dire au général Ottavi, corse de naissance, qui commandait cette division militaire, d'épargner autant que possible l'effusion du sang. Je trouvai ce général se promenant sur l'esplanade au milieu de sa petite troupe et examinant une potence qu'on y avait dressée pour y pendre douze habitants qui, ayant été les premiers à se révolter et à attaquer un escadron français, avaient été condamnés à mort par un conseil de guerre. L'escadron averti à temps était monté à cheval et avait taillé en pièces une quantité d'insurgés.

Ce fut en vain que j'exhortai le général à faire grâce à ces malheureux, en lui disant que le roi n'était déjà que trop affligé du sang qui malheureusement avait été répandu jusqu'alors. Il me répondit que l'exécution de ces douze coupables était absolument nécessaire, et que, si je n'étais pas venu, il en aurait fait pendre jusqu'à trois cents. Et, ce qui est plus encore, tous les citoyens des classes civiles de cette province, tous antibourboniens, c'est-à-dire attachés à notre parti, approuvèrent la conduite d'Ottavi ; puis, se tournant vers moi, ils disaient qu'il m'était bien facile de parler de clémence, puisque je ne devais pas rester en ce lieu, mais que, pour eux, ils préféraient la mort de ces rebelles défenseurs de la cause anglo-bourbonienne, à l'inconvénient d'exposer leurs biens et leurs existences à la férocité de leurs ennemis. Ce langage, il faut encore le remarquer, n'était pas tenu par des gens vulgaires, mais par d'honnêtes pères de famille et d'excellents citoyens, tant il est vrai que, dans les guerres civiles, il est difficile de distribuer la louange ou le blâme avec justice et impartialité. Je fus plus heureux dans une autre circonstance où je réussis à persuader au général Ottavi d'user de plus de douceur à l'égard des révoltés de Sant-Eramo, en épargnant le sang, selon les intentions du roi. Il consentit en effet à se montrer plus clément.

Telle était l'habitude prise par le roi de me charger de soins divers qu'on eût dit qu'il n'avait pas d'autres officiers d'ordonnance auprès de lui, car il ne me laissait pas un moment de repos, même pour des affaires de peu d'importance.

Les provinces restées sous la domination du Saint-Siège, et le Pape lui-même, étaient entièrement du parti anglais. Quoique le Pape, en apparence, se montrât favorable à Napoléon, il agissait sous main en ennemi. L'empereur, à qui rien n'échappait, tant sa vigilance était active, finit par se décider à dépouiller le Pape de tout pouvoir temporel, et il effectua une résolution si hardie, au moment où l'on était encore incertain du succès de la campagne d'Autriche, qui se termina glorieusement par la bataille de Wagram.

Ce fut alors que 5.000 hommes seulement, dont 2.000 Français et 3.000 Napolitains, envahirent les États pontificaux. Napoléon investit le roi de Naples du commandement des provinces papales, en lui laissant le soin de changer le gouvernement. Le roi m'ordonna de me rendre à Rome avec une dépêche pour le général Miollis, chef de la junte, composée de lui, de Saliceti et de trois autres membres, laquelle junte devait proclamer Rome la seconde ville de l'empire français, et diviser l'État de l'Église en plusieurs départements. Le roi me recommanda en même temps de répandre le bruit qu'il arriverait d'un moment à l'autre à Rome, et que plusieurs corps de Napolitains s'étaient déjà mis en marche. Je savais bien, toutefois, que ni le roi, ni aucune portion de ses troupes, ne pouvaient quitter le royaume menacé d'un débarquement de 20.000 hommes, tant Anglais que Siciliens. Le roi ajoutait, en outre, que la junte devait sans retard déclarer que la Romagne faisait partie maintenant de l'empire français, et il me donna l'ordre de ne partir de Rome

que lorsque ces actes de politique seraient entièrement accomplis, afin de lui rendre compte de l'effet que produiraient sur le peuple de cette capitale de si grands changements. A mon arrivée à Rome, je vis tous les membres de la junte, excepté le général Miollis, à qui ma dépêche était adressée; il se fit attendre pendant plusieurs jours, parce que les ordres de l'empereur, alors près de Vienne, en face de l'ennemi, ne lui étaient parvenus qu'après un long retard.

Je m'aperçus bientôt que les peuples de l'État romain abhorraient l'idée de devenir français. Je me souviens de la fameuse allocution que Saliceti, ministre de la police de Naples, fit aux notables de Rome, dans la magnifique galerie Farnèse. Ces notables refusèrent tous les emplois législatifs et administratifs qui leur étaient offerts, refus dicté tant par un louable patriotisme que par le peu de confiance qu'ils avaient dans la fortune de Napoléon. Saliceti, pour triompher de cette résistance, leur disait que les hommes en société étaient partagés en enclumes et en marteaux, et qu'en refusant de devenir marteaux ils seraient nécessairement réduits à rester enclumes : comparaison oratoire tout à fait nouvelle et passablement étrange.

En attendant, il nous arrivait des rives du Danube des bulletins de Napoléon qui parlaient de faits d'armes admirables. Mais ces bulletins étaient affichés à l'envers, par les rusés Romains, sur les murs et sur les colonnes de la ville éternelle, voulant dire par là que les faits d'armes accomplis sur le Danube étaient exposés d'une manière con-

traire à la vérité. Le Pape était renfermé dans le Quirinal, d'où il lançait des protestations et fulminait des excommunications. Rome enfin fut déclarée seconde ville de l'empire et les provinces partagées en départements français, sans qu'il y eût aucune des émeutes que l'on avait redoutées. Je pris alors congé de Miollis et de Saliceti, emportant avec moi des lettres de leur part pour Joachim, et je retournai à Naples avec la plus grande célérité.

Je trouvai dans le salon du roi le prince de Caramanico, chambellan de service; il me dit que dans peu d'heures il devait suivre le roi à Rome; et comme il me demanda si Sa Majesté était attendue dans cette capitale, je lui répondis affirmativement. Ainsi les gens de la cour croyaient encore, à ce moment, que le roi partirait quelques heures après. Mais il me dit, au contraire, qu'il était bien éloigné de l'idée de ce voyage, parce que le télégraphe annonçait que l'armée anglo-sicilienne était en vue; néanmoins il n'était pas fâché que le bruit de son départ se répandît. Nous étions à la moitié de juin, et le télégraphe avait effectivement transmis la nouvelle que plusieurs vaisseaux, tant de guerre que de transport, venus de la Sicile, côtoyaient nos rivages. Cette armée, après avoir débarqué sur plusieurs points du royaume quelques détachements de révoltés, afin de fomenter la guerre civile, s'avançait vers la rade de Naples. Le roi voulut alors concentrer l'armée française dans les environs de la capitale, excepté la division du général Partouneaux, qui défendait les deux Calabres. Le roi, m'ayant fait appeler, me donna l'ordre de faire

marcher les corps campés entre le Garigliano et San Germano, et ils se mirent tous en mouvement sous mes yeux.

A mon retour, il me remercia de ma promptitude et il exigea que j'allasse me reposer pour me préparer à de nouveaux services. En effet, il me fit appeler peu d'heures après pour m'ordonner de me rendre à Misène, afin de faire passer à l'île d'Ischia un bataillon suisse, dans la vue de défendre plus efficacement cette île contre les Anglais qui menaçaient d'y débarquer, et il m'enjoignit de revenir le plus promptement possible, pour lui rendre compte des mouvements des vaisseaux ennemis autour de Procida et d'Ischia.

En arrivant à Misène, je vis le canal occupé par les vaisseaux de guerre de l'Angleterre, ce qui me mettait dans l'impossibilité de faire débarquer dans l'île non seulement un bataillon, mais d'y débarquer seul moi-même, si je l'avais entrepris. Je retournai donc vers le roi, à plus de minuit; mais, comme il était indispensable de lui faire connaître, sans retard, les opérations de l'armée ennemie, j'entrai sans hésitation dans sa chambre à coucher, et je le réveillai d'un profond sommeil. Il commença par croire, ou, pour mieux dire, à espérer que l'ennemi débarquerait dans quelques heures, et que dans la journée une bataille déciderait de tout. Il m'ordonna donc de remonter à cheval et de m'avancer promptement vers Pozzuoli, afin de m'y trouver à l'aube du jour.

La situation du roi Joachim était si hasardeuse qu'il désirait avec raison qu'une bataille eût lieu sur

cette plage. Les troupes étaient exténuées par une marche continuelle dans une saison si chaude. Entre Rome, Naples et Monteleone, dans la Calabre, on ne rencontrait point de troupes sous les armes, et les populations menaçaient de s'insurger, depuis que les milices, quoiqu'elles rendissent de grands services, n'étaient plus assez fortes pour pouvoir les contenir. Je suivis donc le roi, qui avait rassemblé dans les environs de Pozzuoli, à peu près 16.000 hommes, avec lesquels il espérait battre les Anglais. Ceux-ci auraient bien pu en débarquer 18.000; mais ils se contentèrent de débarquer dans les îles de Procida et d'Ischia, en évitant le combat. Le roi revint le soir à Naples avec toute sa suite, et au moment où je croyais pouvoir jouir d'un peu de repos, il me fit appeler et me dit, avec une émotion visible, qu'il était indispensable que je me rendisse en Calabre, pour porter au général Partouneaux l'ordre de marcher sur Naples, avec sa division, ajoutant que, si j'étais attaqué par les insurgés, je devais mâcher et avaler l'ordre pour qu'il ne tombât pas entre les mains des Anglais. Il me dit encore qu'il n'ignorait pas à quel péril j'allais m'exposer ; mais que l'importance du service exigeait à tout prix la retraite de Partouneaux et de sa division. Il ordonna, en outre, que cet officier général laissât dans les Calabres un seul bataillon pour servir de point de ralliement aux patriotes qui auraient à soutenir une guerre défensive contre les révoltés.

La commission qu'il me donnait ne pouvait certainement être ni plus scabreuse ni plus périlleuse ;

aussi mon ami Gaetano Coppola me regardait-il comme perdu, sans espoir de me revoir jamais, et ce n'était pas sans raison; car de Naples au quartier général de Partouneaux à Monteleone, tout était parsemé de bandes nombreuses et formidables d'insurgés. Au moment de partir, je laissai à mon valet de chambre une lettre pour mon frère Florestan, afin qu'il la lui envoyât, dans le cas où je serais tué en chemin. Florestan commandait la province de Molise, où les révoltés lui donnaient beaucoup à faire.

A mon passage à Salerne, l'intendant de la province, Tommasi Susanna, qui avait été mon supérieur au collège militaire, me représenta que c'était une véritable folie que de croire à la possibilité de pénétrer seul comme je l'étais jusqu'à Monteleone ; car, pendant la nuit précédente, les révoltés avaient mis à feu et à sang, en vue de Salerne même, une riche maison de campagne. A moitié chemin entre Salerne et Lagonegro, une bande d'insurgés postés au sommet d'une colline, me voyant tout seul sur la route postale, se précipitèrent pour m'arrêter; mais je courais d'une telle vitesse qu'ils ne purent m'atteindre. Entre Castrovillari et Tarsia, je fus protégé par les milices. En entrant dans la province de la seconde Calabre, quoique le danger allât toujours croissant, je me crus cependant plus en sûreté, tant par la connaissance que j'avais des localités que par les secours qui pouvaient me venir des milices autrefois organisées sous mon commandement. Arrivé à Nicastro, m'apercevant que deux fortes bandes occupaient déjà la rue princi-

pale, je cherchai à réunir un gros détachement de milices et de gendarmes, avec le secours desquels, attaqué dans la direction de Sainte-Euphémie, après avoir lutté contre l'ennemi pendant plus d'une heure, je fus assez heureux pour pouvoir m'échapper, et je parvins dans la même journée, jusqu'à Monteleone. Le général Partouneaux, avant de mettre ses troupes en marche sur Naples, se décida à faire sauter le fort de Scilla, pour qu'il ne tombât pas entre les mains de l'ennemi. Je repris alors le chemin de Naples, avec le premier détachement de la division.

Les Anglais ne pouvaient se résoudre à opérer leur débarquement sans être d'abord certains, comme ils en avaient l'espérance, du mauvais succès de Napoléon dans la campagne de Wagram, et sans que de redoutables soulèvements eussent contraint Joachim à se replier sur Rome, ou du moins à diviser ses forces sur divers points du royaume. Mais, quand ils apprirent que l'armée de Napoléon était victorieuse en Autriche, et qu'ils virent que les révoltes, suscitées par eux dans les provinces du royaume, ne répondaient pas à leurs espérances, les Anglais avec leur flotte rentrèrent en Sicile, après avoir mis en danger des milliers et des milliers de populations accourues aux armes, en laissant sur le rivage une quantité d'anciens insurgés, accueillis d'abord en Sicile, et qu'ils venaient de faire débarquer dans plusieurs endroits du royaume, où presque tous rencontrèrent la mort par la main des milices qui servaient avec beaucoup de zèle, et sans lesquelles Joachim aurait été obligé de se re-

tirer sur Rome. Tous ces événements si favorables au roi étaient arrivés après mon départ de Naples, et, pendant que j'y retournais, de nouveaux ordres avaient été expédiés au général Partouneaux de ne point évacuer les Calabres. Joachim, en m'apercevant, manifesta le plus vif regret de ce que le général français avait fait sauter le fort de Scilla, et l'en blâma hautement. Je voulus essayer de défendre cette action, ce qui l'irrita un peu contre moi, et je ne pus jamais lui faire comprendre que, si les chances de la guerre avaient pris une mauvaise tournure pour lui, Scilla serait inévitablement tombée au pouvoir des Anglais, et que, pour le ravoir, il aurait fallu prodiguer nécessairement du temps, de l'argent et du sang. Le roi, ne se voyant plus menacé dans le royaume, s'appliqua de tout son pouvoir à le réorganiser et à faire cesser les soulèvements, usant de toute sa vigueur, de toute sa fermeté et plus encore de la clémence à laquelle il était naturellement très enclin, beaucoup plus même que les propriétaires armés, qui étaient encore irrités des pertes qu'ils avaient faites et dans leurs biens, et dans les objets de leurs affections.

J'étais dans un mouvement continuel, parcourant les provinces dans tous les sens, par ordre du roi, et rarement escorté par des gendarmes ou par d'autres corps de cavalerie. Dans cette année 1809, je fus nommé colonel, et mon frère Florestan fut élevé au grade d'adjudant-général, et, en même temps, chef de l'état-major de la division napolitaine qui se trouvait en Catalogne. Quelques-uns des corps de cette division avaient

combattu parmi les Français dans le Tyrol, avec la même bravoure et la même énergie qu'ils déployèrent ensuite en Espagne. Le roi, très satisfait de la conduite de Florestan, ne voulait pas qu'il allât faire la guerre dans ce pays, à cause de la grave blessure qu'il avait reçue dans la poitrine et qui n'était pas encore fermée ; mais il persista et obtint la permission d'y aller.

Les dernières tentatives des Anglais, en laissant le royaume presque dans le même désordre où il était tombé en 1806 après la bataille de Sainte-Euphémie, servirent beaucoup à raffermir le moral des peuples, du moment où une confiance sincère et mutuelle commença à s'établir entre le roi Joachim et la nation. C'était là l'aurore qui annonçait un nouvel ordre de choses plus heureux. La classe des nobles et celle des riches, organisées en milices, et aimant tous la liberté, avaient plus ou moins combattu l'insurrection bourbonienne, qui ne put jamais parvenir à s'emparer d'aucune ville, et même, parmi le peuple, d'abord si aveuglément dévoué aux Bourbons, l'affection était tellement affaiblie qu'on pouvait presque dire qu'elle était éteinte ; si tant est qu'ils eussent conservé quelques partisans, ceux-ci n'étaient plus excités que par l'amour-propre et un opiniâtre esprit de parti. Enfin, l'insurrection changea d'aspect, comme cela devait être, se trouvant diminuée de nombre et hors d'état, par conséquent, de se livrer aux mêmes atrocités que dans le commencement.

La marine napolitaine, en dépit de son infériorité

numérique, eut aussi l'occasion de se signaler avec éclat dans diverses rencontres.

De l'autre côté, le roi améliorait l'administration publique, non seulement par l'activité et l'énergie dont il avait fait preuve en donnant une sage direction aux affaires, mais encore par la clémence naturelle dont il avait usé pour ramener les esprits égarés.

La première fois que Joachim, après les événements précédemment rapportés, alla faire une visite à Napoléon à Paris, celui-ci, entouré d'une cour nombreuse, dit à haute voix en voyant entrer son beau-frère dans le grand salon : « voilà un roi qui ne recule jamais. » Si Joachim avait su mieux organiser l'armée napolitaine et y maintenir la discipline entre celle-ci et les Français qu'il avait à son service, il aurait certainement eu de meilleurs résultats que ceux qu'il obtint. Ce prince, par sa disposition généreuse, et peut-être trop accessible à la flatterie, ne punissait jamais, et récompensait même non seulement ceux qui le méritaient, mais encore ceux qui n'en étaient pas dignes, parce qu'il ne savait pas résister aux prières des courtisans, et moins encore à celles des dames de la cour ; à l'exemple de tous les princes de la terre, il se montrait libéral envers ceux qu'il appelait ses dévoués, sans s'apercevoir que plus les hommes sont vils, et plus ils affectent de dévouement aux princes en applaudissant invariablement à leur pouvoir. La beauté de sa personne et son sourire, particulièrement agréable, faisaient encore ressortir la bonne grâce de ses manières, si ce n'est

qu'il y mettait plus d'importance que son devoir et sa dignité ne l'eussent exigé. Sa parure éclatante plaisait à la multitude et aux soldats, quoique les prétendus sages en fissent des railleries. Il était adoré à sa cour par sa politesse pleine d'affabilité, et qui était d'autant plus frappante qu'on l'aurait moins attendue de son origine plébéienne. Mais, comme il avait été élevé dès sa première jeunesse dans un collège à Toulouse, il en avait très bien profité. Il ne m'arriva jamais de me présenter devant lui après avoir exécuté quelqu'un de ses ordres, sans qu'il m'en remerciât obligeamment. Il revenait un jour du Champ-de-Mars, quand une femme tout en larmes s'étant approchée de lui avec une pétition à la main, le cheval se cabra, effrayé à la vue du papier déplié; le roi fut lancé à terre, et, après avoir juré à la manière française, il prit la pétition et accorda la grâce que demandait cette femme, en faveur de son mari qui devait être exécuté le jour suivant. Des gens de toute classe, et même des officiers de l'armée, n'avaient point de honte de se présenter au roi, au milieu de la rue, avec une requête et un encrier à la main, et le bon Joachim accordait sans peine les faveurs demandées, ne s'apercevant point que ce n'était pas là le véritable moyen de se rendre populaire, et que les grâces ainsi accordées, étant presque toujours injustes, ne font qu'exciter la haine et le mécontentement universels.

C'est vers cette époque que le roi fit presque coup sur coup deux voyages à Paris pour le divorce de Napoléon et son mariage avec Marie-Louise.

Ces deux voyages me donnaient un peu de repos; mais, au lieu de m'abandonner aux plaisirs et à la dissipation que Naples m'offrait, j'appliquais tous mes soins à poursuivre mes études interrompues; et sous la direction d'un jeune et savant officier du génie, j'étudiais les fortifications militaires, dont j'avais déjà une connaissance assez étendue. Je lus et relus ensuite de moi-même la comptabilité française des corps qui composent une armée, ce qui était un véritable chaos; mais je désirais la bien connaître parce que je voulais demander le commandement d'un régiment en Espagne.

Le roi revint de Paris, et nous tous qui composions sa maison militaire allâmes à sa rencontre au delà de Capoue, d'où nous l'accompagnâmes jusqu'à Saint-Leuci. Pendant le chemin, il parla à tous avec son affabilité ordinaire. Il nous dit, entre autres choses, que Napoléon lui avait promis de visiter Naples dans peu de temps. Enfin, le roi nous déclara aussi son intention positive d'effectuer un débarquement en Sicile. Mais ce langage, tenu en public, me fit soupçonner que ce prétendu projet de débarquement n'était qu'une pure menace pour faire diversion aux Anglais, alors occupés de la guerre d'Espagne et de Portugal. Cependant la menace fut plus sérieuse que je ne l'avais supposé, car peu s'en fallut que nous ne prissions la Sicile.

CHAPITRE XII

(DE LA MOITIÉ DE 1810 A LA FIN DE 1811)

Le roi part pour effectuer un débarquement en Sicile. — Ordres et occurrences divers pendant les quatre mois qui précédèrent cette tentative. — Le roi m'envoie « prendre une chose qui parle ». — La revue du 15 août sous le feu des vaisseaux anglais. — On retourne à Naples. — J'obtiens le commandement d'un régiment en Espagne.

Le roi donna l'ordre de réunir sur la côte du Phare, en Calabre, une grande quantité de barques de transport. Il y expédia ensuite le peu de barques canonnières qu'il avait, désignant même sous ce nom d'autres espèces de petites chaloupes armées d'une pièce d'artillerie. Il ordonna, en outre, que l'on dressât entre Reggio et Scilla un grand nombre de batteries, et il fit marcher cette fois trois divisions françaises avec une d'infanterie napolitaine. Il fit ensuite les dispositions nécessaires pour que quelques corps de cavalerie se dirigeassent vers Seminara et Palmi, à vingt-quatre milles environ de Reggio. Enfin, sans même attendre que tous ses ordres fussent complètement exécutés, il partit pour les deux Calabres avec toute sa maison militaire.

Pour notre malheur à nous qui le suivions, il avait reçu en présent de l'empereur de Russie un petit droshki, lequel, bien qu'il fût à quatre roues,

allait avec une extrême vitesse, même sur des routes qui n'étaient point construites pour les voitures, de sorte qu'il courait rapidement dans ce léger véhicule sans trop se fatiguer. Quoiqu'il y eût une distance de quarante milles au moins entre Castrovillari et Cosenza, nous y arrivâmes en peu d'heures en suivant le droshki, mais non sans que nos chevaux en souffrissent considérablement.

Le roi voulut aller voir l'ancien château qui domine Cosenza, et pendant que nous étions à pied sur la place d'armes, je reçus du cheval du roi un violent coup de pied qui me fit tomber sur le sol presque privé de sentiment. Le roi vint à moi aussitôt et me recommanda à son chirurgien qui, m'ayant examiné dans le château même, appliqua à la partie malade de l'esprit-de-vin mêlé avec de l'eau. Je m'imaginais que je ne pourrais plus jamais me soutenir debout, tant la douleur que je ressentais était violente. Le roi envoyait tous les matins son chambellan chez moi pour avoir de mes nouvelles ; au bout de trois jours, il partit avec sa suite, et je restai pendant deux semaines étendu dans mon lit, en comptant les heures qui s'écoulaient pendant que j'étais dans cette facheuse position. Enfin, sans attendre une guérison complète, je montai à cheval et rejoignis le roi à Monteleone.

L'insurrection calabraise avait déjà cessé, et le peu de révoltés répandus dans les campagnes étaient considérés comme autant de brigands proscrits par la loi. Le roi, enclin par caractère à pardonner, n'obtenait aucun résultat des amnisties promulguées, parce qu'il en accordait trop souvent

et mal à propos. Les gardes nationales, quoiqu'elles fussent soutenues par toute l'armée qui menaçait la Sicile, ne parvenaient point à détruire quelques centaines de malfaiteurs qui infestaient les Calabres. En vain, je représentais au roi que les gardes nationales devaient être autrement organisées, mais lui, qui me supposait dans des tendances extrêmement démocratiques, ne voulut jamais me confier ce soin.

Le roi se trouvait donc avec sa suite et ses légions dans la ville de Scilla et dans les environs. L'armée se composait de trois divisions françaises, d'une division napolitaine peu nombreuse et de la garde royale à pied, 22.000 hommes en tout. Divers corps de cavalerie se tenaient entre Palmi et Seminara. Un convoi maritime qui nous était destiné s'avançait vers Scilla. Le roi, placé dans une des batteries du château, voyait les vaisseaux ennemis s'efforcer de capturer notre convoi et donnait des ordres pour que les canonnières et les demi-canonnières allassent sans retard contre l'ennemi. Mais, comme le courant du détroit se trouvait contraire en ce moment, il était impossible d'exécuter ses ordres avec promptitude.

Cependant le roi, qui n'entendait rien à la théorie des courants, envoyait des ordres pour que l'on naviguât en droite ligne, les renouvelant avec impatience à tout moment par le moyen de ses officiers; enfin, à défaut de ceux-ci, il envoyait ses chambellans et jusqu'à ses domestiques. Qui croirait que, durant tous ces mouvements, il avait auprès de lui un colonel de marine, et que celui-ci,

le voyant furieux, fut intimidé au point de n'oser le tirer de son erreur! En même temps les officiers de sa maison militaire, dont je faisais partie, étaient embarqués avec moi sur les canonnières, et nous fûmes poursuivis de si près par l'ennemi qu'il s'en fallut peu que nous ne fussions tous faits prisonniers. Nous nous rendîmes dans une grotte située proche de cette plage qui était foudroyée par l'artillerie des vaisseaux ennemis. Les Anglais néanmoins furent très incommodés du feu de nos batteries et de l'artillerie de notre flottille, qui combattait avec valeur quoiqu'un peu en désordre, sous les yeux de ce nouveau Charles XII qui, parce qu'il était grand-amiral de France, s'imaginait connaître ce qui regarde la marine.

De tous les points des côtes du royaume vis-à-vis de la Sicile, il nous arrivait des barques de transport, en dépit de la marine anglaise qui les poursuivait pour s'en emparer ou pour les détruire. Mais ces barques naviguaient, protégées par nos canonnières et par les batteries que l'on avait placées de distance en distance pour la défense de nos côtes. Dans les premiers jours de notre arrivée à Scilla, les forces anglaises de mer et de terre destinées à la défense de la Sicile étaient peu importantes, tandis que nous avions déjà rassemblé un nombre de barques suffisant pour opérer le débarquement sur le point le plus rapproché de l'île avec 4.000 hommes; et munis de batteries assez formidables pour croiser nos feux avec ceux de terre ferme, nous aurions pu, dans l'espace d'un jour et d'une nuit, recevoir le reste des troupes. Une pareille opération était certaine-

ment difficile et périlleuse, et le roi, qui ne craignait point les dangers, semblait pourtant n'être pas suffisamment libre de ses mouvements.

D'après ce que l'on disait et ce que j'observais moi-même, on pouvait soupçonner que le général français Grenier, désigné par l'empereur comme chef de l'état-major de Joachim, avait reçu de son souverain des instructions secrètes pour s'opposer à tout débarquement hasardeux. Il est certain que non seulement Grenier, mais les trois autres généraux de division français, se montraient fort peu empressés à l'égard du débarquement, à la suite duquel, s'il n'eût point réussi, nous aurions péri, ou eussions été faits presque tous prisonniers. Le but de Napoléon était de faire diversion aux Anglais afin qu'ils retirassent une partie de leurs forces qu'ils avaient distribuées en Espagne et dans les îles Ioniennes, tandis que les vues de Joachim étaient toutes dirigées vers le débarquement dans la Sicile, à la suite duquel il espérait s'emparer de cette île.

Pendant ce temps des vaisseaux et des régiments anglais arrivaient à Messine. Il ne pouvait donc plus être question d'un coup de main de notre part ; il fallait absolument tenter le débarquement de l'armée entière. Un jour, avant que l'ennemi eût reçu ses renforts, j'entrai pour affaire de service dans l'appartement du roi. Je le trouvai avec une longue-vue dirigée vers Messine, et en me voyant il dit : *On ne pourra pas nier que Messine soit à moi!* tant ses désirs lui faisaient illusion!

Le roi établit son quartier général auprès du vil-

lage appelé le Piale, situé sur une colline où il fit élever une tente magnifique, divisée en six petites chambres et un grand salon. Au dessus flottaient les bannières tricolores, comme pour défier les batteries anglaises du rivage opposé, dont les bombes et les balles pouvaient non seulement atteindre, mais encore dépasser la tente du roi. Cela est si vrai que trois balles tombèrent un jour dans la tente où nous tous, officiers de la maison militaire, étions à diner, quoiqu'elle fût plus éloignée du rivage que la tente royale. Les vaisseaux ennemis s'approchaient souvent de nos côtes, canonnant nos barques protégées par des batteries à barbettes, qui tiraient pour la plupart à boulets rouges. Nous commencions à manquer de vivres, et le pain était de la plus mauvaise qualité; c'est pourquoi Joachim me donnait souvent la charge, fastidieuse pour moi, de surveiller les commissaires des guerres, quelquefois infidèles, pour ne pas dire voleurs. Un jour que j'avais convaincu l'un d'entre eux d'avoir faussement allégué la perte de plusieurs bâtiments de transport chargés de farine, le roi, en fureur dans le premier moment, finit par lui pardonner. Les barques de transport qui étaient sur nos côtes étaient toutes réunies sous nos yeux, et nous en attendions beaucoup d'autres du côté de l'Adriatique, qui, en passant par Tarente, se rassemblèrent dans le petit port de Cortone.

Le roi me fait appeler, et m'ordonne de me rendre dans cette place afin de faire partir les barques de transport qui se trouvaient dans ce port, et auxquelles, faute de protection, il était très difficile de

pouvoir naviguer jusqu'à Reggio. Arrivé à Cortone, je m'assurai de l'impossibilité de faire passer les barques, attendu qu'au cap des Colonnes, à peu de distance de Cortone, se tenait une frégate anglaise. Mais, comme le roi, quand il s'agissait d'expéditions de mer, n'entendait pas raison, je fus contraint de tenter l'impossible, et je fis voile avec ces barques pendant la nuit. Après avoir parcouru l'espace de cinq ou six milles, nous approchions à peine du cap des Colonnes que la frégate s'approcha à une demi-portée de fusil, et se mit à nous tirer des canonnades, auxquelles n'ayant pas de quoi riposter, je laissai les premières barques sur le rivage pendant que les matelots se mettaient à l'abri des attaques derrière les écueils du cap. Je donnai en même temps l'ordre aux autres barques qui nous suivaient de rentrer dans le port. La frégate anglaise, après avoir détruit ce petit nombre de barques qui ne purent rentrer dans le port, cessa de faire feu.

Obligé de retourner auprès du roi et de lui apprendre la non-réussite de la sortie des barques, il ne pouvait se calmer sur ce sujet, d'autant que le nombre indispensable de vaisseaux pour garder le détroit n'était pas encore complet. Le baron Nobile de Catanzaro, chambellan du roi, fit parvenir du golfe de Squillace à Reggio trois petites barques chargées de grain, et leur arrivée fit supposer à Joachim que celles du port de Cortone auraient pu passer de même, sans réfléchir que les Anglais ne se souciaient guère de surveiller les mouvements de trois misérables barques, sur trois plages différentes, tant l'impéritie et la passion peuvent fausser le

jugement. Le duc de Noja, entre les premiers officiers de la maison civile du roi, lui proposa d'expédier à Cortone, son frère, officier d'ordonnance et chef d'escadron, lui promettant qu'il ferait passer les barques. Je fus à peine informé du départ de l'autre officier pour Cortone que je demandai une audience au roi. Je lui exposai que je n'avais jamais montré dans l'exécution de ses ordres ni résistance, ni faiblesse, et que je ne lui avais pas donné lieu de croire qu'un autre pût exécuter mieux ce qu'il m'avait été impossible de faire. Je m'animai tellement dans mes plaintes que je fis craindre, à ceux qui m'entendaient du salon de la tente, que le roi ne perdît patience; mais, au lieu de cela, il me consola en me disant qu'il n'était point juste que je fusse toujours chargé de commissions lointaines. Je terminai en l'assurant que les barques de Cortone n'arriveraient jamais à Reggio, et protestant que, si je ne pouvais faire l'impossible, je ne manquerais pas du moins d'exécuter les entreprises les plus laborieuses et les plus difficiles. Il n'oublia point ces dernières paroles.

Le roi m'envoyait souvent sur la plage pour porter des ordres aux batteries, à la flotte, et je voyais avec joie nos marins napolitains se montrer, autant que les autres, intrépides en présence des feux meurtriers que vomissaient les vaisseaux anglais. Ceux-ci usèrent d'une telle vigilance pour garder les côtes que le roi ne pouvait recevoir aucune nouvelle de la Sicile, de sorte que, quoi qu'il pût voir leurs forces maritimes, il ignorait absolument quelles étaient celles de terre. En vain il avait recours aux con-

trebandiers, en les employant comme espions; leurs ruses étaient bientôt déjouées par l'œil vigilant de l'ennemi. Je passe sous silence la cherté des denrées anglaises parmi nous. J'en donnerai pour seul exemple que le sucre, qui ne valait que quelques sous la livre, nous coûtait deux ducats et demi, et encore pouvait-on à peine en trouver pour les malades.

Dans cet état de choses, le roi m'appela et me dit que, se souvenant de mes promesses d'exécuter les entreprises les plus difficiles, il me proposait de débarquer la nuit avec une ou deux barques, dites d'escarmouche, sur la côte de la Sicile et d'y faire prisonnier quelque soldat isolé, ou seulement quelque habitant, fût-ce même une femme, « enfin, ajouta-t-il en français, *amenez-moi une chose qui parle*. Car rester plus longtemps de la sorte, entièrement privé de nouvelles, à l'égard des forces ennemies, nuit considérablement à nos projets. » Il me vint aussitôt à l'esprit de lui répondre que cette mission était la contre-partie de celle de Cortone, mais je l'acceptai néanmoins, de même que l'on accepte un duel à mort. Je priai, en attendant, mes deux compagnons d'armes, Carlo Filangieri et Louis Carafa, d'envoyer à ma famille, en cas que je ne revinsse pas, tout ce qui se trouvait dans ma tente, avec mon valet de chambre et mon cocher.

En descendant sur le rivage, je dis aux deux frères calabrais, Le Preste nommés peu de temps auparavant officiers de marine, les ordres que j'avais à exécuter la nuit suivante avec les deux barques d'escarmouche qu'ils commandaient. Ils

demeurèrent stupéfaits de ce que je leur apprenais, et me demandèrent si, par hasard, j'avais offensé le roi de manière à lui donner l'envie de se défaire de moi; d'autant plus qu'une pareille tentative, outre qu'elle n'avait pas la moindre probabilité de succès, devenait en ce moment tout à fait impossible, attendu que la clarté de la lune devait régner pendant cette nuit. Je leur déclarai qu'il fallait absolument réussir, ou être faits prisonniers, ou même être engloutis dans le canal. Peu d'instants après, je demandai un petit détachement du régiment français le plus proche, et, après nous être embarqués dans les chaloupes, nous quittâmes le rivage. Je menaçai les matelots, s'ils ne naviguaient pas droit sur la Sicile, de les faire jeter dans le canal.

Nous étions déjà un peu avancés, lorsque trois barques ennemies apparaissent à nos yeux. Je donnai l'ordre alors d'aller en avant à force de rames sans tirer un seul coup; mais les Anglais ne cessaient de nous tirer des canonnades, jusqu'à ce que, s'apercevant que nous étions résolus de passer et que nous avions des hommes à bord, ils prissent le parti de la retraite. De notre côté, nous avancions à toutes rames avec une ardeur désespérée. Cependant deux des barques ennemies avaient commencé à gagner du chemin, et la troisième, plus petite que les autres, était assez près de nous. J'insistais toujours pour avancer à force de rames, et quand je m'aperçus que la barque était très près de nous, je commandai le feu. Aux premiers coups, la barque se rendit, parce qu'un

de ceux qui s'y trouvaient était blessé à mort. On y avait embarqué huit espions du général anglais Steward, anciens contrebandiers, et, en présence d'une si bonne fortune, je pouvais à peine en croire mes yeux. Les deux frères, officiers de marine, en s'approchant de nos rivages, faisaient feu des deux pièces de leurs barques en signe de réjouissance pour ce coup de bonheur. Après avoir laissé les prisonniers sous bonne garde, je courus chez le roi qui, dans son impatience, vint à ma rencontre en chemise dans le salon de la tente, car le jour commençait à peine à paraître ; il se montra extrêmement satisfait d'avoir enfin des nouvelles de l'ennemi en Sicile, et moi non moins satisfait d'avoir échappé au danger d'être fait prisonnier, ou peut-être d'être coulé à fond dans le canal.

Entre les Napolitains et les militaires de l'armée française stationnée dans le royaume, toutes les rancunes et les jalousies avaient cessé. La présence des derniers devenait non seulement utile, mais indispensable dans le royaume, parce que Joachim, n'ayant pas eu le temps nécessaire pour composer l'armée napolitaine, les Anglais nous auraient amené de force les princes bourboniens Ferdinand et Caroline. De plus, ceux des Français qui nous étaient nuisibles étaient ceux qui, entrés à notre service, se mêlaient beaucoup trop de nos affaires intérieures. Animé d'un esprit de nationalité peut-être exagéré, j'étais en guerre ouverte avec les Français en général, non parce qu'ils étaient Français, mais parce qu'ils étaient étrangers ; de sorte qu'en peu de jours cela me valut quatre défis, dont

l'un contre l'illustre général Lamarque, avec lequel, vingt ans après, je fus lié de la plus étroite amitié. Il avait reçu l'ordre d'embarquer sa division française pour l'exercer; mais le roi, voyant les voiles ennemies s'avancer, m'expédia avec l'ordre de le faire débarquer. Les vaisseaux anglais s'éloignèrent, alors il m'ordonna de communiquer sa volonté pour qu'un second embarquement eût lieu, et, pendant qu'on l'exécutait, l'ennemi s'approcha de nouveau. J'allai aussitôt trouver Lamarque pour lui dire, au nom du roi, de faire débarquer. Le général m'interrompit brusquement en me disant : — *Vous m'embêtez.* — Comment! lui répondis-je, *c'est moi qui vous embête?* Et lui, tout confus, se plaignit de l'ennui que causait à ses troupes ces ordres et contre-ordres répétés. La parole *vous m'embêtez* s'était échappée; mais, comme je ne voulais point la passer sous silence, j'écrivis au général pour lui en demander raison. Il reconnut son tort, en me répondant toutefois qu'il ne se souvenait nullement d'avoir employé cette expression à mon égard et que, n'étant point Français, j'aurais certainement mal entendue. Je conserve encore la lettre que m'avait adressée, à cette occasion, ce brave qui ne voulut pas profiter de la supériorité de son grade pour me donner un tort aux yeux du roi. Lamarque se conduisit avec générosité, car, au lieu de me répondre, il aurait pu me faire traduire devant un conseil de guerre.

Nous étions arrivés à la moitié d'août, au jour où l'on célébrait l'anniversaire de la naissance de Napoléon. Le roi rangea toute l'armée en ordre de

bataille pour la passer en revue. L'ennemi s'avança vers nos rivages avec toutes ses forces navales, et nos batteries, ainsi que nos canonnières, se tenaient prêtes de leur côté. Pendant que Joachim parcourait le front des quatre divisions, trois françaises et une napolitaine, on criait de toutes parts, sur notre ligne entière : *Vive l'empereur! Vive le roi!* Notre artillerie ne faisait pas, comme cela se pratique en pareille circonstance, un feu de joie, mais tirait tout de bon, afin de répondre aux coups de canons des Anglais, dont les bombes, les balles et les grenades tombaient dans nos rangs, pendant que les soldats répétaient leurs vivats avec plus de force encore, ce qui n'empêchait pas qu'ils eussent quelque chose de lugubre. Ce spectacle était imposant et peut-être unique. Le roi, avec son sourire habituel, faisant caracoler son cheval, lui faisait néanmoins presser sa course, et, à mesure qu'il avait parcouru un régiment, celui-ci se formait en colonne et s'éloignait à la hâte du rivage pour éviter les atteintes homicides de l'artillerie britannique. S'il eût été possible de calculer le prix de ces innombrables décharges, on aurait trouvé une somme exorbitante.

Cette vie de périls continuels était devenue pour nous un état presque habituel, et lorsque Joachim parut véritablement déterminé à débarquer en Sicile, ses courtisans, connus pour leur lâcheté, étaient les premiers à briguer l'honneur de le suivre, au point que les chambellans et les préfets du palais, qui avaient fui précédemment le danger, même au prix de leur propre décorum, s'il voulait mainte-

nant les laisser en arrière, s'en plaignaient comme du plus grand des malheurs, tant les princes peuvent à leur gré modifier la manière de sentir dans le cœur des autres hommes!

Les avis cependant étaient partagés dans l'armée à l'égard de l'expédition de Sicile. Un jour, au cercle que le roi tenait dans le salon de sa tente, il demanda au général Lamarque s'il croyait au débarquement, et celui-ci répondit sans hésiter : « Comme à l'Évangile. » Cette réponse fine et évasive plut généralement. Les Français, pour la plupart, avaient très peu d'empressement pour cette expédition, mais elle tenait fort à cœur aux Napolitains. Le chef d'état-major français, le général Grenier, opposait toujours de nouvelles difficultés à Joachim. Celui-ci s'efforçait de tout son pouvoir de découvrir la vérité, car on n'ignorait point son inclination, et ses flatteurs lui représentaient toutes choses comme faciles.

La théorie du courant du canal était plus que jamais difficile à bien connaître, et c'était de là pourtant que dépendait la résistance que pouvait offrir l'ennemi pendant que nous traversions le détroit. Le roi m'envoyait souvent consulter les pilotes calabrais, pour savoir s'ils portaient le même jugement. En temps de calme et à la faveur du courant, on pouvait traverser le détroit en une heure tout au plus ; mais pourrions-nous aussi, grâce à ce courant, débarquer de nuit sur la côte de Sicile, en évitant la rencontre de la flotte ennemie? Voilà l'essence de cette question; et, selon l'idée que je m'en formai alors, éviter les Anglais, pendant notre

trajet, était une chose impossible. Les combattre à la fois par mer et attaquer leurs troupes sur le rivage, était vouloir aller au-devant d'une ruine certaine.

Le roi, néanmoins, donna un beau soir les ordres nécessaires pour un débarquement, disant, en présence de toute sa maison militaire et civile, que Dieu, qui l'avait assisté par le passé dans tant de circonstances difficiles, ne l'abandonnerait pas dans celle-ci; qu'à tout événement, l'empereur aurait soin de sa femme et de ses enfants. Ensuite, au coucher du soleil, lui et nous tous montâmes sur des barques à rames. Le roi me fit descendre deux fois à terre pour porter ses ordres, et se mit à dormir d'un profond sommeil. J'en fis autant, dans la croyance qu'il s'agissait d'une pure démonstration. Aussi ne fus-je pas peu surpris d'entendre, à l'aube du jour, des feux d'artillerie sur la rive sicilienne, vis-à-vis la gauche de notre ligne. Mon étonnement s'accrut encore en apercevant avec la longue-vue, et même à l'œil nu, la division composée de Napolitains qui débarquait, et en voyant, quelques moments après, les feux de nos fantassins qui s'avançaient vers la prochaine colline; cette division napolitaine était commandée par le brave général Cavaignac, le même qui se trouva ensuite dans Dantzick avec le général Rapp.

Lorsqu'il fit jour, le roi transmit, par la voie du télégraphe, l'ordre que la division renonçât au débarquement, pendant que nos canonnières feraient tous les efforts possibles pour protéger la retraite. Huit cents hommes des nôtres, déjà débar-

qués et commandés par le colonel d'Ambrosio, furent faits prisonniers pour s'être éloignés du rivage et avoir voulu s'établir militairement. Les autres de la division qui n'étaient point descendus, ou qui parvinrent à se rembarquer, seraient tous tombés entre les mains de l'ennemi si le courant n'eût pas empêché les Anglais de s'emparer de nos voiles. Nous perdîmes 800 hommes et fûmes sur le point de perdre la division entière. Le roi, dans ce mouvement inutile, n'avait eu en vue que de faire voir à Napoléon qu'il aurait conquis la Sicile, s'il eût été libre de disposer des Français comme des Napolitains. Mais ce raisonnement était erroné; car, si une fraction de l'armée, favorisée par le courant et négligée par l'ennemi, avait pu traverser le canal, il n'aurait jamais pu en être de même pour le gros des troupes, ou pour une bonne partie de celles-ci.

Nous étions déjà en septembre, et l'approche de l'équinoxe rendait le canal beaucoup moins praticable, lorsque le roi, m'ayant fait appeler, m'ordonna de partir pour Naples, afin d'annoncer à la reine son prochain retour, et disposer la rentrée dans leur résidence de toutes les barques de transport qui, de Salerne, descendaient vers le détroit. Ainsi se termina cette dispendieuse menace de débarquement en Sicile; elle servit néanmoins beaucoup aux desseins de Napoléon qui, pendant ce temps, avait eu le loisir d'approvisionner les îles Ioniennes de tout ce dont elles avaient besoin, et dont les mers étaient délivrées de la présence de l'ennemi; tandis que, d'un autre côté, l'empe-

reur n'avait plus à combattre les troupes anglaises déjà passées en Sicile.

Le roi, voulant arriver promptement à Naples, s'embarqua sur une grosse chaloupe de la marine royale, suivie de quelques autres pour sa maison militaire et civile. Assaillis cependant par un violent coup de mer, nous fûmes sur le point de nous perdre. Débarqués dans le voisinage de Sorrente, nous montâmes sur des mules et arrivâmes à Castellamare, où nous trouvâmes les voitures de la cour.

Vers la fin de cette année, le roi me fit partir pour la Pouille, en me donnant les instructions nécessaires, dictées à son secrétaire en ma présence et signées par lui. Je les reproduis fidèlement ici.

Naples, le 16 décembre 1810.

A M. le colonel Pépé

MONSIEUR LE COLONEL,

Vous vous rendrez à Lecce, et de là à Manfredonia, en remontant tout le littoral. Vous vous présenterez chez les différents intendants et sous-intendants. A Brindisi, vous vous occuperez particulièrement à connaître les différents établissements qui y existent, combien on pourrait y loger de troupes, combien de forçats ; combien il faudrait de temps pour mettre en état ces établissements ; combien de mois de l'année l'air y est malsain. Consultez les principaux habitants sur les dépenses crues nécessaires pour nettoyer ce port, et combien il faudrait de temps pour cette opération, en y employant deux mille hommes. Vous me rendrez compte de l'armement du port de Brindisi et de ses forts, enfin de son système général de défense.

Dans tout l'espace que vous parcourrez, vous prendrez des renseignements sur l'esprit public, sur le degré de confiance que méritent et dont jouissent les autorités civiles et militaires. Vous vous informerez aussi du prix des grains et si la subsistance est assurée aux populations; mais ces informations doivent êtres prises avec une grande discrétion et de manière à ne pas répandre l'alarme.

Vous recueillerez les nouvelles que les agents des Anglais se plaisent à répandre, et vous chercherez à détruire l'effet de celles qui pourraient tendre à troubler la tranquillité publique et à gêner la marche du gouvernement.

Vous me rendrez compte aussi de l'état dans lequel vous aurez trouvé les routes ; si les impôts excitent les plaintes; si la conscription se lève sans difficulté.

Vous m'écrirez régulièrement tous les courriers, et par estafette extraordinaire, si vous avez quelque chose d'important à me communiquer.

Sur ce, Monsieur le colonel, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

Signé : J. Napoléon.

Lorsque je fus de retour à Naples, je présentai à Joachim un détail circonstancié de tout ce que j'avais pu recueillir dans ma tournée. Je sus quelque temps après que le principal objet que le roi avait en vue, en me chargeant de cette mission, avait été de satisfaire aux demandes empressées de Napoléon, qui s'était mis dans l'esprit de faire passer ses troupes en Grèce.

Nous étions déjà au mois d'octobre 1811, lorsque je demandai une audience au roi pour le prier de

me tenir la promesse qu'il m'avait faite de me donner un régiment à commander en Espagne. Il me répondit d'un ton de léger reproche que j'avais donc un grand désir de le quitter; à quoi je répliquai que, voyant le royaume tranquille, je désirais exercer mon métier pour gagner encore mieux son estime. Il m'assura alors que j'aurais le meilleur régiment de son armée, régiment composé des restes de trois autres, longtemps aguerris en Espagne, où, se trouvant en outre deux escadrons de chasseurs à cheval, je commanderais une brigade. Je ne pouvais désirer une meilleure fortune. Vers la fin de l'année, je quittai Naples, et prenant la poste j'arrivai à Pau, chef-lieu du département des Basses-Pyrénées.

CHAPITRE XIII

J'entre en Espagne et rencontre mon frère Florestan. — État des troupes napolitaines. — Je forme le 8e de ligne. — Les femmes et la « poésie ». — Mon histoire avec le général L... — Je suis mis en prison. — Je reprends le commandement de la brigade napolitaine. — Mon retour à Naples.

Je fus obligé de m'arrêter à Pau pendant quelques jours pour acheter des chevaux, ainsi que d'autres choses indispensables pour cette campagne, et aussi pour me mettre en correspondance avec deux négociants de cette ville qui me promettaient de m'envoyer en Espagne du linge, des chaussures et des habillements pour les corps que je devais commander. Les marchands de Pau étaient très avides au gain, et en effet, je payai tous les achats que j'y fis le double de leur valeur.

De Pau, en traversant avec beaucoup de difficultés les Pyrénées, à cause de l'abondance des neiges, j'arrivai à Jacca, où je trouvai un général avec plusieurs officiers supérieurs français qui attendaient quelque gros détachement pour se rendre à Saragosse, éloignée de quatre marches, et dont la route était menacée par la grosse bande de Mina. Il me semblait voir dans cet embarras une répétition de la guerre d'insurrection dans les Calabres, insurrection que j'ai toujours considérée comme plus énergique, quoique nos provinces fussent à l'égard

de l'Espagne comme une miniature en comparaison d'un grand tableau, quant à l'étendue. Arrivé à Saragosse, on eût dit que j'y avais donné rendez-vous à mon frère Florestan, qui y vint peu de temps après moi, accompagné du capitaine général Black. Celui-ci s'était rendu à Valence, avec son armée, au maréchal Suchet, quoique les troupes françaises fussent de moitié moins nombreuses que celles d'Espagne renfermées dans Valence.

Florestan jouissait d'une haute estime parmi les Français, et le maréchal Suchet lui donna comme une marque de confiance la mission d'accompagner le prisonnier Black, général en chef, et son état-major en France, en le recommandant à Napoléon qui écrivit au roi de Naples de le nommer général de brigade. Mon frère employa tous les moyens, dans le cours du voyage, pour adoucir la tristesse du capitaine général Black. Celui-ci s'en souvint dix ans après, quand j'arrivai proscrit à Madrid, en s'en montrant extrêmement reconnaissant.

Florestan me disait que les corps napolitains dont ma brigade était composée étaient des plus braves, mais qu'ils manquaient d'instruction, de discipline et de connaissance de la comptabilité, à un point tel qu'il ne pouvait s'empêcher de me plaindre; il est facile d'imaginer les tristes impressions avec lesquelles il me laissa à Saragosse. Après m'avoir donné des notes d'une grande utilité sur tous les officiers napolitains, il poursuivit son voyage vers Paris, où, en arrivant, il fut présenté à l'empereur; et à son retour à Naples, le roi le nomma au grade de général de brigade.

A l'arrivée des restes des cinq régiments napolitains à Saragosse, j'allai à leur rencontre incognito et sans uniforme, pour ne point me faire connaître et pouvoir les observer à loisir. Dans les deux escadrons il n'y avait pas beaucoup à blâmer ; mais les trois régiments qui formaient six bataillons n'étaient pas présentables ; mal vêtus et marchant en désordre, ces corps étaient suivis par un nombre de femmes qui égalait si même il ne surpassait pas le nombre des soldats. A leur premier aspect, mon cœur se serra, mais sans toutefois perdre courage.

Le général Ferrier, excellent militaire, qui commandait alors la brigade napolitaine, et qui quitta l'Espagne un mois après, me fit reconnaître par les troupes en qualité de leur chef. En les rangeant en bataille hors des murs de Saragosse, je parcourais leurs lignes, et leur aspect guerrier m'imposait. Mais quand je commençai à commander les évolutions les moins difficiles, elles s'exécutaient sans exactitude. Le soldat n'avait point de livret et n'avait par conséquent aucun soin de comptabilité. Pour comble de malheur, les officiers étaient tous mécontents depuis qu'ils entendaient dire que Joachim accordait les grades dans les revues qu'il passait à Naples, oubliant ceux qui versaient leur sang en Espagne. Les deux escadrons des deux régiments divers restèrent à peu près comme ils se trouvaient ; les six bataillons des trois régiments se réduisirent à trois, tous dans un seul régiment qui prit le nom de 8[e] de ligne, dont j'étais colonel. Pour la régularité de ces opérations, il fallait travailler tout le jour, et le soir, ensuite, je réunissais chez

moi tous les officiers, pour leur expliquer la théorie de l'école de bataillon et de ligne.

Pendant que, pour venir à bout de mes desseins, je dormais à peine deux heures sur vingt-quatre, je reçus l'ordre d'escorter jusqu'aux frontières françaises 2.500 prisonniers espagnols, faisant partie des corps pris à Valence. On ne me laissa que 900 hommes disponibles et ce ne fut que grâce à la fortune, plus encore qu'à toute mon activité, qui cependant était grande, que je parvins à consigner les prisonniers jusqu'aux frontières de la France.

J'avais le plus vif désir de faire perdre à mes troupes l'habitude qu'elles avaient contractée de voler. Les soldats italiens, par un amour-propre bien ou mal dirigé, aspiraient à surpasser les Français, non seulement dans leurs vertus, mais encore dans leurs vices; et comme dans cette guerre de détail on volait aussi passablement dans l'armée du maréchal Suchet, bien qu'elle fût mieux disciplinée que les autres, mes soldats voulaient l'emporter sur ses troupes, jusque dans le vol, auquel, chose assez bizarre, ils avaient donné le nom de « poésie », de sorte qu'ils appelaient les voleurs des poètes. Cette triste plaisanterie venait de ce que quelques larcins avaient été commis avec une adresse et une sagacité remarquables.

Il arriva un matin vers l'aube du jour, pendant que ma colonne quittait Agerbe, qu'un officier français amena un fusilier napolitain, qui avait volé différents objets d'habillement dans des ballots qui venaient de Pau. Un adjudant-major de mon régiment me présenta le coupable en le qualifiant de

poète, tant cette dénomination était devenue commune. Je mis ma colonne en marche dans la vaste plaine située entre Agerbe et Saragosse, loin de la grande route, et là je la formai en carré. Je parlai alors aux miens le langage de la nationalité, auquel les multitudes ne sont jamais sourdes ; je leur dis qu'un malheureux d'entre leurs camarades se déshonorait au milieu des Français, qu'il ne méritait plus le nom de Napolitain, qu'ayant cessé d'être tel à mes yeux, je donnais l'ordre qu'il reçût deux cents coups de bâton, et qu'étant dégradé par cette punition et n'appartenant plus à nos rangs, on l'abandonnât ensuite à sa destinée. Parmi les Napolitains qui restèrent en Espagne, il n'y eut plus d'exemples de ce vol appelé poésie.

La première fois que j'arrivai à Saragosse, je m'imaginais y trouver toute la population dans le deuil, mais je vis au contraire qu'elle se divertissait de bon cœur, en dépit d'une guerre si terrible et d'une si grande multitude de maux. M'étant mis en marche, je croyais être débarrassé de l'essaim de femmes qui suivaient le régiment, car depuis Saragosse jusqu'aux frontières de France et pendant le retour je n'en avais plus vu, et je me promettais d'obtenir sans obstacle, par ma sévérité, qu'il n'y en eût plus désormais. Le capitaine Beaumont, mon adjudant-major, cependant, me tira d'erreur en me disant que les femmes, qui par centaines avaient suivi mes troupes depuis le royaume de Valence, étaient encore à Saragosse, se préparant à suivre de nouveau mes soldats. Pendant le premier jour de marche, je n'aperçus que les seules vivan-

dières autorisées; mais le même adjudant-major me prevint que quelques-unes de ces femmes partaient trois heures avant, et les autres trois heures après le corps, pour n'être point vues. A la seconde marche, je fis partir, plusieurs heures avant la colonne, un détachement, puis un second plusieurs heures après, de telle sorte que toutes ces femmes furent arrêtées. Mais que faire d'elles ensuite? comment empêcher qu'elles ne retournassent en arrière? comment les reconnaître? Il me vint alors l'idée de leur faire raser les cheveux par les barbiers du régiment, et de les exposer à la vue des soldats qui, en voyant leurs femmes dans cet état, furent les premiers à s'en moquer, et celles-ci n'osèrent plus les suivre, d'autant plus que je les avais menacées en outre de les envoyer prisonnières à Saragosse. Quand je me fus ainsi défait tant de la redoutable poésie que de ces malheureuses, je commençai un peu à respirer.

Je fus un jour soudainement averti qu'un de mes détachements de 80 hommes avait été attaqué par 800 Espagnols, dans une commune à la distance de cinq lieues de Castellone. Le couvent fortifié dans lequel les miens se trouvaient n'était pas en état de résister longtemps. Si je laissais périr ce poste, on m'accuserait de faiblesse et si, en le secourant avec le peu de forces qui me restaient, je ne réussissais point, on ne manquerait pas de blâmer ma témérité. Dans cette alternative, je me décidai à hasarder le second parti. En conséquence, ajoutant aux grenadiers un petit nombre d'autres soldats qui se trouvait à Castellone, je me mis en marche

avec 130 hommes en tout. A moitié chemin, je fis halte en disant aux miens que l'ennemi était au décuple de nos forces, mais que les Napolitains, qui depuis tant d'années combattaient en Espagne, où ils avaient mérité l'estime des Français, n'abandonneraient jamais leurs compatriotes inférieurs en nombre; et ajoutant encore d'autres discours pour exciter leur courage, je me remis en marche d'un bon pas, sans hésiter le moins du monde. L'ennemi me voyant, et croyant mes forces de beaucoup supérieures à celles que j'avais, se hâta de se retirer, et mon détachement fut ainsi sauvé. Ce fait, qui semble peu important, produisit un bien immense dans l'esprit de mes subordonnés, en leur donnant une grande confiance en eux-mêmes.

Sur ces entrefaites, un général français nommé L... vint à prendre le commandement de cette partie de la province de Valence. C'était un excellent homme dans le fond, mais tout à fait dépourvu d'intelligence. Il me témoignait beaucoup d'amitié et il écrivait au maréchal les rapports les plus favorables sur mon compte. Cela n'empêchait pas que nous nous disputassions souvent, non pas sur les affaires de service militaire, mais sur les opinions politiques et sur le sentiment de nationalité, car c'était là mon faible, ce l'est encore, et il me suivra dans la tombe, comme font quelques maladies incurables. Un jour, entre autres, on marchait contre un certain Fraile, brigadier espagnol, qui occupait d'excellentes positions dans une commune appelée Buenafigos et située au sommet d'une haute montagne. Nous étions avec une partie de ma brigade et un

bataillon français. Le général me laissa tout faire ; et après que j'eus chassé et poursuivi l'ennemi, il me félicita, moi et les miens, pour la conduite qui avait été tenue dans cette entreprise ; puis, se tournant vers les Français, il leur dit que nous devions être considérés non comme Napolitains, mais comme Français. Cette simplicité fit rougir les officiers français ; mais je ne pouvais m'en plaindre, car son intention avait certainement été de nous louer.

Au bout de quelque temps, le général L... eut l'ordre de conduire ma brigade à Valence où elle fut passée en revue par le maréchal Suchet, et à cette occasion mon cœur put jouir d'une récompense digne de mes soins pénibles et assidus.

La revue du maréchal, conformément à ses habitudes, fut extrêmement minutieuse. Il examina les livrets des soldats, leurs habillements, et leur faisait mille questions. Je remarquai avec un plaisir inexprimable son extrême étonnement. L'uniforme de mon régiment était blanc et rose, couleurs délicates qui, choisies par le roi Joachim, faisaient admirablement ressortir les visages bronzés de mes soldats en leur donnant un air martial. Il paraissait incroyable qu'en faisant la guerre d'une manière si étrange et si acharnée, l'on pût conserver dans ce corps une tenue si propre et si soignée, et qu'en si peu de temps je fusse parvenu à les habiller aussi bien. On en vint ensuite à l'examen de l'instruction, et le maréchal m'ordonna de commander, en commençant par les plus minutieux détails, jusqu'aux évolutions de ligne. Il en croyait à peine

ses propres yeux en voyant si bien instruits des bataillons qui naguère savaient à peine se mouvoir. Le jour suivant, il fit imprimer et publier un ordre du jour dans lequel il vantait l'instruction du 8e de ligne napolitain.

Toujours sous les ordres du général L..., je fus envoyé vers les villes de Requena et de Cuença, ligne de Valence et de Madrid. Après quelques jours d'escarmouches continuelles, L... reçut l'ordre de marcher avec ma brigade contre le général espagnol Bassacourt par un mouvement rapide, afin de l'attaquer à l'improviste. Pour moi, dans l'espérance d'avoir ce que nous appelions une belle affaire, j'osai faire quitter à mes soldats leurs sacs, appelés chez nous *zaini*, et parmi les Français havresacs ; responsabilité immense de mon côté, car nous pouvions, chemin faisant, recevoir des ordres tels que nous ne dussions plus revoir Requena, auquel cas j'aurais été traduit devant un conseil de guerre. Mais comme je brûlais d'un désir que je pourrais appeler fébrile de faire parler avantageusement de nos Napolitains dans l'armée d'Aragon, j'aurais hasardé toutes les folies imaginables pour atteindre ce but.

Me voilà donc en marche. Il fallait faire plus de trente milles par une chaleur excessive, et le général L... n'avait que ma seule brigade, composée de mon 8e de ligne, avec 80 chasseurs à cheval, car les autres étaient restés entre Castellone de la Plana et Vinaroz. Pendant toute la marche, la brigade était comme dans le camp d'instruction. Ayant passé le Cabiul sur un pont de bois, nous nous

trouvâmes en face de l'ennemi, dont les tambours annonçaient qu'il se préparait à se mettre en ordre. Après avoir nivelé dans ma ligne les pelotons rangés en bataille, je n'attendais plus que les ordres du général L... pour me disposer à l'attaque. Mais, au lieu de cela, après avoir loué le bel ordre dans lequel on avait marché, il ajouta qu'il ne croyait pas prudent de risquer, dans ce lieu isolé et loin de tous les secours, un engagement contre un ennemi dont on ne connaissait pas exactement les forces. En commençant la contre-marche, j'observai sur la physionomie de nos soldats que cette hardiesse qui s'y était d'abord manifestée s'évanouissait peu à peu. Dans la contre-marche sur Requena, quatre de mes grenadiers du premier bataillon désertèrent.

Je fatiguerais le lecteur, si j'entreprenais de lui raconter toutes les vicissitudes que j'eus à essuyer pendant le temps que je passai entre Requena et Cuença. Je retournai enfin à Castellone de la Plana, où ma brigade fut de nouveau disséminée sur cette ligne.

Pendant que les choses étaient en cet état, le général L..., qui me tourmentait par ses continuelles invitations à diner, m'engagea une fois avec un général, plusieurs officiers supérieurs français et quelques-uns des miens. A table, on parla de Napoléon, et L... soutenait que l'histoire n'offrait point d'exemple d'un aussi grand homme que lui. Fatigué de ces folles apothéoses, je ne pus m'empêcher de répondre que jusqu'alors il n'avait égalé ni Alexandre, ni Annibal, ni César. A ces mots le général L... se leva en s'écriant que Napoléon était

son héros, et qu'il ne souffrait point qu'on le mît en comparaison avec qui que ce fût. Il ajouta ensuite : « Je crois que le colonel Pépé n'aime ni Napoléon ni les Français. » A quoi je répondis que, dans l'armée d'Aragon, je combattais et ne faisais point pompe de mes affections. Ce discours, quoiqu'il n'eût point plu au général, fut répété en plusieurs endroits et particulièrement à Valence.

Pendant ce temps la désertion continuait toujours parmi ceux des miens qui étaient dispersés dans les détachements, et le général chargea un jour son aide de camp de prendre des informations dans divers endroits, et de demander d'abord aux officiers, puis aux soldats de mon régiment, s'ils avaient à se plaindre de moi. Mais les officiers et les soldats manifestèrent en ma faveur tant d'enthousiasme que L... en éprouva du dépit. Je me présentai alors chez lui pour lui représenter qu'il avait bien le droit d'interroger les miens à la revue et dans leurs quartiers, mais non pas en envoyant son aide de camp, d'un grade subalterne, pour interroger d'autorité mes soldats au milieu de la rue, semant ainsi la zizanie et la défiance entre eux et leur chef; que je me sentais offensé de l'irrégularité de ce procédé, au point de lui demander la permission de me rendre à Valence, auprès du maréchal Suchet, afin de lui exposer mes plaintes. Il m'accorda ce que je lui demandais, et, un moment après, il m'invita à dîner pour faire la réconciliation. Je lui répondis qu'étant résolu de partir le jour suivant pour aller me plaindre de lui je ne pouvais accepter son invitation. Il écrivit alors,

par estafette, une longue lettre au maréchal Suchet, dans laquelle il lui disait qu'il m'avait toujours donné les plus grands éloges dans ses rapports; mais que maintenant toutes mes excellentes qualités militaires ne servaient à rien, parce que je parlais de l'empereur avec peu de respect, que je n'aimais point les Français et que je regardais comme parfaitement injuste la guerre que nous faisions en Espagne. Il finissait par exprimer le soupçon que je pourrais bien un jour déserter les drapeaux français pour passer du côté des Espagnols.

Arrivé le jour suivant à Valence, quand je me présentai devant le maréchal, il ordonna au capitaine de grenadiers, qui était de garde auprès de lui, de recevoir mon épée et de me conduire dans le château de Valence, où l'on me fit garder à vue par la sentinelle, comme coupable d'un crime capital. Et cela, en dépit de ce que le maréchal Suchet avait coutume de dire : que les meilleurs colonels de son armée étaient celui du 14e de ligne français et celui du 8e napolitain. Je sus depuis que le général L..., ayant fortement coloré ce que j'avais dit de Napoléon, lui avait fait prendre la résolution de m'envoyer à Paris, escorté par des gendarmes.

Le général Mazzucchelli, un de mes compatriotes, présenta au maréchal Suchet une lettre de moi, de laquelle il fut vivement ému. Au lieu d'affecter dans cette lettre un attachement exagéré pour les Français, je confessais que mes sentiments d'honneur et de nationalité m'avaient toujours éloigné d'être partisan de la domination étrangère quelle qu'elle fût, mais que ces mêmes sentiments portés

à l'extrême, m'avaient toujours fait servir avec ardeur et loyauté. Les généraux français se conduisirent noblement envers moi ; ils blâmèrent le général L... de m'avoir accusé sur des conversations académiques qui se tenaient à sa table, en les noircissant au point de me faire supposer criminel de lèse-majesté. Il fut tellement mal vu par suite de ce bizarre procédé à mon égard, que peu de temps après il fut, à son grand chagrin, renvoyé en France. Le maréchal me mit en liberté, me fit rendre mon épée par le général Mazzucchelli, me rétablit dans le commandement de la brigade, et, au dire de Mazzucchelli, dans son estime ; mais il n'eut plus depuis lors la même bienveillance à mon égard. Selon les règles militaires, j'allai le remercier, et il me retint, en se promenant avec moi dans son salon, pendant une heure et demie. Quand il apprit de moi que le général L... avait rétrogradé devant la colonne espagnole de Bassacourt, il s'écria : « Voilà la cause de tout le mal ! » En arrivant à Saragosse, je vis les officiers de mon régiment venir à cheval à ma rencontre, et il me semblait revenir en famille.

Nous étions au mois d'avril de l'année 1813, lorsque je reçus du gouvernement napolitain un ordre approuvé par le maréchal Suchet, de laisser un seul bataillon complet en Espagne et de partir avec le cadre de l'autre pour retourner à Naples. La cavalerie devait rester en Espagne. Toutes les facilités m'étaient données pour cette opération. Ce fut avec les larmes aux yeux que je me séparai de tous ces braves vétérans, desquels j'étais aimé comme

un père, et mon cœur se serra à la pensée que peu d'entre eux pourraient aussi revoir leur patrie.

A peine eus-je quitté l'Espagne et mis le pied sur le sol français, que je m'éloignai de ma petite colonne, suivi seulement de mon domestique à cheval, afin de jouir du plaisir d'aller seul sans danger, plaisir alors ignoré en Espagne, où il fallait toujours se faire escorter par un détachement. Arrivé à Pau, je vendis à vil prix mes chevaux et toutes les choses qui ne pouvaient me suivre, en achetant fort cher, des habitants de la ville, une voiture de voyage. Je dis adieu à mes 300 compagnons d'armes. Je laissai des instructions fort étendues au chef de bataillon Labrano, relativement à la longue marche qu'il avait à faire pour se trouver à Naples trois mois après ; et je me mis à courir la poste nuit et jour, espérant apprendre, à mon arrivée dans le royaume, quelque nouvelle de mon frère duquel j'étais inquiet au point de douter s'il était encore vivant.

CHAPITRE XIV

Suite et fin de l'année 1813. — J'arrive à Naples. — En quel état j'y trouve l'armée. — Je suis nommé maréchal de camp et envoyé dans les Abbruzzes. — Perplexité de Joachim obligé de se déclarer pour la France ou pour l'Autriche. — Ses négociations. Entrée en campagne. — Réunion des généraux provoquée par moi pour contraindre le roi à nous donner des institutions libérales. — J'entre à Reggio où je revois mon frère. — Nouvelles incertitudes de Joachim. — Les carbonari dans les Abbruzzes. — Nous passons le Taro avec le roi en combattant. — En vue de Plaisance nous recevons la nouvelle de la prise de Paris.

Le roi, à son retour de la déplorable campagne de Russie, m'accueillit avec la plus grande bonté, et me dit que je retrouvais un 8e de ligne trois fois plus nombreux que celui que j'avais laissé en Espagne. « En hommes, oui, lui répondis-je, mais non pas en soldats. » Et en effet, il s'était formé dans le royaume un autre régiment d'infanterie portant le nom de 8e de ligne, parce que l'on considérait celui d'Espagne comme n'existant plus. En les passant en revue le jour suivant, l'aspect et le nombre des hommes me causa une vive satisfaction; mais dans l'examen plus détaillé que j'en fis, mon cœur se serra péniblement. Il était impossible que le roi organisât bien une armée. Pour le choix et pour l'avancement des officiers il n'y avait point de lois positives et fixes, et l'on ne tenait d'ailleurs aucun compte du petit nombre de celles qui exis-

taient, parce qu'il s'agissait avant tout de satisfaire les favoris et les favorites. Joachim était un Charles XII dans les camps et un François Ier dans le palais. Refuser une grâce à une dame de la cour lui paraissait la chose du monde la plus discourtoise.

Peu de jours après, je fus nommé maréchal de camp. Cette promotion me faisait perdre le titre d'officier d'ordonnance. Le roi aurait dû, selon la règle, me nommer son aide de camp, tant parce que j'avais fait longtemps partie de sa maison militaire, que parce que, sans trop de vanité, je pouvais me croire le moins mauvais parmi tant d'autres aides de camp dont il était entouré. Si j'avais voulu m'en plaindre, le roi m'aurait certainement rendu justice, mais j'aimai mieux attendre que la réflexion vînt de lui. En effet on verra qu'il me donna par la suite ce titre et cet emploi sur le champ de bataille.

Peu de temps après mon arrivée à Naples, il se présenta une circonstance remarquable, dans laquelle le roi fit preuve d'un cœur vraiment magnanime. Il passait en revue plusieurs bataillons dans le Champ-de-Mars, lorsque, pendant qu'on exécutait les feux, un officier d'état-major qui se trouvait derrière lui fut atteint d'une balle, et le coup avait été tiré tellement dans la direction du roi, que tous les assistants le crurent destiné au prince; et ce qui est pis encore, c'est qu'il partait d'un bataillon de sa garde, où le carbonarisme s'était introduit. Les généraux qui suivaient le roi le prièrent de faire cesser les feux; mais lui leur répondit en souriant : « Je m'aperçois du soupçon

qui vous préoccupe. Vous vous imaginez que le coup a été dirigé exprès contre moi; mais vous êtes dans l'erreur : des enfants ne désirent pas la mort de leur père. » En parlant ainsi, il se présenta devant le front de tous les bataillons, l'un après l'autre, en commandant que chacun exécutât les feux. Cette intrépidité fit cesser toute idée fâcheuse à l'égard des soldats carbonari.

Ma brigade était composée des 6ᵉ et 8ᵉ de ligne et était la première des deux qui formaient la division commandée par le prince de Strongoli. Je passai avec cette division dans les Abbruzzes, où j'appris que le roi était parti pour Dresde afin d'y prendre le commandement de la cavalerie de l'empereur Napoléon. Et cependant que d'étranges contradictions dans les idées de Joachim ! Peu de temps avant de quitter Naples, il avait traité avec les Anglais pour proclamer l'indépendance italienne, soutenu par eux au moyen d'un corps de 20.000 hommes, avec des subsides considérables ; mais la ratification du traité n'arriva à Naples qu'après le départ du roi. Je fus informé de ce fait étrange deux ans après, par le duc de Campochiaro, ministre et ambassadeur du roi Joachim.

Dans les Abbruzzes, entre Cheti, Lanciano et Il Vasto, j'avais le plus grand soin de mes deux régiments. A Cheti je me liai d'une étroite amitié avec l'intendant de cette province, duc de Montejesi. Comme il était carbonaro, il me fit connaître plusieurs grands-maîtres de cette secte qui s'était déjà étendue dans tout le royaume et qui fermentait alors plus énergiquement dans les Abbruzzes qu'ail-

leurs. Elle professait la morale la plus pure et désirait seulement des institutions libérales.

Nous étions déjà au mois d'octobre de cette malheureuse année 1813, et Napoléon, ayant perdu la bataille de Leipsick, se retirait avec effort sur le Rhin. Joachim, qui s'était signalé d'une manière brillante dans cette campagne, et s'était montré comme un capitaine vaillant et expérimenté, embrassant l'empereur pour la dernière fois, quitta son camp et partit pour Naples. Mais lorsqu'il y fut de retour, au lieu d'appliquer tous ses soins et toutes ses pensées à se concilier l'amour des peuples et à organiser sérieusement son armée, il s'efforçait d'éteindre les lumières qui commençaient à éclairer les esprits, et ne songeait qu'à faire pompe, dans les revues, de la belle apparence de ses troupes.

Joachim, dans ce même temps, traitait avec l'Angleterre, avec la France, avec l'Autriche et avec le vice-roi d'Italie, croyant ainsi cacher à chacun d'eux ses desseins, si toutefois il en avait un stable. Mais la cause première de toutes ses aberrations était l'étrange conduite que tenait envers lui Napoléon, qui aujourd'hui l'exaltait jusqu'au ciel, et demain le rejetait à terre, le blâmant à la fois dans sa correspondance privée et dans les papiers publics. Un jour, il le traitait en roi ; un autre jour, moins que comme un de ses aides de camp. Voici un trait que me raconta mot à mot, deux ans après, le duc de Campochiaro, qui dirigeait alors le ministère de la police. Joachim écrivit à Napoléon qu'il avait 30.000 hommes prêts à le soutenir pour la défense de la cause commune. Napoléon lui répondit d'en-

voyer les 30.000 hommes sur les bords du Pô pour y attendre ses ordres ultérieurs. Le roi de Naples reçut cette réponse au moment où il était occupé à visiter Pompéï avec la reine. Furieux, il déchira cette lettre et la foula aux pieds ; ensuite, recueillant les morceaux qui restaient à terre, il retourna immédiatement à Naples, où, ayant rassemblé ses ministres, il leur dit : « Messieurs, l'empereur me maltraite à l'excès, et se conduit envers moi comme on pourrait le faire envers un caporal. »

Au mois de novembre, les troupes napolitaines, au nombre de 22.000 hommes à peu près, se mirent en marche vers Rome et vers Ancône. Ce fut vers cette dernière place que se dirigea la seconde division d'infanterie dont je commandais la première brigade. Napoléon, quoiqu'il ne fût pas tout à fait sûr de la fidélité de Joachim, ordonna que dans les États pontificaux ainsi qu'en Toscane, nous fussions bien traités; et en effet la seconde division fut accueillie mieux que de coutume à Ancône. Le général de division qui commandait dans cette place s'étonnait de voir que nous autres Napolitains fissions halte à Ancône, au lieu de continuer notre marche vers le Pô. Cette halte me donnait des soupçons à moi-même ; en même temps les incertitudes de Joachim et ses différends passés avec Napoléon nous donnaient beaucoup à penser, de sorte qu'un soir, en causant avec le général d'Ambrosio qui avait été promu au grade de lieutenant-général, celui-ci riait de mes soupçons qu'il attribuait à un sentiment d'aversion pour les Français. Cependant, sans perdre de temps, je fis

en sorte que deux compagnies choisies de ma brigade occupassent le château des Capucins, négligé par le général Barbou au point qu'il n'y avait placé que quelques hommes avec un sergent. Cette prévoyance de ma part eut pour résultat qu'Ancône tomba ensuite sans peine en notre pouvoir, parce que cette petite forteresse improvisée dominait la place et sa citadelle. Ce fut au milieu de ces incertitudes, qui devaient décider du sort de l'Italie méridionale et peut-être de la péninsule entière, que se termina l'année 1813.

Au mois de janvier 1814, le roi négociait un traité d'alliance avec l'Autriche, par lequel cette puissance s'obligeait à maintenir en Italie 60.000 hommes, et 30.000 à Naples. Joachim se trouvait réduit à des conditions telles que, s'il se fût déclaré contre les alliés, il aurait perdu sa couronne dans l'espace de quinze jours. Je parle ainsi par conviction : car personne ne connaissait mieux que moi quelle était alors la tendance des peuples et de l'armée dans notre royaume.

La brigade du général Macdonald arriva à Ancône, et il me fut prescrit de me rendre avec la mienne à Pesaro. Sur le point de commencer les hostilités contre les troupes françaises, je déclarai aux officiers de cette nation qui servaient parmi nous qu'il s'agissait d'aller se battre contre leurs compatriotes et que je désirais m'assurer s'ils étaient réellement disposés à une action aussi indigne. La manière dont je formulai ma question les força de se prononcer pour le parti le plus honorable. Je saisis cette occasion de dire aux miens qu'étant

désormais tous Napolitains, officiers et soldats, les succès de même que les revers ne seraient imputables qu'à nous seuls; puis je me portai devant Ancône pour y tenir assiégé le général Barbou.

Le roi éleva un jour au grade de colonel, dans un des régiments que je commandais, un lieutenant-colonel français, qui était demeuré parmi nous, mais qui, bien qu'il ne manquât point de bravoure, ne possédait nulle habileté pour conduire un corps. J'allai trouver le prince, et en présence des ministres et de plusieurs autres personnages importants, je lui parlai avec tant de véhémence et de liberté que le conseiller d'État Poerio, qui était présent, me tirait par les basques de mon uniforme pour m'avertir de me modérer. Mais cela ne m'empêcha nullement d'ouvrir au roi mon âme tout entière, et j'allai enfin jusqu'à lui faire remarquer ce que faisait le conseiller pour me couper la parole, quoique son opinion et celle du ministre Campochiaro fussent absolument conformes à la mienne, ainsi qu'ils me l'avaient déclaré le matin même en déjeunant avec moi. Au surplus ni l'un ni l'autre ne désapprouvaient la franchise de mon langage; seulement ils auraient désiré que mes expressions fussent plus modérées. Cette petite scène excita la gaîté du roi et de tous ceux qui s'y trouvaient présents.

Mes occupations assidues et mes devoirs militaires ne me faisaient point oublier notre position politique qui nous éloignait de tout espoir de pouvoir proclamer l'indépendance italienne. Or, pour sortir d'une situation aussi triste, il était indispen-

sable que le roi se déterminât une fois à accorder à ses peuples une constitution libre, et qu'il débarrassât immédiatement le royaume de la quantité de Français dont plusieurs, l'entourant du matin au soir, afin de conserver leurs emplois, lui suggéraient des idées contraires aux intérêts et des Napolitains et de toute l'Italie. C'est ainsi que je pensais et que pensaient tous les généraux de mérite, mes compatriotes.

Je me souviens en ce moment d'avoir dit à plus de douze généraux qui stationnaient, les uns dans Reggio, les autres dans les environs, que le général Carascosa, à un jour donné, les attendait chez lui, et d'avoir dit, d'autre part, à celui-ci que ces généraux désiraient se réunir à lui pour discuter sur les intérêts communs. Ils se rassemblèrent au jour qui avait été fixé et en un nombre qui dépassa mes espérances; mais la décision qui en résulta fut faible, comme il arrive presque toujours quand beaucoup d'hommes rassemblés délibèrent. J'étais d'avis que nous devions tous nous présenter au roi, jurer de le soutenir et de le défendre jusqu'à la dernière goutte de notre sang, à condition qu'il promettrait, le jour même, d'accorder une constitution libre, et qu'il décréterait le départ immédiat de tous les étrangers qui étaient dans le royaume; mais que, s'il se refusait à tout, secondés par l'armée et par le peuple, nous deviendrions ses ennemis déclarés.

Mais qu'arriva-t-il? J'étais le plus jeune de tous, simple maréchal de camp; on m'accusa d'une témérité trop grande; l'opinion du prince de Strongoli et celle de Carascosa l'emportèrent sur la

mienne. Ils pensèrent qu'au nom d'eux seuls, comme les plus élevés en grade, il fallait écrire au roi pour lui demander, il est vrai, les décrets que j'avais proposés, mais en employant les termes les plus modérés et en évitant toute expression qui pouvait avoir l'air d'une menace. Et pour que la demande fût connue des seuls généraux, Strongoli prit sur lui le soin de la dicter. Pendant que je l'écrivais, je disais en moi-même : cela vaut toujours mieux que rien. Cette pétition ayant été présentée au roi par les deux généraux, ce prince demanda pour délibérer un intervalle de trois jours, pendant lesquels il persuada à Strongoli et à Carascosa de nous dire à tous qu'en ce moment il s'agissait de marcher contre l'ennemi, et que plus tard on se déciderait à l'égard de la demande qu'ils avaient présentée. Si tous les deux eussent insisté avec plus de fermeté, le roi aurait tout accordé, parce que le carbonarisme s'agitait fortement dans le royaume. Nous exposerons bientôt ce que fit cette secte dans les Abbruzzes.

Dans ces jours de vaines espérances pour l'Italie, les Autrichiens, au nombre de 50.000, conduits par Bellegarde, s'avançaient sur la rive gauche du Mincio. Le vice-roi avait, en outre, à faire tête à lord William Bentinck avec 12.000 Anglais et Siciliens et à Joachim toujours indécis, parce que l'issue de cette guerre se décidait dans les plaines de la Champagne, entre Napoléon et les alliés.

Un matin, vers la pointe du jour, le général divisionnaire Grenier, détaché par le prince Eugène, vice-roi, avec plus de 12.000 Franco-Italiens, venant

de Plaisance, attaqua, à Parme et dans son camp, le général autrichien Nugent. Celui-ci perdit, en moins de deux heures, beaucoup de monde, tant prisonniers que morts et blessés. Il se retira dans le plus grand désordre ; et si je m'étais conformé aux ordres que j'avais reçus, j'aurais formé la tête de sa colonne en retraite; mais je dis au contraire à Nugent que je me portais à son aide, et l'amitié qu'il me voua de ce fait devait plus tard m'être d'un grand secours, en 1820, pour proclamer la constitution à Naples, comme nous le dirons en son lieu.

Après bien des hésitations, le roi se mit en mouvement pour attaquer Reggio avec la première division napolitaine et une partie de celle de Nugent. Sans recevoir aucun ordre, je m'avançai pour attaquer la gauche de l'ennemi, qui, se voyant près d'être débordée, commença à se retirer. Le roi et Nugent, dans leurs ordres du jour, reproduits par les feuilles publiques, en dirent de moi plus que je ne méritais.

A peine l'ennemi eut-il évacué Reggio, que ce prince fit en sorte que je réunisse ma brigade, qui avait soutenu presque seule le choc pendant cette journée, et il voulut qu'elle entràt seule aussi dans la ville pour se remettre en ordre. Elle sentait effectivement le besoin de quelques moments de repos pour se remettre de tant de fatigues, car outre la neige qui rendait la marche pénible, nous avions eu à effectuer un passage de rivière difficile. Officiers et soldats, nous étions tous couverts, des pieds à la tête, de cette fange noire que forme la neige

dans les terrains gras et cultivés. Je réparai de mon mieux le désordre des miens, et je défilai devant le roi, qui me salua de l'air le plus satisfait, avec un visage riant comme à l'ordinaire. Les soldats, à mesure qu'ils s'approchaient de lui, proféraient des injures très énergiques contre les Français devenus ennemis, au point qu'il en perdit patience et leur imposa silence. Ensuite, s'étant tourné vers ceux de son état-major, il dit : « On voit bien que cette brigade est celle de Pépé. » S'il avait lu dans mon cœur, il aurait vu combien il m'était pénible d'être obligé de me battre contre des Italiens et même contre des Français.

Le roi établit son quartier général à Reggio, où arriva le général lord William Bentinck, qui détestait Joachim et l'appelait le pendant de Bernadotte, prince royal de Suède, que l'on croyait peu fidèle aux rois alliés. Le maître de la maison dans laquelle le général anglais logeait me racontait mot à mot tout ce que celui-ci disait de Joachim.

Une nuit que je dormais, l'heure étant déjà avancée, je fus éveillé par le bruit d'une chaise de poste qui s'arrêta devant l'entrée de la maison que j'habitais. Un moment après, la porte de ma chambre à coucher s'ouvrit ; un homme enveloppé d'un grand manteau s'approcha de moi : c'était Florestan. Je l'embrassai, pouvant à peine en croire mes yeux, et me figurant que c'était un rêve. Il venait de Dantzick, qui s'était rendu faute de vivres après une année d'un siège très glorieux, et sa garnison, composée de l'armée commandée par le général Rapp, avait été faite prisonnière de guerre. Grâce à

l'alliance de Joachim avec les ennemis de la France, les Napolitains revenaient dans leur pays. Par suite de ces événements, je revoyais enfin mon pauvre frère, qui, sans être guéri de sa terrible blessure qui lui tenait la poitrine ouverte, avait perdu la moitié du pied droit, et la plaie de cette amputation était encore vive. C'était dans ce déplorable état qu'il avait combattu à Dantzick, de même que les autres généraux, se faisant mettre à cheval par deux soldats.

Joachim cependant se maintenait dans sa politique indécise, d'autant plus qu'il avait reçu des nouvelles qui annonçaient de nouveaux succès de Napoléon, obtenus dans la Champagne, ce qui détermina le roi à envoyer secrètement au vice-roi Eugène deux de ses généraux avec des propositions d'alliance contre les Autrichiens, ses nouveaux amis. Mais le vice-roi n'écouta ces deux généraux que pour compromettre Joachim envers l'Autriche. Florestan osa dire au roi qu'il n'aurait jamais dû faire la guerre à Napoléon, ni entrer en alliance avec ses ennemis. Joachim ne se montra point satisfait de cette opinion exposée avec trop de franchise. Il est pourtant digne de remarque qu'en même temps que ce prince désapprouvait cette manière de voir de Florestan, il était également mécontent de la mienne, qui consistait à le prier d'agir de bonne foi avec ses nouveaux alliés et de tenir ses promesses envers eux.

Le 2 avril, je reçus l'ordre de me mettre en marche, l'ennemi ayant de nouveau attaqué. Je me trouvai donc à l'avant-garde dans la ville de Parme.

Le principal but du roi était d'occuper Plaisance ; celui de Bellegarde d'attaquer la gauche du vice-roi en profitant des mouvements hostiles de Joachim. Celui-ci, le 13 avril, se prépara à passer le Taro. La construction de deux ponts n'avançant pas, je me décidai à le passer à gué avec nos troupes, malgré l'impétuosité du courant. L'ennemi s'arrêta pour nous charger, mais la contenance de ma brigade formée à la hâte en carré fut telle qu'elle rendit vaine cette menace. Pour que Joachim pût arriver du Taro au couvent de San Lazaro, en vue de Plaisance, on combattit pendant trois jours sans interruption.

Nous étions devant Plaisance le 15 avril, et nous nous préparions à attaquer cette ville, lorsque le roi reçut une lettre du maréchal de Bellegarde dans laquelle il lui faisait part de la prise de Paris, des négociations de paix entamées avec le vice-roi, et enfin de la suspension de la guerre dans toute l'Italie. Quelques instants après, il arriva au roi, de la ville même de Plaisance, des nouvelles non douteuses de la chute de Napoléon, et des circonstances les plus minutieuses qui l'avaient précédée, ce qui affligea vivement le pauvre Joachim, ainsi que nous tous ; la victoire complète des alliés et le retour des Bourbons en France étant des événements faits pour attrister tous les Italiens.

Les Autrichiens, avant l'arrivée de ces nouvelles, se montraient à notre égard pleins d'amitié ainsi que de respect. Mais à peine la mauvaise fortune de Napoléon fut-elle connue que ces mêmes Autrichiens, voyant le changement de leur position et

de la nôtre, n'ayant plus rien à craindre et ne sentant plus le besoin de notre appui, changèrent d'attitude. De ce moment je m'étudiai à les surpasser en manières rudes. Enfin les troupes napolitaines commencèrent à se retirer vers Bologne et à former leur mouvement rétrograde.

La chute du trône impérial de France entraîna avec elle celle du royaume d'Italie dont l'organisation avait été la plus belle des œuvres de Napoléon.

CHAPITRE XV

De la fin d'avril 1814 à la fin de la même année. — Conspiration de généraux pour contraindre le roi à nous donner une Constitution. — Son insuccès. — Ma conversation avec le Pape. — Nouvelle conspiration et scène dans la rue avec le général d'Ambrosio. — Je suis mandé à Naples. — Le roi me fait comparaître devant lui. — Fin de l'année 1814.

Pendant que cette retraite s'exécutait, la tristesse était peinte sur la physionomie des soldats eux-mêmes qui, par instinct, ainsi qu'il arrive dans les multitudes, semblaient ne pas ressentir moins vivement que leurs chefs combien il était douloureux d'abandonner aux armes étrangères ces fertiles provinces. Comme j'étais à l'arrière-garde et que j'avais toujours sous les yeux les drapeaux abhorrés des Autrichiens, je sentais mon cœur se déchirer. Les moins clairvoyants prévoyaient tous nos malheurs, de sorte que les mêmes généraux qui, à la réunion de Reggio, avaient témoigné le désir du bien, mais toutefois mollement, semblaient alors disposés à oser se dévouer pour le soutien de la patrie défaillante.

Nous nous rassemblâmes donc chez Carascosa, à Borgo San Donino et, de même qu'il en avait été à Reggio, nous trouvâmes qu'il était indispensable de contraindre le roi à nous donner cette constitution si désirée. Je m'attendais à ce que le jour même on aurait délibéré sur la manière d'accomplir ce

que nous croyions d'une urgence si absolue, et d'une si incontestable justice. Mais au lieu de cela, Carascosa et Ambrosio qui, quelque vaillants officiers qu'ils fussent, n'étaient que des eunuques politiques, dirent que la prudence exigeait avant toute chose d'envoyer un d'entre nous chez lord William Bentinck à Gênes, afin de lui demander s'il nous soutiendrait de son autorité, et s'il nous aiderait avec des hommes et de l'argent pour exécuter notre entreprise, dans le cas où l'obstination du roi nous entraînerait dans une guerre civile.

Stupéfait de ce discours, je leur demandai d'où pourrait venir l'opposition qu'ils redoutaient, puisque les populations et les propriétaires et l'armée étaient de notre côté? Ils répliquèrent que le téméraire Joochim, à la tête de sa garde, pouvait se présenter aux corps que nous commandions, et qu'il n'était pas impossible qu'il les réduisît à l'obéissance. Je niai vainement une telle possibilité; en vain je m'offris de soutenir contre le roi le choc éphémère qu'ils craignaient : les généraux indécis, aimant mieux temporiser, décidèrent que le général Filangieri devait aller à Gênes, afin de conférer avec le général anglais. Filangieri revint parmi nous avec une réponse défavorable. Le lord W. Bentinck était un honnête homme, libéral au fond du cœur, mais en même temps un homme à courtes vues. Il promettait de nous aider avec de l'argent aussi bien qu'avec des forces de terre et de mer, pour que nous introduisions parmi nous des institutions libres, mais à la condition de renverser Joachim du trône pour y placer un Bourbon.

Entre les séductions du roi et la réponse décourageante de Bentinck s'évanouit cette seconde tentative, et je restai, comme disent mes chers Calabrais, avec les yeux remplis et les mains vides.

Je reçus, sur ces entrefaites, une lettre de Carascosa adressée au général baron Pépé, et dans cette lettre, qui était remplie d'expressions flatteuses et amicales, il m'annonça que le roi m'avait nommé baron, en me donnant une très belle terre à quelques milles de Naples, récompenses qui véritablement convenaient mal au tribun. Je répondis sans hésiter, en remerciant ce général de ses affectueux sentiments pour moi, mais en lui déclarant toutefois que je n'acceptais ni le titre ni la terre, et que je n'accepterais jamais la moindre chose du roi tant qu'il ne donnerait pas une constitution à notre pays.

Cette décision de ma part ne devait point plaire à mes complices de conspiration, qui avaient été dans cette même journée récompensés par le roi. Carascosa fut nommé capitaine des gardes, Ambrosio et Filangieri aides de camp, et ils étaient du moins d'excellents militaires; mais Colletta, qui n'avait jamais vu l'ennemi, eut la charge de conseiller d'État. Or, cette charge, aussi bien que celle des autres généraux, donnait de très bons revenus annuels. Je sus ensuite que Joachim, qui m'avait si souvent loué dans ses ordres du jour, en décrétant les récompenses dont il est ici question, n'avait pas eu l'ombre d'une pensée en ma faveur. Carascosa, poussé par des sentiments de justice et d'amitié pour moi, lui ayant alors insinué qu'il n'était point juste que je fusse négligé, le roi répondit qu'ayant

plus de lieutenants généraux qu'il ne lui en fallait, il ne pouvait me donner d'avancement. Mais, quand Carascosa, au lieu d'insister sur le grade, qui du moins m'était dû à raison de l'ancienneté, lui parla de la baronnie, le roi y consentit avec plaisir, et il choisit par parenthèse la meilleure dont il pût disposer.

Je me souviens toujours avec plaisir d'avoir refusé la baronnie, car à cette époque le fils unique de mon frère aîné vivait encore, et c'était à lui que devaient appartenir presque tous les biens de ma famille, de sorte que je ne possédais que peu de chose. J'expliquerai bientôt les raisons pour lesquelles je me laissai persuader plus tard d'accepter la baronnie d'abord refusée, et le lecteur jugera si, en changeant de pensée, j'eus tort ou raison.

Le pape Pie VII, arrivé à Bologne depuis quelque temps, s'était ensuite arrêté à Cesène, sa patrie, et le roi se vit obligé de lui restituer tous les États de l'Église, à l'exception de la marche d'Ancône. Sa Sainteté s'avançait lentement vers Rome, et se trouvait à Rimini au moment où j'y arrivai avec l'arrière-garde. Admis à lui offrir mes hommages et à lui baiser la main, j'y trouvai le général Carascosa et le marquis Mondrone, chambellan du roi, et envoyé pour exercer les mêmes fonctions auprès du Pape. Sa Sainteté me dit, peut-être par cette extrême courtoisie qui lui était naturelle, qu'elle avait lu et entendu dire de moi les choses les plus honorables. Je répondis, en la remerciant de sa bonté, qu'il eût été digne d'un pontife italien de s'environner de tous les fils de l'Italie pour chasser

les étrangers. Il m'écoutait attentivement et avec une complaisance évidente, lorsque le marquis, effrayé de mon discours, se mit à l'interrompre en annonçant d'autres personnes auxquelles le Pape avait accordé une audience, et il ne manqua point ensuite de tout rapporter au roi, qui, en parlant de moi, disait souvent : « Il ne laisse personne tranquille, pas même le Pape. »

Un évêque qui faisait les honneurs du palais pontifical me dit que j'étais invité à dîner. Lorsque je me présentai à l'heure indiquée, les gens de sa cour, supposant que je désirais parler au Pape, me dirent qu'il reposait. Je déclarai l'invitation que j'avais reçue, et l'on me répondit que personne ne dînait avec le Pape, pas même les rois. On me conduisit en même temps à la table des cardinaux, présidée par l'un d'eux, le cardinal Gabriele. Sept cardinaux se trouvaient à table ce jour-là, et, sans exagération, ils mangeaient de meilleur appétit que n'auraient fait sept de mes grenadiers après avoir fait à pied une marche de trente milles. On voyait sur la table beaucoup de plats de sucrerie qui étaient autant de dons des dévotes de la ville et des villes voisines. Le prélat chambellan me suggéra de demander quelque grâce, et il ajouta : « Par exemple, la permission au chef de votre famille de faire dire la messe dans votre maison. » Je pensai à mon bon père, qui, en recevant cette permission et en apprenant de moi avec quelle bonté le pontife m'avait accueilli, éprouva la plus grande joie.

Quelques jours après, pendant que le Pape était à Ancône, le général d'Ambrosio lui tenait

divers discours sur une constitution italienne. Le lendemain, pendant qu'il lui faisait sa cour en se tenant à cheval près de la portière de sa voiture, il survint un gentilhomme estropié qui demanda au Pape sa bénédiction, afin de lui rendre l'usage de ses jambes. Le pontife, se tournant vers d'Ambrosio, lui dit : « Entendez-vous, général, où nous en sommes encore ? On n'est encore que trop loin, en Italie, du temps que vous désirez ! »

Je pris, avec l'arrière-garde, le chemin de Pesaro, et je regrettai vivement d'être obligé de me retirer aussi de cette jolie ville, patrie de mes excellents amis, Giulio Perticari et Francesco Cassi. J'arrivai enfin à Sinigaglia, où, ayant établi mon quartier, je fus logé chez le marquis Grossi. Outre ma brigade, j'avais sous mes ordres un régiment de lanciers commandé par le colonel Russo, et le 6e de ligne commandé par le chef de bataillon Guarini, qui, ainsi que ce régiment, m'était entièrement dévoué. Dégoûté de la conduite qu'avaient tenue par deux fois mes compagnons d'armes, les uns par faiblesse, les autres par intérêt personnel, je formai le dessein d'agir seul désormais. Je resserrai encore la discipline dans les corps que je commandais, je redoublai de soins pour mes soldats, et je résolus de lever, au bout de quelques jours, l'étendard de la liberté napolitaine dans la ville de Jesi, où une partie de mes bataillons avaient leurs quartiers. Avec les quatre régiments dont je pouvais disposer, je serais entré en trois jours de marche dans les Abbruzzes où j'aurais rassemblé des carbonari armés, au delà de ce qui m'était nécessaire.

Certain, comme je l'étais, que Carascosa et Ambrosio n'approuveraient pas mes mouvements, je ne les craignais néanmoins en aucune manière, parce qu'ils étaient à moitié compromis, parce que leurs corps ne leur auraient point obéi s'ils avaient voulu les faire marcher contre moi, et enfin, parce qu'ils étaient naturellement irrésolus quand il s'agissait de combinaisons politiques.

J'étais donc sur le point d'exécuter une utile, une sainte, et peut-être une immanquable entreprise, quand je reçois un courrier de Carascosa, qui m'écrivait de me rendre par la poste à Ancône, parce qu'il avait à me parler d'affaires importantes. Au moment où j'arrivai, ce général me dit : « Je sais que vous vous préparez à faire un mouvement et à proclamer la constitution ; mais je n'ignore pas d'ailleurs que votre patriotisme est pur et exempt d'ambition. Je ne doute donc point que vous vous réunirez à vos compagnons, qui, pour cette fois, agiront sérieusement. Dix-sept généraux signeront une adresse en feuille double et bien raisonnée, dans laquelle nous prierons le roi d'accorder la constitution dont notre pays a besoin et qui sera très utile à l'affermissement de sa dynastie. Nous ajouterons que, s'il refuse de souscrire à notre demande, les intérêts nationaux nous forceront de faire proclamer par l'armée le régime constitutionnel. Ambrosio et Filangieri vous confirmeront ce que je vous dis, et vous entendrez de leur bouche qu'il a été décidé que, si le roi s'obstinait à refuser ce que nous lui demandons, vous commanderiez l'avant-garde de nos troupes. »

Ambrosio et Filangieri me confirmèrent ce que m'avait dit Carascosa; en même temps Filangieri, alors mon intime ami, me dit que le colonel des lanciers, Russo, avait révélé mes intentions à Carascosa, dans une lettre qu'il lui avait écrite de Sinigaglia, et sur un tel ton d'intimité qu'il commençait ainsi : « Caro Michele, etc. (prénom de Carascosa). » Filangieri exigea ma promesse solennelle que je ne raconterais ce fait à personne au monde.

Les généraux présents à Ancône et dans les villes voisines s'étant réunis, il fut décidé, après de longues discussions, qu'Ambrosio, regardé comme un savant parmi nous, composerait l'adresse; et, comme j'avais une écriture claire et assez soignée, j'en écrivis deux copies, lesquelles, ayant été signées par tous ceux de nous qui étaient présents, furent expédiées à Naples par le moyen d'un officier fidèle, pour que d'autres généraux, en qui nous avions confiance, y ajoutassent leurs signatures. Voici les noms que je puis me rappeler des généraux qui signèrent cette adresse, de laquelle aurait pu résulter la liberté du royaume de Naples, et ensuite celle de l'Italie tout entière : Carascosa, le prince Pignatelli, Strongoli, Vincenzo Pignatelli, Ambrosio, Florestan Pépé, Guillaume Pépé, Filangieri, le prince de Campana, d'Aquino, Alexandre Medici, Pietro Colletta, Arcovito, Petrinelli. Je ne me rappelle pas les quatre autres avec certitude; je suis sûr cependant qu'elle ne fut signée ni par le duc de Roccaromana, ni par Macdonald, parce qu'ils étaient trop soumis au roi. Lorsque les deux copies revinrent avec les signa-

tures dont il s'agit, il me sembla que nous tenions entre nos mains notre liberté ; et en parlant entre nous des bizarreries du roi, qui était capable d'actes véritablement insensés, on convint qu'après lui avoir envoyé une de ces copies, je me placerais en première ligne pour m'opposer aux tentatives que le prince aurait pu faire.

Du moment où l'adresse avait été signée, je ne donnai plus un moment de repos à mes compagnons pour qu'on l'envoyât au roi et pour qu'en même temps nous nous disposassions à la défense de la manière qui avait été convenue, nous tenant prêts à marcher sur Naples au cas où les circonstances l'exigeraient.

Le plus grand nombre des généraux qui avaient signé l'adresse se trouvaient dans la capitale, Aquino et Medici à Macerata et à Fermo ; de sorte que l'exécution de notre projet dépendait de Carascosa, d'Ambrosio, de Filangieri et de moi. Carascosa et Ambrosio me disaient qu'ils attendaient une réponse de l'avocat Poerio et du général Colletta, lesquels, se trouvant conseillers d'État, pouvaient nous donner de bons conseils ; je répondis, hors de moi, que je ne pouvais comprendre comment l'exécution de ce que les généraux auraient décidé pouvait dépendre de l'approbation, ou du moins de l'avis de ces deux hommes, l'un avocat, et partisan des demi-mesures, bien que chaud patriote, et l'autre général de pure faveur. Carascosa et Ambrosio s'efforçaient vainement, par des raisons frivoles, de justifier leur irrésolution. Carascosa, me parlant en tête-à-tête, me dit qu'Ambrosio, en

signant l'adresse, avait donné tous les indices d'une grande perplexité. Je répliquai que l'adresse était signée, que chacun était compromis, qu'une délibération formée par tant de personnes ne pourrait longtemps demeurer secrète, et qu'alors nous ne pourrions éviter d'encourir le mépris de la nation et de Joachim lui-même. Mes paroles, mes raisons sans réplique furent impuissantes sur ces âmes insensibles à la grandeur d'une si utile et si noble entreprise. Croirait-on qu'un matin, pendant que je me promenais avec Carascosa, il me dit que la religion lui donnait de la répugnance à se révolter contre le roi, auquel il avait juré fidélité. « Et n'avez-vous jamais rien juré à une patrie malheureuse ? » lui répondis-je.

Irrité outre mesure, je communiquai à Filangieri le dessein que j'avais formé de m'emparer des deux copies de l'adresse, de me rendre à mon quartier de Sinigaglia et de les expédier de là au roi, puis de marcher immédiatement sur les Abbruzzes, avec les corps qui étaient prêts à me suivre, me faisant précéder par une chaleureuse proclamation. Filangieri approuva ma pensée; et comme les adresses en duplicata se trouvaient entre les mains d'Ambrosio, j'allai lui dire que Carascosa désirait les relire pour lever un doute qui lui était venu. Ambrosio observa attentivement mon maintien, que je m'étais étudié à rendre parfaitement calme, et il me remit les deux copies. Quand je les eus en ma possession, je me hâtai de monter dans ma voiture, attelée de bons chevaux de poste ; mais comme j'étais sur le point de sortir de la place d'Ancône, Ambrosio accourut

tout effaré et hors de lui, ayant découvert ma supercherie, parce qu'il était allé chez Carascosa. Je déclarai à Ambrosio que ces papiers étaient très bien dans mes mains ; et lui, oubliant la dignité de son grade, parlait haut de manière à se faire entendre de la foule qui commençait à nous entourer et se grossissait de plus en plus ; de sorte que je descendis de voiture pour éviter un plus grand scandale. Il me disait entre autres choses qu'en voulant agir à ma tête j'étais plus despote que le roi, dont le despotisme se faisait plus facilement tolérer que le mien. Je lui dis que je m'en rapporterais à la décision de Filangieri. Nous allâmes chez ce dernier, et au nom de l'amitié qui nous unissait, il m'exhorta à rendre les deux adresses, regardant notre désaccord comme fatal à l'entreprise.

Carascosa et Ambrosio, dont l'indécision devint funeste à notre patrie, ne paraissaient pas vouloir abandonner l'idée d'exécuter le mouvement projeté. Ils promettaient, au contraire, qu'ils l'effectueraient dans un temps plus opportun. Quant à leur véritable pensée, je ne l'ai jamais connue ; il n'est pas aisé de lire avec exactitude dans le cœur des hommes. Je sais cependant que lorsque, dans de semblables circonstances, on veut trop calculer, la patrie est déjà loin du cœur.

Rentré dans mon quartier de Sinigaglia, avec le cœur non moins attristé que je ne l'eus depuis, pendant mon long exil, je soupirais souvent et profondément, ainsi que l'aurait pu faire un amant passionné, mais trahi. Je fus arraché à mes tristes pensées par une lettre de Carascosa, dans laquelle

il me disait de me rendre promptement à Ancône pour une affaire très importante qui me concernait. Quelle affaire avais-je au monde, excepté celle de l'adresse qui avait si mal fini? Arrivé dans cette place, Carascosa me lut une lettre du ministre de la guerre Macdonald, qui n'était plus de notre parti, et dans laquelle il lui ordonnait, au nom du roi, de me faire partir pour Naples, où il m'était enjoint de me présenter au château Saint-Elme, pour y être soumis à un conseil de guerre.

Sans hésiter un instant, je déclare que je suis prêt à partir et à devenir victime de la faiblesse de mes compagnons. Je me flattais que, comme on connaissait dans le royaume ma persévérance, les punitions qu'elle m'attirerait serviraient mieux mon pays que je n'avais eu la chance de le faire avec mon épée. Je vis Carascosa tombé dans un tel abattement qu'il n'était pas possible qu'il fût complice de cette disposition, comme le bruit en courut ensuite, et que je démentis de toute ma force. Filangieri était allé auprès du roi et d'Ambrosio partageait l'agitation de Carascosa; mais je pense qu'ils craignaient que la rigueur avec laquelle le roi me traiterait ne les fît tomber dans un grand discrédit.

Après avoir changé bien des fois d'avis, ils me proposèrent de m'en aller à Milan pour y rester jusqu'à ce que l'affaire fût accommodée. « A Milan? répondis-je. Ne vous souvient-il plus qu'on est là en Autriche? Pour le peu que j'ai fait dans la dernière campagne, je serais bien accueilli des Autrichiens; mais que dirait-on dans notre pays, quand on me saurait réfugié au milieu des oppresseurs de

l'Italie? Et pourrais-je moi-même me respecter si peu? » Carascosa me proposa de me donner un ordre, avec une date antérieure, pour inspecter quelques troupes dans le district de La Pergola, fort éloigné d'Ancône. Il aurait ensuite écrit au ministre de la guerre qu'il me rappellerait, et qu'à peine arrivé à Ancône je partirais pour Naples. Carascosa aurait en même temps demandé à Poerio et à Colletta de l'informer de ce qu'il y avait à craindre pour moi. Carascosa et d'Ambrosio m'assurèrent que, dans le cas où le roi voudrait user de rigueur avec moi, on ferait partir l'adresse et que l'on exécuterait le mouvement qui avait été retardé. Ne voulant point montrer le désir de me faire martyr de la cause publique, je courus par la poste à La Pergola, afin d'y inspecter les troupes qui y étaient stationnées.

Chemin faisant, plus j'y pensais et moins je pouvais trouver une raison plausible à des rigueurs que le roi voulait faire tomber sur moi seul. Il est vrai que je m'étais montré plus ardent que les autres généraux, mais ils n'en étaient pas moins mes complices. Que le roi voulût me faire condamner à perdre la tête, c'était une chose presque impossible, tant parce qu'il était d'un naturel doux et humain que parce que son trône était encore chancelant. Mais se fier à la douceur et au bon sens des hommes couronnés n'eût pas été sage. Au milieu de toutes ces pensées, mon esprit demeura en suspens jusqu'à ce que je reçusse l'avis de Carascosa de retourner à Ancône. Lorsque j'y arrivai, il me fit lire les lettres qu'il avait reçues de Naples et dans lesquelles on lui assurait que je ne courais aucun danger.

L'une d'elles, entre autres, rapportait que Florestan, ayant été invité à une fête du soir chez la reine, elle lui avait assuré que ma punition se réduirait à peu de jours de réclusion dans le château : ce qui me parut un terme moyen passablement absurde.

Je partis donc et, arrivé à Naples, Florestan me dit que l'irritation de Joachim contre moi s'était tout à fait calmée, et qu'au lieu de Saint-Elme et d'un conseil de guerre il se montrerait d'une aménité parfaite. Je me présentai au ministre de la guerre, qui me dit que le roi m'attendait; et, un moment après, j'étais dans la demeure royale. Je trouvai dans les salons le prince de Strongoli, capitaine des gardes, et Filangieri, aide de camp de service. Ainsi le roi était gardé par mes complices.

Le chambellan de service m'introduisit chez le roi qui était avec la reine, dont la belle tête était couverte d'un immense chapeau, selon la mode de cette époque. J'ignore si elle y resta par hasard, ou si elle avait la curiosité d'entendre la justification du *sauvage*, car elle me donnait ce nom quand elle parlait de moi aux autres.

J'avais résolu en moi-même, si le roi me parlait de la conspiration, de lui répondre qu'après lui avoir exposé vainement le désir que les peuples avaient d'être constitués, et l'avantage qui résulterait pour lui-même d'un gouvernement constitutionnel, je considérais comme juste et sacré tout moyen tendant à détruire le pouvoir absolu, mais lui, évitant de parler de l'adresse qu'il ne pouvait ignorer, commença par me dire : « Je vous traite tous, et

vous en particulier, comme mes enfants. » Je répondis que, s'il eût fait autrement, en suivant l'exemple de Ferdinand, en 1799, les Cirilli et les Mario-Pagani, punis par la mort, auraient trouvé des imitateurs. A cela le roi répondit d'un ton irrité : « Non, Monsieur. Nous nous battrions plutôt dans la chambre à côté! » Je me repentis alors de lui avoir dit une chose qu'il ne méritait pas d'entendre, et je repris : « Je me battrai, Sire, contre vos ennemis, car vous n'en manquerez point, et je les tiendrai pour ennemis de ma patrie. On verra, dans ce cas, qui se montrera le mieux, de vos flatteurs ou de moi. » Il me répondit : « Je ne l'ai jamais mis en doute, et je suis même certain que, si vous saviez tout le mal qui résulte pour moi de votre conduite, vous agiriez autrement que vous ne faites. — J'aime Votre Majesté, et mon cœur reconnaissant n'a point oublié quel fut votre accueil, la première fois que je me présentai devant vous. Si vos intérêts ne s'accordaient point avec ceux de ma patrie, je serais le plus malheureux des hommes, mais mon choix ne serait point douteux. Votre Majesté, en nous accordant la constitution demandée, consoliderait son trône pour toujours, et vous seriez adoré des Napolitains. Vous avez généreusement versé votre trésor privé dans celui de l'État; vous qui avez une âme si élevée, pourquoi vous refusez-vous à donner des institutions libres? » Le prince me répondit : « Croyez-vous que je ne me souvienne pas d'avoir été républicain? Je vous aurais donné, il y a longtemps, la constitution que vous réclamez, si un tel acte ne devait pas m'attirer

l'implacable inimitié de l'Autriche. — Sire, m'écriai-je, ce n'est point l'Autriche qui, avec son amitié trop équivoque, soutiendra votre sceptre, mais bien six millions de Napolitains avec leurs puissants et naturels moyens de défense. Vos peuples enivrés de l'amour de la patrie et gouvernés par un roi guerrier, montreraient à l'Europe de quoi ils sont capables, — Il nous suffit, répliqua-t-il, d'avoir l'armée de notre côté. » Je repris alors, presque hors de moi : « Ce faux principe de Votre Majesté me fait désespérer de votre salut et du nôtre. »

Il me donna sa main, que je voulus, contre l'usage, porter à mes lèvres, mais il ne le permit point. M'étant un peu calmé, je lui dis : « L'armée n'est point composée de janissaires. Elle sent, pense et juge comme le peuple dont elle sort : Manfredi, beau de sa personne, et comme vous brillant de valeur, fut abandonné de l'armée parce qu'il n'avait pas les peuples pour lui. » A ce discours il répondit : « Vous oubliez que j'ai un conseil d'État et de sages ministres. — Eh bien! repris-je, appelez les plus éclairés d'entre eux, et je soutiendrai en leur présence qu'ils ont déclaré que leur manière de penser était conforme à la mienne; mais ils manquent de franchise, parce qu'ils tiennent à vos faveurs. » Je lui dis encore beaucoup d'autres choses auxquelles il répondit à son tour; puis, après qu'il m'eut gracieusement permis de retourner chez lui toutes les fois que je le voudrais, je me retirai.

Je ne puis dire si Joachim m'aimait. Carascosa m'assurait qu'il ne pouvait me souffrir, mais qu'il

m'estimait. Il est certain que je l'aimais avec excès, après ma patrie toutefois. Croirait-on que cet homme plein de bravoure et d'un caractère si rempli de franchise, avait appris sur le trône à pratiquer toutes les dissimulations des princes? Il est vrai que souvent en lui la nature triomphait de la dissimulation. Après avoir causé avec moi, à mon arrivée à Naples, il dit à la princesse de Caramanico qu'il apprivoiserait le sauvage. Mais celle-ci lui répondit qu'il y perdrait son temps.

Je fus invité pendant un mois à toutes les petites soirées de la reine, qui devait avoir horreur de moi comme d'un damné. Un soir, on me demanda si j'étais disposé à danser. Je répondis sans y penser que je n'avais jamais appris à faire une chose aussi ridicule. Les courtisans s'empressèrent de rapporter cette réponse au roi et à la reine, qui dansaient presque sans interruption. Un autre soir, je fus invité à la villa du Belvédère sur le Vomero, habitée en cette saison par la séduisante Pauline, princesse Borghèse. Nous étions si peu nombreux, pour mon malheur, que les deux sœurs, la princesse et la reine, toutes deux extrêmement belles, ayant voulu jouer aux *Pilastri*, je fus forcé de prendre part à ce jeu. Je fus aussi invité à dîner par le roi dans la même villa, et l'on dînait dans un des jardins, à découvert, et en vue de la mer. A peine était-on levé de table qu'arriva de Palerme le prince Ischitella, aide de camp de Joachim ; pendant que je causais avec quelques personnes de la cour, le roi me fit appeler et me donna à lire la lettre de lord William Bentinck adressée à lui, et apportée par

Ischitella. Après que j'en eus fait la lecture, je lui dis: — « Bentinck n'est point votre ami. » Le roi répondit : — « Il ne l'était point, mais il l'est aujourd'hui. » — Je faisais allusion à la réponse que le général anglais avait faite à Filangieri, et peut-être le roi pensait-il aussi à cette réponse. Joachim avait-il connaissance de notre conspiration emportée par le vent? Véritablement je l'ignore. S'il l'avait sue, comment aurait-il conservé sa faveur à Carascosa, à Ambrosio, à Filangieri? D'un autre côté, lui qui était si enclin à avoir des espions, comment pouvait-il ignorer nos conspirations, connues d'un si grand nombre d'officiers ?

Nous faisions cercle autour du roi, et nous étions six ou sept, tant généraux que conseillers d'État. Un de ces derniers, dans ce moment d'expansion où nous nous trouvions, dit au prince: — « Le général Pépé, en dépit de toutes ses oppositions, est très attaché à Votre Majesté. — Certainement, repris-je, j'aime véritablement le roi, et je le prouverai à l'instant en suppliant Sa Majesté de ne point persécuter les carbonari. — Vous me dites, répliqua-t-il, de ne point les persécuter, tandis que, dans leurs réunions à Lanciano, ils me déclarent un tyran! — Si Votre Majesté me le permet, répondis-je, je lui dirai ce que je pense à ce sujet. » Joachim fit quelques pas en arrière et, croisant les bras, s'écria : « Messieurs, vous allez voir que le général Pépé me croit un tyran. — Je ne calomnie jamais, répliquai-je, et je me plais trop, au contraire, à proclamer vos éminentes qualités. Mais je continuerai à parler avec franchise si vous m'en donnez la permission. »

Il me fit signe de parler, et je poursuivis : « Personne ne sait mieux que moi, Sire, combien votre cœur est humain et généreux. Lorsque, entre autres circonstances, vous m'envoyâtes aux insurgés de Doria dans la province de Lecce, vous ne voulûtes pas permettre que l'on répandît de sang, tandis que l'on demandait le sang à grands cris, parmi tous ceux qui étaient de notre parti. Mais, s'il vous répugne de répandre même le sang des coupables, et qu'en même temps votre général dans les Abbruzzes envoie, au moyen des commissions militaires, tant de citoyens à la mort, quel nom voulez-vous que vous donnent ces populations? » Le roi répondit : « Soyez sûr que je rappellerai le général qui commande dans ces provinces. » Mais, malgré ces paroles du roi, il n'en fut rien.

C'est pourtant une chose singulière que mon langage franc et hardi fût loué par ceux mêmes qui ne l'imitaient point.

J'étais un jour chez le roi, et ses fils, Achille et Lucien, encore dans un âge très tendre, lui furent amenés. Joachim me dit : « Je n'ai pas d'autres moments de plaisir que ceux que je passe au milieu de mes enfants. Vous feriez bien de vous marier. Je vous donnerai quarante mille ducats sur ma cassette, et la reine vous trouvera une des jeunes personnes les plus accomplies de la capitale. » Je lui répondis : « Mon père désire aussi que je me marie; mais avec une femme à mes côtés, adieu l'indépendance. Le tribun vous parlerait alors comme le font vos conseillers d'État. »

Le roi m'invitait à toutes les revues et aux fêtes

qu'il donnait le soir; mais je ne savais pas, pendant ce temps, pourquoi l'on me faisait rester à Naples, au lieu d'être envoyé pour reprendre le commandement de mes troupes. Une marquise de Vinchiaturo, sœur du général d'Aquino, cherchait depuis deux ans à faire recevoir ses deux filles, pour faire leur éducation, dans l'établissement des Miracles, sans rien payer, parce qu'elle n'avait qu'une fortune très bornée. J'en parlai au roi en le priant de donner une audience à la marquise, qui était une très belle femme. Il me répondit que la reine n'aimait point qu'il reçut les dames en audience. « Je la plains bien, dis-je, si elle s'inquiète des galanteries de Votre Majesté. » Le roi me dit de lui présenter la demande pour les deux jeunes filles, et comme je la tenais toute prête, il signa à l'instant; cette grâce combla de joie leur pauvre mère, qui autrement n'aurait pu les faire élever comme elles devaient l'être.

Sur ces entrefaites Carascosa arriva d'Ancône; il se montrait toujours mon ami; il se séparait à peine de moi, et disait qu'il partageait toutes mes idées sur le besoin que nous avions d'être constitués; mais en même temps, outre le grade de capitaine des gardes, il avait reçu du roi une terre dans les Marches. Peut-être les faveurs qu'il acceptait du prince ne lui permettaient-elles pas de se déclarer pour la cause nationale. Au reste, il méritait les bienfaits du roi beaucoup mieux que tant d'autres.

Le roi me dit enfin que je pouvais retourner à mon quartier de Sinigaglia, et à Carascosa, que nous pouvions faire ensemble ce voyage: ainsi

nous quittâmes Naples en même temps. Je passai le reste de cette année de 1814 sans changement de position, m'étudiant toujours à améliorer les corps que je commandais, et jouissant le plus souvent que je pouvais de l'aimable et instructive conversation de mes amis de Pesaro. Perticari m'inspira pour le Dante une telle passion que je m'occupais sans cesse à en retenir dans ma mémoire les plus beaux passages. Mais je n'eus jamais de goût pour Pétrarque, et j'avais en aversion ses éternelles plaintes d'amour, d'autant plus que ce sentiment, malgré ma sauvagerie, n'avait pas manqué d'ajouter quelquefois à mes épreuves déjà fort tristes en elles-mêmes.

CHAPITRE XVI

(DE JANVIER AU 20 MAI 1815)

Comment je passai l'hiver dans les Marches. — Nouvelles du débarquement de Napoléon en France. — Conduite de Joachim en cette occasion. — Il arrive à Ancône et se décide à attaquer l'armée autrichienne. — Les hostilités commencent près de Césène. — Je suis sur le point d'être fait prisonnier. — Entrée triomphale à Bologne. — Après divers combats, nous sommes obligés de nous retirer. — Bataille de Macerata. — Les Anglais menacent de débarquer venant de Sicile. — L'armée se débande. — Je suis nommé lieutenant-général. — Départ du roi. — Traité de Casalanza. — Entrée des Autrichiens dans la capitale.

Il n'était pas nécessaire d'avoir ·beaucoup de jugement pour prévoir les malheurs qui planaient encore sur le royaume et sur l'Italie; et j'étais profondément affligé de voir l'impossibilité dans laquelle nous étions de les éviter, à cause des idées étranges de Joachim et des forces extraordinaires et compactes des princes alliés.

Le roi perdait un temps précieux à des revues inutiles et à donner des fêtes aux Anglais ainsi qu'aux autres étrangers qui encombraient sa capitale. Mais un jour, au milieu de ce calme apparent dans lequel on vivait, la nouvelle arriva que l'empereur Napoléon, sorti de l'île d'Elbe, était déjà débarqué en France. Je ne m'attendais certainement pas à un événement d'une telle gravité; mais, en l'apprenant, je ne doutai point que le

roi, qui depuis un an entretenait des intelligences secrètes avec le grand capitaine, agirait désormais en toutes choses au gré de ce dernier.

Le 26 février, Napoléon avait levé l'ancre, partant de l'île qui composait seule son empire. Le 20 mars, les troupes napolitaines marchaient au delà des frontières du royaume, et le roi arrivait à Ancône. J'allai lui offrir mes hommages, et il me fit l'honneur de m'inviter à dîner. « Nous avons fait la paix avec Florestan, me dit-il, nous parlerons bientôt de donner une constitution et de chasser les étrangers. — Je vous jure, lui dis-je, qu'à présent qu'il s'agit de combattre pour la nationalité italienne, vous trouverez en moi le soldat le plus aveuglément soumis, et non plus le tribun. »

L'armée avec laquelle le roi entra en campagne montait tout au plus à 24.000 hommes, tandis que les Autrichiens nous en opposaient 50.000.

A la fin de mars, le roi arriva à Sinigaglia et passa en revue la première division. Après que, suivant l'usage, je l'eus salué à la tête de ma brigade, je vins me placer à son côté. Cette brigade était véritablement belle, animée d'un vif enthousiasme ; et Joachim, plus satisfait que jamais en la voyant défiler, en faisait l'éloge. Je lui dis qu'avec de tels hommes nous pourrions aller loin, et il me répondit : « N'en doutez pas, nous irons en effet. » Peu d'heures après la revue, je reçus l'ordre de me mettre en marche le lendemain, à l'aube du jour, pour aller à Pesaro.

Le jour même où je quittai Pesaro, je m'avançai vers la Catolica. Le roi avait donné à ses

généraux les instructions pour qu'ils ne commençassent pas les premiers les hostilités. Les Autrichiens se retiraient sans faire feu; et, étant arrivés au Rubicon qui réveille un si mémorable souvenir, Carascosa, au milieu de ce petit fleuve, me dit en me donnant la main : « Jurons de mourir avant de voir échouer nos efforts ». Nous le jurâmes tous les deux et de tout notre cœur. Le soir, nous entrâmes dans Rimini et, le jour suivant, nous continuâmes notre marche, ayant toujours en vue les Autrichiens qui se retiraient. A peu de milles de Césène, ils prirent position en travers de la route postale, et là ils commencèrent le premier feu. Mon chapeau, orné d'un galon et d'un panache blanc, étant très reconnaissable, les premières balles passèrent si près de moi qu'elles blessèrent un des lanciers qui me suivaient.

L'ennemi recula encore. Je pénétrai dans la ville avec deux seuls lanciers, car je la croyais entièrement évacuée. Mais une quantité de dames me crièrent de leurs fenêtres : « N'avancez pas, général, car la cavalerie ennemie vous fera prisonnier! » Il me semblait que ces cris étaient pour le salut de l'Italie, et je les saluais en avançant toujours. Tout à coup j'aperçus le colonel autrichien Gavenda, mon compagnon d'armes dans les campagnes précédentes, à la tête d'un régiment de hussards. A cette vue je rebroussai chemin et pris le galop, pendant que lui, de son côté, me croyant suivi de ma colonne, se retira en fuyant. Les belles de Césène eurent donc une magnifique occasion de s'égayer aux dépens de tous.

Revenu à la porte par laquelle j'étais entré, je formai une petite colonne de fantassins avec laquelle je traversai la ville en poursuivant les Autrichiens, qui abandonnèrent quelques chevaux et qui, serrés de près, se jetèrent par dessus les murs pour ne pas être fait prisonniers.

Quand nous arrivâmes à Bologne, mon aide de camp, au qui-vive de la garde nationale qui était chargée de veiller à cette porte de la ville, répondit : « Indépendance italienne ! » Comment décrire la joie et les applaudissements de cette population animée à ce cri magique de l'indépendance italienne ! Enfants, hommes faits, vieillards, femmes de tout âge et de toute condition, du haut des balcons des fenêtres, sous les portiques, ne se contentant point des éclats de leurs voix, agitaient leurs mouchoirs en signe d'approbation et d'amour. Il me semblait voir une famille dans les chaînes se réjouissant à l'arrivée de ses frères libérateurs. Mon cœur en fut tellement ému que je craignais à chaque instant de tomber de cheval. La longue rue qui traverse Bologne me paraissait sans fin, et je m'aperçus alors que la joie, à laquelle j'étais peu babitué, avait plus d'action sur moi que la douleur.

Les Autrichiens se retiraient sans combattre afin de défendre le passage du Panaro, l'une des plus grosses rivières qui se jettent dans le Pô. Elle est guéable depuis sa source jusqu'au pont de Saint-Ambroise. Le matin du 4 avril, notre colonne se mit en marche vers Modène. Elle avait fait halte non loin du pont du Panaro. Nous convînmes avec Carascosa que le mieux était de ne point attaquer

le pont de front, mais de tourner l'ennemi en passant le fleuve à gué à Spilimberto. Le roi fut de notre avis ; mais, tandis que ce mouvement s'exécutait, il ne put résister à son ardeur naturelle et fit attaquer de front avec deux seuls bataillons. Pendant ce temps je me hâtais vers Spilimberto. Après avoir harangué mes troupes, je fis battre la charge par les tambours, et la colonne, sans la moindre hésitation, traversa la rivière à gué. Arrivé de l'autre côté, je criai : « à la course », et l'ennemi commença bientôt à se retirer. Pendant ce temps, le roi forçait le pont. La retraite des Autrichiens devint donc complète. 7.400 Napolitains avaient battu 12.000 Autrichiens. Le soir, Millet, Carascosa et moi fûmes invités à dîner chez le roi qui, transporté de joie à cause du succès obtenu dans cette occasion, répéta plus d'une fois : « J'ai vu combattre l'infanterie française, mais jamais avec plus d'élan que la nôtre aujourd'hui. »

Mais la fortune ne devait pas nous sourire longtemps. Les 7, 8 et 9 avril, à Occhiobello et à Carpi, nous dûmes reculer à notre tour devant des forces supérieures.

Le 12 avril, nous repassâmes le Panaro. Le 13 et le 14, l'armée entière était en pleine retraite. Le 15, le roi ayant emmené Carascosa avec lui, je demeurai chargé du commandement de la division entière. Je devais garder le passage du Reno. Après avoir disposé mes troupes et laissé engager l'action, je me rendis au delà de la rivière avec quatre bataillons. Pour ôter aux miens l'espérance de repasser le pont, je le fis encombrer avec les caissons de l'ar-

tillerie. Outre cela, je pris la grosse clef de la barrière qui fermait le pont, et je la tenais à la main en la montrant aux soldats, auxquels je disais en riant que les bons nageurs seuls pourraient tourner le dos à l'ennemi. Les Autrichiens firent tout ce qu'il était possible de faire pour arriver au pont : charges de cavalerie, feux non interrompus d'artillerie et de mousqueterie ; ils ne purent jamais passer. Le soir, le roi m'embrassa et me nomma son aide de camp.

Le matin du 16 avril, avant le point du jour, après avoir abandonné la rive droite du Reno, je traversai, avec l'arrière-garde, la ville de Bologne dans un profond silence ; de Bologne, où, le 2 du même mois, nous avions été accueillis avec transport par un peuple qui attendait de nous la liberté. J'enviais le sort de mes compagnons d'armes, qui, peu d'heures auparavant, avaient cessé de vivre dans le Reno, pour la noble cause de l'indépendance italienne.

Le roi tint un conseil dans cette ville, à la suite duquel il fut décidé de continuer à se replier sur le royaume. Les Autrichiens montrant beaucoup de lenteur et de circonspection, Joachim jugea à un moment donné qu'ils désiraient entrer en accommodement ; il expédia, en conséquence, un officier de sa maison, le colonel Carafa Noja, avec une lettre qui contenait des propositions de trêve. Mais Carafa revint du camp ennemi, avec une réponse polie, mais négative. Cette triste campagne continua donc, nous toujours en retraite et le découragement gagnant lentement les soldats.

La première division arriva à Pesaro. Je formais l'arrière-garde avec ma brigade. Je fis fermer toutes les portes de la ville et, après ces diverses dispositions, à l'égard desquelles j'étais très minutieux, je me rendis chez mon cher Jules Perticari, qui, avec sa femme, fille du poète Monti, m'attendait à dîner. On n'avait pas encore fini de servir la soupe qu'un de mes aides de camp vint m'avertir que l'on entendait, en dehors des murs, de nombreuses décharges de fusils. Je n'y crus point d'abord ; mais il revint presque aussitôt me dire que les feux de mousqueterie étaient de quelque importance. Je laissai donc mes excellents amis en leur promettant de revenir au bout de quelques instants ; et pourtant je les quittais pour ne les plus revoir de ma vie! A peine sorti dans la rue, je me trouvai en présence d'une grande confusion causée par un parti de hussards hongrois qui étaient entrés dans la ville, pêle-mêle, en poursuivant une de nos colonnes. Ces hussards furent tués ou faits prisonniers.

Le 28 avril, avant le jour, la première division se mit en marche par l'ordre du roi vers Sinigaglia. Le 29 et les jours suivants, nous nous retirâmes toujours en combattant. Le 2 mai, j'étais à Ancône.

Pendant ce temps, le roi livrait la bataille de Macerata à laquelle je ne me trouvai point. Dans cette circonstance, il se montra comme un homme décidé à vaincre ou à mourir. Vers la fin de la journée où, après une lutte opiniâtre de part et d'autre, le général autrichien Bianchi songeait à la retraite, il arriva au roi des lettres lui annon-

çant que, dans les Abbruzzes, une colonne autrichienne était entrée dans Aquila et avait été bien accueillie par les autorités civiles, tandis que les Anglais avec Ferdinand préparaient un prochain débarquement, Joachim, par l'effet de son mauvais raisonnement, jugeant que dans les limites de son royaume il défendrait mieux sa couronne qu'en restant au dehors, renonçant au seul acte qui, peut-être, aurait pu le sauver, c'est-à-dire à renouveler le combat ordonna une retraite fatale et l'ordonna mal à propos. La retraite de la garde à pied servit de signal à celle de tous les corps qui étaient en ligne et se fit de jour, sous les yeux d'un ennemi fort par le nombre aussi bien que par des avantages moraux.

La nuit du 3 au 4, il se passa dans la chambre du roi une bien triste scène qui pourrait servir de leçon aux princes qui confèrent, au gré de leur caprice, des grades élevés dans l'armée. Je la raconte afin que l'on sache que les malheurs de l'armée napolitaine eurent lieu par la faute du malheureux et vaillant Joachim, qui accordait indifféremment les hauts emplois à de bons et à de mauvais officiers, mais qui se montrait encore plus prodigue à l'égard de ces derniers. Les généraux d'Aquino et Medici arrivent dans la chambre du roi en lui disant, qu'attaqués par l'ennemi dans l'obscurité, ils avaient perdu, entre morts et blessés, un grand nombre des leurs et que les autres s'étaient dispersés. Pendant que le roi demande les détails de ce désastre, le général de la garde et Lecchi entrent à leur tour. Le premier dit qu'il

n'existait pas une seule compagnie de la garde à pied qui ne fût débandée; le second accuse Majo de n'avoir pas fait camper sa brigade à Pétriola et de l'avoir abandonnée, comme si lui, Lecchi, chef de la division, n'eût pas été dans le devoir de suppléer à l'incapacité de Majo! Livron protesta qu'il ne pouvait répondre des intentions de la garde à cheval, qui, avant et après cet événement, s'était toujours conduite d'une manière admirable.

Dans le manuscrit de l'excellent militaire général d'Ambrosio, ces déplorables détails se trouvent exactement confirmés. Bien qu'il y eût beaucoup d'exagération dans ces rapports, malheureusement tout n'en était pas faux.

N'ayant encore connaissance que des premiers avantages du roi, j'étais toujours à la recherche du corps de Niepperg et je marchai jusqu'à Ancône sans rien rencontrer. La nuit était déjà avancée, lorsqu'arriva un aide de camp de Carascosa m'annonçant les revers de l'armée et la nécessité de me replier sans retard. Je me remis donc en marche avec des troupes déjà fatiguées. A moitié chemin entre Osimo et Civita Nuova, j'écrivis à Carascosa en le priant de s'arrêter du moins pour une heure, attendu que la lassitude des miens et la lenteur avec laquelle les artilleurs s'avançaient ne me permettaient pas de le suivre. Il me répondit que notre situation était si triste qu'il ne fallait se préoccuper ni de la perte des bouches à feu, ni de celle des hommes fatigués. Heureusement, l'ennemi ne se montra point. Le 5 au matin, après une nuit glaciale, je remis les miens en ordre, et ce fut

alors que le triste spectacle qui s'offrait à mes yeux me déchira l'âme. La garde à pied, débandée, s'approchait du Tronto ; la seconde et la troisième division étaient dans un tel désordre qu'elles n'étaient plus reconnaissables. La cavalerie et les sapeurs, ainsi que l'artillerie, quoique réunis, n'étaient plus ce qu'ils avaient été auparavant.

Cependant mon âme ne gémissait pas encore sous la plus forte de toutes les émotions que j'eusse ressentie, celle qui me saisit au moment où je revis le roi. Au lieu de ce sourire habituel que je voyais ordinairement sur son visage, lors même qu'il affrontait les plus grands dangers, des larmes abondantes tombaient de ses yeux ; et comme je ne pouvais retenir les miennes, je pris sa main que je portai à mes lèvres. Oh ! combien il fut sensible à ce témoignage de ma respectueuse affection ! Qui sait si, en ce moment, il ne se souvint pas de mes paroles, lorsque je lui avais dit dans son palais : « Quand vous serez dans une situation périlleuse, vous saurez quels sont vos amis et quels sont ceux de votre fortune. »

En traversant le Tronto, le roi espérait encore recomposer son armée. Quand nous fûmes arrivés près de cette rivière, j'y campai avec mon arrière-garde ; puis j'allai voir le roi. Il s'était passé, quelques instants auparavant, une scène des plus étranges entre lui et le général d'Aquino, qui, pour justifier toutes ses bévues et son inaction, se déclarant contre ce prince, envers lequel il avait été toujours si obséquieux avant ses malheurs, lui suggérait, dans cette circonstance désastreuse, d'ab-

diquer la couronne. Joachim, sur le point de s'élancer sur lui, se retint, et, s'étant tout à fait calmé, se borna à lui ôter, quoique trop tard, le commandement des troupes qui lui étaient restées. Lorsque le roi, encore tout ému, me raconta de quelle manière s'était conduit d'Aquino, je lui dis, en lui baisant la main : « Les Napolitains qui ont du cœur répandront pour vous jusqu'à la dernière goutte de leur sang. » Il me répondit : « Je connais maintenant mes véritables amis. » Je répliquai : « Tous les soldats qui ont de l'honneur sont vos amis en ce moment. Et comment oublierions-nous votre désintéressement, ainsi que la confiance que vous avez mise en nous, et dont nous sommes si fiers? »

J'ajoutai encore d'autres choses à sa louange, avec un entraînement qui venait du fond de mon âme. Je n'étais plus le tribun, et mes yeux étaient baignés de larmes. Ceux des courtisans étaient baissés, mais secs. Ce n'était point l'usage de baiser la main du roi, mais je le faisais en cet instant, comme pour lui donner un témoignage de ma loyale affection. Le duc de Roccaromana, son grand-écuyer, me dit que ma conduite avait donné au roi beaucoup de consolation.

Je continuais à fermer la retraite avec ma brigade devenue très faible. En m'approchant de Castel di Sangro, je vis de nouveau le roi. Il me présenta à son ancien chef d'état-major, le général Béliard, qui lui avait été envoyé par Napoléon. L'on me dit en cet endroit que le roi avait expédié Colletta à Naples, afin de rédiger une constitution, de

concert avec le ministre Zurlo, afin qu'étant publiée elle excitât le carbonarisme à courir aux armes. Mais il était trop tard.

Le 15 mai, les avant-postes de l'ennemi se montraient à Castel di Sangro, où nous fîmes encore une dernière et vigoureuse résistance. Le quartier général de la première division était à Sesto. Là, les Autrichiens envoyèrent comme parlementaire un major dont je ne me rappelle pas le nom. Il commença par nous féliciter sur l'affaire de Castel di Sangro et dit ensuite aux généraux Carascosa, Degennaro et à moi, au nom de son général en chef : « Abandonnez Joachim à son sort, et l'Autriche vous accordera tout ce que vous désirez pour votre patrie, même un autre roi à votre choix. » Nous lui répondîmes tous les trois unanimement que l'on sert mal son pays en faisant des actions basses, et que ce serait une lâcheté que d'abandonner Joachim au milieu de ses malheurs. Le major avait remis à Carascosa deux lettres, l'une d'un général autrichien, l'autre du sous-intendant d'Isernia, nommé Milizia, qui nous exhortaient à abandonner le roi. Il faisait déjà nuit ; je proposai à Carascosa d'aller moi seul chez ce prince, qui était à Capoue, afin de lui montrer les deux lettres, de l'assurer que jusqu'à la dernière goutte de notre sang nous combattrions pour lui, et, en le consolant ainsi, de lui proposer le plan hardi d'attaquer les deux colonnes divisées qui, en calculant nos désastres, s'avançaient avec tant de confiance.

Le roi avait quitté Capoue, de sorte que je le trouvai à San-Leuci. Je m'approchai de son lit et

le réveillai d'un profond sommeil. Je lui fis lire les deux lettres, et lorsqu'il eut achevé celle du sous-intendant Milizia, il s'écria : « J'avais comblé cet homme de tant de bienfaits ! » Je lui exposai alors tout un plan que j'avais conçu pour réorganiser les restes de l'armée et tirer profit de notre dernier avantage de Castel di Sangro. Le roi s'anima à ces paroles. Il donna l'ordre d'appeler Florestan et nous discourûmes sur ce sujet pendant près d'une heure. Au milieu de ces projets je quittai le roi, et je le quittais pour ne plus le revoir.

De retour à Capoue, je reçus, par le moyen du général Carascosa, le décret par lequel le roi m'avait nommé lieutenant-général ; le brave Filangieri, Petrinelli, et même Pietro Colletta, furent pareillement élevés à ce grade.

Dans cette même journée, assez longtemps avant la nuit, tandis que j'avais la tête remplie de toutes les combinaisons desquelles j'avais parlé le matin au roi, et qui avaient été approuvées par lui, arriva la nouvelle désastreuse que la colonne de Macdonald avait cessé d'exister, ou, pour mieux dire, qu'elle s'était débandée. On me dit ensuite que, quand la reine avait appris cet événement, elle s'était écriée : « Macdonald est allé baisser la toile. » Après ce désastre, il ne restait de toute l'armée que 8 à 9.000 hommes : 1.000 de la garde à pied, 3.000 de la première division, 1.200 de la seconde ; la troisième division, commandée par Lecchi, avait cessé d'exister ; la quatrième division de Macdonald conservait 1.000 grenadiers de la garde et 2.500 chevaux de la garde et de la ligne.

On attendait dans tout le royaume le débarquement du roi Ferdinand précédé des troupes anglo-siciliennes, et déjà il envoyait à l'avance des proclamations remplies de larges promesses d'un gouvernement juste et sage. Le prince Léopold, second fils du roi, suivait les Autrichiens; les employés civils et militaires de plusieurs provinces lui avaient juré fidélité. Toute espérance de résister à l'invasion était donc éteinte dans les cœurs les plus enflammés du sentiment de la nationalité; le tribun lui-même ne vit plus dès lors pour sa patrie que déshonneur et asservissement.

Le 18 de ce funeste mois de mai, Joachim établit les quartiers du reste de l'armée entre Capoue et Caserte. Il en donna à Carascosa le commandement et me nomma gouverneur de Capoue, commandant la première division. Après avoir donné ces ordres, le roi rentra seul à Naples, sans même être suivi, selon l'usage, d'un piquet de cavalerie. Le peuple de Naples l'accueillit presque comme il aurait pu le faire si ce prince fût revenu comme conquérant de toute l'Italie, en l'accompagnant des cri affectueux de : « Vive le roi! vive Joachim! » Les multitudes sont justes et vont par instinct droit au vrai, sans tergiverser : elles paient toujours amour pour amour, et la population de Naples sentait qu'elle était aimée par Joachim. C'est pourquoi elle se pressa en foule et spontanément autour du palais, pour se montrer reconnaissante, et le guerrier malheureux ne pouvait retenir ses larmes en entendant ces acclamations volontaires, qu'en un pareil moment il ne pouvait soupçonner de

flatterie. Ces démonstrations touchantes de l'affection des habitants de la capitale furent la dernière récompense qu'il obtint de ses efforts généreux, pendant qu'il subissait les tristes résultats de ses erreurs. Les Autrichiens se présentèrent dans la même journée pour reconnaître Capoue, d'où je les repoussai avec une légère escarmouche. Le jour suivant, 19 mai, le roi voulut que l'on traitât avec les Autrichiens, et dans cette vue il nomma pour ses plénipotentiaires Carascosa et le duc de Gallo. Le premier étant occupé des négociations, je le remplaçai à Capoue, et je recevais à tous moments de tristes nouvelles des restes de l'armée. En qualité de gouverneur de Capoue, je devais naturellement songer à sa défense, puisqu'il y avait deux côtés de cette place qui étaient faibles au point de ne pouvoir résister à un assaut, et que la discipline n'était demeurée en vigueur que dans les seuls corps de la première division.

Le 20, les négociateurs napolitains, les généraux autrichiens Bianchi et Niepperg, et lord Burgersh pour l'Angleterre, convinrent, à trois milles de Capoue, d'un traité, qu'à la vérité nous ne pouvions, étant vaincus, obtenir plus favorable ; car il ne nous restait plus de moyen de résister à l'ennemi. Les places de Gaëte, de Pescara et d'Ancône ne furent point comprises dans le traité.

Vers la nuit de cette même journée du 20, Joachim déguisé, accompagné de deux généraux de sa maison militaire, passa dans l'île d'Ischia d'où il s'embarqua pour la France. J'aurais voulu lui rendre un dernier hommage avant qu'il quittât le

royaume, mais, si je me fusse absenté de Capoue, pour une heure seulement, la garnison de cette place serait tombée dans l'anarchie. Demander au roi de le suivre ne s'accordait point avec mes principes, puisqu'il allait en France où, parent et allié de Napoléon, il ne pouvait manquer d'assistance ni de courtisans. Ma patrie ne pouvant, pour quelque temps, rien accomplir d'elle-même, me mettre à la suite d'une armée française, si les armes de Napoléon étaient victorieuses, n'eût pas été un acte de véritable probité politique. Je me décidai donc à me retirer momentanément en Suisse.

La Reine s'embarqua sur un vaisseau anglais, suivie du général Macdonald et du comte Zurlo, ministre de l'intérieur.

A la publication du traité de Casalanza, ainsi appelé du nom du propriétaire de la maison dans laquelle il fut conclu, les soldats demeurés sous les drapeaux commencèrent à se disperser en disant qu'ils ne voulaient point servir les Autrichiens. Ils avaient une telle aversion pour le nom seul de l'Autriche qu'il ne me fut plus possible de retenir même la première division. Le 2e Léger, dont les soldats avaient toujours été traités comme mes enfants, et qui avaient coutume de m'appeler leur père, ne purent résister au fâcheux exemple que leur avaient donné tous les autres corps. Je m'affligeais, malgré le découragement du moment, de voir se dissoudre ces corps militaires, car le souvenir de la rupture de tout lien de discipline demeure empreint et produit de funestes effets parmi les multitudes. Les troupes débandées, en forçant la porte de la place qui

mène à la capitale, sortaient en tirant leurs coups de fusil en l'air. Je restai à cheval en dehors de la porte, et je disais à tous les soldats dont le regard rencontrait le mien, de passer à ma droite et de s'y arrêter; aucun d'eux n'osa me désobéir, et ceux du 2e Léger exécutèrent mes ordres en rougissant. Mais à peine rangés à mes côtés, n'étant plus sous mes yeux, ils s'en allaient. Je voulus absorber jusqu'à la fin ce calice d'amertume, et lorsqu'il ne resta plus un seul soldat dans Capoue, j'en fis avertir les Autrichiens, après quoi, je me retirai à Naples, dont la population était contenue par les propriétaires organisés en garde de sûreté.

Les Autrichiens firent leur entrée triomphante à Naples le 23, ayant à leur tête le prince Léopold, qui prit depuis le titre de prince de Salerne. Ainsi se termina cette entreprise fatale à l'Italie entière ; et comme les hommes ont coutume de juger par l'événement, en voyant cette campagne se conclure si mal, après que les Napolitains avaient été conduits par un roi guerrier, et dont la valeur était partout reconnue, ils prononcèrent la sentence que les soldats du royaume de Naples étaient incapables de faire la guerre. Et c'étaient pourtant les peuples de ce royaume, qui, peu d'années auparavant, avaient tant fait parler de leur courage, au temps de Championnet et de Masséna.

CHAPITRE XVII

(DU 23 MAI 1815 AU 1er NOVEMBRE 1817)

Je songe à quitter le royaume. — Le prince de Canosa ministre de la police. — Origine des Calderari. — Mon séjour dans la maison de campagne de mon père. — Bande des Vardarelli. — Comment elle finit. — Je suis employé dans la première division militaire.

Je ne me rappelle que trop vivement la profonde tristesse dans laquelle je tombai en arrivant à Naples ; mais je ne saurais la décrire. Voir mon pays conquis par une armée qui ne nous avait jamais battus était un événement aussi nouveau que douloureux. Je m'irritais aussi de voir les troupes de Ferdinand qui, après avoir joui presque toutes d'une longue paix en Sicile, débarquaient dans la capitale en affectant des airs de conquérants. Des vieillards en assez grand nombre, anciens officiers de ce roi, parvenus, sans jamais combattre, à des grades élevés, et demeurés dans le royaume, portaient de nouveau à leur côté leurs innocentes épées, et endossaient des uniformes militaires qui les habillaient fort mal, leurs personnes étant considérablement déformées. Je résolus alors d'abandonner ma patrie, pour n'être plus témoin de ses malheurs, et j'écrivis à mon bon père, pour savoir ce qu'il me donnerait annuelle-

ment, afin de pouvoir vivre modestement en Suisse. Mon père, dans sa réponse, ne se montra point généreux, peut-être parce que j'étais à ses yeux le plus extravagant des hommes, de renoncer, à l'âge de trente-deux ans, au grade de lieutenant général. Mes amis ne voulaient point entendre parler de cette détermination de ma part; mais la répugnance que j'éprouvais à servir sous les Bourbons était extrême.

Le général d'Ambrosio, par le moyen de son frère Paolo, secrétaire du prince de Salerne, connaissait dans tous ses plus minutieux détails la politique autrichienne de cette époque. Je priai le général de me faire savoir si l'on me donnerait un passeport pour la Suisse, et je sus par lui que, si je demandais à sortir du royaume, je serais envoyé provisoirement dans une forteresse autrichienne ; car personne n'aurait ôté de l'esprit au gouvernement de Naples et à celui d'Autriche que je voulais me rendre auprès de Joachim, dans l'espérance de rentrer avec lui dans le pays, si la fortune favorisait Napoléon dans la guerre prochaine et inévitable qu'il allait entreprendre. Cette dernière circonstance me fit abandonner toute idée de départ.

Je fus l'avant-dernier et Florestan le dernier de tous les généraux *muratins*, ainsi qu'on les appelait, à nous présenter au prince de Salerne. Il était loin, assurément, de posséder une haute intelligence, mais ses manières affables et ses idées étaient tout à fait au niveau de l'époque dans laquelle on vivait, et il ne semblait en aucune manière être le fils des princes qui

régnaient en 1799. En parlant de la femme de Joachim, le prince de Salerne lui donnait toujours le titre de reine. Nous parlâmes des désastres de la dernière campagne ; il loua la bravoure de l'armée dissoute, et me promit de faire publier, à Londres ou en Hollande, un mémoire qu'il me demanda sur tous les combats qui honoraient le nom napolitain. J'avais observé, en outre, qu'il m'avait fait entrer chez lui avant tous les généraux venus de la Sicile pour lui demander audience. Enfin, le frère du général d'Ambrosio, secrétaire du prince, me dit que Florestan et moi nous avions gagné le cœur de Léopold.

On craignait que le roi Ferdinand, en arrivant de la Sicile, soit à cause de ses déplorables tendances, soit par quelques conseils de ses courtisans, ne détruisît, du moins en partie, nos améliorations sociales. Le 6 de juin, ce prince débarqua à Portici, où les citoyens de toutes les classes civiles furent admis à le complimenter. Les généraux venus de Sicile et les autres appartenant à l'armée dissoute, au nombre desquels je me trouvais, y allèrent tous, d'après l'invitation que chacun de nous en avait reçue ; j'y allai donc comme les autres. Je prévoyais que le gouvernement de Ferdinand, remonté sur le trône par la grâce de Dieu, ferait sentir à tous ceux qui n'avaient point été de son parti qu'ils étaient soufferts, mais non point aimés, et ce fut ce qui arriva dans les premiers temps. Dès le commencement, le roi manifesta pour ceux qui l'avaient suivi en Sicile, et pour ceux qui, restés en deçà

du détroit, s'étaient maintenus fidèles à la légitimité, une prédilection marquée.

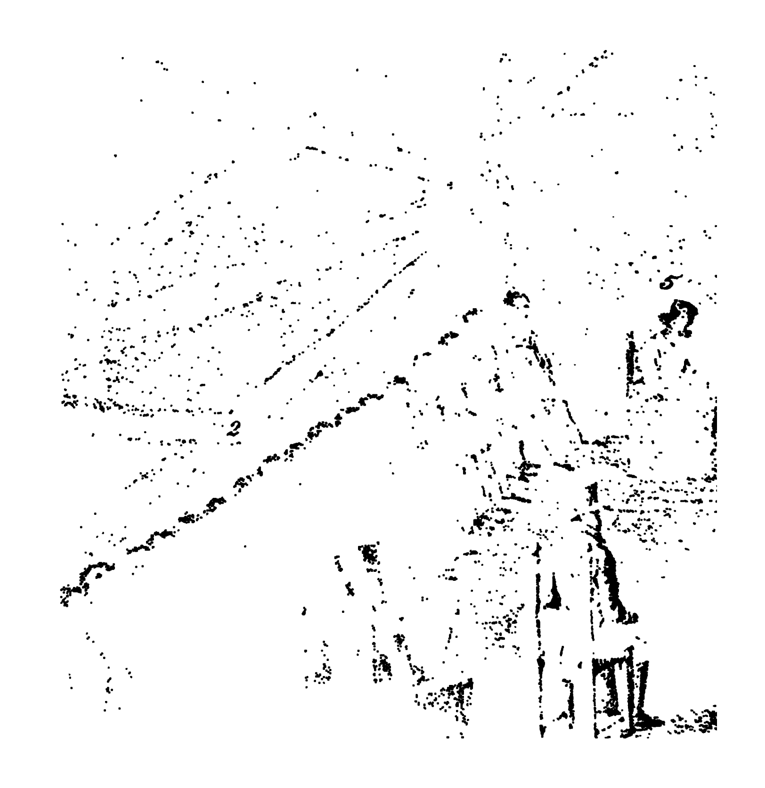
Mes jours s'écoulaient de la manière la plus triste, excepté sous le rapport des consolations que je trouvais dans la société de mon frère, du chevalier Alvito et de mon compagnon d'exil, Gaëtano Coppola. L'amitié qui subsistait entre nous se resserrait chaque jour davantage, par le soulagement que nous éprouvions à nous entretenir ensemble des malheurs du temps. Ce fut à mon grand étonnement que je me vis nommer, par le conseil suprême de guerre, président d'une commission composée de généraux et de colonels de l'armée dissoute : commission qui devait donner son avis sur la conduite de deux cents officiers environ, accusés d'avoir fait preuve de lâcheté ou d'incapacité dans la dernière campagne.

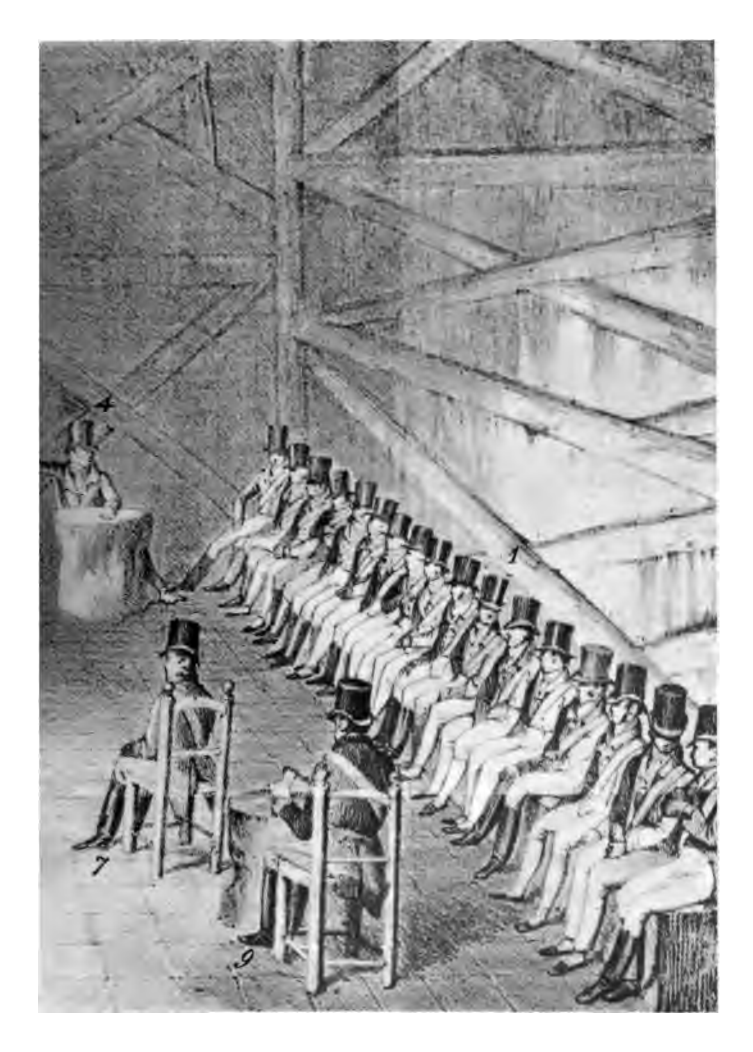
La commission présidée par moi fut aussi chargée de vérifier la légalité des titres et des grades qui avaient été conférés par le roi Joachim dans les dernières campagnes, en récompense d'actions signalées, et pour lesquelles les brevets, faute de temps, n'avaient pu être expédiés en règle. Le roi Ferdinand montra en cette occasion une grande équité, car il aurait pu ne point reconnaître les promotions non sanctionnées par des brevets.

La tranquillité dont je jouissais était mêlée d'amertume ; je ne trouvais d'adoucissement à ma tristesse ni dans la lecture, ni dans les plus sages réflexions philosophiques. Cependant, comme si ce n'eût point été assez de l'affliction qui remplissait mon âme, un nouveau chagrin vint encore la

briser; et si le temps en a rendu le sentiment moins intense, il n'a jamais pu l'effacer de mon cœur. Vers le 12 octobre de l'année 1815, j'allai un soir faire une visite au duc de Campochiaro, qui me dit : « Joachim a commis sa dernière sottise. Il a débarqué dans le Pizzo, il est arrêté, et ils le feront mourir. » Je demeurai anéanti. Pendant toute la nuit, j'eus Joachim devant les yeux. Le jour suivant, Campochiaro me confirma la même nouvelle ; deux jours après, on sut que ce brave avait été fusillé ! Pendant longtemps cet événement me tint dans un état d'abattement que l'on peut sentir, mais non pas décrire. Florestan, affligé comme moi, me conseillait de ne point sortir de la maison.

Nous voici en 1816, et le royaume jouissait d'une assez grande tranquillité. Le carbonarisme, quoiqu'il ne fût pas éteint, ne donnait presque point de signes de vie, voyant toutes ses espérances s'évanouir, lorsqu'on apprit que le prince de Canosa avait été choisi pour ministre de la police. Parmi ses œuvres ténébreuses, pendant qu'il demeurait en Sicile, il avait, par le moyen d'un de ses émissaires, établi en deçà du phare une secte à laquelle il donna le nom de *calderari* (chaudronniers), et dont le but était de soutenir le despotisme pur et de faire la guerre à toute espèce d'opinion libérale. Les calderari ne s'étaient jamais montés à un grand nombre, et l'on ne comptait parmi eux que des hommes d'une mauvaise tendance, restes de la croisade du cardinal Ruffo. Or, Canosa, devenu ministre de la police, détestant non seulement les principes


2
5



SÉANCE

.. Orateur. — 5. Secrétaire. — 6. Adepte.
ait de saint Théobald (saint Thibaut).

libéraux, mais encore la tolérance que les souverains alliés, et ensuite son roi, montraient envers ceux qui avaient servi Murat, ou qui avaient été carbonari, se mit à étendre la secte des calderari en leur distribuant des armes avec la permission d'en faire usage, et promettant de les récompenser par les emplois administratifs ou judiciaires que l'on ôterait aux Muratins et aux carbonari.

Voilà donc les provinces du royaume tombées dans une quasi-anarchie et dans des discordes civiles plus animées que jamais. Il arriva donc que les carbonari, cédant à la difficulté des temps et craignant une réaction de la part des calderari, se rallièrent mieux qu'auparavant et augmentèrent le nombre de leurs réunions (vendite, ventes : nom que les carbonari donnaient à leurs assemblées). Cependant les désordres journaliers qui avaient lieu dans les provinces firent ouvrir les yeux non seulement aux ministres d'État collègues de Canosa, mais encore aux ambassadeurs de Russie et d'Autriche, qui, tous ensemble, prièrent le roi d'ôter à Canosa le ministère de la police et de l'envoyer en exil comme perturbateur de l'État. Le roi, timide et aimant son repos, obligea Canosa de quitter le royaume en lui assurant toutefois un traitement considérable. Les carbonari en devinrent plus audacieux, d'autant plus que le roi ne réussissait ni à satisfaire les calderari avec de l'argent, à cause de la pauvreté du trésor public, ni même avec des emplois lucratifs ; car ces hommes étaient sinon tous, du moins presque tous, des ignorants. Aussi le roi Ferdinand avait-il coutume de dire : « Mes *fedeloni* (ultrafidèles) ne savent que boire

et manger. » Il s'ensuivit que le mécontentement entre le roi et ses fidèles s'accroissait chaque jour; et ces derniers ne parlaient plus que de donner la couronne au fils du roi, le duc de Calabre, qui était resté en Sicile avec la charge de lieutenant.

On était à la fin de 1817, et la mort du fils unique que mon frère avait laissé, venait de jeter mon bon père dans une grande tristesse; car, de tant d'enfants qu'il avait eus, il était resté sans un seul petit-fils et il craignait avec trop de raison de ne plus en avoir. De quatre frères encore vivants, j'étais le dernier, et il désirait que j'allasse le voir, espérant qu'il me persuaderait de me marier. En même temps il avait besoin que je l'aidasse à régler les affaires domestiques, attendu que les terres que possédait la famille lui étaient revenues libres par la mort de l'enfant dont je viens de parler. Mes trois frères, de leur côté, me pressaient d'aller à la maison paternelle, et me donnaient pleine autorité d'arranger nos intérêts selon ce que mon équité me suggérerait. J'obtins la permission d'aller en Calabre, et même d'avoir avec moi des gendarmes à cheval pendant tout le temps de mon séjour dans ces provinces, dont les campagnes étaient peu sûres à cause de plusieurs brigands qui les parcouraient et particulièrement de douze de ceux-ci qui avaient pour chef un certain Calagiuri. Arrivé dans le pays, je ne pouvais faire un pas sans trouver le souvenir de quelque événement funeste.

J'arrivai enfin au sein de ma famille, qui était alors à la campagne, dans une propriété qui nous appartient, sur le golfe de Squillace, à trois milles

de distance de la petite ville de ce nom. J'étais en quelque sorte étranger au milieu des miens, car, depuis l'âge de six ans et demi jusqu'au moment dont je parle, je n'avais séjourné qu'en passant dans la maison, et encore bien rarement.

Cette terre, qui s'appelle aujourd'hui la Coscia, serait beaucoup mieux nommée du nom de Cassiodore, car ce fut en ce lieu que le célèbre Calabrais termina sa vie. On y voit encore les ruines de sa retraite et de sa piscine. Chacun sait qu'il avait été ministre de Théodoric, roi des Goths, et précédemment préfet du prétoire sous Athalaric, Théodat et Vitigès. Mon père, qui avait lu plusieurs fois les œuvres de Cassiodore, avait coutume, en parlant de lui, de dire : « *Quel gran Signorone !* » (Ce très grand personnage !) Cette terre finit à la mer, et, si l'on regarde à gauche, on voit un petit fleuve ; à la droite, est une branche des Apennins richement boisée, qui abonde en gibier. En face de la mer, le terrain s'étend à partir du rivage, en s'élevant peu à peu entre la montagne et le fleuve.

Il ne m'est jamais arrivé de voir une pareille quantité de vivres de toute espèce. Tous les amis et les connaissances de la famille dans ce voisinage, envoyaient toutes sortes de gibier, au point de ne pouvoir le consommer. On avait fait venir une barque avec six pêcheurs, qui apportèrent d'énormes poissons, auxquels on en ajouta d'autres pris à l'embouchure du fleuve, de manière que l'on en eut à profusion. Je voyais porter des sacs remplis de truffes. Mon frère Ferdinand, que, par malice, j'appelais l'avare, possédait une cinquantaine de vaches ; et un domestique

à moi, qui avait été avec Florestan dans la place de Dantzick, pendant toute la durée du siège, avait appris à faire le beurre du lait d'une vache qui appartenait à mon frère, et que l'on appréciait comme un trésor; nous avions une quantité du beurre le plus délicat. Les oranges en cet endroit étaient meilleures que celles de Malte et que les autres du midi de la péninsule espagnole. Bien que tout abondât dans cet endroit avec la même profusion, mon séjour n'en était pas moins dispendieux pour mon père, car, outre la table journalière à laquelle s'asseyaient toutes les personnes qui étaient venues pour me voir et pour se récréer à la campagne, il fallait encore nourrir un détachement d'infanterie et un autre de cavalerie, le premier destiné à la défense de l'habitation, l'autre pour m'accompagner toutes les fois que je montais à cheval. Ce n'était point par ostentation que je m'étais entouré de cette garde, mais seulement pour ma sécurité, car, sans cette précaution, ma famille et moi eussions été exposés à tomber entre les mains des bandits.

Il fallut enfin traiter des intérêts communs, et je proposai à mon père de partager, dans un testament nouveau, tout ce qu'il possédait en quatre parts : une pour chacun de nous. A cette proposition, il objecta qu'il avait l'intention de me donner tout ce dont la loi lui permettait de disposer afin que je pusse me marier. Je lui répétai ma première proposition, sur quoi il s'écria que sa famille avait cessé d'exister. Mon bon père était un type des pères de famille de l'antiquité; il avait, avec les préjugés des nobles résidant en province, les

manières simples et la franchise des hommes d'un autre âge. Sa probité était des plus sévères, et jamais on ne la vit se démentir. Il était économe, mais honorable à l'égard de tous les usages de la vie civile, et il dépensait avec profusion pour bien élever ses enfants. Il aida par de grandes largesses trois d'entre eux, tantôt traînés en prison, tantôt chassés en exil pour leurs opinions libérales, quoiqu'il fût affectionné au gouvernement des Bourbons. Instruit, mais pas toujours philosophe, et quoique suffisamment riche, il se plaignait souvent à propos d'une vaste étendue de terres avec un fief, dont la famille était privée depuis peu de temps. Il me parlait sans cesse, avec un certain orgueil, de son patriciat de la ville de Messine; et, me voyant peu instruit des affaires domestiques de notre maison, il m'obligeait de lire, contre mon goût, quelques chroniques qui attestaient la vigueur avec laquelle nos ancêtres s'étaient comportés, avec des succès divers, dans les guerres de partis qui succédèrent aux Vêpres siciliennes. De tels préjugés n'empêchaient point que les plus belles maximes de morale ne sortissent de sa bouche, et n'affaiblissaient point son inclination naturelle à répandre des aumônes. Le testament fut fait dans le sens que j'avais proposé; car je l'assurai que, si je me mariais, mes frères laisseraient tout ce qu'ils possédaient aux enfants que je pourrais avoir.

Ma résolution de rester libre n'avait cependant point changé. Mais, quoiqu'il me fût extrêmement pénible de ne donner à mon père qu'une espérance illusoire, je devais lui tenir ce langage pour ne

point l'affliger, ne pouvant, d'un autre côté, vaincre mon aversion pour le mariage. Mon père était parvenu à l'âge de plus de quatre-vingts ans. Je le trouvai pourtant en bonne santé, à l'exception d'un peu de faiblesse d'estomac, qui l'obligeait à se mettre quelque temps sur le lit après son dîner. C'était un bonheur pour moi que de m'asseoir alors à son chevet. En m'écoutant développer mes principes sur divers sujets, il s'en étonnait singulièrement; il trouvait mes idées sur la politique trop vigoureuses pour le temps qui courait et pour les conditions du royaume. Mais, quand je lui parlais de mes maximes sur la discipline militaire, maximes fondées sur la raison, sur la douceur et sur les sentiments démocratiques, il s'écriait qu'un Révérend Père n'aurait pu parler mieux que moi, soldat. Il voulait savoir de quelle manière, ayant été chassé et condamné si jeune à l'exil, je m'y étais pris pour m'instruire ; et un jour que j'avais discouru avec beaucoup de feu et assez de bonheur sur je ne sais quel sujet, il me disait, avec toute la bonne foi imaginable, que c'était dommage que je n'eusse point embrassé la carrière ecclésiastique, parce que j'aurais prononcé d'excellents sermons. Je répondis à mon père qu'il fallait beaucoup plus d'éloquence pour persuader aux hommes de souffrir et de se faire tuer à la guerre, que pour les conduire sur les voies du paradis.

Cette campagne me plaisait tellement que, plus d'une fois, je formai le projet de m'y établir pour le reste de mes jours. Elle se trouve à deux milles de distance de la commune de Staletti, à trois

milles de Squillace, et à neuf de Catanzaro. Deux grands obstacles s'opposaient à mon dessein, l'un d'être toujours exposé aux attaques des bandits qui couraient les campagnes, et l'autre, de ne pouvoir éviter le mariage, qui à mes yeux était encore plus effrayant que les bandits. Il vint un jour chez mon père un prêtre qui appartenait à une congrégation demi-jésuitique, et qui, bien qu'il fût un peu charlatan, était fort aimé dans la famille; mais, au lieu de s'occuper simplement de ses fonctions religieuses, il avait la manie de se mêler de proposer des mariages. Il avait découvert pour moi une héritière, avec une très riche dot, et, selon lui, très jeune et très belle. Si ce n'eût été par respect pour mon père, je n'aurais pas manqué de faire accompagner par des gendarmes, à une grande distance, ce prêtre indiscret; mais je fus forcé, pendant plusieurs jours, de le supporter, et ne pouvant m'opposer entièrement à ce qu'il fût question de mariage, je m'en tins à des promesses absolument vagues.

J'étais resté pendant trois mois dans ce ravissant séjour que j'ai toujours devant les yeux, et je le quittai enfin pour me rendre à Naples. J'y trouvai quelques légères nouveautés. Le roi ne s'appelait plus Ferdinand IV de Naples et III de Sicile, mais Ferdinand I[er] du royaume uni des Deux-Siciles. Le prince héréditaire, selon l'usage des anciennes dynasties antérieures aux vice-rois, avait pris le titre de duc de Calabre.

Il arriva dans cette année un fait qui déshonora le gouvernement; il en découvrit toute la faiblesse,

et l'on ne pourrait y ajouter foi, s'il n'était plus que certain et parfaitement notoire. Parmi les nombreux malfaiteurs qui avaient suivi Ruffo, en 1799, et qui, six ans après, à la suite d'une multitude de prêtres, de moines et de brigands fameux, s'étaient mis en marche, excités par la cour sicilienne, pour accourir à la défense du trône, un certain Gaëtan Vardarelli s'était particulièrement signalé. Amnistié sous le règne de Joachim, il avait servi comme soldat dans sa cavalerie; puis, ayant déserté, il parcourut la campagne à main armée, puis passa peu de temps après en Sicile, où, s'étant vanté des brigandages qu'il avait exercés en deçà du phare, il fut bien accueilli. Ayant encore fui de cette île pour de nouveaux crimes qu'il y avait commis, il retourna dans le royaume continental et recommença son métier de bandit. Quand il crut avoir fait assez de scélératesses pour être non seulement pardonné, mais récompensé en Sicile, il s'y rendit encore une fois, et fut en effet admis au service militaire, où de plus il obtint le grade de sergent, servant en cette qualité dans la garde royale à cheval, au retour du roi Ferdinand à Naples. Mais ce Vardarelli, naturellement ambitieux et inquiet, déserta encore, et choisit pour le théâtre de ses nouveaux exploits les provinces de la Capitanate et de Molise, car il était né dans cette dernière.

Il forma une bande d'environ cinquante hommes à cheval, il y associa deux de ses frères, et les autres brigands qui la composaient se trouvaient déjà inscrits à cause de leurs crimes sur les listes des vagabonds proscrits. Non seulement ces hommes étaient

d'excellents cavaliers, mais ils se servaient si bien de leurs longs mousquets, sans même descendre de cheval, qu'il arrivait rarement qu'ils manquassent leur coup. Gaëtano Vardarelli, chef de cette bande devenue formidable, la guidait avec beaucoup d'adresse : il savait maintenir les siens dans une rigide discipline, ne permettant à aucun d'eux de voler, mais en même temps il les récompensait largement, agissant de la même manière avec les paysans et avec les gardiens des propriétés, tandis qu'il mettait à contribution les gens riches qu'il menaçait dans leur existence ou dans leur industrie. Ces moyens étaient assurément nouveaux parmi les bandits ; mais ce qui gagnait à la bande les sympathies de la population fut d'apprendre que, dans les vastes plaines de la Capitanate, elle avait attaqué et mis en fuite un détachement de dragons autrichiens, qui se vit contraint de se réfugier dans une masure de paysans. Quelques carbonari, séduits par le plaisir qu'ils éprouvaient à voir les Autrichiens mis en fuite, reçurent Vardarelli comme un bon cousin (c'est ainsi que les carbonari s'appelaient entre eux); mais ils furent hautement blâmés par la majorité de la secte, dont la base était la morale la plus pure. Je dirai bientôt ce que j'exigeai d'elle quelque temps après pour effacer cette tache.

Cependant le gouvernement commençait à s'alarmer; on voyait du moins avec peine cette bande parcourir impunément trois provinces, du nombre desquelles étaient la riche Capitanate; et l'audace des bandits, non seulement révélait au peuple la

faiblesse du prince, mais encore donnait aux Autrichiens un prétexte pour retarder l'évacuation du royaume. Croirait-on que le gouvernement, qui payait une armée d'environ 30.000 hommes, pour faire cesser le scandale que suscitaient les bandits maîtres de la campagne, descendit jusqu'à faire un traité avec leur chef, Gaëtano Vardarelli, connu pour être coupable de plusieurs homicides? Ce traité néanmoins fut conclu et contenait les quatre articles suivants : « 1° On accorde pardon et oubli à Vardarelli et à ses compagnons pour les délits qu'ils ont commis ; 2° la bande formera un corps militaire au service du roi, et sera chargée de maintenir la tranquillité publique; 3° la paye mensuelle de Gaëtano Vardarelli sera de 90 ducats; celle de chacun des trois sous-chefs de 45, et celle de chaque soldat sera de 30; 4° la susdite troupe jurera fidélité au roi entre les mains du commissaire royal; elle obéira aux généraux qui commandent les provinces, et sera employée à poursuivre les malfaiteurs publics (Naples, le 6 juillet 1817). » Il ne manqua même pas à cet incroyable traité l'article secret, grâce auquel la bande ne devait pas s'éloigner des provinces de Molise et de Capitanate, et ne serait obligée d'entrer ni dans les forts, ni dans des villes fermées de murailles, parce que les bandits ne se fiaient point à la parole royale. Et cependant le roi Ferdinand aurait cru s'humilier bien plus en donnant une constitution à ses peuples qu'en condescendant à faire un traité avec des assassins.

Mais l'ignominie du roi et de ses ministres

n'avait pas encore atteint son comble. Vardarelli, après avoir obtenu tous ces avantages, ne servait que très médiocrement le gouvernement, car il se défiait tellement de sa bonne foi qu'il prenait des précautions de la nature de celles auxquelles avaient recours les condottieri du moyen âge, toujours prêts à rompre avec les gouvernements à la solde desquels ils combattaient. Les ministres ne tardèrent point à justifier la défiance dans laquelle la bande vivait à leur égard, parce que, honteux des concessions qu'ils avaient faites, ils crurent pouvoir laver leur tache en recourant à la trahison.

Les Vardarelli et leurs partisans ne manquaient pas d'ennemis parmi tous les gens auxquels ils avaient fait du mal lorsqu'ils couraient les campagnes; les ministres s'adressèrent donc à ces mécontents, en leur promettant des récompenses, s'ils voulaient venger les injures qu'ils avaient eux-mêmes reçues des bandits. Or, pendant que la bande, après une longue marche opérée pour des affaires de service royal, se reposait à Ururi, village dans le Samnium, des coups de fusil partis des fenêtres de différentes habitations tuèrent les trois frères Vardarelli et six de leurs compagnons, tandis que les autres, se hâtant de monter à cheval, prirent rapidement la fuite. Un des meurtriers, dont la sœur avait été violée par les bandits non encore amnistiés, se baigna les mains et le visage dans le sang des morts en criant : « Me voici lavé de la souillure que j'ai reçue. »

Mais le gouvernement, qui avait provoqué ces meurtres, ne se limita point à ce trait immoral et

honteux. Plutôt pour détruire promptement le reste dispersé de la bande que par pudeur, il feignit de persécuter les meurtriers des Vardarelli, en faisant emprisonner quelques-uns d'entre eux, et en même temps il associa à sa honte le lieutenant-général Amato, qui commandait la troisième division militaire, laquelle comprenait la province de Capitanate. Le général déclara qu'il se préparait à faire capture des assassins des Vardarelli et de leurs compagnons; puis il fit persuader aux quarante qui restaient de se rendre à Foggia, afin de choisir leurs chefs selon le nombre de voix. Trente seulement allèrent à Foggia et, en criant « Vive le roi! » se rangèrent en bataille en face de la maison du général Amato, qui les saluait avec un sourire de bienveillance. Ils se tenaient debout à la tête de leurs chevaux, pendant qu'un colonel Silvo, revenu de la Sicile, les passait en revue.

En ce moment, les soldats d'un bataillon de l'armée qui, la nuit précédente, s'étaient embusqués auprès de la maison d'Amato, à un signe que fit celui-ci en agitant son béret en l'air, s'avancèrent avec leurs armes prêtes à l'attaque, et crièrent à haute voix à ceux de la bande de se rendre. Onze des plus résolus parmi les bandits s'élancèrent sur leurs chevaux; neuf d'entre eux tombèrent morts, et deux réussirent à échapper par la fuite à cette agression imprévue. Les vingt autres, surpris et épouvantés, laissant leurs chevaux, se précipitèrent dans un édifice voisin, où une cave s'étant offerte à leurs yeux, ils s'y jetèrent déterminés à y laisser la vie, mais à mourir vengés. Là, ils se mettent à faire feu sur

les premiers soldats qui tentent de pénétrer dans leur retraite, et ils en tuent deux. Alors la troupe renonce à l'assaut, entoure l'édifice et jette par les ouvertures des soupiraux des matières combustibles, afin de contraindre à la reddition ces malheureux que le feu et la fumée décidèrent à se rendre, au nombre de dix-sept, les trois autres s'étant tués l'un l'autre. Ils eurent peu à perdre par cet acte de courage désespéré, car ceux de leurs compagnons qui étaient restés vivants, condamnés par une commission militaire, passèrent par les armes. Après ces atrocités, ceux qui avaient tué les Vardarelli, et que l'on avait fait semblant d'emprisonner à Ururi, furent mis en liberté.

Le général Amato, qui avait la réputation d'un honnête homme, et qui, dans cette occasion, se déshonora par faiblesse, obtint de grands éloges de la part du gouvernement, et je me souviens qu'au récit que l'on me fit de ces indignités, la première idée qui se présenta à mon esprit fut de déchirer mon uniforme et de le jeter par la fenêtre. Les faibles débris de cette bande se grossirent de tous les brigands du Samnium, de la Capitanate et des autres provinces limitrophes. J'aurai bientôt occasion d'en reparler, car, environ un an après, on voulut que j'allasse remplacer le général Amato dans le commandement de la troisième division militaire. Mais un autre arrangement fut pris d'après lequel je fus nommé au commandement de la première division concurremment avec Carascosa, dont l'amitié pour moi était toujours très vive.

CHAPITRE XVIII

(DE NOVEMBRE 1818 A LA FIN D'AVRIL 1819)

On me confère le commandement de la troisième division militaire. — Ma conduite à l'égard du carbonarisme. — J'organise les milices. — La bande de Minotti. — Sa destruction. — On défait ensuite de nombreux bandits. — L'empereur d'Autriche et le roi veulent voir les milices d'Avellino. — Je forme le dessein de les capturer. — J'en suis empêché par Colletta.

La partie du commandement que j'avais dans la première division militaire me donnait peu d'occupation, de manière que pendant le peu de mois qui restaient pour achever cette année, et pendant les dix premiers mois de l'année suivante (1818), je m'appliquai avec assiduité et avec une telle ardeur à étudier l'histoire des Deux-Siciles, que j'aurais pu, sans consulter aucun livre, en écrire un abrégé. Le ministère paraissait solidement établi, Medici en étant le chef si ce n'était de nom, du moins de fait, et le parti des calderari était de plus en plus mécontent. Leurs adversaires, les carbonari, faisaient toujours de rapides progrès, et les ministres, soit qu'ils voulussent faire croire à une tendance de leur part vers le libéralisme, soit qu'ils ne regardassent point les carbonari comme leurs ennemis personnels, ou même comme ceux du roi, montraient pour eux une sorte de penchant en même temps qu'une aversion décidée pour les calderari.

Le général Amato, déjà avancé en âge, s'était montré incapable de purger les provinces de Foggia et d'Avellino de ce grand nombre de bandits et de malfaiteurs qui étaient le fléau de ces populations. L'on se décida en conséquence à le mettre à la tête de la première division militaire, commandée par Carascosa, qui fut nommé inspecteur d'infanterie, et je remplaçai alors Amato dans le commandement des deux provinces que je viens de nommer.

Je quittai Naples le 1er novembre 1818 et j'arrivai à Avellino. Dans cette province et dans celle de la Capitanate, plus de deux mille mandats d'arrêt n'avaient point été exécutés, et outre tant de criminels cachés au dedans ou au dehors des villes et des villages, un grand nombre de bandits parcouraient les campagnes, de sorte que l'on ne pouvait employer moins de 1.000 hommes pour la sûreté des courriers publics qui, deux fois par semaine, se rendaient de Naples dans la Pouille. Un certain Minotti, qui avait rassemblé les restes des compagnons de Vardarelli échappés aux trahisons d'Ururi et de Foggia, se faisait accompagner d'un grand nombre de bandits à cheval et forçait les propriétaires à des contributions d'argent, d'habillements, d'armes et de tabac. Il est vrai que, dans les autres provinces du royaume, il ne manquait pas de vagabonds dans les campagnes, et que de Terracine à Capoue, la route postale était parsemée de soldats pour protéger contre les malfaiteurs les voyageurs qui divulguaient à toute l'Europe l'état misérable dans lequel nous étions; mais les deux provinces de la troisième division militaire,

dont on m'avait confié le commandement, surpassaient les autres en misère parce qu'elles se trouvaient dans une véritable anarchie. Dans la Capitanate, particulièrement, on amène, pour y passer l'hiver, le petit et le gros bétail des trois Abbruzzes, et les brigands se cachaient parmi les bergers qui étaient en grand nombre, et qui, vivant dans les campagnes, se trouvaient forcés de se montrer dévoués à ces mêmes brigands.

Je ne trouvais aucun autre moyen de remédier à ces désordres, presque incroyables dans le siècle où nous sommes, que d'éveiller des sentiments de nationalité dans les cœurs de tous les jeunes gens, fils de propriétaires, et de les organiser en milices, non pas de la manière dont on l'avait fait par le passé, mais selon que je l'avais conçu dans ma pensée. Cependant le gouvernement me permettrait-il d'opérer selon mes vues? Souffrirait-il, par hasard, qu'au lieu d'employer des moyens faibles et dégradants j'agisse avec impartialité et avec vigueur, et que j'excitasse des sentiments de patriotisme dans les cœurs des citoyens ? Mais, comme on le verra bientôt, le gouvernement me permit tout, et Nugent me soutint toujours l'épée à la main.

L'autorité que la loi donnait aux lieutenants-généraux était très grande, quant à l'organisation des milices, et mon intention était d'en demander encore davantage.

Il fallait d'abord que je me fisse connaître des populations de ces deux provinces, ou, pour mieux dire, des propriétaires de terre qui, en apprenant mon arrivée, disaient entre eux : « Nous sommes per-

dus ; car, si nous avons eu tant à souffrir du zèle d'un vieux général qui n'avait pas été élevé dans les camps, que fera de nous ce général jeune et plein d'activité ? » Pour être bien compris du lecteur, je dois dire que les généraux commandant les divisions militaires avaient le droit d'incarcérer toutes les personnes, de quelque rang qu'elles fussent, qu'ils déclaraient soupçonnées d'intelligence avec les coureurs de campagnes ; ils pouvaient même les traduire par-devant une commission militaire et, si elles étaient condamnées à mort, la sentence devait être exécutée immédiatement et sans revision. Les commissions étaient présidées par un officier supérieur ; les juges étaient un major, et les autres, des capitaines et des lieutenants. Les propriétaires étaient exposés aux jugements d'une commission semblable, s'ils n'étaient point sourds aux exigences des bandits qui menaçaient de mettre le feu à leurs fermes et de tuer leurs bestiaux.

Pour faire mieux connaître le vandalisme de mes prédécesseurs, je dirai seulement que je trouvai dans les archives du commandement de la troisième division un document duquel il résultait que l'on avait dépensé 2.000 ducats pour acheter des poisons et pour récompenser les empoisonneurs de bandits, dont il n'y eut jamais un seul d'empoisonné. Il arriva même que des personnes innocentes, qui ne savaient absolument rien de ces ténébreuses intrigues, périrent par ces mêmes poisons. De plus, on accordait le pardon à des scélérats couverts de sang, à la condition qu'ils donneraient la mort aux complices de leurs innombrables crimes. Il en résultait

que l'on ne savait plus s'il valait mieux être exposé aux violences des bandits ou à celles de la main qui prétendait les détruire, mais qui avait fort peu de probabilité de succès. Pour calmer la terreur que ces populations avaient conçue à mon arrivée parmi elles, je dis dans un ordre du jour qu'à peine j'aurais organisé les milices, elles exécuteraient tous les mandats d'arrêt et qu'elles détruiraient tous les brigands; qu'en même temps aucun des propriétaires qui, par crainte de perdre leur avoir, aurait cédé aux exigences des bandits, ne serait incarcéré, attendu que quiconque possède est, de toute nécessité, l'ennemi des voleurs. Je déclarai, en outre, que je rougirais de faire grâce à une portion des brigands, afin qu'ils détruisissent le reste de leurs complices ; et qu'il fallait qu'ils portassent tous également la peine de leurs crimes. Cet ordre du jour déplut aux ministres ; il fut reçu avec acclamation par les propriétaires, et parut étrange à tous. Néanmoins on me laissa faire.

Comme la province de Foggia était plus infestée que les autres par les vagabonds de la campagne, je m'y rendis immédiatement pour y organiser les milices. Avant de commencer mes opérations, je fus averti par des gens d'une honnêteté reconnue, par des juges de tribunaux et par d'autres employés, que le carbonarisme était si grandement étendu et était devenu si puissant parmi la population, qu'un officier des milices non carbonaro serait un homme absolument nul, et qu'heureusement il ne se trouvait pas un seul honnête homme parmi les calderari.

En examinant ces circonstances, il se présenta un fait qui me contraignit de me décider promptement sur mon système d'opération. Un gendarme à cheval était tombé entre les mains du féroce Minotti, chef de bande ; et pendant que j'allais de Troja à Foggia, le gendarme parut devant moi à cheval et tout armé. Je crus alors que l'histoire de sa captivité n'avait été qu'une fable ; mais les officiers de ma suite, parmi lesquels se trouvait Giannone, major de gendarmerie, et Valia, capitaine de cette arme, me dirent qu'à la première halte ils m'expliqueraient ce mystère. Peu d'instants après, ils me révélèrent que le gendarme, par le moyen de signes connus des seuls carbonari, avait obtenu sa liberté et n'avait perdu ni ses armes ni son cheval.

Voilà donc, calculai-je en moi-même, une secte qui a un but louable, qui compte dans son sein des hommes de la plus haute probité, et qui marche sur la voie de l'immoralité ! Détruire cette secte eût été une chose difficile, et, avec un gouvernement aussi faible qu'absurde, c'eût été peut-être une œuvre impossible. Dans tous les cas, il eût répugné à mon cœur de combattre une société qui demandait pour la patrie des institutions libres. Les demi-mesures auraient été intempestives, pour ne pas dire stupides, dans la situation où je me trouvais, et se seraient trouvées en même temps trop opposées à ma manière de sentir. Je me déterminai donc, après un mûr examen, à prendre sur moi la direction de la secte carbonarienne dans les deux provinces populeuses que je commandais, et,

en l'organisant militairement, de la mettre en état d'abattre le pouvoir absolu, qui depuis tant de siècles dégradait les peuples de nos belles contrées, dans lesquelles là liberté était indigène et avait existé plus longtemps que dans tout autre pays de l'Europe.

Ici jaillit la fameuse question : Si un général, forcé de se décider entre les intérêts d'un roi absolu et ceux de sa patrie opprimée et malheureuse, doit abandonner la cause de celle-ci pour satisfaire les volontés royales. Laissant aux phraséologues le plaisir de raisonner sur ce sujet, je me décidai en suivant l'impulsion de mes sentiments. Me trouvant au grade le plus élevé de l'armée, l'on ne pouvait dire que, sous le voile de l'amour de la patrie, je voulusse pêcher en eau trouble. J'affrontai donc pour toujours et avec orgueil le blâme que devaient jeter sur moi, avec profusion, les envieux et la tourbe des courtisans. Néanmoins, j'étais alors d'opinion, comme je le suis aujourd'hui, que les sociétés secrètes sont un poison dans les gouvernements libres, et pareillement sous le despotisme. Comme contre-poison, elles peuvent être un remède qui n'est pas sans inconvénients ; mais enfin c'est toujours un remède contre des maux devenus extrêmes.

N. N... administrait comme sous-intendant le district de Bovina dans la Capitanate. Je sus par lui tous les détails de la situation véritable des carbonari dans tout le royaume où ils étaient en grand nombre, mais livrés à la discorde par leurs jalousies ambitieuses, et tellement faibles qu'un an

auparavant ils avaient songé à se faire un appui de Vardarelli ; ce qui me convainquit qu'en organisant militairement, dans la division de ma compétence, 10.000 carbonari, et en me présentant comme leur chef, mon pays recouvrerait infailliblement la liberté.

Je me mis donc à l'œuvre, parcourant les villages, effectuant moi-même les enrôlements. Après un mois de fatigues non interrompues, je choisis dans cette province 5.000 miliciens en commençant par les plus riches ; chaque compagnie formait une *vendita* (vente ou réunion carbonarienne), de telle sorte que les carbonari non miliciens en composaient une autre qu'ils appelaient *pagana* (païenne). Les compagnies étaient animées par un esprit de corps et de secte à exécuter mes ordres avec précision : elles avaient d'ailleurs la conviction de mes intentions patriotiques, et enfin de la fermeté affectueuse de la main qui les conduisait.

Revenu dans la province d'Avellino, j'y répétai la même opération que j'avais faite dans la Capitanate.

Le roi tomba gravement malade jusqu'à faire craindre pour sa vie. Lors du rétablissement de la santé du prince, les ministres et les courtisans lui firent connaître les manifestations d'attachement pour lui, qui avaient eu lieu dans le parti libéral. Si bien que le roi, dans l'intention de s'en montrer reconnaissant, fit couper ses cheveux, attachés jusqu'alors dans une très longue queue. Il faut savoir qu'avant l'année 1799, beaucoup de jeunes gens des meilleures familles, pour s'être ainsi fait

couper les cheveux, avaient été incarcérés et forcés de servir comme simples soldats. L'on considéra depuis ce moment cette coiffure comme un signe d'aveugle servilité. Les courtisans s'empressèrent donc de suivre l'exemple du prince en coupant leurs queues le jour même où le roi avait fait le sacrifice de la sienne; et cette comédie fit tant de bruit que le parti libéral croyait déjà tenir les institutions les plus larges; d'autant plus que les ministres montraient une si grande indulgence à l'égard du carbonarisme, qu'ils faisaient presque croire qu'ils l'approuvaient. Un des gentilshommes de la chambre s'avisa de couper la queue à l'un de ses collègues qui s'en plaignit au prince; mais le mutilateur ne fut point puni.

L'année 1819 commençait, et me voilà de nouveau dans la Capitanate pour examiner le résultat de tout ce que j'y avais effectué. Je voulus tenter comme essai de réunir à Foggia les compagnies des arrondissements les plus rapprochés : ce qui me donnait 2.000 miliciens bien vêtus avec d'excellentes bandes militaires. Les milices se voyant réunies à Foggia au nombre de 2.000, commençaient à prendre de la confiance dans leurs propres forces, et les propriétaires voyant en elles une protection stable, au lieu de donner des armes, des vêtements et de l'argent à des coureurs de campagne, les recevaient à coups de fusil. Déjà tous les mandats d'arrêt avaient été exécutés et la certitude que les coupables tomberaient entre les mains de la justice, pour les délits même les plus légers, faisait que l'on n'en commettait point. La bande de Mi-

notti elle-même, traquée dans la province voisine où elle s'était réfugiée, fut obligée de rentrer dans la Capitanate où elle retrouva les milices sous les armes et fut complètement détruite. Lorsque je me rendis à Naples, Medici et Tommasi, alors ministres, m'embrassèrent en signe de satisfaction.

Je retournai dans la province d'Avellino où, dans la tournée que je fis pour la revue des milices, je fus encore plus satisfait que je ne l'avais été dans la Capitanate; je m'aperçus même que les milices sentaient déjà leurs forces, de telle sorte qu'elles ne m'abandonneraient point, s'il était question d'agir pour la cause publique.

J'avais à peine terminé la revue qu'il m'arriva une dépêche du ministre de la guerre, dans laquelle il me prescrivait de réunir, dans l'espace de trois jours, à Avellino, les miliciens de cette province qui s'élevaient au nombre de 5.000, pour être passés en revue par le roi et par l'empereur d'Autriche qui, depuis quelques jours, était arrivé à Naples. Ces souverains devaient être accompagnés de l'impératrice, du prince de Metternich, de Medici, et du ministre de la guerre lui-même, le capitaine général Nugent : tel était le contenu de la dépêche.

Avant que j'eusse achevé de lire la lettre du ministre, je fus saisi d'une sorte de fièvre morale et physique. Il me semblait avoir sous les yeux l'Italie entière depuis Trapani jusqu'aux Alpes. L'entreprise me paraissait des plus hardies, mais elle n'effrayait point mon patriotisme. Je résolus d'arrêter le roi, l'empereur, l'impératrice, Metter-

nich, Medici, Nugent, de les confier à la garde de 100 officiers et sous-officiers miliciens, tous grands-maîtres carbonari, et de les faire partir pour la ville de Melfi, dans la Basilicate, suivis de 1.000 miliciens. Les autres 4.000, avec 5.000 de la Capitanate, deux bataillons de ligne qui se trouvaient à Avellino, et un régiment de cavalerie cantonné à Foggia, auraient formé un camp autour de Melfi, à une grande distance des deux mers. Il serait superflu de rapporter quels projets j'espérais réaliser en raison de cette brillante capture; mais je ne crois pas qu'il y ait un lecteur qui ne soit persuadé que quelque conséquence retentissante devait en résulter utilement, non pour les Deux-Siciles seules, mais pour toute l'Italie.

Le roi et l'empereur étaient tellement timides, qu'ils auraient tout accordé. On pourrait dire que tous les potentats de l'Europe eussent alors fait marcher une armée contre Naples, ainsi que le fit depuis Louis XVIII pour l'Espagne, en 1823, lorsque les cortès avaient toute la famille royale entre leurs mains. Mais avoir affaire à un seul homme bien résolu est tout autre chose que d'avoir affaire à un congrès.

Je fis expédier les ordres nécessaires pour la réunion des 5.000 miliciens, desquels il n'y eut pas un seul qui manquât à l'appel. Si les souverains étaient venus, j'aurais infailliblement exécuté ce que je m'étais proposé, abandonnant le reste à la fortune, qui toutefois se joua de moi et de mes projets. Le roi, l'empereur et leur suite, revenant de la chasse de Persiano, arrivèrent à Salerne.

Pendant qu'ils changeaient de chevaux de poste pour venir à Avellino, le général Colletta, qui commandait en ce lieu, vint pour présenter ses hommages aux princes. Le roi voulut savoir de lui ce qu'il pensait du chemin de traverse qui conduit de Salerne à Avellino, et le général, jaloux de moi et de mes milices, fit croire que le chemin était en si mauvais état qu'il était impossible d'y passer en poste avec sûreté. Sur ce rapport de Colletta, le roi et l'empereur se décidèrent à abandonner l'idée de la revue ; ils continuèrent leur voyage vers Naples et dirent à Nugent de m'avertir par le moyen d'un officier d'état-major, qu'ils n'avaient pu venir ; que ce serait pour une autre fois, et qu'en attendant, après avoir moi-même passé les milices en revue, je devais les renvoyer dans leurs communes respectives.

Dans l'intervalle des trois jours pendant lesquels j'avais attendu l'arrivée des souverains, je n'avais pu goûter un instant de sommeil et je n'avais communiqué mes intentions à personne, jugeant que ce serait une chose à la fois compromettante et inutile, puisque j'étais sûr que je serais obéi. Lorsque les milices se retirèrent, je sus par l'avocat Marini que toutes étaient venues avec leurs gibernes remplies de cartouches dans l'idée qu'avec les deux bataillons de ligne suivis des milices de la Capitanate et du régiment de cavalerie de Foggia, elles marcheraient sur Naples.

Quelques jours après, j'étais à Naples, où je fus présenté par Nugent à l'empereur et à l'impératrice; Leurs Majestés m'accueillirent avec beaucoup

de grâce. J'aurais bien voulu les surpasser en politesse à Melfi dans la Basilicate. Peut-être alors n'auraient-ils pas donné à Silvio Pellico l'occasion de faire tant parler de lui.

CHAPITRE XIX

(1819-1820)

Le roi m'envoie la grande croix de Saint-Georges. — Je me décide à poursuivre la révolution sans en précipiter les mouvements. — — Révolution d'Espagne et Constitution de 1812. — Ma tournée en Capitanate. — Mes intelligences avec le colonel Russo. — Tournée dans la province d'Avellino. — Ma détermination de proclamer au mois de juin le Gouvernement constitutionnel. — Premières hésitations. — Je vais à Naples. — Conversations avec le duc de Campochiaro, avec le comte Zurlo et avec Carascosa. — Conduite des carbonari de Salerne. — Je fixe le mouvement au 24 juin. — Russo et les carbonari de Salerne me manquent. — Je proroge mon mouvement jusqu'aux premiers jours de juillet.

Le roi abhorrait tout ce qui rappelait les gouvernements de Joseph Bonaparte et de Joachim Murat. Il voyait en conséquence d'un mauvais œil l'ordre des Deux-Siciles institué par Joseph, et il l'abolit; mais, pour ne point blesser les militaires favorisés par le traité de Casalanza, il en créa un autre à la place, et l'appela l'ordre de Saint-Georges. J'étais commandeur dans l'ordre des Deux-Siciles; et je fus nommé grand'croix dans celui de Saint-Georges, en signe de satisfaction du roi pour mes services. Mais pour plus d'une raison j'aurais préféré que le roi n'eût point pensé à moi dans cette circonstance.

Je ne perdais pas de vue un seul instant la grande

œuvre de la régénération de ma patrie; mais je sentais s'augmenter chaque jour davantage la responsabilité qui pesait sur moi; je n'étais plus, comme dans le temps de Joachim, un ardent tribun. Dans les circonstances présentes, notre situation avait changé d'aspect. On pouvait dire avec vérité qu'elle s'était améliorée dans l'intérieur, mais, par rapport à l'étranger, notre situation était plus que désavantageuse. Les potentats, depuis la chute de Napoléon, s'étaient unis étroitement entre eux. Les peuples italiens au-delà du Tronto s'étaient endormis. Au milieu de tant de difficultés, précipiter les choses n'eût pas été une action digne d'un chef qui voulait réellement le bien de son pays. Mais, d'un autre côté, temporiser jusqu'à ce qu'un moment favorable et indéfini se présentât, était une chose périlleuse; je me décidai, au lieu de flotter dans l'incertitude, à marcher droit vers mon but avec la fermeté et la persévérance calabraises, afin que, si je devais faire naufrage, ce fût par l'effet de ma mauvaise fortune, mais non pas de ma faiblesse ou de mon indolence.

Les ministres et le roi croyaient peut-être que mes discours, mes ordres du jour, la partialité que je montrais pour les carbonari étaient des moyens dont je me servais afin de perfectionner les milices, utiles, sous plusieurs points de vue, aux progrès de la civilisation du pays. Mais ils pensaient que je ne désirerais jamais, ou que je n'oserais du moins accomplir une révolution ; et comme dans la province de Salerne, contiguë à celle d'Avellino, le carbonarisme était plus turbulent que celui de mes

provinces, parce qu'il n'y était point dirigé, il était naturel que le gouvernement fût satisfait de ma conduite. Il aurait dû pourtant savoir et se rappeler quelle avait été ma manière d'agir à l'égard de Joachim, et comment j'avais conspiré pour l'obliger à nous donner des institutions libérales.

Telle était, à la fin de 1819, la situation politique de notre pays, lorsqu'un événement inattendu et d'une haute portée attira l'attention de toute l'Europe, ce fut la révolution d'Espagne, qui éclata dans les premiers jours de 1820. Lorsque, dans le cours du mois de mars, nous reçûmes à Naples la nouvelle du triomphe définitif des constitutionnels de l'Espagne, je me trouvais au lit, malade de la fièvre, et lorsque j'en eus été guéri, il m'en survint une autre plus forte : c'était la fièvre morale qui m'excitait à donner la liberté à ma patrie, dès lors bien plus avancée que l'Espagne dans la civilisation.

Je retournai à mon quartier d'Avellino, et là, j'appréciai mieux encore l'excitement que la révolution d'Espagne avait produit parmi nous. En Espagne, les libéraux combattirent pendant trois mois et avec un succès douteux, avant de voir la constitution proclamée à Madrid ; et si, chez nous, le roi avait pu se soutenir seulement pendant un mois contre la constitution, il aurait eu le temps de recevoir des secours de ses alliés les Autrichiens. Il était donc indispensable que notre révolution fût terminée en très peu de jours sans qu'il en résultât de désordre.

Russo, colonel d'un régiment de chasseurs à che-

val, commandait, d'après mes dispositions, la province de Capitanate, et me suivit dans toute la tournée que j'y fis. Je n'avais point oublié sa conduite envers moi à Sinigaglia, mais cependant, je l'excusais en considérant que, s'il avait révélé à Carascosa la confidence que je lui avais faite de mon projet de lever l'étendard de la révolution à Jesi, c'est parce qu'il avait pensé que, les autres généraux n'étant point d'accord avec moi, je pourrais compromettre les intérêts de la patrie au lieu de la sauver. Or ce colonel fut le premier à me parler d'un mouvement, et moi, ayant égard à sa bravoure sur le champ de bataille, je m'ouvris à lui, mais toujours seul à seul. Il en fut extrêmement satisfait et me jura de me seconder avec son beau régiment de toutes les manières qui seraient en son pouvoir.

Le régiment de cavalerie de Bourbon, commandé par le duc de Laviano, était cantonné dans la ville de Nola, non loin d'Avellino. Il se trouvait dans ce corps deux sous-lieutenants appelés Morelli et Silvati, auxquels le colonel Russo envoya un de ses officiers nommé Flessinga pour savoir jusqu'à quel point on pouvait compter sur ce régiment de Bourbon, lorsqu'on serait au moment de lever l'étendard constitutionnel. La réponse fut très favorable. Je pouvais à ce moment disposer de plus de 10.000 miliciens, outre deux régiments de cavalerie, un escadron de gendarmerie, et quatre bataillons d'infanterie pour le premier jour du mouvement. Ces forces étaient plus que suffisantes pour renverser un gouvernement faible, là où les citoyens

et l'armée désiraient également abattre le pouvoir absolu. Au milieu d'un peuple chez lequel la plume et la parole sont libres, je suis d'avis qu'il faut se servir de l'une et de l'autre, et ne pas avoir recours aux conspirations pour améliorer l'ordre social; mais, quand on gémit sous le pouvoir absolu, et que par conséquent l'on n'a la possibilité ni de parler ni d'écrire, ni de faire valoir par des voies légales la force des opinions, il est permis, selon moi, de se servir de tous les moyens pour soustraire son pays à l'esclavage.

En poursuivant ma tournée dans la Capitanate, j'arrivai dans la ville populeuse de San Severo, puis dans celle de Foggia, et partout je trouvai les populations et les autorités elles-mêmes prêtes à me seconder; j'entrai de la Capitanate dans la province d'Avellino et à Lacedogna, les autorités, les milices et les curés me reçurent avec des signes de carbonarisme, de sorte que je dis en souriant : « A la bonne heure; à présent que nous sommes tous d'une couleur. » Ils voulurent, le soir, faire tirer des feux d'artifice qui reproduisaient aussi des signes de la secte. Dans la commune de Frigento, située sur une haute montagne, il me sembla me trouver dans une république; des jeunes femmes de tout rang y étaient accourues des lieux circonvoisins pour voir sous les armes, et revêtus de beaux uniformes, leurs frères et leurs amants; et les rubans dont elles avaient orné leurs robes et leurs cheveux indiquaient par leurs couleurs qu'elles étaient *Jardinières*, car c'est ainsi que les carbonari appelaient les femmes admises dans leur secte.

Nous étions au mois de mai et je résolus de faire éclater la révolution dans le mois suivant. Je communiquai ma détermination au colonel Russo et à mon chef d'état-major Deconcili. Tous deux me dirent de différer. Néanmoins, après une longue hésitation, ils me promirent de me seconder. Russo, ainsi qu'on le verra, ne tint point sa promesse; Deconcili, au contraire, ne se démentit plus jamais, et rendit d'utiles services à sa patrie.

J'étais encore incertain du lieu où je devais commencer mon œuvre, c'est-à-dire si ce serait à Avellino ou à San Severo. Au milieu de toutes ces pensées, j'allai à Naples à l'occasion de la fête du roi, qui se célébrait le 30 mai. Je parlai au comte Zurlo, mais sans lui dévoiler ce que j'avais dans l'âme. J'eus aussi un entretien avec le duc de Campochiaro, qui me serra de fort près en me disant qu'il savait bien que je n'étais pas un homme à me tenir les mains dans les poches; mais qu'au lieu de craindre l'Autriche, je devais craindre les autres généraux, mes collègues, qui ne seraient point d'humeur à risquer leurs emplois pour de belles théories de patriotisme.

Pour ne rien négliger de ce qui pouvait être tenté, je me tournai vers Carascosa. Il conservait toujours pour moi la même amitié qui, au milieu des champs de bataille, pendant les deux dernières campagnes, s'était encore affermie. Déjà quelque temps auparavant, je lui avais dévoilé en termes généraux quelles étaient mes intentions ; et lui, fidèle à ses anciennes habitudes, demandait du temps. M'apercevant toujours davantage que les

hommes parvenus à un certain âge ne changent point, je cessai d'espérer en lui, et j'évitai depuis lors de lui parler de mes intentions.

Les carbonari de Salerne, à force d'activité et de persévérance, s'étaient fait reconnaître de leurs frères de beaucoup d'autres parties du royaume comme formant la haute vente générale. Pour se mettre en avant, leurs chefs firent une démarche absurde de nature à compromettre et moi, et la cause publique. Sans même s'assurer que je me trouvasse à mon quartier d'Avellino, ils y expédièrent le plus violent des carbonari nommé Macchiaroli, avec une proclamation qu'ils avaient fait imprimer à vingt mille exemplaires, et par laquelle la haute vente du royaume résidant à Salerne me déclarait capitaine général de toutes les forces de l'État, en me chargeant du soin d'abattre le pouvoir absolu. Non contents de cela, ils donnèrent à Macchiaroli une espèce de diplôme en parchemin de ce grade de capitaine général. Ne m'ayant point trouvé à Avellino, il remit le diplôme avec quelques proclamations au lieutenant-colonel Deconcili qui, après avoir beaucoup hésité, les reçut, les cacha sous terre et, désolé de me voir aussi déplorablement compromis par la folie d'autrui, vint me trouver à Naples, quoiqu'il fût pris de la fièvre, afin de me raconter cette aventure.

Pour diminuer les soupçons que l'on avait sur moi, je voyais quelquefois les ministres Medici et Tommasi, et ce dernier me parlait de la nécessité dans laquelle était le gouvernement de m'envoyer commander les Calabres, où il existait environ

trois mille mandats d'arrêt non exécutés. Mais, comme je croyais que l'on voulait me donner ce commandement pour me détacher de mes milices, je cherchai, par le moyen du chef de division du ministère de l'intérieur, Cirillo, frère de mon aide de camp, à connaître les véritables intentions des ministres, et je sus qu'en effet on pensait à rappeler le général Nunziante des Calabres. Mais j'étais tellement compromis, tellement engagé dans ces préparatifs de la troisième division militaire, qu'il m'était impossible de m'éloigner tranquillement de mon commandement.

Toute perte de temps devenait une faute de ma part. On était déjà au mois de juin; et je résolus de mettre la main à l'œuvre le 24 de ce même mois. Comme ce jour était le jour de la fête de mon nom, je pouvais appeler sous ce prétexte à Avellino quelques officiers de mon intimité pour dîner avec moi. Parmi eux se trouvait le brave colonel Liguori qui, en 1814, commandait sous mes ordres un bataillon du 1er de ligne, mais je ne révélai mes projets ni à lui, ni aux autres. Sur ces entrefaites, Ferrao, de Majda en Calabre, qui venait toujours chez moi, me parla de ses rapports intimes avec les carbonari de Salerne, et du désir qu'avaient ces *bons cousins* de combattre des premiers pour la cause politique. Ferrao était homme à ne point reculer et il était d'un âge mûr. Je le chargeai de dire aux carbonari salernitains d'expédier trois cents d'entre eux, choisis et bien armés, sur une hauteur entre Salerne et Avellino; que là, ils devaient allumer une quantité de feux dans la soirée du 24 du mois courant, aussitôt

le coucher du soleil. Le bon Ferrao, peu expérimenté, m'en offrait trois ou quatre mille au lieu de trois cents; mais je l'assurai que trois cents me suffisaient. « Et plaise à Dieu, ajoutai-je, que ce petit nombre exécute ce que j'ai dit. » Je retournai donc à Avellino, et j'écrivis d'office au colonel Russo à Foggia, province qu'il commandait avec un régiment de cavalerie, de se rendre le 23 à mon quartier général où j'avais à lui parler d'affaires de service. La lettre fut mise à la poste par mon chef d'état-major Deconcili.

Dans la division placée sous mes ordres, les troupes et les milices m'obéissaient avec une exactitude telle qu'elles avaient coutume de m'appeler le Vieux de la Montagne. Mon plan était extrêmement simple. A l'arrivée de Russo à Avellino, j'aurais mis en mouvement et concentré toutes mes troupes et mes milices sous le faux prétexte d'une révolte. Pendant que le conseil se serait assemblé à Naples, je me serais trouvé dans la matinée du 25 à Ariano, et deux jours après à San Severo, avec des forces plus que suffisantes pour combattre la garde royale et quelques autres corps qui auraient pu tenir pour le roi. Les gendarmes à pied et à cheval m'étaient tout dévoués. La constitution aurait été proclamée à San Severo le 28, si ce n'eût été le 27 juin. Je regardais comme une chose indispensable l'arrivée de Russo à mon quartier, parce qu'en dépit de ses promesses il était homme à paralyser tous les ordres que j'aurais envoyés dans la Capitanate, dont il était commandant; mais le colonel Russo ne vint pas. Il s'excusa, depuis, en disant

qu'il n'avait point reçu ma lettre. Le soir du 24, les 300 carbonari de Salerne ne tinrent pas non plus leur promesse; s'ils se fussent montrés à l'endroit que j'avais désigné, c'eût été pour moi une nécessité que d'exécuter le mouvement avec l'escadron de Nola, les troupes et les milices de la province d'Avellino, en écrivant à Naples l'apparition des carbonari de Salerne, dont j'aurais exagéré le nombre; et, quoique la cavalerie de Nola ne fût pas directement sous mes ordres, je l'aurais appelée comme pour un cas d'urgence. Or, voyant la légèreté des carbonari salernitains et l'extrême faiblesse du colonel Russo, je ne voulus point précipiter sans aucune nécessité pressante l'exécution de mon dessein. Je désirais d'ailleurs connaître la cause qui avait empêché le colonel Russo de venir me rejoindre, me proposant d'agir après avoir eu de ses nouvelles. Quant aux Salernitains, je ne leur demandai point raison de m'avoir manqué, et j'eus de plus en plus la conviction qu'il ne faut point croire aux vanteries des conspirateurs et des sectaires.

Je n'avais rien fait connaître de mes intentions à mes commensaux dont j'ai parlé précédemment: elles n'étaient connues que du seul Deconcili, de sorte que cette journée, qui fut l'une des plus agitées de ma vie, se passa sans aucun changement. Cependant, pour dissiper les soupçons du gouvernement, je me rendis pour quelque temps dans la capitale.

CHAPITRE XX

(JUILLET 1820)

Les carbonari de Salerne se réfugient à mon quartier général. — L'escadron du régiment de Bourbon en pleine révolte s'y dirige également. — Ma situation critique. — On décide que je dois apaiser cet orage. — Méfiances à mon égard. — Mes ruses pour retourner à Avellino où la Constitution est proclamée. — Je m'échappe avec une brigade de cavalerie. — Ma réception à Avellino.

Le 27 juin, j'étais à Naples, et j'avais chargé mon chef d'état-major de m'écrire d'Avellino le détail de tout ce qui se passerait dans la division où j'avais dessein de retourner à peu de temps de là. Je faisais, dans la capitale, des visites à tous les ministres, qui me soupçonnaient déjà fortement et qui, pourtant, se rassuraient en me voyant loin de la résidence dans laquelle j'aurais dû me trouver. Je n'avais quitté Avellino que depuis deux jours seulement, quand je reçus l'avis que le général prince de Campana était entré à Salerne avec quelques troupes pour faire incarcérer un grand nombre de carbonari, parmi lesquels les plus compromis, ayant à leur tête Macchiaroli, se réfugièrent à Avellino, où ils furent accueillis par leurs cosectaires de la ville.

Quoique je fusse alors à Naples, la connaissance

que l'on avait du fait que mon quartier général était devenu l'asile des carbonari fugitifs des autres provinces, me faisait regarder avec tant de défiance, que je songeai à rentrer immédiatement dans la division placée sous mon commandement, à établir à Ariano la première réunion de mes forces en miliciens, en gendarmes et en troupes, et à me rendre ensuite à San-Severo.

Je devais partir de la capitale le 3 juillet, lorsque, dans la matinée du 2, Nicola Staïti, major des dragons, vint me trouver et me raconta que l'escadron du régiment de Bourbon, composé de 127 chevaux, parti de Nola avec la bannière carbonarienne déployée, s'était dirigé vers mon quartier d'Avellino. J'ai déjà rapporté que le colonel Russo avait chargé le lieutenant Flissinga, de son corps, d'explorer à Nola les dispositions dans lesquelles était le régiment de cavalerie de Bourbon, et qu'il y avait reconnu comme chefs de carbonari les deux sous-lieutenants Morelli et Silvati qui avaient promis de monter à cheval dès mon premier appel, avec l'escadron auquel ils appartenaient. Or Morelli, Calabrais de naissance, et animé par ce que lui avait dit Flissinga, se mit en relation avec les carbonari de Nola, et, en apprenant plus tard le sort de ceux de Salerne, qui avaient été contraints de prendre la fuite, se croyant trop compromis aux yeux de son colonel Laviano, ce même Morelli avait réuni, dans la soirée du 1er juillet, la vente de cet escadron; il avait exagéré le danger dans lequel il se trouvait, avait révélé ce que Flissinga lui avait rapporté à son sujet, et avait conclu qu'il fallait mon-

ter à cheval et se rendre à mon quartier général; car, comme je ne pouvais permettre qu'ils se perdissent, je serais forcé alors de donner le signal de la révolution. La vente ayant délibéré et décidé à l'unanimité le départ, à une heure du matin, le jour suivant, 2 juillet, l'officier de semaine qui couchait au quartier fut enfermé dans une chambre; il se nommait Borgia et était un de ceux de la Sicile. L'escadron, composé de tous les soldats et sous-officiers, avec les seuls officiers subalternes Morelli et Silvati, monta à cheval et quitta Nola, suivi de onze carbonari de cette ville, parmi lesquels se trouvait un prêtre nommé Minichini.

L'escadron déploya l'étendard de la charbonnerie, et, chemin faisant, se grossit de quelques carbonari, jusqu'à ce qu'il arrivât enfin à Mercogliano, à peu de distance d'Avellino. Morelli, en apprenant que j'étais à Naples, au lieu de me trouver à mon quartier d'Avellino, demeura stupéfait, et, se rappelant ce que Flissinga lui avait dit de Deconcili, écrivit à celui-ci pour lui demander une entrevue. Deconcili, quoique indécis, y consentit et, à l'insu des autorités civiles et militaires, il vit Morelli, l'accusa d'imprudence et au même moment m'expédia mon aide de camp Cirillo, en lui recommandant de ne point épargner les chevaux de poste. Il dit en même temps à Morelli de se tenir un peu éloigné d'Avellino, avec son escadron, jusqu'au retour de Cirillo.

Lorqu'on reçut à Naples la nouvelle du mouvement de l'escadron de Nola, le roi, sur un vaisseau de guerre, faisait voile à la rencontre du duc de Calabre, son fils, prince héréditaire qui, parti de

Palerme avec toute sa famille, revenait à Naples. Il est plus facile au lecteur d'imaginer qu'à moi de décrire l'agitation dans laquelle m'avait jeté le mouvement de l'escadron de Nola, qui était entré dans la division placée sous mon commandement pendant que j'en étais éloigné, et que les milices se trouvaient également sans moi. Florestan me disait que, dans quelques instants, des agents du gouvernement viendraient m'arrêter; je lui répondais qu'il se trompait, sans doute, parce que les ministres n'oseraient me tenir tête. Florestan me répliquait que j'étais accoutumé à voir tout en beau, et pendant qu'il proférait ces paroles, un de mes gens me remit une lettre de Nugent, dans laquelle il m'écrivait de me présenter chez lui sans perdre un instant. Je dis à mon frère que, s'ils eussent résolu de m'arrêter, ils m'auraient envoyé une belle compagnie de grenadiers de la garde royale; à quoi il me répondit : « Tu es bien heureux de vivre dans le royaume des bêtes. »

Le conseil des généraux fut de l'avis unanime que le lieutenant-général Guglielmo Pépé pouvait seul, dans des circonstances si délicates, réprimer la rébellion et peut-être sauver l'État.

Nugent, sans rien me communiquer de la délibération du conseil des généraux, présidé par lui, me raconta le mouvement de l'escadron, les adhésions que celui-ci avait reçues chemin faisant, bien que faiblement prononcées, et il exprima le désir de savoir de moi si j'espérais pouvoir y porter remède. Je répondis sans balancer que j'étais prêt à me rendre à mon quartier général, et, qu'avec

les milices, jointes au peu de troupes qui se trouvaient dans ces provinces, je ferais disparaître toutes les traces du désordre. Nugent et les ministres, accoutumés à me voir exécuter mes promesses, crurent encore à celle-ci, de sorte que, dans le conseil qu'ils tinrent entre eux, il fut décidé que je partirais. Je retournai chez Nugent, afin de recevoir mes instructions par écrit, et, pour ne point perdre de temps, j'avais fait venir à sa porte mon droshki avec des chevaux de poste.

Pendant que je m'entretenais avec lui dans son cabinet, il survint un incident qui semble romanesque, et qui, en augmentant mes embarras, donna une autre impulsion au premier mouvement révolutionnaire. On annonce mon aide de camp Cirillo, qui arrivait de mon quartier général à bride abattue. Je vais à lui qui, me croyant seul, me dit : « Si vous ne venez point, tout est perdu ! » Je le rassurai d'un signe sans parler, et je l'introduisis auprès de Nugent. Celui-ci lui fit mille questions, et, à la fin, voulut savoir comment les déserteurs et les révoltés lui avaient laissé le passage libre. Cirillo, sans se troubler, lui répondit avec un calme et une présence d'esprit admirables : « Le général Pépé est tellement aimé et si bien obéi par les milices que celles-ci n'auraient jamais permis aux rebelles de m'arrêter. » Nugent me dit de différer mon départ d'une heure et de faire retourner à l'instant Cirillo à Avellino avec mes ordres au général Colonna, commandant de cette province, en l'assurant de mon arrivée immédiate. J'écrivis à Colonna de la manière suivante :

MONSIEUR LE MARÉCHAL DE CAMP,

En recevant cette dépêche, vous ferez vos dispositions pour que les compagnies des milices de Mercogliano s'établissent militairement sur la route postale entre cette commune et celle de Cardinale, et que les deux d'Atripalda et d'Avellino se tiennent sous les armes dans cette capitale de la province. Vous expédierez les ordres immédiats pour que les autres milices se réunissent en bataillons dans les principaux districts et soient prêtes à marcher; faites-leur savoir qu'elles me verront bientôt, et que les services qu'elles ont déjà rendus à la patrie feront que je les regarderai comme le plus ferme soutien du trône.

Nugent lut cet écrit et en fut parfaitement content. Quatre heures après, Cirillo le remit au général Colonna, et dit à Deconcili et à Morelli que j'arriverais promptement pour proclamer le régime constitutionnel. Ce fut ainsi que les premiers ordres que je donnai pour que l'on effectuât dans la province d'Avellino la révolution de 1820 furent écrits sous les yeux du ministre de la guerre du roi. Ne semblait-il point qu'un destin propice présidât aux premières lueurs de notre régénération politique si ardemment désirée ?

Nugent voulut que je retardasse d'une heure mon départ, afin de voir d'abord les ministres qui se tenaient en séance permanente, de les informer de ce que j'avais appris de Cirillo, de ce que j'avais écrit au général Colonna, puis de recevoir d'eux les instructions et les pouvoirs que j'aurais à transmettre. Nugent revint et me dit que les ministres

n'osaient ni me faire partir, ni me donner aucune instruction sans l'assentiment du roi ; et il ajouta qu'il était d'opinion que le prince n'opposât aucune difficulté à mon départ. Je sus ensuite que Medici, en apprenant que mon aide de camp allait et venait librement sur la route d'Avellino, dit : « Plutôt que de prendre la responsabilité de donner au général Pépé la mission de combattre les rebelles, je prendrais sans balancer celle de l'envoyer aux fers. »

Avant de décider quel serait le général que l'on enverrait combattre les rebelles, on voulut attendre le retour du roi dans la capitale. A peine fut-il informé du mouvement de l'escadron que la première idée qui lui vint à l'esprit fut de rester sur son vaisseau ; et ce ne fut pas sans peine qu'on put le déterminer à venir à Naples, en l'assurant qu'il n'y avait pas pour lui l'ombre d'un danger. Lorsqu'il y arriva, on donna à Carascosa, après une longue délibération, la mission d'attaquer les rebelles du côté de Monteforte, et au général Campana, celle d'en faire autant du côté de Solofra. Carascosa, le soir même du 2, après avoir reçu son nouveau commandement, vint me trouver, ne me dit rien de ses intentions et ne m'interrogea en rien sur les miennes, quoique notre conversation eût lieu dans cette même chambre dans laquelle nous avions discuté avec tant de chaleur sur les moyens d'abattre le pouvoir absolu.

Cependant, à l'arrivée de mon aide de camp à Avellino, mes ordres, s'exécutèrent promptement, les milices furent réunies, l'escadron commandé par Morelli entra dans cette ville, et les carbonari dits

paiens, bien armés, suivaient les miliciens. Dans la même journée du 3, Cirillo combattit près de Solofra contre le général Campana qui, en apercevant les montagnes voisines couronnées de miliciens et de carbonari, battit en retraite. Le général Colonna, commandant la province, en céda de fait le commandement à mon chef d'état-major qui, par le moyen du télégraphe, fit savoir dans la province de Foggia que le régime constitutionnel avait été proclamé à Avellino, et qu'en conséquence il fallait que toutes les milices courussent aux armes en se déclarant pour le nouveau système. En effet, la constitution avait été proclamée à Avellino et jurée solennellement dans l'église, non seulement par toutes les autorités civiles et militaires, mais encore par l'évêque lui-même.

Le bruit se répandait à Naples que le gouvernement voulait me faire arrêter. Je le voyais trop indécis dans tous ses actes pour le croire capable d'une pareille mesure de vigueur, quoiqu'on eût donné au roi le conseil de me faire renfermer dans le château Saint-Elme. Dans la matinée du 3, mon bon Pietro de Luca vint me voir et me dit qu'un de ses parents natif de la province d'Avellino, nommé Jannuzzi, ancien major, pourrait pendant la nuit me conduire à cheval par un chemin escarpé, mais que la difficulté était de sortir de chez moi sans être aperçu par les espions que le gouvernement devait avoir apostés autour de ma maison. Nous pensâmes que je pourrais m'embarquer pour aborder sur la plage de Salerne, d'où je me dirigerais vers Avellino ; que quant à l'embarquement, il me serait faci-

lité par un libéral de ma connaissance qui se nommait Englen, inspecteur de la douane, et qui par patriotisme s'embarquerait avec moi. J'employai les journées, si longues pour moi, du 4 et du 5, à chercher les moyens de me rendre à Avellino.

Quelques officiers s'occupaient à engager le beau régiment de dragons et celui des chasseurs à cheval, tous les deux casernés au pont de la Madeleine, à me suivre à mon quartier général. Le prince de Strongoli, de son côté, toujours animé d'un ardent patriotisme, espérait induire deux excellents officiers supérieurs qui commandaient deux escadrons dans les environs de Naples, à se déclarer avec leurs troupes en faveur de la liberté.

Tandis que je m'agitais au milieu de tant d'incertitudes, Strongoli étant venu me trouver chez moi, nous causions ensemble, lorsqu'un de mes domestiques m'annonça qu'un officier demandait à me parler seul à seul. C'était le général Napoletano, qui m'assura que la brigade de cavalerie dont je viens de parler m'attendait à cheval près du pont de la Madeleine ; mon frère, heureusement, n'était point dans la maison. J'ordonnai à un de ses gens de monter un cheval calabrais et de m'attendre au pont ; puis, sans rien dire à Strongoli, qui dut ensuite excuser mon inévitable impolitesse, j'entre dans la voiture du général Napoletano, et me voilà, vers le coucher du soleil, à la tête du régiment de dragons commandé par le lieutenant-colonel Topputi, et de celui de chasseurs commandé par le colonel Cilentani. Les gens de la police avaient arrêté le domestique de Florestan avec son

cheval ; j'en montai un autre que m'offrit Topputi, et ayant auprès de moi le général Napoletano, je lui dis de commander la marche, puis nous prîmes le chemin de Lauro. Il fallut, afin d'y arriver par la voie la plus courte, passer par des routes étroites, appelées ruelles, où les chevaux étaient contraints de marcher un par un. A peine me fus-je mis en marche, que je fus rejoint par le capitaine Roppola avec sa compagnie appartenant à un régiment d'infanterie, dont je ne me rappelle pas maintenant le nom ; il avait servi avec moi en Espagne, et il s'en fallut de peu qu'il ne décidât le régiment tout entier à me suivre. Ce petit renfort d'infanterie me fit un très grand plaisir, parce que, sans ce secours, chaque détachement d'infanterie de la colonne de Carascosa aurait pu faire feu impunément sur mes chevaux. Je me vis, à l'aube du jour, dans la commune de Lauro, où je fis manger et reposer les chevaux afin de me remettre en marche pour Monteforte. En même temps j'envoyai, tant pour cette commune que pour Avellino, des messagers fidèles avec des lettres dans lesquelles je donnais avis que j'arrivais accompagné d'une brigade de cavalerie.

Au bout de deux heures je repris la marche à travers des chemins escarpés, passant dans des villages où l'on ne voyait que des femmes et des vieillards, parce que les jeunes gens et les hommes d'un âge mûr, en qualité de miliciens ou de simples carbonari, couronnaient tout armés les hauteurs de Monteforte et d'Avellino. Les femmes battaient des mains aux fenêtres en criant : *Vive la Constitution!*

Elles m'appelaient par mon nom et me disaient que leurs frères, leurs fils, leurs maris étaient allés combattre pour la cause publique. Cet enthousiasme remplit de joie toute la brigade, car se mettre en dehors des lois, sans être assurés du résultat, n'est certainement pas un acte de peu d'importance.

En m'approchant avec les miens des hauteurs de Monteforte, nous aperçûmes une foule de carbonari, armés, et parmi eux les milices en uniforme et en équipage militaire avec leurs postes avancés selon les usages de la guerre. Ceux de ma colonne en furent émerveillés, disant que, bien qu'ils se confiassent en moi, ils ne s'attendaient pas à tant d'éléments de succès. La première compagnie de milice que je rencontrai fut celle de l'arrondissement de Chiusano, commandée par l'excellent capitaine Buono. Officiers et miliciens ne me reçurent point avec des acclamations, mais avec des larmes ; et les soldats de ma suite pleuraient eux-mêmes d'attendrissement. Les miliciens me dirent : « On avait fait croire que vous, notre père, étiez en prison dans le château Saint-Elme, et nous avions juré que nous irions vous délivrer cette nuit. » Dans la commune populeuse de Monteforte, les habitants étaient dans le délire de la joie. Me voyant au milieu d'eux avec deux régiments de cavalerie, ils crurent la constitution assurée. Carascosa et Colletta ont écrit que les habitants, carbonari ou non carbonari, ne savaient ce que c'était qu'une constitution. Ils ne le savaient que trop, puisqu'ils criaient avec ivresse : « Plus d'impôts

arbitraires! plus d'arrestations capricieuses! » et que les femmes répétaient ces paroles à haute voix.

Or, pendant que j'étais entouré de populations qui respiraient la joie, la confiance et la résolution de faire tous les sacrifices pour le bien public, des symptômes de désordre commençaient à se manifester à Avellino, faute d'un chef. Plusieurs carbonari ennemis de Deconcili partirent d'Avellino et vinrent, bride abattue, me trouver pour me dire de hâter mon arrivée dans cette ville, et, en même temps, de n'en approcher qu'avec les plus grandes précautions, parce que Deconcili, poussé par son ambition, conspirait contre ma vie. Je me mis à rire de ces paroles, connaissant, d'un côté ma puissance morale sur ces populations, et, de l'autre, étant assuré que Deconcili était incapable d'ourdir une trame à la fois perfide et insensée. Je dis au général Napoletano de faire reposer la brigade, parce que les chevaux étaient fatigués, puis de me suivre avec l'état-major. Lui et d'autres officiers étaient d'opinion qu'il n'était point prudent de s'exposer seuls à de dangereuses machinations, et je leur répondis qu'ils allaient voir bientôt que je n'avais pas besoin de mille chevaux pour être bien accueilli du peuple d'Avellino.

A peine nous étions-nous mis en mouvement pour marcher de Monteforte à Avellino, que nous vîmes venir à notre rencontre une voiture avec quatre députés des carbonari qui me parlèrent d'un air consterné. J'étais dans une telle distraction, en pensant à tout ce qui restait encore à faire, que je ne prêtais aucune attention à ce qu'ils disaient, lorsque

les officiers de ma suite m'avertirent que ces députés paraissaient se défier de mes intentions. Je leur parlai aussitôt, et, dès mes premières paroles, ils descendirent de voiture, embrassèrent presque mes genoux, me firent une multitude d'excuses, et me suivirent.

Quelques moments après, Deconcili, Cirillo, et tous les autres officiers de toute arme ainsi que les autorités de la province vinrent à ma rencontre. Le frère de Deconcili, appelé Matteo, homme de l'honnêteté la plus pure, me dit que je ferais plaisir à la population, en me montrant à cheval et en passant par les principales rues de la ville. J'y consentis, quoique quelques carbonari d'une réputation irréprochable me fissent signe d'entrer tout de suite dans la maison que je devais habiter, parce qu'ils me croyaient en danger. Je m'aperçus que presque tous avaient la tête troublée par l'enthousiasme à l'occasion de ce grand événement. La population avellinaise, augmentée de celle des communes voisines, m'accueillit avec la démonstration de la plus grande joie, et, après cette cavalcade dans la ville, tous les sentiments de perplexité cessèrent entièrement. Heureusement pour moi aussi, le calme de mon âme s'accroissait à proportion que les événements qui se pressaient autour de moi devenaient plus difficiles à maîtriser. Je remerciai, au nom de la patrie, le général Colonna, Deconcili, Cirillo, et d'autres officiers, pour leur bonne conduite dans des circonstances si difficiles.

CHAPITRE XXI

(JUILLET 1820)

Mes premières occupations à Avellino. — La nouvelle arrive que le roi a accordé la Constitution. — Je suis nommé général en chef de toutes les forces du royaume uni. — Convention entre le duc de Calabre, vicaire général, et moi. — Je dirige toutes les troupes vers Naples et m'y rends de mon côté. — Je passe en revue l'armée. — Carascosa vient au camp. — Défilé des troupes constitutionnelles. — Je suis reçu dans la chambre du roi. — Discours et réponses.

Lorsque je rentrai chez moi, je commençai, tout fatigué que j'étais, par donner les ordres nécessaires pour attaquer le lendemain, à l'aube du jour, le camp de Carascosa.

J'avais avec moi quatre régiments de cavalerie, presque toutes les milices de la province d'Avellino, qui se montaient à peu près à 3.000, et un bataillon de tirailleurs. Les carbonari sous les armes, organisés en corps détachés, étaient à peu près au nombre de 20.000. J'attendais de Foggia le régiment de Russo, 5.000 miliciens, et plus de carbonari volontaires que je n'en voulais.

Pendant que je dictais des instructions pour les chefs des différents corps, et que je m'efforçais d'organiser provisoirement et de mon mieux les carbonari volontaires, je reçus des lettres du duc de Calabre avec des messages du roi qui m'assuraient

que ce prince avait accordé la constitution d'Espagne, et que, par conséquent, il n'y avait plus d'ennemis à combattre.

Voici en abrégé ce qui était arrivé à Naples. A peine on y fut instruit de mon mouvement avec les deux régiments de cavalerie, que toute la jeunesse qui avait embrassé les principes libéraux, voyant que le gouvernement était incapable de mettre obstacle à la révolution, se réunit et demanda que le roi promît la constitution. Celui-ci rassembla en conseil les ministres avec les personnes qu'il jugeait être les plus dévouées à sa cause et les plus éclairées. Tous lui dirent qu'il était indispensable de donner la constitution demandée. Le roi, déterminé par la force des événements à accorder une constitution, promulgua l'édit suivant :

Aux peuples du Royaume des Deux-Siciles

Le vœu général de la nation, dans le royaume des Deux-Siciles, s'étant manifesté en faveur d'un gouvernement constitutionnel, nous consentons de notre pleine volonté, et nous promettons d'en publier les bases dans l'intervalle de huit jours. Jusqu'à la publication de la constitution, les lois existantes demeureront en vigueur. Ayant ainsi satisfait au vœu public, nous ordonnons que les troupes retournent à leurs corps respectifs, et chacun à ses occupations ordinaires.

Naples, le 6 juillet 1820...

FERDINAND.

Le roi nomma en même temps de nouveaux ministres, et, disant que ses infirmités ne lui permettaient pas de supporter les fatigues inévitables

pour quiconque gouverne, il nomma son fils, le duc de Calabre, vicaire général du royaume. Ce vicariat réveilla le souvenir de la mauvaise foi avec laquelle le roi s'était conduit en Sicile, et l'on remarqua aussi que l'édit royal manquait de précision, puisque rien n'y indiquait de quelle constitution l'on voulait parler. La jeunesse de la province, animée du désir de s'instruire, affluait à Naples, et il n'y avait pas un seul de ces jeunes gens qui ne manifestât des vœux pour des institutions larges et libérales. Toute cette jeunesse du royaume qui résidait dans la capitale se réunit tumultueusement pour demander, avec des démonstrations menaçantes, la constitution d'Espagne. On obtint en conséquence le décret suivant :

La constitution du royaume des Deux-Siciles sera la même que celle adoptée pour le royaume d'Espagne dans l'année 1812, et sanctionnée par Sa Majesté Catholique dans le mois de mars de ladite année, sauf les modifications que la représentation nationale, constitutionnellement convoquée, jugera convenable de nous proposer pour l'adapter aux conditions particulières de nos domaines royaux.

FRANÇOIS, *Vicaire.*

Les libéraux, voyant le décret signé par le duc de Calabre, vicaire, et non par le roi, renouvelèrent avec raison leurs menaces, jusqu'à ce que le même décret eût paru de nouveau signé par le roi. De nouveaux ministres furent nommés le même jour, et comme on croyait que ceux qui l'avaient été sous Murat étaient tous libéraux, le roi et le

vicaire donnèrent les portefeuilles à ceux des ministres de Joachim qui avaient été le moins coupables de libéralisme : tels que Zurlo, Ricciardi, Campochiaro, Macedonio et Carascosa. Comme ce dernier était mal vu de tout le parti des carbonari, ils lui donnèrent provisoirement le portefeuille de la guerre, espérant que je le soutiendrais dans cette charge, et ils ne se trompaient point.

Ce fut ce jour-là même que je reçus l'avis officiel que le roi avait accordé la constitution d'Espagne et que j'étais nommé général en chef de toutes les forces du royaume uni.

Dans la matinée du 7, ma demeure était remplie de gens venus de Naples, et j'y vis arriver entre autres avec un extrême plaisir le prince de Strongoli, que j'aimais parce qu'il était patriote et honnête. Il était accompagné de cet excellent major Cianciulli, qui était véritablement bon à tout, excepté à supporter en paix quelques inconvénients du carbonarisme. Strongoli venait de la part du duc de Calabre, et il me tint, au nom de ce dernier, un langage très favorable à la bonne cause : j'étais sûr que nous ne manquerions jamais de promesses larges et satisfaisantes de la part des princes, mais je doutais de leur sincérité. Ce que le roi désirait le plus, au dire de Strongoli, était mon prompt retour à Naples.

A peine avais-je eu le temps de m'entretenir avec le prince de Strongoli, qu'il m'arriva des députations des communes et des carbonari qui se succédaient à chaque instant, et qui venaient non

seulement de la province d'Avellino, mais encore de celle de Salerne et même de la capitale. Je ne manquais point de conseils qui m'étaient adressés de tous les côtés. Je reçus une lettre du duc de Calabre à laquelle je répondis, écrivant au milieu de tant de monde et de tant d'affaires. Je ne fus point content de ce que j'avais écrit ; mais, comme je n'avais point de temps à perdre, j'expédiai cette lettre. Je priai Strongoli de rapporter au vicaire ce qu'il voyait de l'enthousiasme et du nombre des députations, et en même temps de la tranquillité qui régnait au milieu de ce chaos et de cette ivresse de patriotisme. J'ajoutai que je rentrerais à Naples le 9, avec l'armée, les milices et une portion des carbonari. Je recommandai finalement à Strongoli de prier en mon nom Son Altesse le duc de Calabre de m'envoyer, le jour suivant, une personne de sa confiance, pour convenir des formes qu'exigeait le serment du roi, de la composition d'une junte provisoire de gouvernement et de l'époque de la réunion du parlement. Le prince de Strongoli me promit de tout rapporter au duc de Calabre, vicaire général, et il prit note de ce que je lui avais dit.

Je n'avais pas peu à faire pour maintenir l'ordre parmi les carbonari armés, qui, en suivant les milices de l'armée, devaient se trouver, le même soir du 8, au Champ de Mars, voisin de Naples. Le duc de Calabre et les ministres comptaient les moments jusqu'à ce qu'ils me vissent dans la capitale. Ce qui les alarmait était cette joie exaltée qui se manifestait dans la population; mais leurs craintes n'avaient pas le moindre fondement, car je défie

Colletta et Carascosa eux-mêmes de signaler le plus léger désordre pendant ces belles journées. Pendant ce temps, Rocco Beniventano, homme respectable et éclairé, arriva à Nola, chargé par le duc de Calabre comme vicaire général, d'établir et de signer la convention secrète entre ce prince et moi, et qui devait servir à accélérer la marche du nouvel ordre de choses. Voici les articles de la convention, copiés d'après l'original :

1. Le roi, après mon entrée à Naples, jurerait sur l'évangile, dans sa chapelle privée, en présence de la junte provisoire de gouvernement, des ministres et de moi, la constitution d'Espagne.

2. On nommerait une junte provisoire de la manière suivante : j'expédierais une liste de seize individus recommandables, non militaires, et six militaires. Entre ces vingt-deux, le duc de Calabre en choisirait cinq pour faire partie de la junte ; les cinq nommeraient vingt autres individus, dont quatre militaires, et, de ces vingt, le vicaire en choisirait dix, dont deux militaires. La junte se trouverait ainsi composée de quinze individus.

3. La junte, par le moyen des ministres, ferait rassembler le congrès le plus promptement possible, selon les prescriptions de la constitution d'Espagne.

4. On mettrait en liberté et on rappellerait de l'exil tous ceux qui subissaient ces punitions pour cause de leurs opinions politiques, et l'on réintégrerait dans leurs emplois ceux qui les avaient perdus pour la même cause.

5. Le choix des commandants de place et des forts et des généraux d'artillerie serait fait par les ministres, d'accord avec la junte.

6. Le lieutenant général Guglielmo Pépé prendrait le

commandement en chef de toutes les forces de l'État, pour garantir à la nation l'établissement du gouvernement constitutionnel.

7. D'après la proposition du général en chef, on récompenserait tous les citoyens et militaires qui se signaleraient dans la coopération de l'établissement du nouvel ordre de choses, et la province d'Avellino serait déclarée de première classe.

Dès que je fus affranchi de l'embarras de cette convention, je pris toutes les mesures nécessaires pour conduire le jour suivant à Naples, et en bon ordre, l'armée, les milices et les carbonari volontaires, dont l'amour-propre aurait été si satisfait de se montrer sous les armes et dans une tenue si parfaite. Il était d'ailleurs utile de mettre sous les yeux des ministres et des princes alliés un si grand nombre d'hommes armés et rangés sous une aussi stricte discipline, bien qu'ils se trouvassent tous réunis pour la première fois.

Le duc de Calabre désirait que je diminuasse autant que possible le nombre des carbonari qui devaient suivre les milices, craignant qu'il ne survînt quelque grave discorde. Je répondis que je me rendais garant de l'ordre et de la paix ; que cependant, pour calmer ses appréhensions, j'en renverrais environ 20.000 chez eux et que j'en garderais autant auprès de moi.

Cependant, ayant fait mettre en marche les différentes colonnes d'Avellino, de Nola et de Salerne, afin de les réunir au Champ-de-Mars, à peu de distance de la capitale, je quittai moi-même Nola deux ou trois heures avant la nuit, et pour m'assurer de

l'attitude des troupes sur la route de Salerne, je partis en voiture par la poste, accompagné d'un seul aide de camp. Prenant la juste précaution de ne point me faire connaître, je traversai la ville de Naples qui était illuminée, et dont la population célébrait une liberté que l'on devait espérer qui serait durable. J'arrivai avant minuit au logement qui m'avait été préparé dans un village voisin du camp, et où, pour la première fois après quatre jours de veilles et d'agitations, je croyais pouvoir me reposer pendant trois ou quatre heures.

Je m'étais flatté de l'idée que personne ne connaissait la maison dans laquelle je passai la nuit du 8 juillet, près du Champ-de-Mars, et je la vis néanmoins environnée par une jeunesse saisie du délire de l'enthousiasme. Il me vint je ne sais comment à l'esprit un expédient pour me délivrer de tous ces jeunes gens, en flattant leur amour-propre et en profitant du patriotisme dont ils étaient animés. Je leur dis de revenir le lendemain, à l'aube du jour, avec une liste de leurs noms parce que j'aurais besoin de leur concours, en les envoyant aux différentes *ventes* ou sociétés de carbonari qu'ils trouveraient dans le camp, pour les complimenter sur leur arrivée au nom de leurs frères de Naples, et les féliciter d'avoir contribué au renversement du despotisme.

Après m'être occupé de divers autres soins indispensables, je me mis au lit, non pour dormir, mais pour jouir, du moins, de la tranquillité d'esprit dont j'avais besoin. Pendant les quatre heures que je passai de la sorte, il me fut impossible de fer-

mer les yeux et je ne perdis pas un seul des coups de la cloche du village. A peine je vis paraître les premiers rayons du jour que je me mis sur pied, et peu d'instants après j'étais à la tête de mon état-major. Mon premier soin fut de m'assurer des compagnies des carbonari volontaires. Je leur recommandai de se montrer dignes de la noble cause qu'ils défendaient en rivalisant avec les milices pour l'obéissance à leurs chefs et pour leur attention à conserver l'ordre dans leurs rangs, afin de donner ainsi une haute idée d'eux aux étrangers qui abondaient dans la capitale. Ils me promirent de se conformer à mes recommandations, et ils tinrent parole.

Carascosa arriva au camp avant midi, et, comme il était fort peu populaire, les soldats et les carbonari montrèrent de l'aversion pour lui, à tel point qu'il crut sa vie en danger. Je le pris sous mon bras, et je lui fis ainsi parcourir le front des compagnies les plus irritées contre lui, de sorte qu'il ne fut l'objet d'aucune démonstration menaçante, ainsi que cela lui était arrivé en entrant dans le camp.

Un peu après midi, je mis en mouvement toutes les troupes, à la tête desquelles marchait l'escadron du régiment de Bourbon qui était parti de Nola pour mon quartier général. Les milices de la province d'Avellino suivaient, revêtues de leurs brillants uniformes ; après les milices venaient les régiments d'infanterie de la ligne et, après ceux-ci, tous les escadrons de l'armée. A la cavalerie succédaient les *ventes* ou compagnies de carbonari qui s'éle-

vaient au nombre de plusieurs milliers, avec des fusils de chasse, mais sans uniformes. La vente de Nola, qui avait été la première à se déclarer, fut aussi la première à défiler; et comme le prêtre Minichini était de cette ville, il précédait le corps des carbonari dont il était le compatriote. Il était à cheval, habillé en prêtre, armé et décoré des insignes de la secte; ce qui fit que les étrangers et même le peuple de la capitale le crurent le chef de tout le carbonarisme. La joie qu'inspira l'entrée de ces colonnes, et les applaudissements qui retentirent au milieu de la nombreuse population de Naples, grossie de toutes celles des environs et des villes voisines, sont des circonstances qui ne peuvent facilement se décrire. Les 500.000 habitants, ou à peu près de la capitale ou des environs concentrés dans la longue et large rue qui, de Capo di China, conduit au palais royal, étaient ivres de joie, et couvraient avec leurs vivats le bruit des tambours et de l'artillerie. Un honnête boutiquier s'approcha de moi, tenant entre ses mains une grande cage; il l'ouvrit et donna la liberté à une grande quantité d'oiseaux. L'allégorie avait tout le mérite de l'à-propos, mais elle était un peu imprudente, car mon cheval, vif et ombrageux, me donna beaucoup à faire à cette occasion.

J'arrivai enfin, à la tête de l'armée, sur la place spacieuse du palais royal, et je saluai, selon les usages militaires, le duc de Calabre qui était sur le grand balcon, entouré de toute sa famille, de courtisans et de généraux, et je demeurai vis-à-vis de ce prince jusqu'à ce que toutes les colonnes

eussent défilé. Le vice-roi, pour faire une chose agréable au peuple et à l'armée, commanda que chacun de ceux qui l'entouraient attachassent sur leur poitrine les rubans de la secte carbonarienne, que les gens de service distribuaient et que la duchesse de Calabre disait avoir formés en nœuds de ses propres mains. Le vicaire fut le premier à attacher ce ruban sur sa poitrine, et cependant en fixant mes regards sur le balcon du palais, je disais en moi-même : « Voilà où se trouvent les seuls ennemis de la patrie ! »

Les troupes employèrent assez de temps à défiler. Dès que tout fut terminé, je montai chez les princes suivi d'un seul aide de camp, le major Staïti. Suivant les usages de la cour, auxquels je n'étais que trop habitué, je baisai la main au vicaire et à sa femme, et exprimai tout ce que je ressentais dans l'âme sans phrases étudiées.

Les ministres et les généraux s'approchèrent autour du prince et de moi, pour entendre mes paroles. Le vicaire me répondit qu'il était convaincu de mon sincère patriotisme et de mon désintéressement; il assura que son père et lui regardaient la cause de la nation comme leur propre cause; que sa prospérité et ses revers seraient la prospérité et les revers de la famille royale. Il me dit ensuite qu'il fallait aller chez le roi qui, malade et dans son lit, m'attendait. Je suivis le duc de Calabre; nous entrâmes dans la chambre de Sa Majesté, et je m'approchai du lit où il était effectivement malade. Et croirait-on de quelle maladie? La plume répugne à l'écrire, mais il faut pourtant qu'avec la rougeur de la honte sur

le visage, je le rapporte en historien fidèle : l'accès qui l'avait saisi était un accès de peur et rien de plus!!!

Au pied du lit du roi était la princesse Partanna, sa femme. Il me tendit la main que je baisai selon l'usage en lui disant : « Votre Majesté règne maintenant sur les cœurs de tous. » Il répondit : « J'espère, général, que tu te conduiras avec honneur. » Que l'on se figure un vieux roi qui, pendant un demi-siècle au moins, avait régné à son gré, maintenant retenu dans son lit par la peur. Quoique pendant cinq ans il eût paru peu enclin à donner une constitution, il s'était montré favorable aux libéraux et juste envers eux ; de plus, quelle qu'en fût la raison, il avait été à mon égard de la plus grande indulgence. Il avait toujours approuvé tout ce que j'avais fait. Je fus touché des paroles qu'il m'adressait, et je cherchai à m'en montrer reconnaissant, du moins par ma loyauté ; je pris de nouveau sa main que je baisai, et je lui dis : « Sire, il est impossible, après ce que j'ai fait, que vous me croyiez loyal et animé d'intentions droites, sans connaître quelques-unes des particularités de ma vie. Dès mes premières années, j'ai pensé que la terre sur laquelle nous naissons n'est pas une patrie, tant qu'elle se trouve privée d'institutions et de lois stables, et que, pour les obtenir, on doit tenter tous les efforts, aux dépens de sa vie et de ses propres affections. Joachim avait pour moi des bontés peu communes, et cependant j'ai conjuré trois fois contre lui pour l'obliger à nous donner une constitution. Cela n'empêcha point que, dans la campagne de 1815, pour le soutenir, je fis mon

devoir et plus encore, s'il est permis à un soldat de s'exprimer ainsi. » Le duc de Calabre, afin de faire une chose obligeante pour moi, m'interrompit en disant : « Sire, le général Pepé était allé à Avellino avec la brigade de cavalerie, parce qu'il avait entendu dire qu'ici il serait arrêté. » Je répondis à cela : « Monseigneur, je justifierais mal la confiance dont Sa Majesté m'honore en ce moment, si je confirmais ce que l'on a rapporté à tort à Votre Altesse Royale. Je m'étais rendu à Avellino pour agir suivant mes principes. Le mouvement de l'escadron de Nola fut un pur incident, sans lequel peu əp jours après j'aurais fait avec plus d'ordre ce que je fis alors ; car j'avais tout préparé, et je devais même effectuer le soulèvement dans les derniers jours de juin. Afin que Sa Majesté et Votre Altesse Royale lisent plus clairement dans mon cœur, j'ajouterai que je suis heureux au delà de toute expression, en réfléchissant que cet événement ne porte aucune atteinte à la félicité de la famille royale, mais que, s'il n'en eût pas été ainsi, quoique j'en eusse ressenti une profonde douleur, je n'aurais point abandonné la cause nationale. N'attribuez point cette déclaration à un manque de respect pour Sa Majesté non plus que pour Votre Altesse Royale, mais attribuez-la plutôt à mon vif désir de mettre à découvert toute la loyauté de mon cœur, dans la situation difficile où je me trouve placé. »

Quoique le roi n'eût point été habitué à un langage si ouvert, il en fut si content et se rassura tellement qu'il se guérit de sa fièvre, et que, deux jours après, il dit au prince de Danemark qui se

trouvait à Naples que mon discours franc et non étudié avait dissipé toutes ses craintes. Je parlais en effet et j'agissais avec loyauté, afin de me satisfaire moi-même, mais non dans l'espérance de leur faire mettre en oubli ce que j'avais accompli, sachant déjà depuis longtemps que les princes et les hommes en possession du pouvoir ne pardonnent jamais les offenses.

Le vicaire, avant de me laisser partir du palais, voulut me présenter à ses enfants, dont l'aîné, aujourd'hui roi sous le nom de Ferdinand II, pouvait être alors âgé de dix ans. Je visais au solide, et j'aurais même baisé les pieds des princes, pourvu qu'ils m'eussent tenu leur parole. Néanmoins, j'oubliai que les usages de cette cour exigeaient que l'on baisât la main, même aux princes enfants. Mais il paraît que le duc de Calabre avait cette coutume extrêmement à cœur, puisqu'il dit aux jeunes princes : « Donnez la main au général pour qu'il vous la baise. » Et je baisai aussitôt la main aux enfants.

Du palais du roi je me rendis chez moi pour embrasser mon frère, qui, avec un stoïcisme sans pareil, se riait des misères de ce monde et de tout ce qu'on lui racontait ; car il était resté dans la maison, au lieu d'aller à la cour avec les autres ; de sorte qu'il n'avait rien vu. Sur ces entrefaites, Carascosa vint me dire que tous les généraux et les officiers supérieurs de l'armée m'attendaient dans le grand salon du ministre de la guerre. Nous y allâmes, et les lieutenants-généraux se trouvant le plus près près de moi, je leur dis que, les circons-

tances politiques seules m'ayant élevé au commandement suprême de l'armée, je considérerais comme un glorieux devoir de résigner ces fonctions dès que le calme serait rétabli. Carascosa, comme ministre de la guerre, et parce qu'il était le plus ancien parmi les lieutenants-généraux, répondit au nom de tous par cette phrase précise : « Général en chef, après ce que vous avez fait en faveur de la patrie, vous vous êtes rendu supérieur à nous tous, et tous nous nous ferons gloire de vous obéir. » Ambrosio, qui parla le second, me dit : « Si vous voulez que je vous serve d'aide de camp, j'en ferai la demande. » Le général Filangieri répéta la même chose. La généreuse proposition de ces deux braves produisit de l'effet même sur le pacifique Colletta qui s'offrit à son tour, sans prévoir que, quand les temps seraient changés, il écrirait que l'on doit donner le nom de parjure à qui expose sa vie, son grade et sa renommée pour le bien de son pays. J'ajouterai que, le même jour, tous ces généraux demandèrent ou acceptèrent des commandements qu'ils n'auraient point obtenus sans le changement politique. Florestan, qui, pour la pratique de la guerre, valait peut-être mieux que nous tous, refusa toute espèce d'emploi.

CHAPITRE XXII

(FIN DE L'ANNÉE 1820)

Serment du roi. — La démission de Florestan. — Emeute à propos des ministres démissionnaires. — Etat du carbonarisme. — Attitude des ministres étrangers. — Emeute à Palerme. — Le duc de Gallo revient de Vienne sans y avoir été reçu. — Mesures militaires en prévision de la guerre. — Je romps avec Carascosa. — Visite du duc de Narbonne. — Florestan est envoyé en Sicile. — Dissimulation du vicaire. — Résultat des élections. — Je me démets du commandement en chef. — Conversations avec la princesse de Partanna, femme du roi et avec la marquise Passari de Fermo.

Les membres de la junte désiraient que mon frère en fît partie. Le vicaire et le roi demandaient la même chose. Le premier ne put réussir à lui persuader d'accepter. Mais, quand le roi lui dit qu'il le verrait avec le plus grand plaisir parmi les membres de la junte, Florestan accepta par délicatesse, afin de ne pas paraître profiter de la diminution du pouvoir royal pour s'obstiner dans son refus.

On attendait avec impatience le serment que le roi avait promis de prêter à la constitution, et en effet, le 13 juillet, dans la chapelle royale particulière, en présence du ministère, des membres de la junte, des grands de la cour et de moi, comme général en chef, Ferdinand jura d'abord, au nom de Dieu, de conserver et de défendre la constitu-

tion d'Espagne de 1812, avec les modifications qui seraient proposées par le parlement et acceptées par lui. Après qu'il eut achevé son serment d'une voix haute et ferme, comme un homme qui se sent heureux d'épancher les sentiments de son âme, il s'approcha de moi, qui, par une juste modestie, me tenais loin de lui, parmi les derniers, et il me dit, avec un visage baigné de larmes : « Général, crois-moi, pour cette fois j'ai juré du fond du cœur. » Et, en parlant ainsi, il tenait sa main sur son cœur. J'en fus tellement ému que je pleurai à la vue de ses larmes, quoique, des balcons de cette salle convertie pour ce jour-là en chapelle, j'aperçusse le site de la Darsena d'où, en 1802, et tout jeune encore, je partais chargé de chaînes pour aller terminer mes jours dans la fosse du Maritimo par ordre de ce même Ferdinand. Mais ce furent moins encore les pleurs de ce roi à cheveux blancs, que cette espèce de confession de ses parjures et le repentir qu'il en manifestait, qui me firent dire au duc de Calabre des paroles honorables pour lui et pour son père.

Ce qui produisit dans la capitale une grande sensation fut la conduite du taciturne Florestan, qui rompit son silence habituel à la fin de l'une des séances de la junte provisoire et dit à ses membres : « Je reconnais dans plusieurs d'entre vous des hommes d'un esprit supérieur, et je vous estime tous comme des citoyens d'une haute probité ; toutefois, il me semble que nous ne sommes nullement dans la voie qu'il faut suivre pour que la constitution se consolide dans l'intérieur et soit

défendue contre l'étranger qui, selon moi, viendra infailliblement nous envahir une seconde fois. Je ne me conduirais donc point comme un citoyen consciencieux si je continuais à rester dans cette junte. » En achevant ces mots, il se retira et demanda sa démission dans des termes qui ne lui permettaient pas de revenir sur sa décision ; de telle sorte qu'on lui substitua le prince Cariati. Il répondait à ceux qui lui demandaient la raison pour laquelle il avait donné sa démission, en leur envoyant une bouffée de la fumée de sa pipe, dont il n'aurait pu se passer.

Quand j'affirme que dans la révolution de 1820 il n'y eut ni crimes ni désordres, je ne prétends pas dire que l'on vivait dans cette tranquillité forcée et sépulcrale des gouvernements absolus.

Voici ce qui arriva à Naples, dans une journée du mois de juillet qui fut citée pour la plus orageuse dans tout l'intervalle de ces neuf mois. Plusieurs milliers de citoyens des classes aisées se réunirent sur le *Largo della Carita*, dans la rue de Tolède, et demandèrent à haute voix que les ministres destitués, Medici et Tommasi, fussent mis en prison, menaçant de mettre le feu à la maison de chacun d'eux si le gouvernement ne consentait point à les faire arrêter. Je reçus des lettres du duc de Calabre et du ministre de la justice, dans lesquelles ils disaient que la capitale était dans une complète anarchie. Le président de la sûreté publique, Borelli, demandait main-forte, et le général d'Ambrosio, gouverneur de Naples, m'écrivait pour me demander s'il devait faire battre la générale.

Je leur répondis à tous que je ferais à moi seul cesser tous ces désordres, qui provenaient d'un patriotisme mal entendu et des chaleurs de juillet. Le major Cianciulli et Staïti, mon aide de camp, demandèrent à savoir de moi quels régiments devaient monter à cheval, et je leur répondis que l'on n'avait besoin de troupes ni à cheval ni à pied; qu'ils n'avaient qu'à faire seulement préparer mon droshki, dans lequel ils m'accompagneraient. Ils s'étonnèrent en voyant que nous nous dirigions seuls au *Largo della Carita*, encombré d'une multitude d'hommes en délire qui répétaient avec des cris effrayants : « Mort à Médici! mort à Tommasi! » A peine la foule eut-elle permis à ma légère voiture de s'ouvrir un passage que l'on vit s'élancer sur les marchepieds et sur les roues des jeunes gens qui avaient véritablement l'air de forcenés. Les balcons qui donnaient sur la place étaient remplis de monde, et le peu de personnes dévouées à la cour disaient : « Nous allons voir comment il s'en tirera avec deux aides de camp seulement, au milieu de ses chers carbonari. » Quelques dames qui penchaient pour le nouvel ordre de choses, voyant mon droshki investi, me crurent perdu ainsi que mes deux aides de camp, et s'évanouirent.

Pendant ce temps, debout sur le droshki, je regardais la multitude en souriant, comme s'il se fût agi d'un spectacle réjouissant; je la laissai crier de toute sa force, et quand je m'aperçus de l'enrouement d'un grand nombre et de la fatigue générale, je fis signe que je voulais parler, et il se fit

UNE PATROUILLE DE CARBONARI

aussitôt un silence profond. Ces gens s'attendaient à entendre de grandes phrases sortir de ma bouche, quand je leur dis que, parmi les hommes libres, la propriété était sacrée; qu'en conséquence, ceux qui, sans mon invitation, étaient montés de tous côtés sur mon droshki, s'ils le cassaient, le paieraient en argent comptant. Cette plaisanterie les laissa muets et indécis; je repris alors d'un ton sévère, leur reprochant leurs violences qui ne manqueraient pas d'attirer l'intervention étrangère. Je fis appel aux principes de la morale carbonarienne et au respect de la liberté d'autrui, et je leur demandai de m'indiquer les ventes où l'on prêchait ainsi le désordre pour que je les fisse fermer.

Cette allocution de ma part, quoique un peu succincte, parce que je n'étais point habitué à parler en public, produisit cependant tant d'effet sur la multitude assemblée dans cette place qu'on se sépara pour ne jamais recommencer à alarmer le gouvernement en renouvelant ces rassemblements.

Je rapporterai un exemple du respect des carbonari pour les lois. J'entre un jour dans le conseil des ministres, présidé par le vicaire, et je les entends tous me dire d'un air consterné qu'il n'existait plus de gouvernement, et que l'anarchie était arrivée au *nec plus ultra*.

Le grand-juge Ricciardi, prenant la parole, me dit qu'un capitaine de la garde nationale de Naples s'était trouvé incarcéré dans le château de l'Œuf pour un délit qu'il avait commis, et que, comme il était carbonaro, les sectaires avaient favorisé sa

fuite. Je leur répondis que je promettais de faire retourner le capitaine dans sa prison. J'ajoutai que je ne connaissais ni le capitaine, ni son caractère, ni sa faute, mais que je n'ignorais point quelle était la moralité du plus grand nombre des carbonari. Ils me regardaient tous avec étonnement, et Ricciardi, comme pour me faciliter le moyen de remplir ma promesse, dit qu'il demandait en grâce à Son Altesse le vicaire de s'engager que, si je faisais rentrer le capitaine dans le château de l'Œuf, il lui accorderait sa grâce entière dans le cas où un tribunal le condamnerait. « Monsieur le Ministre, lui répondis-je, le gouvernement actuel doit avoir pour bases la moralité et la vigueur : ainsi le capitaine rentrera sans conditions dans la prison de laquelle il s'était échappé; et s'il est condamné, il subira sa peine. » Le vicaire et les ministres, habitués à me voir tenir mes promesses, déclarèrent que je rendrais un grand service à la tranquillité publique. J'appelai les chefs de la haute vente ; je leur dis que l'honneur de la secte et le bien public exigeaient impérieusement que le capitaine retournât en prison, et que, si cet ordre n'était point exécuté, je ferais fermer le local de chaque vente de la capitale, en y mettant des gardes de la milice des carbonari pour que personne n'y entrât plus. Le capitaine retourna de lui-même en prison.

Mais si le carbonarisme, les milices, l'armée, la junte et le vicaire me donnaient tant à faire qu'à peine je pouvais fermer les yeux pendant deux heures sur vingt-quatre, les ministres des puis-

sances étrangères ne me tenaient pas moins occupé. Le seul ambassadeur d'Espagne, Onis, se montrait, du fond du cœur et dans sa politique, très favorable à notre liberté. A'Court, ministre anglais, donnait dans l'autre extrême : il détestait tout ce que nous avions fait. Je fus très satisfait pendant les premiers jours du ministre russe, le comte de Stackelberg, qui montra quelque propension pour la marche politique que nous avions adoptée; mais cette espérance s'évanouit à l'arrivée des premières réponses que le ministre russe reçut de son souverain, l'empereur Alexandre.

On voit souvent entre ville et ville d'une même province, des jalousies et des aversions prononcées, et plus souvent encore entre les provinces d'un même État. Une sorte d'antipathie existait entre les populations du royaume de terre ferme et celles de la Sicile. Dans cette île, la classe élevée désirait la constitution anglaise, tandis que le peuple désirait la constitution d'Espagne; mais tous étaient d'accord pour réclamer l'indépendance. A l'annonce de notre révolution, des troubles se produisirent et la multitude armée assiégea la faible garnison de Palerme qui se rendit et fut en partie massacrée, tandis que les généraux Naselli et Church rentraient à Naples en fugitifs. Il en résulta pour moi des embarras et des difficultés à n'en pas finir.

Le prince Cariati était à ce moment revenu de Vienne, où il avait été expédié par le ministère constitutionnel, comme avocat de notre cause auprès de cette cour. Il avait rempli honorablement sa mission; et, en racontant que l'Autriche était

contrariée au dernier point de nos événements politiques, il ajoutait que, si la modération eut prévalu parmi nous, et que nous eussions procédé sans tumulte comme sans scandale, l'empereur François ne nous aurait point fait la guerre. Cariati se servait de cette expression : « La paix et la guerre se décideront dans la rue de Tolède », ce qui pouvait se traduire ainsi : « Nous n'aurons point la guerre si nous ne faisons point de bruit. » Or, la junte et les ministres, s'emparant de ces paroles, ne me laissaient plus de repos du matin au soir. Si, dans les journaux, il paraissait quelque article que l'on jugeait peu circonspect; si l'on applaudissait au théâtre quelque allusion à la liberté; si, en faveur de celle-ci, on faisait dans les places publiques les plus légères démonstrations, les ministres, la junte, le vicaire m'écrivaient des lettres fulminantes pour que je fisse cesser ces grandes causes de guerre.

Dans cet état de choses arriva le duc de Gallo, ancien diplomate qui avait été envoyé à Vienne, où il ne fut point reçu. Sa mission avait pour but de faire reconnaître notre régime constitutionnel. Sa non-réception était une preuve certaine des intentions de l'Autriche à notre préjudice.

Il n'était que trop urgent de se préparer à la défense. Je commençai par exiger que l'on rappelât sous les drapeaux tous ceux qui avaient des congés, afin que l'armée se trouvât au nombre complet de 52.000 hommes. Le rappel des hommes congédiés ayant été décidé, je songeai à armer et à organiser tous les citoyens que Colletta et Carascosa appellent des carbonari, et que j'appelle la nation.

Les régiments de la milice étaient composés de grands et de petits propriétaires; et, comme je sentais la nécessité d'armer les prolétaires, je songeai à faire décréter les légions qui auraient été composées de ceux-ci.

Carascosa dont le cœur était entièrement changé à mon égard, me dit dans un moment d'abandon : « Vous et votre frère êtes en dehors de la ligne commune. » Une autre fois il m'exhorta à me réunir à mes compagnons et à laisser de côté mes chimères. A la fin, il fit tant et se montra si mal disposé pour le nouvel ordre de choses que je fus obligé de lui dire qu'il ne m'avait plus pour ami ; qu'il m'était extrêmement pénible de lui parler de la sorte, mais qu'il serait indigne de moi de lui cacher les sentiments de mon âme.

Les affaires politiques allaient au plus mal pour nous, lorsqu'un jour, en rentrant chez moi, je trouvai une carte de visite du duc de Narbonne, ambassadeur de France à Naples. Je crus d'abord que cela était arrivé par méprise ; mais un officier de mon état-major me dit que le duc en personne avait laissé sa carte. J'envoyai aussitôt chez lui mon aide de camp Staïti, pour savoir l'heure à laquelle je trouverais l'ambassadeur. Il me fit répondre qu'il se rendrait chez moi. Je m'étonnai de tant de politesse de la part de l'ambassadeur de France envers un général révolutionnaire; et, pour être poli, j'envoyai de nouveau Staïti, pour lui dire que je ne souffrirais point qu'il se dérangeât une seconde fois. Pendant ma visite, il me dit que S. M. Louis XVIII (et non ses ministres) l'avait

chargé de me faire savoir que, dans le cas où tous les membres de la famille royale seraient respectés par nous, la France ne nous ferait point la guerre; mais que, dans le cas contraire, elle nous la déclarerait, et immédiatement. Je donnai à l'ambassadeur toutes les assurances à ce sujet. Pour lui prouver la vérité de mon assertion, je lui dis : « Lisez les journaux et vous verrez qu'au milieu d'une liberté illimitée de la presse, on écrit quelquefois contre moi, mais jamais contre Sa Majesté. Du reste, tant que je commanderai les forces de la nation, je sens qu'il est de mon devoir de défendre au prix de mon sang la famille royale contre toute insulte. » Le duc de Narbonne se montra fort satisfait de mon langage, et il m'assura que mes paroles seraient répétées par lui dans sa première dépêche au roi Louis XVIII, qui, comme je le dirai plus loin, ne voulut point me permettre, lorsque je quittai l'Italie, de mettre les pieds en France.

Après avoir perdu un temps précieux, et après beaucoup d'efforts de ma part, l'expédition en Sicile fut décidée. Il fallut désigner le général qui la commanderait, et la cour, les ministres et la junte décidèrent que mon frère aurait ce commandement. Il s'obstina tellement, toutefois, à ne point l'accepter, malgré mes pressantes instances, qu'il fut sur le point de quitter notre habitation commune pour ne plus en entendre parler. Il lui répugnait de combattre dans une guerre civile, et en même temps il avait l'idée que tout irait mal. Le vicaire le fit appeler par le roi, qui pour dernière tentative, en disant à Florestan de prendre le com-

mandement de l'expédition, se servit des mots : « Je vous prie. » Mon frère ne put y résister. Il débarqua à Cefalu et, après avoir essayé de traiter, il pénétra de vive force dans Palerme le 25 septembre 1820, où, grâce à l'habileté du prince Paterno, vieux et riche baron, la capitulation fut signée. Mais le roi, le parlement et les ministres refusèrent de ratifier la convention avec les Siciliens, si bien que, de retour à Naples, mon frère, justement irrité de ce procédé, renvoya au roi le grand-cordon de Saint-Ferdinand qu'il venait de recevoir et offrit sa démission.

Je ne crois point qu'il ait pu jamais exister un prince plus dissimulé que le duc de Calabre : il me disait qu'il ne pouvait comprendre comment un roi, libre de donner une constitution à son peuple, ne s'empressait pas d'accorder un si grand bienfait; « car, ajoutait-il, en gouvernant constitutionnellement, on n'est responsable ni envers Dieu, ni envers les hommes; on n'est pas exposé à nuire sans le vouloir à autrui, et en même temps on a mille moyens de faire le bien; enfin l'on jouit de la sécurité ainsi que de la paix. » Je lui dis une fois que, s'il avait de l'éloignement pour se laisser conduire par la nation, il était nécessaire de la précéder pour la conduire. Il ne désavoua point ces paroles, et même dans ses discours, aussi bien que dans quelques-uns de ses actes, il se montrait en apparence aussi libéral que moi, afin de demeurer *tête* et de ne point devenir *queue*. Trompé par ses discours et par sa conduite apparente, je demeurai, pendant un mois à peu près, porté à croire que le

désir de régner avant la mort de son père lui faisait sinon aimer, du moins tolérer le nouvel ordre de choses. Mais je fus vite détrompé. Il me témoignait une grande estime, une vive amitié, qui n'était que le voile de sa dissimulation ; et j'étais obligé de dire en public que je me confiais en son patriotisme, afin d'éviter toute secousse violente avant la réunion du parlement.

Nous étions au commencement de septembre, lorsque je reçus une lettre archipatriotique du duc de Calabre ; je la transcris ici :

Naples, 9 septembre 1820.

Au général en chef Guglielmo Pépé

Ayant ordonné que l'on fabriquât des drapeaux pour 52 bataillons des braves miliciens qui apportent déjà tant de zèle et d'exactitude à leur service, outre ceux destinés aux 15 légions qui, j'en suis sûr, disputent de zèle pour soutenir le trône constitutionnel du roi, mon auguste père, et l'indépendance de la nation, la princesse, mon épouse bien-aimée, qui partage pleinement avec moi le vif sentiment du désir du bonheur de la nation, à désiré prendre le soin de broder les cravates desdits drapeaux, pour donner par là un témoignage de l'intérêt qu'elle prend à ces braves soutiens de la patrie ; j'ai donc cru devoir vous en faire part, connaissant vos sentiments et votre désir de voir consolider de plus en plus le système constitutionnel établi par le roi, mon auguste père, et je suis, avec une sincère estime pour vous,

François, *vicaire général.*

Je jugeai à propos de faire publier cette lettre, sans quoi il l'aurait publiée lui-même, et l'on peut

se figurer combien la nation se trouvait satisfaite en lisant dans les feuilles publiques des sentiments de patriotisme si ardents chez le prince héritier de la couronne, et qui exerçait déjà le pouvoir royal.

Les ministres attendaient avec impatience et anxiété le résultat des élections, craignant fort que les choix ne tombassent sur des hommes exagérés dans leur patriotisme ; mais ils se trompèrent de beaucoup. De ces députés, l'un était cardinal; neuf, prêtres ; vingt-quatre, propriétaires; huit, hommes distingués dans les sciences; onze, magistrats; deux, employés du gouvernement; neuf, docteurs dans les lois; cinq, militaires; trois, négociants. Avant la réunion du parlement, plusieurs de ses membres se montrèrent résolus à ne point permettre que le roi chargeât son fils, le vicaire général, de jurer la constitution à sa place en présence du congrès. Le roi, en effet, par le moyen du ministre Zurlo, manifesta son dessein de faire jurer le vicaire à sa place. Les députés répondirent que, si le roi persévérait dans une telle idée, ils ne se réuniraient point, et qu'ils inviteraient le général Pépé, au nom du bien public, à ne point se démettre du commandement. Le roi, intimidé, promit de se rendre à l'ouverture du congrès et de faire son serment.

Je dois ajouter encore qu'après les premiers jours de mon entrée à Naples, quand la peur eut cessé de troubler le cœur du roi, il montra ouvertement sa répugnance pour le nouvel ordre de choses. Je sus, quelque temps après, que dans les trois mois qui précédèrent la réunion du parlement,

il s'était écrié plusieurs fois en se promenant dans les salons du palais, et en présence de ses plus fidèles courtisans : « Je suis né libre, et je veux mourir libre. » Il croyait donc que sa liberté n'était point compatible avec celle de ses peuples. Cette particularité me rappelle à l'esprit la phrase que répétait souvent à Bruxelles, bien des années après, le célèbre conventionnel Barrère : il disait que les plus grands amateurs de la liberté étaient les rois.

La veille du 1er octobre, j'écrivis au vicaire général que je me démettrais le lendemain du commandement en chef, et il me répondit une lettre des plus flatteuses.

Afin de ne rien négliger de tout ce qui pouvait contribuer à la prospérité de la cause publique, j'allai voir la princesse de Partanna, femme du roi, et j'eus avec elle la plus singulière conversation. Je lui disais qu'en vertu du pacte de famille, jamais une sujette ne pouvait devenir reine, mais qu'avec le nouveau régime constitutionnel, ce pacte n'étant plus en vigueur, elle pouvait bien arriver à ce rang suprême. Croirait-on que, par des paroles détournées, cette dame me fit clairement comprendre qu'elle aimait mieux être l'épouse privée du roi absolu que d'être reine dans le système constitutionnel ? Elle me dit que le roi se trouvait dans une grande pénurie d'argent, à cause de ses rentes particulières de la Sicile qui lui avaient manqué. Je l'assurai que le parlement accorderait au prince une ample dotation. La princesse Partanna appartenait à l'une des plus illustres familles de la Sicile ; mais elle était si pauvre que, quand le roi se trouva veuf

par la mort de la reine Caroline d'Autriche, elle fut obligée, pour acheter des habits de deuil et pouvoir ainsi paraître à la cour, de se faire prêter par ses parents l'argent nécessaire. Elle avait été très belle; elle était ignorante, vive, d'un naturel bienveillant, et plus ennemie de notre liberté qu'une reine même.

Avant que j'eusse quitté le commandement de l'armée, une dame me dit que la marquise Passari de Fermo désirait avoir un entretien avec moi. Je la vis, et elle s'écria, avec des yeux pleins de larmes qui ajoutaient encore à l'éclat de sa rare beauté : « Vous, votre patrie qui vous tient tant à cœur, et la péninsule tout entière, serez trahis par le roi, par le duc de Calabre et par les meilleurs généraux. » La noble femme continua en me signalant des circonstances que je connaissais déjà en partie; mais, dans ma situation, ne pouvant avoir recours à des moyens extrêmes, j'étais forcé de paraître persuadé que ces hommes trop coupables étaient calomniés. La marquise, dont l'âme était tout italienne, dut m'accuser en elle-même d'une simplicité dont je ne méritais aucunement l'imputation.

CHAPITRE XXIII

Ouverture du Parlement. — Serment du roi. — Discours. — Je suis chargé d'organiser toutes les milices. — Le roi tente de changer la Constitution. — Son départ pour le Congrès de Laybach. — Ma tournée dans les Abbruzzes. — Je retourne à Naples à cause des mauvaises nouvelles que j'en reçois. — L'armée autrichienne se met en mouvement. — Proclamation de Frimont. — Lettre du roi. — La guerre est décidée.

Si j'étais condamné par le sort à la plus longue vie, je ne pourrais oublier le 1er octobre 1820. Pour que l'auguste cérémonie, de laquelle j'ai à parler, parût plus solennelle, j'appelai dans la capitale une partie des garnisons de Gaëte et de Capoue. Des troupes nombreuses formèrent donc la haie depuis le palais du roi jusqu'à l'église immense du Saint-Esprit, où le prince devait jurer la constitution en présence du congrès. Le peuple de la capitale et des provinces voisines pouvait à peine tenir dans la large rue de Tolède et sur les places. Toute la famille royale sortit à midi. La voiture dans laquelle se trouvaient le roi et le vicaire était la dernière, et je la suivais à cheval accompagné de l'état-major de l'armée. On marchait lentement. Les applaudissements des habitants étaient unanimes, mais sans enthousiasme. On eût dit une fête dans laquelle le roi, l'armée et le peuple s'efforçaient de se témoigner une confiance et un amour réciproques. Chez les multitudes,

l'instinct est la plupart du temps prophétique. Le premier parjure du roi, la conduite qu'il avait tenue pendant les trois derniers mois, donnaient lieu à de tristes pressentiments.

On arriva dans l'église pleine de spectateurs qui observaient un silence auquel on n'est pas accoutumé parmi nous. Le roi sur son trône, le vicaire à son côté, étaient environnés des grands de la cour, et moi, qui ne savais où me placer, je fus appelé auprès des princes. Le roi, avec toutes les formes voulues, prononça le serment à haute voix, en homme qui ne méditait pas un nouveau parjure, et le silence général fut interrompu par de nouveaux applaudissements. Galdi, président du parlement, prononça un discours qui fut, il faut le dire, plus long qu'il n'aurait fallu, mais plein d'érudition et de patriotisme. Le roi donna un écrit au vicaire qui le lut au nom de son père, et qui contenait les plus magnifiques promesses. Mon tour vint ensuite : j'avais écrit un discours très bref et très énergique; mais le ministre de l'intérieur, comte Zurlo, me dit qu'il était trop spartiate. Je le priai alors d'en écrire un pour moi, en lui disant que je ne savais point écrire ce que je ne sentais point. Je lus donc quelques paroles qui n'étaient point les miennes, mais celles de Zurlo. Fidèle à ma promesse, je déposai aux pieds du souverain le commandement suprême. Le roi répondit : « J'accepte votre renonciation, et en même temps je vous donne l'assurance de ma satisfaction et de ma reconnaissance pour avoir su si bien maintenir l'ordre et la tranquillité dans les circonstances passées. »

Avant de sortir de l'église, je fus entouré de la plus grande partie des députés. En voyant pour la première fois réunis en congrès les représentants des provinces du midi de l'Italie, et en me rappelant (car l'amour-propre que la nature a donné à chacun de nous est toujours éveillé), en me rappelant, dis-je, que ce spectacle majestueux était dû en partie à moi, ou à ma bonne fortune, l'idée de reconnaître un ennemi parmi mes concitoyens eût été comme un poids sur mon cœur; j'embrassai donc Carascosa, puis je remontai à cheval pour accompagner le roi et sa famille jusque dans son palais. Le peuple se montra alors plus franc dans les vivats qu'il adressa au roi. En même temps les habitants m'appelaient par mon nom, et semblaient m'accorder plus d'attention qu'au prince, ce qui me contrariait, car je désirais que celui-ci fût satisfait de toutes les manières, et surtout des applaudissements dont il devait s'attendre à être l'objet. L'homme est dans des conditions telles, par rapport aux autres hommes, que s'il a beaucoup de pouvoir, il doit être détruit ou caressé. Les régiments qui s'étaient trouvés avec moi à Avellino, et un grand nombre de carbonari, s'affligeaient de ce que j'avais quitté le commandement. Le général d'Ambrosio, en me donnant la main, me dit : « On se souviendra longtemps de ce que tu as fait aujourd'hui. » Arrivé chez moi, je congédiai la garde qui s'y trouvait, et il me sembla être comme un de ces voyageurs qui, après un chemin long et pénible, prennent quelques instants de repos.

Mais rester longtemps inactif dans la situation

où l'État se trouvait m'eût répugné en raison du désir que j'avais de coopérer jusqu'à mon dernier jour au bien public. Pendant que je réfléchissais à ces choses, je reçus une lettre du ministre de la guerre qui me nommait inspecteur général des milices, des légions et des gardes de sûreté. Il était impossible que je n'acceptasse point la charge d'organiser et d'armer tous les citoyens propres à la guerre ou au service intérieur, d'autant plus que, comme il existait très peu de lois organiques, et qu'il s'agissait de donner des ordres rigoureux et d'une grande importance, aucun autre général n'aurait osé, sans y être autorisé, assumer tant de responsabilité. Je commençai donc mes opérations en les appuyant, à défaut de lois, sur des ordres du jour que je rédigeais et que je publiais. Et quoique je fusse extrêmement exigeant, jamais je ne fus blâmé dans les journaux pour abus de pouvoir.

L'armée cependant fut organisée en quatre divisions d'infanterie. On voulut faire commander la troisième, dans les Abbruzzes, par moi, quoique je fisse ma résidence à Naples et que je fusse occupé de l'organisation et du commandement de plus de 200.000 gardes nationales. Je me trouvais donc avoir trois chefs d'état-major, le colonel del Carretto, depuis ministre de la police, pour la division dans les Abbruzzes ; le colonel Caracciolo (Nicolo) de Roccaromana, pour les sept régiments de la garde de sûreté de Naples et de la province, et le colonel Winspeare, pour les nombreuses milices et légions du royaume. Pour mon bonheur, je jouissais d'une santé de fer ; je dormais fort peu, et ne

perdais pas beaucoup de temps à mes repas; mais néanmoins les heures du jour ne pouvaient s'allonger. J'avais à entretenir une correspondance continuelle avec la haute vente de la charbonnerie, dont les grands-maîtres, dans tout le royaume, s'élevaient au nombre d'un millier, et m'honoraient de leurs lettres. Les ministres d'État en faisaient autant, et je me souviens que celui de grâce et justice, Ricciardi, m'écrivit une fois pour me demander si je croyais qu'il fût prudent de laisser à son poste un évêque accusé d'être opposé au gouvernement constitutionnel. Il y eut jusqu'au cardinal de Naples qui voulut ouvrir un commerce épistolaire avec moi, mais j'y coupai court en envoyant un aide de camp lui porter ma réponse de vive voix. Le bon cardinal faisait entrer dans ses lettres jusqu'à des questions théologiques, et, ce qui est pis encore, mal digérées.

Ce fut sur ces entrefaites que le général qui commandait la garde royale se présenta au ministre anglais, sir William A'Court, et qu'il s'offrit de m'arrêter pendant la nuit, moi, les patriotes les plus compromis, et les députés au parlement qui étaient décidés à ne point modifier la constitution. Il ajouta qu'au point du jour on proclamerait une autre constitution selon la volonté du roi. Le général, avant de faire un pas de cette importance, demandait à être assuré du contre-amiral anglais, afin que, si la tentative eût manqué, lui et la garde royale fussent reçus à bord de l'escadre, dans la rade de Naples. Le ministre anglais n'obtint point cette promesse du contre-amiral, qui répondit que

ses instructions se limitaient à protéger la famille royale. Une pareille tentative n'aurait pu réussir, et, selon moi, aurait peut-être amené notre salut, parce qu'on aurait renoncé au système des demi-mesures. Je sus cette particularité plusieurs années après, à Londres, par un attaché de l'ambassade anglaise.

Les princes réunis à Troppau n'osaient se décider pour la guerre. Or, au milieu de l'incertitude dans lequelle on vivait à Troppau, le roi de Naples, ne souffrant qu'avec impatience l'idée de régner par le moyen d'un vicaire, et répugnant à prendre les rênes d'un gouvernement constitutionnel, réclama sous main l'assistance des princes alliés.

Au milieu de ces intrigues on vit arriver trois lettres, l'une de l'empereur de Russie, l'autre de l'empereur d'Autriche, et la troisième du roi de Prusse; lettres sollicitées par le roi Ferdinand et par lesquelles il était invité à se rendre au nouveau congrès de Laybach, où l'on traiterait des affaires de Naples. Le roi ne pouvait, selon la constitution, quitter le royaume sans la permission du parlement. Il sollicita par un message cette autorisation, promettant en même temps qu'il emploierait tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour obtenir un autre statut sur les bases suivantes :

1° La liberté individuelle assurée par une loi fondamentale ;

2° Que nul impôt ne serait établi sans le consentement de la représentation nationale;

3° Qu'il serait rendu compte de toutes les dépenses publiques ;

4° Que les lois seraient faites par le roi et par la représentation nationale ;

5° Que le pouvoir judiciaire serait indépendant ;

6° Que les ministres seraient responsables ;

7° Que la liste civile serait fixée.

Le roi déclarait ensuite qu'il ne souffrirait jamais qu'un seul de ses sujets fût molesté relativement aux dernières commotions politiques. En même temps, il demandait que le parlement ne fît, jusqu'à son retour, aucune disposition nouvelle, et que quatre députés de la représentation nationale l'accompagnassent au congrès de Laybach, comme conseillers et comme témoins.

Au milieu de l'irritation générale, on discutait dans le congrès sur le message du roi, et Borelli prit le premier la parole, en examinant les questions relatives au changement de la constitution et au départ du prince. Il oppinait pour ce départ. Quant au changement de la constitution, l'adroit Borelli s'y opposa, d'abord parce qu'il était certain de ne rien obtenir, et ensuite pour ne point perdre la réputation de citoyen libéral dont, malheureusement, il jouissait encore parmi les carbonari.

Cependant ce roi pusillanime, épouvanté par ces clameurs, avant de connaître la décision du parlement, lui expédia un second message, qui démentait ce qu'il avait dit dans le premier, et promettait, en outre, de jurer qu'il soutiendrait, au milieu des souverains réunis à Laybach, la constitution d'Espagne. Le faible parlement fit part de sa délibération au roi par une adresse dans laquelle il le remerciait de sa ferme résolution de conso-

lider la liberté nationale, et s'étendait en même temps sur les principes de la sainteté du serment et sur ce qu'on doit craindre de Dieu, terrible vengeur du parjure. Le prince, comme un homme qui a le cœur sur les lèvres, répondit en assurant que, fidèle à ses serments répétés, il justifierait pleinement la confiance qu'avaient mise en lui les représentants de son peuple bien-aimé.

Il s'embarqua donc sur le vaisseau anglais *le Vengeur*. Le roi Ferdinand fut obligé d'aller avec le bâtiment à Baja, près de Naples, parce qu'ayant heurté, dans la nuit, une frégate de la même nation, il fallut réparer le dommage que le vaisseau avait souffert dans le choc. Là, une députation du parlement accourut pour exprimer au roi ses sentiments respectueux; il se montra aux députés avec le ruban de la secte carbonarienne sur sa poitrine, quoique les carbonari eux-mêmes ne le portassent plus que dans leurs ventes. Il répéta à la députation tout ce qu'il avait déjà dit et juré. Le duc d'Ascoli, son intime ami, qui l'avait accompagné en Sicile, se rendit auprès de lui et lui dit : « A présent que vous êtes libre et hors de tout danger, de quelle manière dois-je me conduire pendant votre absence? » Le roi, se plaignant de cette demande, réprimanda le duc pour avoir mis en doute son désir sincère de voir consolider, au prix de tous les sacrifices, le trône constitutionnel, et d'exécuter tout ce qu'il avait juré. Le duc témoigna, par des larmes de tendresse, qu'il admirait ces nobles sentiments; et cette admiration au retour du roi, son ami de

trente ans, fut punie par l'exil. Deux jours après, le vaisseau *le Vengeur* remit à la voile pour la Toscane, d'où le roi se rendit à Laybach. Pour achever le récit relatif au parjure et à la dissimulation du roi, il me reste à dire qu'interrogé à Laybach sur les motifs qui lui avaient fait réitérer, avec tant de zèle et de chaleur, toutes ses promesses, lorsqu'il était déjà entièrement libre sur le vaisseau anglais, il répliqua qu'il avait remarqué à Baja, sur le fort qui défend cette place, deux pièces d'artillerie. J'appris ces détails un an après, à Londres, par lord Holland, étroitement lié d'amitié avec des personnes qui avaient assisté au congrès des alliés.

Il devenait indispensable pour moi que j'allasse passer en revue la division dont j'avais le commandement dans les Abbruzzes, étant persuadé que les Autrichiens, une fois décidés à nous faire la guerre, commenceraient infailliblement par nous attaquer de ce côté, avant d'entreprendre toute autre opération. J'avais aussi à surveiller et à activer la formation des milices et des légions.

La nuit du 24 décembre, pendant que tout Naples et la cour elle-même fêtait la Noël, je me mis en chemin pour les Abbruzzes. Avant d'entrer dans ma voiture de voyage, accompagné de mon chef d'état-major del Carretto, et de mon aide de camp Staïti, je me rendis chez le régent qui portait ce titre au lieu de celui de vicaire, depuis le départ du roi, et qui m'attendait. Il était avec sa femme, entouré de ses enfants qui, par leur jeune âge et la grâce de leurs personnes, inspiraient de l'intérêt.

Le régent, tenant par la main son fils aîné, âgé d'environ onze ans et revêtu de l'uniforme de colonel, me dit : « Tu dois lui enseigner le métier des armes; si nous avons la guerre, il sera près de toi. » Il me remit en même temps les drapeaux brodés par sa femme.

Arrivé dans les Abbruzzes, je ne m'aperçus que trop que, lorsqu'il s'agit de préparatifs de guerre, les corps législatifs ne peuvent point apporter remède aux malignes négligences du pouvoir exécutif. Les fortifications de campagne dans les gorges de Tagliacozzo de Popoli auraient fait sourire tout homme habitué à la guerre. L'artillerie n'avait pas même assez de cartouches pour un seul combat, aucune disposition n'était prise pour les approvisionnements de vivres, les régiments de ligne manquaient de manteaux et de souliers au milieu des neiges abondantes, les soldats n'étaient même point pourvus d'un nombre suffisant de havresacs. Pour ce qui concernait l'organisation des milices et des légions, on avait commencé seulement du moment où j'avais été nommé inspecteur général, et, dans les trois mois qui avaient précédé ma nomination, que pouvait avoir fait un ministère si opposé à nos institutions?

Partout cependant je fus reçu avec enthousiasme par les populations, et j'étais si occupé que maintes fois il m'arriva de passer mes revues, la nuit tombée, à la lueur des torches. En m'approchant de Chieti, trente à quarante mille habitants vinrent à ma rencontre précédés de jeunes adolescents qui portaient des rameaux d'olivier. J'étais extrême-

ment ému au fond du cœur, en observant à quel point, après des siècles de servitude absolue, le nom de liberté impressionnait ces peuples. Mais je recevais de mauvaises nouvelles de Naples. La garde nationale et une légion d'habitants incomplètement organisée y étaient en guerre ouverte avec la garde royale, et chaque jour on entendait dire qu'il y avait des blessés et des morts des deux côtés. On m'écrivait de plus que rien n'avait été fait pour l'achat des fusils de guerre et que l'on n'avait point encore expédié les brevets que j'avais demandés en faveur de plusieurs colonels des légions et de la milice, négligence qui s'opposait aux progrès de l'organisation de ces corps nationaux. Je me décidai donc à retourner dans la capitale.

J'entrais à Naples à minuit, après la première moitié de janvier, quand dans la rue de Tolède, tournant à Chiaja, où je demeurais, j'entendis de nombreuses décharges de mousqueterie qui me causèrent un vif étonnement. J'envoyai aussitôt un de mes officiers pour qu'il me rendît compte de cet accident; et c'était, selon ce qu'il me rapporta, un des scandales multipliés qui se renouvelaient chaque jour; c'est-à-dire que les coups étaient partis de deux patrouilles, l'une de la garde royale, et l'autre de la garde de sûreté; ceux de la première appelaient rebelles ceux de la seconde, qui donnaient aux autres, par dérision, le nom de *fedeloni* (archifidèles).

Le lendemain, étant monté à cheval de bonne heure, je fis le tour des douze quartiers, dans chacun desquels se trouvait un poste de la garde de

sûreté. Mes visites à ces postes firent cesser tout le désordre et jusqu'à la crainte de les voir se renouveler.

Dans tout le courant de janvier jusqu'à la fin, le régent ne communiqua au parlement qu'une seule lettre, que le roi son pere lui avait écrite, et d'après laquelle on devait supposer, ou que ce dernier était un véritable imbécile, ou qu'il croyait la nation et le congrès dans un état de complète stupidité. Le prince ne disait rien dans cette lettre de l'objet de son voyage. Il parlait de sa santé, de la manière dont il passait son temps, de ses chasses, et de la dextérité de ses chiens en comparaison de ceux de l'empereur de Russie.

Toutes les paroles du régent inspiraient au congrès une confiance fatale, et, grâce à l'éloquence de ses orateurs, cette confiance se communiquait à la nation; et pendant que chez nous le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif perdaient un temps précieux en inutiles discours, l'armée autrichienne se mettait en mouvement de manière à ne point cacher ses vues aux moins clairvoyants. Nous étions dans les premiers jours de février 1821, et non seulement on reçut la nouvelle que les Autrichiens avaient traversé le Pô, mais on eut encore la proclamation que le général Frimont adressait aux siens. Il y annonçait ouvertement le but de l'expédition qui était de rétablir Ferdinand dans son autorité absolue et traitait de rebelles les partisans du système constitutionnel.

Le 9 février, on vit arriver de Laybach le duc de Gallo, qui apporta au régent une lettre du roi son père conçue en ces termes :

MON TRÈS CHER FILS,

Vous connaissez bien les sentiments qui m'animent pour le bonheur de mes peuples et les motifs par lesquels seul j'ai entrepris, malgré mon âge et malgré la saison, un voyage aussi long et aussi pénible. J'ai reconnu que notre pays était menacé de nouveaux désastres, et j'ai cru par ce motif qu'aucune considération ne devait m'empêcher de faire la tentative qui m'était dictée par les devoirs les plus sacrés.

Dès mes premières conférences avec les souverains, et par suite des communications qui me furent faites des délibérations qui ont eu lieu de la part des cabinets réunis à Troppau, il ne m'est plus resté aucun doute sur la manière dont les puissances jugent les événements survenus à Naples depuis le 2 juillet jusqu'à ce jour.

Je les ai trouvées irrévocablement déterminées à *ne point admettre l'état de choses* qui est résulté de ces événements, ni ce qui pourrait en résulter, et à le regarder comme incompatible avec la tranquillité de mon royaume, aussi bien qu'avec la sûreté des Etats voisins, et enfin à le combattre par la force des armes du moment où la force de la persuasion n'en produirait pas la cessation immédiate.

Telle est la déclaration qui m'a été faite tant par les souverains que par leurs plénipotentiaires respectifs, et à laquelle rien ne peut les induire à renoncer.

Il est au-dessus de mon pouvoir, et je crois de toute possibilité humaine, d'obtenir un autre résultat. Il n'y à donc aucune incertitude sur l'alternative dans laquelle nous nous sommes mis, ni sur l'unique moyen qui nous reste pour préserver mon royaume du fléau de la guerre.

Dans le cas où cette condition sur laquelle les souverains insistent serait acceptée, les mesures qui en seront les conséquences ne pourront être réglées qu'avec

mon intervention. Je dois donc vous avertir que les monarques exigent quelques garanties jugées momentanément nécessaires pour assurer la tranquillité des États voisins.

Quant au système qui doit succéder à l'état de choses actuel, les souverains m'ont fait connaître le point de vue général sous lequel ils considèrent cette question.

Ils regardent comme un objet de la plus haute importance pour la sûreté et la tranquillité des États voisins de mon royaume, et par conséquent pour la paix de l'Europe entière, les mesures que j'adopterai pour donner à mon gouvernement la stabilité de laquelle il a besoin, sans vouloir restreindre ma liberté dans le choix de ces mesures. Ils désirent sincèrement qu'entouré des hommes les plus sages et les plus probes parmi mes sujets, je consulte les intérêts véritables et permanents de mes peuples, sans perdre de vue ce qu'exige le maintien de la paix générale, et qu'il résulte de ma sollicitude et de mes efforts un système de gouvernement propre à garantir pour toujours le repos et la prospérité de mon royaume, tel enfin qu'il puisse en même temps rendre la sécurité aux autres États de l'Italie en faisant disparaître tous les motifs d'inquiétude que les derniers événements de notre pays leur avaient occasionnés.

Mon désir, mon très cher fils, est que vous donniez à la présente lettre toute la publicité qu'elle doit avoir, afin que personne ne puisse se tromper sur la situation périlleuse dans laquelle nous nous trouvons. Si cette lettre produit l'effet que me permettent d'en attendre tant la conscience de mes intentions paternelles, que ma confiance dans vos lumières, dans la rectitude de votre jugement et dans la loyauté de mes peuples, ce sera, en attendant, à vous de maintenir l'ordre public jusqu'à ce que je puisse vous faire connaître ma volonté d'une

manière plus explicite pour la réorganisation de l'administration.

Sur ce, je vous embrasse, et, en vous bénissant, je me confirme votre très affectionné père,

FERDINAND.

Le même jour 9 février, les ministres de Russie, de Prusse et d'Autriche, se rendirent chez le régent et lui firent part de la détermination de leurs souverains. Ces ministres ajoutèrent que l'armée autrichienne, en Italie, avait reçu l'ordre de se mettre en mouvement, afin d'occuper le royaume de bon gré ou *par la force ;* qu'en cas de guerre, les Russes enverraient au secours des Autrichiens si ces derniers étaient repoussés ; que si même le parlement et la nation consentaient à se conformer à la volonté des puissances alliées, l'occupation du royaume était *indispensable*.

Le régent répondit qu'il ne pouvait voir sans peine qu'on voulait le rendre l'instrument de la destruction du système constitutionnel qui avait été établi dans le royaume ; que, fidèle à ses serments, il ne voulait point se séparer de la nation, et que, bien qu'il n'ignorât point quels dangers elle allait courir, il était résolu à les partager avec elle : que, comme fils, comme père, et comme chef de la nation, il avait trois devoirs à accomplir, et que, s'il s'écartait de la voie qu'il se proposait de suivre, il perdrait toute espèce de droits à l'estime et de la nation et des princes alliés eux-mêmes. Les ministres répliquèrent qu'ils voyaient avec douleur le pouvoir exécutif dépourvu des forces



FRANÇOIS

Duc de Calabre.

suffisantes pour se mettre au niveau des circonstances dans lesquelles on se trouvait. A ce discours, le prince répondit de nouveau que, lors même qu'il aurait toutes les forces nécessaires, il ne les dirigerait jamais contre la nation, et qu'au contraire il les emploierait en faveur de celle-ci, qui avait agi avec la plus grande modération et le plus grand respect envers le roi, ainsi qu'envers la famille royale.

Après cette audience, le ministère appelé par le régent décida que *le parlement serait tenu au courant de tout*, et qu'on lui communiquerait les lettres des princes alliés.

Le lecteur aura bien compris que les réponses pleines de patriotisme et de noblesse, adressées par le régent aux ministres des princes alliés, avaient été concertées. Si par hasard il fût resté l'ombre d'incertitude sur sa duplicité, il l'aurait fait évanouir entièrement par la manière dont il se conduisit depuis, lorsqu'il monta sur le trône.

On convoqua le parlement, et les députés s'efforcèrent de démontrer que le roi n'avait point été obligé de donner la constitution, mais qu'il l'avait accordée par excès de bonté; ils conclurent que le vertueux roi Ferdinand était le prisonnier des rois alliés; que sa liberté était violée en pays étranger; qu'en conséquence, la lettre qu'il avait écrite à son fils était forcée, et que l'on devait faire la guerre, qui serait commandée par le fils même de Ferdinand, régent du royaume.

Je raconterai maintenant les expédients que prirent le régent et le parlement, lorsqu'ils surent

que la guerre était inévitable. Le premier fit en sorte de ne s'occuper que des seules choses qui pourraient lui faire gagner du temps vis-à-vis de la nation jusqu'au moment où lui et sa famille se trouveraient, comme le roi, au milieu des Autrichiens. Le régent nomma commandant en chef du premier corps le général Carascosa, et comme cet acte donnait un argument à peu près clair des fâcheuses intentions du prince, pour en mitiger les mauvais effets, il me nomma commandant en chef du second corps, en me confiant en outre, comme gage de sa bonne volonté, les frontières abbruzziennes qui se trouvaient les premières exposées aux attaques de l'ennemi. Et, croyant qu'il ne suffisait point encore de m'avoir confié un tel commandement, pour détruire la méfiance que la nomination de Carascosa avait produite sur les populations, le duc de Calabre donna à Florestan la charge de chef de son état-major général.

CHAPITRE XXIV

(ANNÉE 1821)

La crainte de se compromettre. — Convocation des milices et des légions. — Je me rends à l'Aquila où j'établis mon quartier général. — Les colonnes ennemies arrivent à la frontière. — Pénurie où je me trouve. — Négociations que l'on tentait de faire en sous-main avec les Autrichiens. — Je me décide à attaquer l'ennemi à Rieti. — Retraite. — Les miens se débandent. — Je vais à Naples pour conférer avec le régent. — Mes dernières espérances. — Je pars pour Salerne. — J'apprends le débandement du premier corps. — Je reviens à Naples et m'embarque pour l'Espagne avec le titre de ministre plénipotentiaire aux États-Unis d'Amérique.

Le Parlement aimait le bien; presque tous les députés désiraient le triomphe de la liberté. mais ils évitaient toujours de se compromettre, et ils croyaient toujours en éluder la possibilité en ne s'opposant point aux actes du ministère toujours docile à l'égard du régent. Cette idée était tellement fixe dans l'esprit des députés, qu'un des plus ardents d'entre eux et en même temps un des plus éloquents me racontait douze ans après, à Paris, en présence du philosophe de Pesaro, Mammiani, qu'étant sollicité par un zélé patriote de faire quelque démonstration énergique en faveur de la liberté, il lui répondit : « Tu es un brave garçon; grâce à Dieu, nous sommes parvenus à ne pas nous compromettre, et tu voudrais nous faire

perdre en un moment le fruit de notre prudence? »

Pour ne rien négliger de ce qui pouvait être utile au pays, je demandai au régent de convoquer un conseil de généraux afin que l'on établît les bases des opérations pour la campagne prochaine, puis on décida de rappeler la moitié des troupes de Sicile et de convoquer 80 bataillons des milices et des légions.

Après tous les événements que je viens de rapporter et qui se succédèrent avec tant de rapidité en peu de jours, je me rendis chez le régent afin de prendre congé de lui et de partir ensuite. Il m'adressa la parole en ces termes : « Je te recommande, mon cher Guglielmo, notre patrie que tu aimes tant, et l'indépendance du trône. Souviens-toi que je partagerai avec toi les succès et les revers de la nation. » Je lui baisai la main, selon les usages de cette cour, et je partis de Naples.

En entrant dans les Abbruzzes, je trouvai la population inquiète d'une guerre si prochaine, mais néanmoins bien disposée. Ce qui me tourmentait le plus était le manque de fusils de guerre auquel rien ne pouvait suppléer. Toutes les montagnes étaient couvertes de neige. Je me dirigeai vers l'Aquila par la voie la plus courte, mais la plus périlleuse. J'y arrivai heureusement malgré de très grandes difficultés et une longue marche dans la neige où nous tombions à chaque pas. J'établis à l'Aquila mon quartier général, où je pus examiner toutes les forces qui composaient en ce moment mon corps. Relativement aux 80 bataillons miliciens et légionnaires, les Abbruzziens y compris,

je reçus des nouvelles officielles que tous s'étaient mis en marche.

Si les bataillons nationaux non abbruzziens, deux ou trois autres de la ligne, et l'escadron sacré, rappelé de la Sicile, n'étaient pas encore arrivés à mon corps, les colonnes ennemies étaient arrivées à la frontière. Une de mes brigades, commandée par le général Russo, occupait Rieti, et lui ayant donné l'ordre de se retirer de cette ville à l'apparition des Autrichiens, il se retira à Civita Ducale pendant que l'ennemi entrait à Rieti. De cette manière, ses avant-postes et les miens étaient en vue les uns des autres.

Mais, d'autre part, les autorités administratives dans les Abbruzzes déclarèrent qu'il y avait un manque absolu de vivres. La caisse du payeur général de mon corps était vide. Ni les manteaux, ni les souliers qui m'avaient été promis n'arrivaient, ni même les mules qui étaient indispensables au besoin d'établir l'ambulance pour les blessés et de transporter les vivres. Ces calamités voulues m'avaient tellement révolté l'âme, que je fis écrire aux ministres, par mon chef d'état-major del Carretto, que, pour ne plus voir tant de turpitudes, je serais contraint de m'ôter la vie, mais que je ferais connaître avant à la nation les noms de tous les citoyens perfides qui la trahissaient.

L'ambassadeur d'Espagne, Onis, m'annonçait qu'en raison du trop grand éloignement de Carascosa, j'allais être attaqué non pas par une partie, mais par la totalité des forces autrichiennes. Il me mandait aussi que Colletta et quelques généraux

étaient en négociation secrète avec les Autrichiens. Ce fait ayant été connu des troupes, il en résulta qu'elles commencèrent tantôt à déserter, tantôt à menacer leurs généraux de les tuer.

Les désordres et les désertions survenues dans le premier corps et qui n'avaient pas lieu dans le mien; le manque d'appui de la part de ce corps qui n'exécutait aucun des mouvements qu'aurait exigés l'approche des Autrichiens; les secours des troupes que je ne voyais point arriver; la lettre de l'ambassadeur d'Espagne et ce qu'il m'avait fait écrire par Procida, toutes ces circonstances me forcèrent de croire que le régent, Colletta et les généraux du premier corps, traitaient avec l'ennemi, en se cachant de moi et du parlement, puisque les négociations devaient nécessairement avoir pour bases l'invasion du royaume et la chute de la liberté. Je recevais en outre des lettres de Naples qui me confirmaient les avertissements que m'avait donnés le chevalier d'Onis. Il m'en arrivait de plus tristes encore des carbonari grandement compromis. Ceux-ci me prévenaient que les partisans des Autrichiens cherchaient secrètement, mais avec succès, des complices dans mon corps d'armée. Ils m'exhortaient, au nom du bien public, à des mesures qu'ils appelaient hardies, comme de marcher avec mes troupes et les milices sur la capitale, de déclarer la patrie trahie en danger; puis enfin d'assumer la dictature militaire. Ils ne prenaient pas garde qu'un général, se trouvant en face d'une armée hostile, ne sauve pas la patrie en tournant le dos à l'ennemi contre lequel il doit au contraire se montrer ferme et audacieux.

Le matin du 6 mars, je me trouvais, avec mon quartier général, à Antrodoco, près de Civita Ducale, où je reçus deux rapports, l'un du colonel Manthonè, l'autre du colonel Pisa. Ce dernier me disait qu'environ 200 de ses légionnaires avaient abandonné les drapeaux pour retourner dans leurs familles : il ne parlait d'aucun symptôme d'insubordination, et attribuait cette désertion au manque de manteaux et de vivres. Le rapport du colonel Manthonè contenait aussi des plaintes pour la désertion de 300 hommes de la garde nationale de Molise qui, manquant de manteaux, ne pouvaient supporter les rigueurs des bivouacs au milieu des neiges, d'autant plus que les vivres n'étaient pas distribués avec exactitude. Dans tous les autres bataillons, et particulièrement dans ceux qui étaient sous mes yeux, la discipline était maintenue, et, quant aux désertions, il n'y en avait point d'exemples. Néanmoins, je tins ces deux rapports cachés aux généraux, aux officiers supérieurs qui étaient avec moi, et même à mon chef d'état-major, car j'avais besoin de corroborer et non de décourager l'âme de ceux dont j'étais entouré.

Abandonné ainsi de ceux qui auraient dû accourir à mon secours, sans aucune sorte d'encouragement de la part du congrès national, sans certitude d'être en état de pourvoir à la subsistance des miens pour le lendemain, avec des milices toutes nouvelles, avec des soldats inexpérimentés et en petit nombre, que pouvais-je faire désormais? Je me décidai donc à attaquer l'ennemi à Rieti. Si j'avais pu l'en chasser, j'aurais fait grandement valoir dans l'ima-

gination de mes troupes cet avantage momentané. Sous cette égide morale, j'aurais pu, sans qu'elles perdissent courage, rétrograder jusqu'aux Calabres. Si, au lieu de chasser les Autrichiens de Rieti, j'eusse été repoussé par eux, je serais rentré dans les montagnes avec l'avantage d'avoir donné un premier enseignement à mon corps d'armée.

Avant la pointe du jour, le 7 mars, j'étais à mes avant-postes, à moitié chemin entre Civita Ducale et Rieti. Ayant chassé un piquet autrichien de la colline située vis-à-vis des Capucins, je la fis occuper par les miens. Les 10 bataillons de gardes nationales, avec les 5 de ligne et les 200 chevaux, se tenaient prêts à exécuter mes ordres. L'action s'engagea sur différents points et finit par devenir générale. Pendant quatre heures, les Autrichiens ne purent remporter aucun avantage. Mais, à ce moment, je m'aperçus que 8 bataillons et peut-être autant d'escadrons s'avançaient à grands pas pour menacer mon extrême droite. Il ne me restait que 2 bataillons de réserve à leur opposer : il fallut céder. Je donnai l'ordre de la retraite.

Jusqu'à ce moment, tout alla bien et au delà de mes espérances; car les hommes qui avaient quitté leurs rangs n'étaient pas au nombre de 200, et la cavalerie de l'Autriche, dans toutes ses charges, qui furent nombreuses, avait été repoussée par des soldats sans expérience et par des gardes nationales armées de fusils de chasse. A peine eut-on commencé la retraite qu'il sembla qu'un mauvais génie eût changé en un instant la disposition de tous les esprits; car les troupes rompirent aussitôt leurs

rangs, et les deux tiers au moins s'en allèrent à la débandade, et se mirent à gravir les hauteurs et les montagnes neigeuses sans être poursuivis par les ennemis, et sans écouter la voix de leurs officiers. Moi-même, en m'efforçant de leur faire faire volte-face pour les réunir à leurs compagnons demeurés en bon ordre, quoique peu nombreux, j'étais obéi de ceux auxquels je parlais; mais au pied de ces montagnes, le terrain inégal m'empêchait de m'adresser à un grand nombre à la fois. Je pensais que Civita Ducale était trop proche pour que l'on pût les y voir réunis, et j'envoyai plusieurs officiers à Antrodoco pour qu'ils y retinssent les soldats débandés. Je me plaçai avec un petit nombre de chevaux entre Civita Ducale et le couvent situé en dehors de ses murs. A ce moment, il m'arriva de la capitale le secours d'un seul escadron commandé par le lieutenant-colonel Ruffo-Scilla que je laissai à l'arrière-garde du général Russo; j'admirai beaucoup la contenance de Ruffo-Scilla dans ce jour de malheur. C'est ainsi que se termina cette triste journée, de peu d'importance en elle-même, mais dont les résultats furent immenses, puisqu'ils découragèrent les amis de la liberté.

Quoique les bataillons de ligne eussent suivi l'exemple des gardes nationales, et que les 300 chevaux que j'avais fussent restés seuls intacts, je conservais encore un reste d'espérance, bien faible, il est vrai, de pouvoir rallier les miens entre Antrodoco et l'Aquila. Mais, à mon arrivée à Antrodoco, je m'aperçus bien que milices et troupes avaient été frappées, moins par la crainte que par des

bruits sourds et sinistres que répandaient plusieurs officiers subalternes dévoués à ces généraux qui ne cessaient de dire et de faire répéter que toute l'Europe était armée contre nous, et que l'on devait regarder toute résistance comme une insigne folie du général Pépé, aussi bien que de ses carbonari les plus exaltés.

La naissance du jour, le 8 mars, m'attrista le cœur au delà de ce qu'on pourrait dire. Les 300 chevaux et deux compagnies de sapeurs restaient seuls intacts. Tous les autres bataillons, tant de ligne que nationaux, ne donnaient pas 2.000 hommes, y compris ceux de la colonne de Montemajor, encore sous les drapeaux. Je donnai ordre aux officiers des troupes demeurés sans soldats de se rendre à l'Aquila où ils recevraient des instructions ultérieures. Les officiers supérieurs et subalternes des milices et des légions m'entourèrent tous, armés de fusils et me dirent : « Général, nous vous obéirons en servant la patrie, comme soldats, tant qu'il nous restera un souffle de vie. » C'étaient tous les chefs de la *carbonaria*, des propriétaires et des plus riches du royaume ; ils étaient de plus, pour la plupart, mariés et pères de famille. On comptait parmi eux le colonel marquis de Rosa et les majors de Luca et del Sordo, de la province de Foggia. Emu d'une si belle conduite, je dis à ce corps d'officiers au nombre de plusieurs centaines : « Une patrie qui a des citoyens doués de sentiments si généreux, n'est pas encore condamnée à la servitude par la destinée. Allez dans vos provinces respectives, où vous réu-

nirez vos miliciens et vos légionnaires qui rougiront de nous avoir abandonnés. Je vous rappellerai de nouveau, et nous combattrons, j'espère, sous de meilleurs auspices les ennemis de notre indépendance. » Je laissai le général Russo à Antrodoco, avec les 300 chevaux et à peu près 1.000 fantassins en tout, tirés des corps de ligne débandés. J'envoyai des ordres aux colonels Liguori et Pisa, le premier vers Leonessa, le second vers Arquata, pour qu'ils eussent à se retirer à l'Aquila, et je me rendis dans cette ville.

Pendant que je m'efforçais de consoler les autres, je n'avais que trop besoin moi-même de consolation, et je ne savais de quel côté en trouver. Ce débandement général de mon corps avait converti en un triste silence l'enthousiasme patriotique que les Abbruzziens avaient montré quelques jours auparavant. Ma vie, dès mon âge le plus tendre, a été une série non interrompue de malheurs, et cependant je n'ai senti que cette fois ce que c'était qu'une douleur profonde. Si le régent, si le parlement, si les généraux, eussent été capables d'un véritable amour de la patrie, on aurait trouvé un remède à tous les maux. Mais qu'espérer de ce régent? Qu'espérer d'un parlement qui avait montré tant de faiblesse dans des temps plus heureux? Qu'espérer de ces généraux qui abhorraient jusqu'au nom de patriote? Ces réflexions me plongeaient dans un abattement nouveau pour moi. En dépit de la force et de la santé peu communes dont je jouissais, j'étais tombé dans une telle langueur, qu'en même temps que j'éprouvais le besoin de

repos, le sommeil fuyait mes yeux; je sentais le besoin de prendre quelque nourriture, et je ne pouvais manger. Si ma patrie se fût effacée de ma mémoire ou que je n'eusse pas conservé quelque rayon d'espoir, j'aurais cessé de vivre.

Ma douleur ne m'empêchait pas de donner les ordres nécessaires pour la retraite de Verdenois, Pisa, Liguori et Manthonè, avec les restes de leurs colonnes. D'après le relevé des rapports que je recevais, il était impossible de conserver les Abbruzzes. En conséquence, je donnai les ordres nécessaires pour que les troupes évacuassent nos positions avec la même lenteur que l'ennemi mettait à s'avancer. Une nouvelle affliction m'attendait à Castel di Sangro. Il y était arrivé un bataillon de milices calabraises qui, après avoir résisté au fâcheux exemple donné par les autres, avait fini par se débander à son tour. Peu d'heures après, les deux compagnies de sapeurs qui semblaient s'enorgueillir de faire exception au désordre général, se dispersèrent comme les autres, et je restai ainsi seul avec les 100 chevaux. Le 13 mars, j'arrivai à Isernia, d'où j'écrivis au régent, en lui demandant la permission de me rendre à Naples, afin de conférer avec lui sur les affaires de la guerre.

Déjà la nuit était avançée, lorsque j'arrivai à Naples, le 15 mars. En arrivant chez moi, j'y trouvai mon frère entouré d'amis peu nombreux, mais excellents. L'affliction profonde qu'il ressentait pour notre patrie et pour moi était peinte sur son visage, et il s'efforçait en vain de me la cacher sous les dehors d'un froid stoïcisme. Par notre conver-

sation, pendant qu'il m'obligeait à réparer un peu mes forces, je vis qu'il avait perdu toute espérance. S'étant aperçu de la duplicité du régent, il l'avait abandonné de fait, sans lui rien dire de sa décision de ne plus se présenter devant lui, bravant tout le mal que le prince pouvait lui faire à l'arrivée si ardemment désirée des armées étrangères. Dans la matinée du 16, le président du parlement, Girolamo Arcovito, sachant que j'étais arrivé à Naples, vint me voir, et par affection et par le désir qu'il avait de s'entretenir avec moi sur nos communs malheurs. Il me raconta l'adresse que le parlement avait décrétée et envoyée au roi par le moyen du général Fardelli. Les premières phrases de cette adresse démontraient avec art que les membres du congrès n'étaient point coupables de la révolution qui avait éclaté; le reste contenait d'humbles expressions dictées par des sentiments de crainte. Arcovito me promit de soutenir jusqu'à la fin mon projet pour ce qui restait à faire en luttant même sans aucune probabilité de réussite. Colletta qui vint après lui m'embrassa en pleurant et me fit les mêmes promesses. Nous allâmes avec lui chez le régent. Colletta entra dans son cabinet avant moi, afin d'annoncer mon arrivée. J'y entrai à mon tour au bout de quelques minutes; et le prince, se montrant fort affligé des désastres du corps que je commandais, décréta sans autres difficultés tout ce que le ministre et moi lui demandâmes.

Je m'aperçus, et j'ai su positivement depuis, que le régent et Colletta s'étaient mis d'accord pour satisfaire en apparence à mes demandes, craignant

que, s'ils agissaient autrement, je me décidasse à adopter quelque mesure extrême qui eût mis la vie des traîtres en danger. Les véritables intentions de l'un et de l'autre étaient de me tenir occupé à l'organisation de mes troupes entre Salerne et Avellino, pendant que le commandant du premier corps d'armée ferait une convention avec les Autrichiens qui, en accordant des faveurs individuelles, auraient envahi le royaume; et ils y auraient aussitôt rétabli le gouvernement absolu en déclarant hors la loi tous ceux qui ne mettraient pas bas les armes.

Le régent et Colletta eurent une autre raison pour m'accorder par écrit tout ce que j'avais demandé, et cette raison était la nouvelle arrivée, par la voie maritime, de la révolution qui avait éclaté le 10 mars en Piémont, où la constitution d'Espagne avait été proclamée. Une nouvelle d'une si haute importance, qui aurait ranimé toute la population du royaume contre les Autrichiens, demeura secrète entre le régent, Colletta et Borelli. Ce dernier, se trouvant le chef du comité de sûreté publique, c'est-à-dire chef de la police, faisait garder à vue (selon ce qui me fut rapporté depuis à Londres) l'équipage du bâtiment qui avait apporté la nouvelle, qui ne fut pas même connue du parlement, et bien moins encore de moi, attendu que ces trois personnages étaient intéressés à me la cacher plus qu'à tout autre.

Le 16 mars, je me rendis en poste à Salerne. A l'aube du jour, je me mis à écrire aux autorités militaires et civiles des Calabres, de la Pouille, de

la Basilicate, d'Avellino et de Salerne même. Je passai en revue dans cette dernière ville les troupes en très petit nombre qui s'y trouvaient. J'avais déjà écrit de Naples à l'intendant d'Avellino et au général qui commandait ces provinces; j'avais obtenu de l'un et de l'autre des réponses favorables. L'intendant Morini me disait que tous les officiers des milices l'avaient assuré qu'ils ne voulaient point s'éloigner de moi, et qu'ils étaient certains de se faire suivre par tous les miliciens qui m'avaient abandonné à Rieti. Il m'aurait suffi de deux semaines pour réunir un nombre de soldats et de miliciens assez considérable pour en former un corps avec lequel j'aurais pu protéger la retraite du parlement, si le président Arcovito et les autres députés de son parti eussent réussi à faire en sorte que le congrès adoptât cette mesure. N'étant plus alors au milieu des neiges des Abbruzzes, et l'approche de la belle saison se faisant déjà sentir, je me trouvais dans des circonstances extrêmement favorables pour une guerre d'insurrection.

Ces considérations m'avaient un peu ranimé lorsque, dans la soirée du 18, pendant que j'étais à la table du général Caracciolo qui commandait la division militaire de Salerne, on m'annonça un officier d'état-major nommé Chianti, que m'envoyait mon frère avec une lettre dans laquelle, avec son laconisme accoutumé, il m'informait que, de toutes les belles promesses que j'avais reçues du régent et de Colletta, aucune ne serait exécutée, et qu'au contraire, on avait écrit dans les provinces pour annuler d'avance tous les ordres que je don-

nerais; que le premier corps s'étant débandé n'existait plus, et que quelques généraux avaient été sur le point d'être tués par leurs propres soldats; enfin qu'entre l'ennemi et moi, il n'existait plus d'obstacle. Toutes mes espérances étaient donc encore une fois évanouies. Je ne révélai ni au général Caracciolo ni à aucun autre ces tristes nouvelles, et je repartis pour Naples avec le major Chianti, en disant à Caracciolo que des affaires de la plus grande importance m'appelaient dans la capitale.

Le 19 mars, à midi, les tristes rapports qui me parvenaient de tous côtés étaient tels qu'il ne me restait plus une ombre d'espérance d'être secondé dans les provinces pour combattre l'invasion étrangère, n'ayant point avec moi le parlement et le régent. La cavalerie autrichienne pouvait à tous moments me surprendre à Naples. L'ambassadeur d'Espagne, Onis, envoya chez moi le secrétaire d'ambassade, en me recommandant de partir sans perdre de temps pour Castellamare, afin de m'y embarquer sur un bâtiment espagnol destiné pour Barcelone. Mon ami Gaetano Coppola ne me quitta point pendant cette journée, et il me pressait vivement de partir, afin d'épargner ma vie pour des temps meilleurs. Florestan était impatient de me voir parti, et il exigeait surtout de moi que je renonçasse à tout espoir de résister dans quelque province. Il me répétait : « Tu serais assassiné, et ce serait encore une tache pour notre malheureuse nation. »

Lui et Gaetano Coppola se consolaient par l'idée

que le bâtiment espagnol était prêt à faire voile. Mais, pour moi, la perspective de m'embarquer était au-dessus de mon courage. Quoi ! était-ce ainsi que devait se terminer ma résolution de m'ensevelir sous les ruines de ma patrie, et de périr sur le dernier coin de terre qui serait resté libre dans son étendue !

Et cependant, entre me tuer et m'embarquer, il ne me restait point d'autre alternative honorable. Il fut décidé, par mon frère et par mes amis, que je quitterais la capitale au coucher du soleil. Je fis connaître à Florestan ma crainte que les Autrichiens et le roi pourraient exercer leur vengeance sur sa tête à défaut de la mienne. Il me répondit froidement par une phrase populaire : « Ils en épargneront la peine au Seigneur notre Dieu. »

A peine commençait-il à faire nuit que j'entrai dans une voiture de louage accompagné d'un généreux ami de mon enfance. Je fus suivi par un serviteur fidèle de mon frère, qui l'avait servi en Espagne et pendant toute la durée du siège de Dantzig. J'eus si peu de temps pour me préparer à quitter ma patrie, peut-être pour toujours, que quelques-unes de mes malles furent confusément remplies d'objets qni n'allaient nullement ensemble. Je n'avais point d'autre argent que 1.800 ducats ; mais je laissais un frère qui devait prendre soin de ma subsistance aussi bien qu'aurait pu le faire mon pauvre père lui-même, s'il n'eût pas été infirme au point de ne pouvoir plus se mêler d'aucune affaire. Ma situation m'obligeait à ne point

perdre de vue mes pistolets. L'étranger était généralement détesté dans tout le royaume; mais à ce moment le petit nombre des hommes corrompus étaient les seuls à se montrer, et ils cherchaient toutes les occasions de se faire un mérite de nuire aux patriotes.

Dans toutes les communes voisines de Naples, une portion des citoyens veillaient armés pour empêcher les désordres qu'auraient pu commettre les soldats de l'armée autrichienne débandée. Entre la Torre del Greco et Castellamare ma voiture fut arrêtée par quelques-uns de ces citoyens qui étaient chargés de maintenir le bon ordre. Mon ami leur montra le passeport sous des noms supposés, et comme j'étais enveloppé dans mon manteau, je ne fus pas reconnu. A Castellamare, nous descendîmes dans une mauvaise auberge d'où nous nous rendîmes à la demeure d'un ami commun. La journée du 20 était assez avancée, et quelques difficultés survenues n'avaient pas permis au bâtiment de mettre à la voile; on n'était pas même assuré de son départ immédiat. Je fus obligé d'écrire toutes ces circonstances à mon frère en ajoutant que, si le vaisseau ne partait point, je me verrais forcé de me jeter dans les Calabres. Florestan prévoyait combien seraient fâcheuses les conséquences de mon arrivée dans ces provinces, si toutefois on ne me faisait pas assassiner en chemin. Il pensait que je pourrais tout au plus effectuer une révolution momentanée suivie de désordres incalculables, parce que le royaume était environné d'ennemis par terre et par mer. Il m'écrivit donc :

« Offre la somme, quelle qu'elle soit, que demandera le patron du bâtiment espagnol pour qu'il parte à l'instant. Si, par hasard, tu ne pouvais parvenir à t'embarquer, souviens-toi d'avoir avec toi deux pistolets. »

Au moment où j'écris, il y a vingt-trois ans que je n'ai plus revu Florestan, et je ne possède aucun portrait de lui, parce qu'il ne voulut jamais souffrir, même pour complaire à notre mère, qui l'aimait tant, qu'aucun peintre reproduisit ses traits. Mais à défaut de son portrait, je conserve cette lettre, et, de temps en temps, j'y jette un regard. C'est une affreuse extrémité que celle d'être réduit à conseiller à un frère que l'on aime de s'ôter la vie ; mais, pour l'âme noble et sévère de mon frère, l'alternative de mon déshonneur ou d'une infructueuse effusion de sang parmi nos concitoyens, était plus affreuse encore.

De Castellamare à Barcelone, je pouvais être pris par quelque vaisseau de guerre autrichien, napolitain ou peut-être même français. Pour que dans ce cas je ne fusse pas traité en criminel d'État, Florestan m'expédia, par le moyen du major Staiti, un décret du régent par lequel j'étais nommé ministre plénipotentiaire aux États-Unis d'Amérique. Tant de bonté de la part de ce prince dérivait de la révolution piémontaise, du mécontentement qui existait en France contre les Bourbons, et de la liberté qui existait encore en Espagne et en Portugal. Je dois, du moins, en dépit de ma disposition à la reconnaissance, supposer qu'il en fut ainsi, puisque le duc de Calabre, étant monté sur le

trône quelques années après, n'annula jamais la condamnation à mort et à la confiscation qui pèsent encore sur moi.

Je faisais voile pour l'Espagne, quittant peut-être pour toujours ma patrie, à la liberté de laquelle j'avais consacré toute ma vie.

CHAPITRE XXV

J'arrive à Madrid. — Société des Frères constitutionnels européens. — Je pars pour Lisbonne. — Je suis dépouillé près d'Elvas par des brigands. — Je pars pour l'Angleterre. — Mes premières connaissances à Londres. — Je retourne en Espagne et reviens à Londres. — Mon duel avec Carascosa.

Une violente tempête contraignit le patron du bâtiment de se réfugier en Sardaigne, et ce fut dans cette île que j'entendis pour la première fois parler du mouvement survenu en Piémont, sans en savoir ni les détails ni les résultats. Après vingt jours environ, j'arrivai enfin à Barcelone, où les autorités communales et le général Villacampa, qui commandait cette province, me témoignèrent beaucoup de bienveillance. Après avoir séjourné très peu de temps à Barcelone, j'en repartis pour aller à Madrid. Le duc de Canzano, ambassadeur napolitain en Espagne, eut à peine appris la chute du gouvernement constitutionnel dans sa patrie qu'il partit pour Paris, laissant à Madrid sa femme et ses enfants. La duchesse, voulant se montrer obligeante envers moi, chargea un certain Ronco de me trouver un bon logement, chose alors assez difficile à Madrid ; et comme je lui écrivis que mes visites pourraient la compromettre, elle me répondit gracieusement qu'il suffisait d'avoir

la prudence d'y aller à des heures pendant lesquelles on ne reçoit ordinairement pas les visites. Elle était dans une grande intimité avec la princesse de Naples qui avait épousé don Francisco di Paola, frère du roi Ferdinand d'Espagne, et elle allait souvent la voir au palais royal. Un jour, on dit à la duchesse qu'elle ne serait plus admise à la cour, par la seule raison qu'elle me recevait chez elle. Et en effet, étant allé pour faire sa visite accoutumée, il ne lui fut point permis d'entrer.

Il me répugnait de croire que la destinée tarderait aussi longtemps à donner à ma malheureuse patrie l'occasion de se relever de sa chute, et, voyant que, dans toute l'Europe, il existait des hommes renommés par leurs vertus et par leur philanthropie politique, je pensai à tenter d'établir une société qui aurait pris le titre de *Frères constitutionnels européens*, afin qu'ils pussent au besoin tenir une correspondance entre eux, de sorte que le manque d'accord n'aurait pu renaître, ainsi qu'on en avait eu l'expérience parmi les plus signalés patriotes napolitains, espagnols et piémontais. Plusieurs députés aux Cortès pensèrent qu'une telle société pourrait servir la cause de la liberté, et particulièrement celle de leur péninsule ; elle fut alors établie, et ils en devinrent membres. Le général Balesteros, qui se trouvait dans le conseil d'État, en fit aussi partie.

Je me disposai à partir pour le Portugal; et comme mon frère Florestan, toujours plein de sollicitude, m'envoya à Madrid, par la voie de Paris, une somme assez forte, sans attendre que la vente

de mes chevaux, de deux voitures et de divers objets fût effectuée, je voulais prendre du papier sur Lisbonne; mais on me dit que je perdrais beaucoup sur le change, et, pour éviter une telle perte, je pris avec moi, en or, tout ce que je possédais, après avoir obtenu du gouvernement espagnol une escorte de dragons du régiment de Calatrava. Je louai une voiture attelée de cinq mules, puis ayant avec moi le lieutenant-colonel Pisa, qui avait fui de Naples, et un de mes domestiques, je quittai Madrid en voyageant à petites journées.

J'arrivai à Elvas et, comme cette place est en Portugal, mon escorte, que je ne manquai pas de bien récompenser, se retira. Je priai le lieutenant-colonel Pisa d'aller chez les premières autorités locales, pour leur demander la faveur d'une autre escorte; mais le commandant de cette province répondit que nous n'étions point en Espagne et qu'en Portugal on voyageait avec toute sécurité; je continuai donc mon chemin sans escorte de soldats. Nous étions à peine à quatre lieues d'Elvas, lorsqu'en gravissant dans la voiture une petite colline, nous vîmes des gens à cheval et armés venir à nous. Pisa me dit : « Voilà un détachement de cavalerie »; et je lui répondis que, dans un moment, il verrait de quelle espèce de détachement il s'agissait. Les voleurs à cheval, au nombre de dix à peu près, armés de mousquets, de pistolets et de poignards, ordonnèrent au conducteur de la voiture de les suivre. Pisa s'obstinait à croire que nous étions entre les mains d'assassins payés par le gouvernement de Naples, et je lui soutenais que nous étions entre les mains

de voleurs de grands chemins. En effet, arrivés derrière d'énormes rochers desquels jaillissait une fontaine, ces hommes nous firent descendre de voiture, nous obligèrent à nous étendre la poitrine contre terre, et commencèrent à briser tous nos coffres, puis fouillèrent Pisa et le domestique pour leur prendre tout l'argent qu'ils avaient. Pour moi, ils ne firent aucune recherche sur ma personne et me montrèrent beaucoup d'égards. Pisa leur recommanda de ne déchirer aucun papier, et ils répondirent qu'ils les laisseraient intacts. Après avoir pris non seulement tout l'argent que nous avions et tous les objets de valeur, mais encore le linge, ils s'en allèrent en nous disant : « Grand merci, cavaliere ! »

Je perdis donc le peu d'argent que j'avais en quittant Naples, une somme plus forte que mon frère m'avait envoyée, mes équipages, mon argenterie, et enfin tout ce que je portais sur moi. Pisa eut le même sort. Le soir, à l'auberge, nous fûmes obligés de demander notre repas et notre logement à crédit, le conducteur de la voiture s'obligeant de payer à son retour. Je sus ensuite qu'il n'existait point de brigands, comme l'avait bien dit le commandant de la province ; mais l'escorte des dragons de Calatrava avait fait croire que j'avais avec moi des sommes immenses, de sorte qu'il s'était formé, expressément pour moi, une bande de Portugais et d'Espagnols, et, peu de mois après, dans une auberge de Badajoz, on dînait avec l'argenterie qui m'avait été volée. Jusqu'à Lisbonne, je fus toujours nourri et logé à crédit.

La nouvelle que j'avais été attaqué et dépouillé

par les brigands, et que le commandant de la province m'avait refusé une escorte, parvint avant moi à Lisbonne, et les cortès portugaises décrétèrent qu'il me serait donné une forte indemnité. Je ne savais à quoi me déterminer; je décidai enfin d'accepter seulement la moitié de ce qu'ils voulaient me donner. Ce furent 20.000 francs que je partageai avec Pisa. Ma situation financière reposait entièrement sur Florestan. Le gouvernement napolitain m'avait condamné à la peine de mort et à payer les frais de la guerre, c'est-à-dire à la confiscation de mes biens. Pendant le peu de jours que je passai à Lisbonne, je m'occupai d'établir la société qui s'était instituée à Madrid, et elle se forma sans la moindre difficulté, mieux même que dans la capitale de l'Espagne, deux ministres s'y étant inscrits de même que presque tous les conseillers d'État, et plusieurs députés. Je m'embarquai alors sur le bâtiment porteur de dépêches qui de Lisbonne allait à Falmouth, où j'arrivai après une fastidieuse navigation de dix-sept jours.

L'impression que produisit sur moi la vue de la rade de Falmouth fut extrêmement triste. On était au 12 d'août, et, sur le pont du bâtiment, le froid nous obligeait à endosser nos manteaux. Dans l'auberge où j'allai avec le colonel Pisa et mon domestique, tout était nouveau pour moi : la manière de déjeuner, de dîner, les vins que l'on servait et la cherté de toutes choses. J'étais d'ailleurs réduit au mutisme, à cause de la langue que j'ignorais, car, dans ma jeunesse, j'avais commencé à étudier l'anglais; mais, comme à cette époque on était

dans une guerre continuelle, je fus forcé d'y renoncer, en dépit de ma persévérance ordinaire. Le capitaine du bâtiment nous invita à prendre le thé chez lui, le soir, et tout d'un coup hommes et femmes se mirent à chanter. Je me crus à ce moment parmi des sauvages, et je ne pouvais m'expliquer comment, au milieu de tant de luxe, de tant de génie dans les sciences, de tant de progrès dans la poésie et dans la liberté, on chantait comme au temps d'Adam. Toutefois, disais-je en moi-même, plût au ciel que l'on chantât dans notre pays comme dans cette île; qu'il ne s'y trouvât ni pinceau ni burin, mais que l'on pût jouir en Italie de la liberté qui règne ici! Je pris par la diligence le chemin de Londres, et j'arrivai à Exeter où il fallait passer la nuit; là, entre mon ignorance de l'anglais et la confusion qui, à cause des cours d'assises et du jury rassemblés dans cette ville, agitait l'auberge où je descendis, j'aurais pu me croire dans une véritable Babylone. Un prêtre catholique irlandais, mon compagnon de voyage, diminua beaucoup l'embarras dans lequel je me trouvais, et je dois avouer que, sans son assistance, j'aurais fait le voyage de Londres avec la plus grande difficulté.

Me voilà donc dans cette ville immense, qui, par ses mœurs, semble séparée de la France, non par le canal de la Manche, mais par un océan. Les affaires de Naples avaient eu assez de retentissement en Angleterre pour qu'il me fût facile de former à Londres une multitude de liaisons. Je vis sir Robert Wilson, brave militaire, alors fameux radical, et je fus aussi adopté par le parti

whig. Je fus présenté par lui au duc de Sussex, à lord Holland, au comte Grey et autres Anglais respectables de son parti ; je fis connaissance avec le colonel Napier, qui fut très prévenant pour moi et qui me parlait souvent de la guerre d'Espagne. Je ne perdais point de vue la société des Frères constitutionnels européens, mais je m'aperçus, au bout de quelque temps, que c'était peine inutile. Une société secrète en Angleterre entre hommes pensants paraît une chose contre nature. Le général sir Robert Wilson et le duc de Sussex voulurent en lire les statuts, mais par pure curiosité. Je voulus en parler avec lord Holland qui me dit : « Je n'aime point à entendre des choses secrètes, parce que quelquefois j'improvise à la chambre des lords, et je dis tout ce que je sais. » Ce fut la dernière tentative que je fis pour la propagande de la société à Londres.

Je passais mon temps dans la société des hommes politiques ou bien en m'occupant d'apprendre l'anglais et d'écrire quelques opuscules relatifs à l'histoire de ma patrie. Je m'occupais aussi d'un comité fondé pour secourir les proscrits italiens qui n'avaient littéralement pas de quoi se nourrir, et l'inépuisable charité des dames anglaises m'aida beaucoup dans cette œuvre. C'est à cette époque que j'entrai en correspondance avec le général Lafayette par l'entremise de miss Fanny Wright. Lafayette voulut être inscrit parmi les membres de la Société des constitutionnels européens.

Je me mêlai aussi aux événements d'Espagne où la liberté était plus que menacée par le cordon de

troupes que les Bourbons de France avaient établi le long des Pyrénées. J'y envoyai Pisa avec de l'argent et me rendis moi-même à Madrid; mais ni les lettres de Lafayette ni mes raisons ne purent induire les défenseurs de la liberté à prendre des résolutions énergiques. Voyant que je ne pouvais arriver à rien à Madrid, je revins à Londres.

On était au mois de février 1823, lorsque je reçus une lettre de défi du général Carascosa que je croyais à Malte. Après avoir tenté en vain de rentrer en grâce auprès du gouvernement de Naples, il quitta cette île et arriva à Londres, décidé à se battre en duel avec moi, pour me tuer ou être tué lui-même. Comme j'avais évité les personnalités avec tous et particulièrement avec lui, je fus extrêmement surpris du défi que je recevais du général, et je ne pus l'attribuer à un autre motif qu'à son dessein de prouver à la cour de Naples combien il était contraire à mes principes et à moi. En lisant la longue lettre qu'il m'écrivit, il n'est pas possible d'attribuer son défi à un autre motif; car il y parlait de sa haine pour les révolutions, pour les principes que je professais et pour la secte des carbonari. Comme prétexte de son défi, il ajoutait qu'il avait été en butte aux calomnies et aux insolences de ces sectaires excités par moi contre lui, et que, comme c'étaient des hommes méprisables, il avait jugé convenable de m'en demander raison et non pas à eux.

Je lui répondis que, pour un cartel, sa lettre était prodigieusement longue, que ce n'était pas sur les bords de la Tamise, mais sur ceux du Sébèthe, quand

il avait accepté le portefeuille de la guerre, si ardemment ambitionné par lui, qu'il aurait dû parler de sa haine pour les conspirations et la constitution d'Espagne; que maintenant il oubliait qu'il avait conspiré avec moi contre le roi Joachim, pour obliger ce dernier à donner une constitution à notre pays; que, du reste, j'avais choisi pour mon second le comte de Santa Rosa, auquel le sien devait s'adresser : Santa Rosa avait été ministre de la guerre pendant le peu de jours qu'avait duré le gouvernement constitutionnel en Piémont. C'était un homme de mérite, qui termina ensuite ses jours en combattant pour la liberté grecque. Sa mémoire restera toujours chère et pour ainsi dire sacrée aux Italiens; car il a été un modèle des vertus citoyennes les plus pures et les plus constantes. Mais, en matière de duel, il se montra peu expert; et le second de mon adversaire ne l'était pas plus que lui; c'était un Français, Carascosa n'ayant pu trouver un Italien qui l'assistât dans cette affaire!

Arrivés au lieu où nous devions nous battre, les parrains nous présentèrent deux épées qu'ils avaient achetées dans une boutique où l'on en vendait, et semblables aux épées dont on se sert en Italie pour l'usage d'accompagner les morts. Les lames étaient triangulaires, ce qui pouvait certainement produire des blessures très graves, mais en même temps elles étaient faibles et avaient de mauvaises poignées. Carascosa, se croyant peut-être moins habile que moi dans l'escrime, vint m'assaillir impétueusement, et, dans mon action de

parer, mon épée se rompit à la poignée et le pont de la garde se rompit aussi. J'en avertis Santa Rosa, qui y fit peu d'attention, croyant que le pont seul s'était rompu. Je continuai par amour-propre à me défendre avec l'épée rompue à la garde, et j'aurais mal fini ce jour-là si l'approche de quelques hommes ne nous eût contraints de cesser le combat, car il existe en Angleterre une société qui donne une récompense à ceux qui empêchent les duels.

On fixa un autre jour pour se rencontrer dans un lieu plus éloigné appelé Combwood, et j'eus soin d'apporter deux épées à l'italienne, qui assurément ne se seraient pas rompues à la poignée, les ayant fait faire expressément sur un bon modèle. Carascosa, en 1806, avait eu un duel au sabre avec M. Introne, et se jetant à corps perdu sur son adversaire, il lui fit de graves et nombreuses blessures. Ce général croyait pouvoir répéter dans cette circonstance ce qui lui avait réussi autrefois ; et sans presque me donner le temps de me mettre en garde, il se précipita sur moi. Je me mis en devoir de parer, il s'approcha de moi poitrine contre poitrine ; son corps ayant perdu l'équilibre, son épée hors de ligne était dans ma main gauche et la pointe de mon fer s'appuyait sur son flanc, mon bras droit étant ployé; il demeura pendant plus d'une minute dans cette situation, de sorte que j'aurais pu impunément le transpercer comme une grive.

Les deux parrains nous regardaient tout étonnés sans rien dire. A la fin, je me rejetai en arrière et je laissai libre l'épée de Carascosa que j'avais dans

ma main gauche, en lui disant que je lui donnais la vie. A mon extrême surprise, il me répondit qu'il ne l'acceptait point de moi, et qu'il entendait continuer à se battre. Mon étonnement s'accrut en voyant mon second et celui de Carascosa consentir à ce que le duel continuât. Ainsi, après avoir donné la vie à mon adversaire, la mienne se trouvait exposée de nouveau. Ceci montre qu'il faut prendre garde au choix de ses parrains.

Nous voici donc en garde pour la seconde fois. Carascosa essaya de m'assaillir comme auparavant, mais la pointe de mon épée se présenta à ses yeux; à mon tour, je le serre de près, et je le blesse à l'épaule, d'où le sang coule abondamment. Il veut continuer, mais, ne pouvant plus mouvoir le bras à cause de sa blessure, il faut que le duel se termine. En ce moment, j'oubliai les maux qu'il avait occasionnés à ma patrie; puis, me souvenant des jours où nous combattions à l'envi les Autrichiens, sous le roi Joachim, et de sa valeur aux champs de Castel di Sangro, je l'embrassai. Par nature et par principe, j'ai toujours évité les inimitiés personnelles, ne considérant comme mes ennemis que le despotisme et les envahisseurs étrangers contraires à notre indépendance. Depuis les deux duels que j'avais eus à Pavie, n'étant encore qu'un adolescent de dix-sept ans, ceux dans lesquels je m'engageais à tort ou à raison ne furent point contre des Italiens.

Carascosa, dans les premiers jours qui suivirent ce duel, se montra très reconnaissant à mon égard et venait dîner tête à tête avec moi. Il manifesta

même le désir de se réconcilier avec le parti libéral. Mais, peu de temps après, il évita de me voir et publia son *Histoire de la Révolution de Naples*. Il demanda plus tard au baron Poerio de le réconcilier avec moi. Mais je répondis qu'après ce qu'il avait écrit contre notre patrie, mon honneur et mes principes ne me permettraient plus de le revoir.

Le général Lafayette, qui, dans toutes les occasions, me témoignait la plus grande bonté, m'écrivit à ce propos une lettre pleine de sentiments affectueux.

CHAPITRE XXVI

Je vais à Bruxelles où je fais connaissance avec Thibaudeau, Sieyès et Barrère. — Je demande vainement la permission d'entrer en France. — La Révolution de 1830. — J'arrive à Paris. — Mes espérances déçues. — Je pars pour Londres.

Le gouvernement français ne me permettait pas d'entrer en France, comme on le verra bientôt par d'autres lettres de Lafayette. J'eus alors l'idée de passer la belle saison à Bruxelles et à Spa. Je craignais extrêmement que le passeport ne me fût refusé par l'ambassadeur des Pays-Bas, et en cela je me trompais, car celui-ci fit, avec beaucoup de bonté, connaître à son gouvernement le désir que j'avais exprimé, et j'obtins aussitôt la permission de me rendre en Belgique.

Au nombre des Français proscrits qui s'y trouvaient, je voyais souvent Sieyès, Barrère, Berlier et Thibaudeau. Je contractai avec ce dernier une étroite amitié qui, au bout de dix-neuf ans, dure encore et ne sera brisée que par la mort. Je jouais souvent aux échecs avec Sieyès, et quand je touchais les pions sans les mouvoir, il avait coutume de dire : « Le général leur tâte le pouls. » Je cherchais adroitement à le faire discourir sur les événements de la république et de l'empire français. Il était sobre de paroles, mais il montrait infiniment d'esprit

dans ce qu'il disait. Il me raconta qu'un jour il avait dit à Bonaparte, dans les premiers mois de son consulat : « Si vous voulez faire la guerre aux souverains du Nord, au lieu de les menacer avec vos armées, établissez sur le Rhin des universités gratuites, et faites que des principes libéraux prédominent dans les chaires d'enseignement. Vous vous apercevrez bientôt du changement qui se fera dans l'opinion publique en Allemagne, et combien l'influence de ces princes s'en trouvera affaiblie. » Je passais quelquefois plusieurs heures à parler de la révolution française avec Barrère, car nul ne pouvait la connaître mieux que lui ; mais je me plaisais plus à la conversation de Thibaudeau qu'à celle de tout autre. Il était fort enjoué, informé de toutes choses, et faisait preuve en tout d'un bon sens admirable. Aussi, depuis le moment où je l'ai connu, il a toujours été mon oracle. En conversant continuellement avec ces hommes éminents, j'en ai appris assez sur la révolution française pour voir qu'il n'en existe pas encore une histoire exacte. Je fis aussi connaissance à Bruxelles avec la célèbre Mme Tallien, devenue princesse de Chimay, femme aimable au-delà de toute expression, qui connaissait mille circonstances curieuses de la révolution française; mais il fallait se tenir un peu en garde avec elle, parce que l'excessive vivacité de son imagination lui faisait quelquefois exagérer l'importance des faits. Au commencement de l'hiver, je retournai à Londres.

J'y végétais, et des espérances bien éloignées adoucissaient seules mes tristes jours. De tous les

pays de l'Europe, il n'y avait que l'Angleterre ou les Pays-Bas où je pusse séjourner, et ce fut peut-être cette privation qui me fit concevoir le désir d'aller en France. Pour en obtenir la permission, j'aurais rougi de m'adresser à d'autres qu'à ceux du parti libéral français. On était au mois de mai 1828, et Lafayette, qui avait plusieurs fois demandé aux ministres de m'accorder la faculté d'entrer en France, m'écrivit la lettre ci-après, et dans laquelle on aperçoit l'importance que l'on attachait à ma venue dans ce pays, tant les princes deviennent petits sur le trône.

Paris, 3 mai 1828.

Si j'ai été longtemps, mon cher général, à vous rendre compte de votre commission, c'est parce que je souhaitais la faire le mieux possible, et que, tenant à causer de cette affaire avec M. de la Ferronays, chez lui, quelques contre-temps ont retardé notre conversation. Je suis bien persuadé que si votre arrivée ici ne dépendait que du ministre, et même du ministère actuel, elle ne souffrirait pas la plus légère difficulté. Mais vous connaissez le caractère de l'ambassadeur de Naples. Il ne se bornerait pas à traiter cet incident ministériellement, ce qui pourrait produire des désagréments pour vous-même. Certes, il est bien étrange qu'il en soit ainsi, lorsque le royal complice de vos nobles et patriotiques efforts est sur le trône de Naples. Mais n'est-il pas lui-même soumis à des influences moins honorables que ne l'aurait été l'influence légale de ses compatriotes ? J'ai lieu de croire qu'ici on verrait avec plaisir cesser les proscriptions napolitaines, et vous jugez bien que je ne parle pas seulement de l'opinion nationale qui a toujours été avec nous. Mais le résultat

de ma conversation a été le conseil d'ajourner votre projet de voyage. Il serait possible de prendre l'affaire en plainte publique, de ce qu'un étranger et un homme tel que vous éprouve des obstacles au projet de visiter la France, car il n'existe pas d'alien-bill dans ce pays-ci. Mais outre qu'il faudrait à cet égard votre autorisation expresse, vous préférerez peut-être ajourner pour quelque temps. Vous savez, mon cher général, combien, en tout temps et de toute manière, je serai heureux de réclamer vos droits et de vous recevoir ici et à La Grange. J'aime à penser que je n'attendrai pas longtemps cette satisfaction, et je vous renouvelle mes cordiales amitiés.

LAFAYETTE.

Le gouvernement français et la cour étaient plus obstinés à ne pas me laisser entrer en France, que Lafayette et ses amis politiques ne l'étaient à demander que l'on me permît d'y venir. Je continuai à vivre à Londres pendant l'hiver, et dans les Pays-Bas pendant l'été, et je me trouvais à Bruxelles au commencement de la belle saison, en 1830. J'eus à peine entendu la nouvelle que le prince de Polignac était premier ministre que j'espérai grandement voir la France se mettre en mouvement. Lorsqu'il fut chargé de former le ministère français, une lettre que je reçus de Lafayette commençait ainsi : « Mon cher général, je ne sais plus où nous en sommes. » Et, dans ma réponse, je lui disais : « Mon cher et respectable général, j'espère beaucoup que M. de Polignac me fera avoir le plaisir que je souhaite depuis bien longtemps de nous embrasser à Paris. »

Le 28 juillet, pendant que j'étais chez moi, à Bruxelles, occupé à écrire, le propriétaire de la maison, né français, vint tout troublé et comme hors de lui-même, me dire : « Paris est en pleine révolte, et le peuple se bat contre les troupes. » Je continuai à écrire, ne croyant point à cette nouvelle; mais, lorsqu'il m'eut présenté une lettre datée de cette capitale, et du jour précédent, non seulement je cessai d'écrire, mais je n'eus pas même la patience de rester dans la maison, et je courus chez Thibaudeau et chez Sieyès.

Lorsque, pendant les deux jours suivants, on apprit les détails de cette immense révolution, je me préparai à partir à la hâte pour Paris. Je priai le marquis de Prié, proscrit piémontais, de demander au gouverneur, qu'il connaissait particulièrement, de me donner un passeport; mais celui-ci répondit qu'il n'oserait adhérer à ma requête sans une permission du ministre des affaires étrangères qui se trouvait avec le roi en Hollande; il ajouta que, connaissant clairement mes vues, son gouvernement pouvait s'opposer à mon départ. Ces paroles suffirent pour que, livré à la plus vive agitation, je ne pensasse plus qu'à partir comme je pourrais. Le fameux oculiste italien Lusardi, établi à Lille, et très connu dans cet endroit, vint chez moi et me dit qu'il devait aller en poste à Paris, dans sa propre voiture. Nous convînmes de partir le soir même. Je n'avais toujours pas de passeport; comme le sien désignait un valet de chambre, je me serais déclaré comme tel en cas de recherches des gendarmes belges. Mon domestique,

né belge, s'achemina avec mes malles par la diligence, et, à l'aube du jour, elle arrivait à la frontière française, en même temps que Lusardi et moi. Mon compagnon de voyage découvrit mon nom aux employés de la douane, qui, animés de l'enthousiasme patriotique des glorieuses journées, ne voulurent même pas ouvrir mes malles pour les visiter. En entrant à Lille, je croyais rêver en voyant flotter le drapeau tricolore sous lequel j'avais combattu dès mon âge le plus tendre. En courant la poste vers Paris, nous nous arrêtâmes dans une ville dont j'ai oublié le nom, et, pendant que nous dînions, quelques gardes nationaux soupçonnèrent un moment que j'étais le prince de Polignac fugitif, ce qui fit beaucoup rire mon oculiste, qui avait déclaré mon nom. Environ à vingt lieues de Paris, notre voiture cassa, et mon impatience, qui ne me permettait pas d'attendre pendant plusieurs heures qu'elle fût raccommodée, me détermina à prendre la dernière place d'une diligence qui passait, et j'arrivai ainsi dans la capitale de la France, le 6 août.

Le général Lafayette, commandant en chef de la garde nationale, qui en peu de jours s'était élevée à Paris à 80.000 hommes, se trouvait établi à l'Hôtel de Ville. La difficulté était de me faire annoncer à lui au milieu d'une multitude de gens qui, assiégeant ses appartements, voulaient lui parler. Mais Cobianchi que j'avais avec moi parla à l'officier de garde, et celui-ci au général qui, me faisant immédiatement entrer chez lui, me reçut avec la plus grande affection, et me dit que, dès le 3 du même mois, il m'avait fait expédier l'ordre

pour mon passeport. Cette pièce qui m'avait été adressée, arriva à Bruxelles, lorsque j'avais déjà quitté cette ville, et me fut remise à Paris.

Lafayette, en me voyant, s'appuya sur mon bras, et resta ainsi pendant trois ou quatre heures, donnant audience et parlant d'affaires avec les membres du gouvernement provisoire. Il m'invita à dîner le jour suivant, me disant que nous pourrions alors parler des affaires d'Italie. Je me rendis à l'invitation. Le général me dit : « Au moins nous vous avons parmi nous! — Mais, lui répondis-je, il faut que vous me renvoyiez le plus promptement possible. » Il me demanda de quels moyens j'avais besoin : « De 2.000 hommes, répliquai-je, de 10.000 fusils de munition, avec deux frégates qui escorteront l'expédition. » Il trouva ma demande très modérée, et voulut avoir cinq ou six jours pour arranger cette affaire avec le lieutenant-général du royaume, qui devait bientôt être proclamé roi des Français; il ajouta qu'aussitôt que celui-ci serait proclamé roi, il était convenable que j'allasse lui présenter mes respects. J'assurai le général qu'en toute chose je me laisserais diriger par lui.

Cinq ou six jours à peine s'étaient écoulés, lorsque je revis Lafayette. Il me dit qu'il n'avait pu traiter de mon affaire, parce qu'il en avait, en outre, mille autres à diriger, particulièrement la nomination d'un roi de France, qu'aussitôt que le choix en aurait été déclaré par les chambres, il parlerait de mon expédition. Cette perte de temps me contrariait vivement, mais il fallait bien que je me soumisse.

On était fort avant dans le mois d'août, et Lafayette me dit qu'il me conduirait lui-même chez le roi, parce que, si je l'accompagnais au palais, mon nom ne serait pas prononcé, et qu'ainsi les journaux ne parleraient pas de l'audience que m'accordait le prince, à qui il importait qu'il n'en fût pas fait mention. Je fus étonné de cette précaution, et, en observant que Lafayette ne la trouvait pas étrange, ou du moins superflue, ma surprise augmenta encore; toutefois, je jugeai convenable de ne pas paraître m'en apercevoir. Mais à peine fus-je rentré chez moi que je m'occupai de faire mes malles pour quitter Paris, commençant à espérer très peu des secours qui m'avaient été promis. Je songeai en même temps à aller en Corse et à débarquer avec 600, ou plus s'il était possible, de braves habitants de cette île, soit sur les rivages de la Toscane, soit dans les États de l'Église, pour entrer ensuite dans les Abbruzzes à marches forcées. Un pareil projet semblerait aujourd'hui être celui d'un homme qui a la fièvre; mais, à cette époque, il aurait pu s'effectuer aisément, et il est plus que probable qu'il aurait été couronné d'un plein succès. Toutes ces pensées que j'avais conçues ne peuvent être considérées comme mal fondées, puisque l'on a vu le soulèvement qui s'opéra quelques mois après dans différentes provinces des États pontificaux.

Je ne tardai pas à m'apercevoir qu'à mesure que les jours se passaient, les probabilités pour que je fusse secondé dans mes projets sur l'Italie par le gouvernement français allaient en diminuant. J'étais à une des soirées de Lafayette (qui demeu-

rait alors à la Chaussée d'Antin) ; il me prit à part, et me dit : « Lisez cette lettre. » Elle était du roi et commençait ainsi : « Mon cher général, il faut ajourner la présentation de l'étranger, votre ami. » Je ne donnais pas un moment de repos au général Lafayette, lui répétant sans cesse de ne pas abandonner la cause italienne, dont il devait être l'avocat, moins comme un philanthrope animé du désir de faire le bien du genre humain, que comme Français, puisqu'il résulterait de l'indépendance italienne un immense avantage pour la France. Je demandais 2.000 hommes à prendre en Corse, parmi les officiers et soldats qui avaient servi autrefois ; et, en cas qu'il ne se fût point trouvé dans cette île d'anciens soldats de bonne volonté, j'aurais complété le nombre de 2.000 dans la Provence, et même parmi les régiments stationnés dans cette division militaire. Outre ces 2.000 hommes vêtus en blouses, je demandais 10.000 fusils.

Mais l'heure de la liberté italienne n'avait pas encore sonné. Son mauvais génie, ardent à lui faire porter la peine de sa gloire passée, ne se lassait pas de chercher à l'humilier. Lafayette, que je ne perdais point de vue, me dit, un matin que j'entrais chez lui : « J'ai de mauvaises nouvelles à vous donner : les ministres ne veulent plus rien faire. » En dépit de mille mécomptes partiels, je n'étais point préparé à cette complète déception. Deux ou trois jours après, il me dit que le roi des Français désirait beaucoup voir les Deux-Siciles sous un régime constitutionnel ; mais, ajoutait-il, il ne peut faire pour vous autre chose que d'en-

voyer au roi François, son beau-frère, un mémoire que vous rédigerez et dans lequel vous exposerez de quelle manière il pourrait donner une constitution aux Deux-Siciles, en évitant jusqu'à la plus légère commotion.

Voyant clairement que je perdais alors mon temps à Paris, je résolus d'aller à Londres, où les radicaux et les whigs étaient pleins d'espérance d'abattre le ministère tory. Je voulais tenter d'obtenir du nouveau ministère, ou de quelques spéculateurs particuliers, des moyens suffisants pour effectuer mon expédition si ardemment désirée, et que, par les temps qui couraient, j'aurais pu entreprendre, même avec 1.000 hommes seulement. L'horizon politique était si chargé d'orages que la guerre semblait imminente ; et elle aurait immanquablement tourné à l'avantage de la malheureuse Italie.

CHAPITRE XXVII

Au moment de partir pour Londres, j'apprends la révolution bolonaise. — Je me rends à Marseille afin de m'embarquer pour l'Italie. — La police m'empêche de partir. — Mon retour à Paris où je me fixe. — Je publie divers ouvrages sur des sujets italiens. — Mon irrévocable détermination.

Quand j'appris à Paris que le ministère anglais était composé de whigs, j'espérai d'en obtenir quelques secours, et je l'espérai parce que toutes les passions fortes aveuglent le jugement et troublent la vue, mais non par l'effet d'une sage prévoyance ou de la connaissance que j'avais en partie acquise du système politique de cette nation.

En France, le gouvernement commençait à suivre obstinément une direction contraire aux tendances de la généralité de la nation, tant pour les choses intérieures que pour celles qui regardaient ses rapports avec les cabinets étrangers. On crut le ministère assez fort pour mettre Lafayette, par des moyens détournés, dans la presque nécessité de se démettre du commandement suprême de la garde nationale, et ensuite d'accepter sa démission. Lamarque en même temps croyait que le gouvernement français ne pouvait persévérer dans sa politique antinationale, et il me disait : « Allez donc de nouveau en Angleterre, et espérons qu'à votre retour le système gouvernemental aura changé. »

Il voulut que je portasse à Hume une longue lettre de lui où il exposait en détail ses vues sur la situation politique générale de cette époque. Ce fut avec cette lettre et d'autres encore que me donnèrent des libéraux français pour les radicaux et les whigs, que je me remis en chemin pour l'Angleterre. De toute cette correspondance je ne citerai qu'une lettre de Lamarque, parce qu'elle est de nature a bien montrer les tendances d'un esprit aussi libéral que le sien :

Paris, 11 décembre 1830.

A M. le général Pépé

MON CHER GÉNÉRAL,

L'insurrection des Polonais est un grand malheur s'ils ne sont pas soutenus, car, si les forces de la Russie ne suffisent pas pour les écraser, les armées autrichiennes ne tarderont pas à marcher au secours des oppresseurs, et tout germe de liberté et de résistance sera étouffé à jamais dans cette partie du monde.

La France seule ne peut rien, mais si l'Angleterre voulait !!! La France et l'Angleterre réunies bouleverseraient le monde. Pourquoi M. Brougham ne ferait-il pas sentir à ses collègues que l'intérêt de l'Europe exige la résurrection de la Pologne et l'élévation de cette barrière entre la barbarie et la civilisation. Mais il ne faudrait pas perdre un instant : il faudrait qu'une escadre anglaise et française se présentât dans vingt jours devant Constantinople, qu'elle obligeât les Turcs à recommencer la guerre, et que, pénétrant dans la mer Noire, elle leur en facilitât les moyens ; il faudrait que des négociations engageassent les Perses à se reporter sur l'Araxe et à reprendre les provinces qu'ils ont été

obligés de céder; il faudrait enfin que Bernadotte voulût reconquérir ce qui appartenait aux Suédois, et qu'il se montrât ainsi digne du trône sur lequel il s'asseoit.

Il serait facile à l'Angleterre de contenir l'Autriche en la menaçant de faire soulever l'Italie; et la France, envahissant en même temps la Belgique et les provinces Rhénanes, occuperait assez la Prusse pour l'empêcher d'aller au secours des Russes.

Dix mille hommes donnés à Mina, deux ou trois vaisseaux de guerre qu'iraient chercher à Terceira les partisans de Dona Maria, occuperaient assez la péninsule pour n'en avoir rien à craindre.

Ainsi les deux principes se heurteraient à la fois dans toutes les parties de l'Europe, et le succès de la liberté et de la civilisation ne saurait être douteux; mais, pour parvenir à ce but, il faut que l'Angleterre se dégage de ses vieilles préventions, il faut qu'elle ne craigne pas de voir la France forte et puissante; qu'elle renonce à ses craintes puériles de nous voir maîtres de l'Escaut, et qu'elle se dise bien qu'en abattant le colosse russe qui, dans ce moment, menace plus l'orient que l'occident de l'Europe, nous servirions plus ses intérêts que les nôtres.

Pardon, mon cher général, de ces quelques lignes que je trace à la hâte et que je n'ai pas même le temps de relire. Je suis sûr qu'elles trouveront de l'écho dans votre cœur, qui, comme le mien, ne bat que pour le patriotisme et la liberté.

Recevez l'assurance de tout l'intérêt que je vous porte, et de l'attachement d'un Français qui est demi-napolitain.

Votre affectionné camarade,

Le lieutenant-général député,

LAMARQUE.

Hume prit connaissance de cette lettre et dans une autre lettre qu'il m'écrivait quelque temps après il me donna son avis sur la lettre de Lamarque : il n'y était question que de prudence, et il se bornait à faire des vœux pour la liberté. Entre ces deux hommes, quelle diversité de caractère ! L'Anglais, calme et positif, Lamarque, plein d'âme et de poésie !

J'étais accompagné d'un de mes amis anglais, qui avait besoin d'aller à Bruxelles pour deux ou trois jours. Nous arrivâmes ensemble à Lille, où j'attendis qu'il revînt de la capitale de la Belgique. Or le second jour de mon séjour à Lille, je lus dans les journaux que Bologne et plusieurs autres villes de la Romagne s'étaient insurgées et avaient secoué sans opposition le joug papal. Les moyens que j'aurais pu réunir pour une expédition en Italie n'auraient certainement pas été employés par moi, de préférence pour une révolution bolonaise ; mais du moment où elle avait éclaté dans la nuit du 4 février, le devoir de tout Italien était de coopérer à la soutenir. J'écrivis à Cobianchi à Paris, de m'adresser ses lettres à Calais, et de me faire connaître sur ce mouvement les circonstances que je n'avais pas trouvées dans les journaux, afin que je pusse me décider entre la continuation de mon voyage à Londres ou mon retour à Paris, pour passer ensuite à Marseille. Non seulement Cobianchi, mais d'autres Italiens m'écrivirent qu'il n'y avait pas de temps à perdre, parce que l'Italie centrale était toute en mouvement : et me voilà de nouveau à Paris, après avoir confié à mon ami, à Calais, les

commissions que j'avais reçues pour Londres, et l'avoir aussi chargé de recommander à mes amis politiques anglais les affaires de l'Italie.

Je me mis en chemin pour Marseille. J'aurais donné tout le peu que je possédais au monde pour arriver à Bologne avant qu'elle fût subjuguée par les Autrichiens. Dans cette ville ardente et populeuse, où ne s'est jamais éteint le sentiment national italien, on avait organisé un gouvernement provisoire. Je n'avais pas besoin de son concours pour mettre mon projet à exécution. Dans la Marche d'Ancône, dans laquelle j'avais beaucoup de relations, j'aurais été suivi par deux ou trois cents jeunes gens, qui m'auraient défendu contre les gendarmes à l'entrée des Abbruzzes. Les Abbruzziens m'auraient ensuite escorté à Naples. Ces pensées qui m'occupaient n'étaient point des chimères. Un citoyen très estimé dans la ville d'Ancône me disait depuis, en France : « Si vous étiez arrivé dans les Marches, un grand nombre de patriotes auraient traversé le Tronto avec vous. » Le capitaine Ferrari, natif Napolitain, aujourd'hui colonel français, était arrivé depuis peu de jours à Paris, avant mon départ pour Marseille, et il me disait : « La révolution éclatera dans les Deux-Siciles avant que vous y arriviez. » Mais je n'avais pas besoin de ces discours pour me convaincre que la révolution française avait préparé les esprits du midi de l'Italie à abattre une seconde fois le despotisme, et que le mouvement bolonais leur avait inspiré une ardeur fébrile de suivre le même exemple.

Mon intention, en arrivant à Marseille, était de

m'informer si, sur quelque point du rivage entre les confins du Génovésat jusqu'à Civita Vecchia, on avait arboré la bannière italique, et, dans ce cas, j'aurais débarqué avec les trois seuls officiers qui m'avaient suivi de Paris, Cobianchi, Toppi et un autre duquel je ne dis point le nom, parce qu'il se trouve à Naples, et qu'il ne faut pas se jouer avec les gouvernements absolus. Dans le cas opposé, j'aurais réuni, entre Marseille et la Corse, environ 200 hommes, et avec ce petit nombre seulement, je serais débarqué sur la plage la plus voisine, d'où je me serais ouvert un chemin jusqu'à Bologne.

Arrivé à Lyon, je vis venir chez moi Pisani de Pavie et d'autres patriotes italiens qui, réunis à quelques centaines de libéraux lyonnais et habitants des communes voisines, avaient formé une petite colonne. Ils devaient se mettre en marche le jour suivant avec cette troupe pour soulever la Savoie et le Piémont. Pisani me lut la correspondance qu'il entretenait avec les patriotes de ces provinces, et si elle ne m'assurait pas complètement du succès de l'expédition, au moins elle me le faisait espérer. En pareil cas, il n'y a point de sagacité qui puisse déterminer avec précision jusqu'à quel point on peut compter sur des commotions que des conspirateurs se promettent. Je veux parler des cas dans lesquels des événements d'une grande portée, comme celui de la révolution française de 1830, donne l'espérance aux âmes et leur imprime l'impulsion.

J'arrive à Marseille le cœur plein d'espoir. Je présente les lettres de Lafayette aux libéraux de

cette ville, et ils forment immédiatement un comité pour délibérer sur les moyens d'aider la cause italienne. J'appris de quelques-uns de nos patriotes demeurant à Marseille que sur les rivages de Massa et Carrare, de l'Etat modénais, on avait adhéré au mouvement de Modène. Je songeai alors à abandonner toute idée relativement à la Corse, afin de ne point perdre de temps à noliser un bâtiment, et, avec les trois officiers qui m'avaient suivi depuis Paris, à débarquer sur la seule plage d'Italie devenue libre, puis me rendre à Bologne. Mais, le matin du troisième jour écoulé depuis mon arrivée à Marseille, je suis appelé par le secrétaire de la préfecture, attendu que le préfet était absent, et il me dit qu'il était arrivé de Paris des ordres extrêmement précis pour que l'on m'empêchât de sortir de France. Je représentai vainement que les ministres n'avaient pas le droit de me retenir en France malgré moi ; le vice-préfet me répondit : « Je ne puis examiner vos raisons ; mon devoir est d'exécuter les ordres reçus par la voie du télégraphe et par estafette. » Hors de moi, je quittai la préfecture et je chargeai le fidèle et actif Cobianchi d'observer dans le port de Marseille s'il y avait possibilité de se procurer un bâtiment petit ou grand pour nous transporter secrètement en Italie. Le capitaine d'un petit navire grec s'offrait à le faire ; mais à chaque instant la rigoureuse vigilance de la police s'accroissait. Deux corvettes côtoyant le rivage avaient reçu l'ordre de visiter, à chaque avis télégraphique, les bâtiments qui sortaient du port ; et, ce qui m'ôtait le plus d'espérance de me soustraire aux regards de la police

était de me voir environné d'espions. Je demeurais dans une auberge, et en même temps je passais une partie du jour chez le banquier Dunant; ces deux maisons étaient surveillées par une multitude de mouchards; d'autres me suivaient comme mon ombre, et les trois officiers qui étaient avec moi étaient pareillement suivis, non d'un ni de deux, mais de plusieurs agents de la police, de sorte qu'il y en eut au moins cent d'employés à suivre mes pas et mes démarches; et, si je ne fus point arrêté et contraint de m'établir dans quelque département éloigné de la Méditerranée, je ne le dois qu'à ce que le gouvernement n'était point assez fort à cette époque pour commettre une telle violence et défier les clameurs de l'opposition de la chambre des députés. Il va sans dire que l'expédition préparée par les Italiens pour marcher vers la Savoie fut dispersée par de forts détachements de troupes françaises, en vertu d'ordres venus de Paris.

J'étais pendant ce temps dans un véritable état d'agonie. Les feuilles publiques rendaient compte chaque jour des moyens mis en œuvre et de toutes les opérations des villes du centre de l'Italie devenues libres, et je me voyais dans l'impossibilité de m'y rendre et de disposer en leur faveur, dans la lutte imminente contre l'Autriche, le concours décisif du peuple des Deux-Siciles. Je ne pouvais plus me flatter que la France ne permît pas à l'Autriche de passer le Pô, après les ordres inconstitutionnels que son gouvernement avait donnés au préfet des Bouches-du-Rhône de s'opposer à mon départ, en le rendant strictement responsable de leur exécution.

Manuele Marliani, originaire de Milan, mais né en Espagne où il fut sénateur plusieurs années après, vivait alors à Marseille. Il me proposa de me faire cacher par le banquier Flaming de Toulon, dans les environs de cette ville, et de me faire embarquer du rivage voisin. La princesse Belgiojoso me remit une lettre pour M. Denis, maire d'Hyères, le priant de me tenir caché, au besoin chez lui, jusqu'à ce que je pusse parvenir à m'embarquer. Ces arrangements m'étaient très favorables; mais comment sortir secrètement de Marseille? Comment me soustraire à la vigilance du préfet qui, comme un autre Argus, avait plus de cent yeux ouverts sur moi? L'on concerta et l'on exécuta ce qui suit: dans une des rues de Marseille, il y avait une grande maison à deux portes qui donnaient sur deux rues différentes. J'entrai dans l'une d'elles que l'on fit fermer derrière moi, et je sortis par l'autre où je trouvai Cobianchi, lequel conduisait un cabriolet de Marliani avec un cheval vigoureux, et en galoppant nous nous acheminâmes sur la route postale qui mène de Marseille à Toulon. On conçoit bien que les espions de la police qui me suivaient perdirent entièrement mes traces par ce moyen inattendu et par la promptitude de ma fuite. A une lieue de Marseille, Marliani et sa femme me rejoignirent dans une voiture, et, en courant ainsi la poste, nous arrivâmes à une maison de campagne du banquier Flaming, près de Toulon, et qui, comme pour réveiller en moi d'anciennes douleurs, était contiguë à une autre maison dans laquelle Joachim Murat s'était tenu caché peu de temps avant

de s'embarquer pour la Corse et ensuite pour la Calabre, qui lui fut si fatale. Les trois officiers, compagnons de mes voyages et de ma fortune, y compris Cobianchi, ne purent me suivre, non plus que mon domestique même, à cause de la difficulté qu'il y avait à me tenir caché.

Paul Flaming et son fils Denis me témoignèrent les plus grands égards ; mais les lettres ministérielles étaient aussi parvenues à Toulon, ce qui ne me permettait pas non plus de mettre à la voile de ce port. Alors on pensa que je devais aller à Hyères, chez le maire de cette ville, M. Denis, d'où je me serais embarqué pendant la nuit, aussitôt que j'aurais trouvé un bâtiment. M. Denis demeurait hors de la ville d'Hyères, au milieu d'un jardin rempli d'orangers, arbres que je revoyais pour la première fois depuis dix ans. Ils me rappelaient l'Italie méridionale ; mais, quand je cueillais quelqu'une de ces oranges pour les goûter, je ne m'apercevais que trop qu'elles n'avaient point mûri sous ce beau ciel. M. Denis, rempli d'obligeance pour moi, me faisait lire les lettres officielles qui lui arrivaient pour lui recommander de s'opposer à mon embarquement, et de m'arrêter même, en cas de nécessité. Pendant le peu de jours que je passai chez lui, dans l'attente d'un bâtiment partant de Toulon, je vis lord Normamby, qui prenait le plaisir de la campagne dans une petite maison sur le rivage d'Hyères. Il ne comprenait pas comment le ministère français pouvait agir de la sorte.

Cependant l'excellent M. Denis Flaming m'écrivait de Toulon qu'il avait nolisé pour moi un bâti-

ment sous pavillon français, et je devais m'embarquer sur la plage d'Hyères, vers la brune du jour suivant. Je songeais à l'Italie sur laquelle toutes mes idées étaient concentrées et jamais les heures ne s'écoulèrent plus lentement pour moi que dans ces journées durant lesquelles je brûlais de l'impatience de m'embarquer. En me réveillant le matin suivant, je disais en moi-même : « Voilà la dernière aube du jour que je vois en France ; celle de demain m'apparaîtra pendant que je naviguerai à pleines voiles vers l'Italie » Mais courte fut la durée de cette illusion. Deux heures après, M. Denis entra chez moi avec le journal qui rapportait, jusque dans les plus petits détails, l'entrée des colonnes autrichiennes dans le Modénais et à Bologne.

Il ne suffit pas que le lecteur aime avec passion sa patrie, il ne suffit pas qu'il lui ait voué toute son existence, et qu'il ait souffert pour elle autant que j'avais eu à souffrir, il faudrait encore que cette patrie qu'il aime fût malheureuse au delà de toute mesure, après avoir atteint une grandeur telle qu'avait été celle de l'Italie, pour concevoir quelle fut ma douleur en voyant encore une fois, après dix ans de proscription, des espérances si prochaines s'évanouir dans le vide.

Les tentatives qui avaient été faites dans l'Italie centrale s'étant trouvées infructueuses, et la révolution française de 1830 ayant pris une direction si différente de celle à laquelle s'étaient attendus les peuples de l'Europe animés du désir de renverser leurs gouvernements absolus, je me fixai à Paris

pour attendre des jours meilleurs au sein de la solitude que l'on obtient, au dire de Bacon, plus facilement dans les vastes capitales que dans les petites villes.

Dans la vue de tirer quelque avantage du loisir auquel me condamnaient les tristes destinées de mon pays, je publiai en 1833 un opuscule sur les moyens qui conduiraient à l'indépendance italienne, lequel fut traduit en français. Trois ans plus tard, je publiai *l'Italie militaire* qui fut traduite aussi en français ; puis, en 1839, un petit volume en six chapitres intitulé : *l'Italie politique* et, en 1840, un autre opuscule intitulé : *Sur l'armée des Deux-Siciles, sur la guerre italique d'insurrection.* Celui-ci ne fut point traduit en français. Maintenant que nous sommes dans l'année 1846, je publie enfin mes *Mémoires*, que je commençai à écrire à l'époque où je fus contraint d'abandonner pour la seconde fois mon pays, en 1821. J'ai souvent balancé entre l'idée de les livrer aux flammes et celle de les faire paraître à la lumière. Je me suis dit plus d'une fois à moi-même : pourquoi me donner tant de peine? Dans peu je disparaîtrai de la terre, qui peut-être elle-même un jour changera de forme en entier! Et cependant mon imagination, qui ne repousse point l'idée de l'anéantissement de l'univers, ne peut concevoir celui de ma pauvre patrie! Ah ! si l'on ouvrait mon cœur, on l'y trouverait gravée toute entière depuis les Alpes jusqu'à la mer d'Afrique. C'est pour elle que paraîtront ces *Mémoires* qui ne peuvent être sans fruit, puisqu'on y lira les vicissitudes et les pensées d'un homme

qui ne connut et n'éprouva de sentiment que celui de l'amour de la patrie.

J'aime de l'Italie son sol, son climat, le caractère de ses habitants ; tout ce qui s'y trouve de beau et de sacré. Les imperfections et les taches qu'on y découvre sont l'œuvre de ses déplorables gouvernements : elles me font gémir sans doute, mais ne diminuent en rien mon affection pour elle. Je déclare en même temps que, tant qu'elle languira dans l'esclavage sous des princes soumis à l'Autriche et ennemis des institutions libérales, je suis résolu, lors même qu'ils me le permettraient, de n'y remettre jamais les pieds. D'ailleurs la conduite politique de ma vie toute entière me donne le droit de croire que, si le roi des Deux-Siciles annulait la sentence de mort qui pèse sur ma tête depuis vingt-six ans, et qu'il me rappelât dans ma patrie et m'offrît les plus hautes dignités, aucun de ceux qui me connaissent ne me croirait capable d'accepter de telles offres et de revoir cette terre chérie avant qu'on lui eût donné les institutions qui conviennent au degré de civilisation du siècle actuel.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Pages.

Mémorable tremblement de terre en Calabre. — Ma naissance. — Mon éducation dans un collège royal. — Je m'échappe deux fois du collège afin d'embrasser la carrière des armes. — J'entre au collège militaire de Naples. — Le gouvernement se déclare contre la République française. — Persécutions contre les francs-maçons. — Les prisons remplies. — Bonaparte accorde la paix au roi de Naples. — Moyens employés par la Cour pour se procurer de l'argent......... 1

CHAPITRE II

1798-1799. — Enthousiasme de la jeunesse napolitaine pour les principes républicains. — La Cour se décide à la guerre. — Courte et honteuse campagne. — Fuite du roi en Sicile avec d'immenses richesses. — Progrès de l'armée française. — Le lieutenant du royaume s'enfuit en Sicile. — Les patriotes s'emparent du fort Saint-Elme et traitent avec les Français. — Défense désespérée du peuple. — Entrée triomphale de Championnet à Naples et proclamation de la République Parthénopéenne.................................. 10

CHAPITRE III

Organisation de la nouvelle République. — Je sers dans la garde nationale. — Le cardinal Ruffo et ses bandits. — Le féroce Mammone. — Mon frère Florestan dangereusement blessé au siège d'Andria. — Progrès du cardinal Ruffo. — Je sers dans la colonne du général Matera. — Mes premiers

Pages.

faits d'armes. — Les défenseurs du fort de Vigliena mettent le feu aux poudres. — Notre défaite à Portici. — Je reçois deux blessures et suis fait prisonnier.................... 27

CHAPITRE IV

Je suis conduit avec mes compagnons de captivité en chemise au pont de la Madeleine. — Horreurs qui se présentent à mes yeux. — La faim et la soif. — Dernières résistances des patriotes. — Capitulation du Gouvernement républicain signée par le cardinal Ruffo et par les commandants bourboniens, anglais, russes et turcs. — Les patriotes à peine embarqués, on annule la capitulation. — Honteuse conduite de Nelson. — Nombreuses exécutions capitales. — Je suis condamné à l'exil.. 46

CHAPITRE V

Notre traversée et notre arrivée à Marseille. — Le retour de Buonaparte. — Je me rends à Dijon pour être incorporé dans la légion italique. — Revue passée par le Premier Consul. — Passage du Saint-Bernard. — Les compagnies infernales et la prise de Varallo. — La misère au dépôt de Pavie. — Je suis présenté à Murat à qui je demande de servir en Egypte.................................... 70

CHAPITRE VI

1801 et 1802. — J'arrive à Naples et revois mon frère Florestan. — Retour à la maison paternelle. — Je me rends à Tarente où j'apprends que les Français évacuent l'Egypte. — Retour à Milan. — Conspiration pour révolter le royaume de Naples. — Je suis arrêté à Rome et remis en liberté. — Je retourne au sein de ma famille. — Départ pour Milan... 86

CHAPITRE VII

1802 à 1803. — Mon naufrage. — Je retourne à Naples. — J'imagine une vaste conspiration. — Mon arrestation. — Je suis condamné à être enfermé à vie dans la fosse du Maritimo. 93

CHAPITRE VIII

Pages.

On me débarque enchaîné à Palerme. — La fosse du Maritimo, celle de Sainte-Catherine dans l'île de la Favignana. — Vie en commun avec les forçats. — Nous favorisons leur mutinerie et leur évasion. — Ma mise en liberté. — Je revois ma famille.. 110

CHAPITRE IX

1806. — Esprit public de la capitale. — Je suis présenté au roi Joseph qui me nomme lieutenant-colonel des milices à former en Calabre. — Je suis assiégé par les Bourboniens dans une maison à Scigliano. — Je suis fait prisonnier, je m'évade, suis de nouveau arrêté et sur le point d'être fusillé. — Ma délivrance grâce à trois jeunes demoiselles. — Je rejoins l'armée française rentrée en Calabre......... .. 128

CHAPITRE X

1807-1808. — Je continue à faire la guerre en Calabre avec Masséna et le général Régnier. — Siège d'Amantea. — Combat de Milet. — Je passe ensuite à Naples et je suis employé dans l'état-major français à Corfou. — Je pars pour Sainte-Maure et fais naufrage près de Prevesa. — Les intentions d'Ali-Pacha. — Avènement de Murat. — Je retourne à Naples après un an d'absence................................ 150

CHAPITRE XI

Le roi Joachim Murat me nomme son officier d'ordonnance. — Missions qu'il me donne. — Les Anglais menacent d'un débarquement. — Rome et les Etats de l'Eglise deviennent provinces de l'Empire Français. — Mission périlleuse à travers les Calabres révoltées. — Voyages du roi à Paris. — Son retour et son projet de débarquement en Sicile........ 160

CHAPITRE XII

De la moitié de 1810 à la fin de 1811. — Le roi part pour effectuer un débarquement en Sicile. — Ordres et occurrences

Pages.

divers pendant les quatre mois qui précédèrent cette tentative. — Le roi m'envoie « prendre une chose qui parle ». — La revue du 15 août sous le feu des vaisseaux anglais. — On retourne à Naples. — J'obtiens le commandement d'un régiment en Espagne.................................. 175

CHAPITRE XIII

J'entre en Espagne et rencontre mon frère Florestan. — Etat des troupes napolitaines. — Je forme le 8e de ligne. — Les femmes et la « poésie ». — Mon histoire avec le général L... — Je suis mis en prison. — Je reprends le commandement de la brigade napolitaine. — Mon retour à Naples......... 194

CHAPITRE XIV

Suite et fin de l'année 1813. — J'arrive à Naples. — En quel état j'y trouve l'armée. — Je suis nommé maréchal de camp et envoyé dans les Abbruzzes.— Perplexité de Joachim obligé de se déclarer pour la France ou pour l'Autriche. — Ses négociations. — Entrée en campagne. — Réunion des généraux provoquée par moi pour contraindre le roi à nous donner des institutions libérales. — J'entre à Reggio où je revois mon frère. — Nouvelles incertitudes de Joachim. — Les carbonari dans les Abbruzzes. — Nous passons le Taro avec le roi en combattant. — En vue de Plaisance nous recevons la nouvelle de la prise de Paris..................... 208

CHAPITRE XV

De la fin d'avril 1814 à la fin de la même année. — Conspiration de généraux pour contraindre le roi à nous donner une constitution. — Son insuccès. — Ma conversation avec le pape. — Nouvelle conspiration et scène dans la rue avec le général d'Ambrosio. — Je suis mandé à Naples. — Le roi me fait comparaître devant lui. — Fin de l'année 1814..... 222

CHAPITRE XVI

De janvier au 20 mai 1815.— Comment je passai l'hiver dans les Marches. — Nouvelle du débarquement de Napoléon en

Pages.

France. — Conduite de Joachim à cette occasion. — Il arrive à Ancône et se décide à attaquer l'armée autrichienne. — Les hostilités commencent près de Césène. — Je suis sur le point d'être fait prisonnier. — Entrée triomphale à Bologne. — Après divers combats nous sommes obligés de nous retirer. — Bataille de Macerata. — Les Anglais menacent de débarquer venant de Sicile. — L'armée se débande. — Je suis nommé lieutenant-général. — Départ du roi. — Traité de Casalanza. — Entrée des Autrichiens dans la capitale.. 243

CHAPITRE XVII

Du 23 mai 1815 au 1er novembre 1817. — Je songe à quitter le royaume. — Le prince de Canosa ministre de la police. — Origine des Calderari. — Mon séjour dans la maison de campagne de mon père. — Bande des Vardarelli. — Comment elle finit. — Je suis employé dans la première division militaire.. 260

CHAPITRE XVIII

De novembre 1818 à la fin d'avril 1819. — On me confère le commandement de la troisième division militaire. — Ma conduite à l'égard du carbonarisme. — J'organise les milices. — La bande de Minotti. — Sa destruction. — On défait ensuite de nombreux bandits. — L'empereur d'Autriche et le roi veulent voir les milices d'Avellino. — Je forme le dessein de les capturer. — J'en suis empêché par Colletta..... 278

CHAPITRE XIX

1819-1820. — Le roi m'envoie le grand cordon de Saint-Georges. — Je me décide à poursuivre la révolution sans en précipiter les mouvements. — Révolution d'Espagne et constitution de 1812. — Ma tournée en Capitanate. — Mes intelligences avec le colonel Russo. — Tournée dans la province d'Avellino. — Ma détermination de proclamer au mois de juin le gouvernement constitutionnel. — Premières hésitations. — Je vais à Naples. — Conversations avec le duc de Campochiaro, avec le comte Zurlo et avec Carascosa. —


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02668 4939